

Table des matières

AVANT PROPOS	8
Chapitre1 : Contexte et méthodologie de l'enquête.....	11
1.1 Contexte et objectifs	11
1.2 Présentation des questionnaires	11
1.3 Couverture de l'échantillon	13
1.4 Coefficients de pondération.....	14
1.5 Synthèse des principaux résultats	14
1.6 Qualité des données.....	14
CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET	
ECONOMIQUES DES MENAGES	15
Caractéristiques des ménages	16
<i>Taille des ménages.....</i>	<i>16</i>
<i>Milieu de résidence</i>	<i>18</i>
Région 20	
<i>Sexe et catégorie sociodémographique</i>	<i>21</i>
<i>Genre et catégorie socioéconomiques</i>	<i>22</i>
Pauvreté, classe moyenne et inégalités	22
Résultats relatifs à la pauvreté de 2011 à 2018-2019	22
Résultats sur la classe moyenne	24
Résultats selon l'approche monétaire	24
Résultats selon l'approche non monétaire	25
Résultats selon l'approche du noyau dur	25
Résultats sur les inégalités	26
Chapitre3 : Caractéristiques du logement	27
3.1. Statut d'occupation du logement	27
3.2. Caractéristiques physiques du logement	28
3.2.1 Nature du toit.....	30
3.2.2 Nature des murs.....	31
3.2.3 Nature du sol	33
3.3 Commodités du logement	34
3.3.1 Types de toilettes utilisées par les ménages	34
3.3.2 Mode d'évacuation des ordures ménagères	36
3.3.3 Source d'approvisionnement en eau.....	36
3.3.4 Source d'énergie pour la cuisson et l'éclairage	37
Chapitre 4 : Actif du ménage et accessibilité aux services	
socioéconomiques de base.....	38

4.1	<i>Champs et bétail détenu</i>	38
4.1.1	Champs possédés et exploités.....	38
4.1.2	Bétail détenu.....	42
4.2	<i>Possession de biens durables</i>	44
4.2.1	Possession de biens d'ameublement et d'électroménagers	44
4.2.2	Possession de moyens de locomotion et de terrains non bâtis.....	46
4.3	<i>Accès aux infrastructures socioéconomique de base</i>	47
4.3.1	: Accès à l'éducation, au centre de formation professionnelle et au centre d'Alphabétisation.....	47
4.3.2	: Accès aux structures de santé	49
4.3.3	: Accès aux autres infrastructures de base	50
Chapitre 5 : Education.....		52
5.1	Alphabétisation	52
5.2	Utilisation des services d'éducation	53
5.2.1	Fréquentation scolaire au primaire.....	53
5.2.2	Fréquentation scolaire au secondaire.....	54
Chapitre 6 : Santé.....		56
6.1	Etat sanitaire de la population.....	56
6.1.1	Difficultés à communiquer dans la langue usuelle	56
6.1.2	Hospitalisation au cours des trente (30) derniers jours	56
6.1.3	Principal problème de santé	57
6.1.4	Problème de santé et empêchement d'activité quotidienne	57
6.1.5	Problèmes de santé au cours des douze (12) derniers mois ayant entraîné une hospitalisation	58
6.1.6	Derniers problèmes de santé ayant entraîné une hospitalisation.....	59
6.1.7	Païement des frais thérapeutiques	59
6.1.8	Païement des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois	60
6.1.9	Possession d'une couverture d'assurance maladie	60
6.1.10	Financement de l'assurance maladie	61
6.1.11	Mode de remboursement.....	61
6.1.12	Prise en charge particulière	62
6.1.13	Type de prise en charge	62
6.1.14	Utilisation de moustiquaires	63
6.1.15	Utilisation de moustiquaire la nuit précédant l'enquête	63

6.1.16. Autres moyens de lutte contre les moustiques.....	64
6.1.17. Difficultés à lire même avec des lunettes	64
6.1.18. Difficultés à entendre même avec un appareil auditif	65
6.1.19. Difficultés pour marcher ou monter les escaliers	65
6.1.20. Difficultés à se rappeler ou à se concentrer	66
6.1.21. Difficultés à réaliser des tâches basiques.....	67
6.2 Fréquentation des centres de santé	67
6.2.1. Consultations des centres de santé ou de guérisseur traditionnel au cours des trente (30) derniers jours.....	67
6.2.2. Raison principale de non consultation	68
6.2.3. Premier lieu de consultation	68
6.2.4. Premier recours au soin	69
6.2.5. Consultation d'un service de santé au cours des trois (3) derniers mois	70
6.2.6 Lieu d'hospitalisation lors du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation	70
6.3 Satisfaction des usagers des services de santé.....	72
6.3.1. Satisfaction du service reçu lors de la première consultation.....	72
6.3.2. Problème de propreté de l'établissement.....	72
6.3.3. Problème d'attente	73
6.3.4. Problème de qualification du soignant	73
6.3.5. Problème de cherté du service durant la visite	74
6.3.6. Problème d'absence du médecin pendant la visite	74
6.3.7. Problème d'inefficacité du traitement durant la visite.....	75
6.3.8. Problème du mauvais accueil durant la visite	75
6.3.9. Problème d'absence du personnel de santé durant la visite	76
6.3.10. Rencontre d'autres types de problèmes.....	76
CHAPITRE VII : LA SITUATION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE	78
7.1 Population en âge de travailler ou population potentiellement active	78
7.2 Population active.....	79
7.2.1 Population active occupée.....	79
7.2.2 Population active non occupée(chômeurs).....	80
7.2.3 Taux d'activité	81
7.3 Population active occupée par branche d'activité.....	82
7.4 population occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal	82

7.5 population occupée par catégorie socioprofessionnelle	83
7.6. Travail des enfants	84
7.6.1 Ampleur de l'activité économique des enfants de 5 à 14 ans	84
7.6.2 Taux d'activité des enfants de 5 à 14 ans	85
7.6.3 Enfants économiquement occupés par branche d'activité	86
7.7 Accès au crédit	88
Chapitre 8 Transferts	99
8.1 Transferts reçu et émis par les ménages	99
8.1.1 Ménages recevant et émettant des transferts	99
8.1.2 Montants des transferts	99
8.1.3 Distribution des transferts	100
8.2 Caractéristique des correspondants	101
8.2.1 Lien de parenté des correspondants	101
8.2.2 Répartition des transferts selon la profession des correspondants	101
8.3 Les canaux utilisés et les motifs de transfert	102
-Les canaux utilisés	102
-Les motif des transferts	103
8.4 Autres sources de revenus hors emploi	103
Filets sociaux	104
Chapitre 9 : Dépenses de consommation des ménages	106
9.1 Structure des dépenses de consommation	106
9.2 Consommation alimentaire	106
9.2.1 Structure des dépenses alimentaires	106
9.3.1 Consommation alimentaire par type de produit	108
9.3 Consommation non alimentaire	117
9.3.1 Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	117
9.3.2 Transports	118
9.3.3 Articles d'habillement et chaussures	119
9.3.4. Biens et services divers	120
9.3.5 Santé	121
9.3.6. Communication	121
9.3.7 Meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer	122
9.3.8 Enseignement	123
9.3.9 Loisirs et culture	124
9.3.10 Boissons alcoolisées, tabac	125
9.3.11 Restaurants et Hôtels	125
Chapitre 10 : Insécurité alimentaire	127
10.1 Approche méthodologique	127

10.3 L'insécurité alimentaire suivant l'approche de la diversité alimentaire	132
10.4 L'insécurité alimentaire suivant l'approche FIES	132
La théorie de la mesure derrière le FIES.....	133
Utilisation d'indicateurs basés sur la FIES	135
Estimation du modèle sur les données de l'EHCVM 2018	136
Annexes.....	137
Annexe 1 : Indicateurs ODD	137
Annexe 2 : Indicateurs sur l'emploi	141
Annexe3 : Indicateurs sur l'éducation	141
Annexe4 : Indicateurs sur la santé.....	141
Annexe 5 : Consommation alimentaire.....	141
Annexe 6 : Autres indicateurs (assainissement, eau, électricité, gaz etc.)	154

Liste des Tableaux

TABLEAU 1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON DE L'EHCVM_2018/2019 PAR STRATE.....	14
TABLEAU 2 : RAPPORT DE DEPENDANCE PAR MILIEU DE RESIDENCE ET REGION	15
TABLEAU 3 : EVOLUTION DU RAPPORT DE DEPENDANCE	16
TABLEAU 4 : REPARTITION DES MENAGES SELON LA TAILLE PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR REGION	17
TABLEAU 5 : REPARTITION DES MENAGES SELON LA TAILLE ET LE SEXE DU CHEF DU MENAGE	17
TABLEAU 6 : EVOLUTION DE LA TAILLE MOYENNE DES MENAGES	18
TABLEAU 7 : REPARTITION DES MENAGES SELON LE STATUT MATRIMONIAL, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	18
TABLEAU 8 : : REPARTITION DES MENAGES PAR REGION, STATUT MATRIMONIAL, NIVEAU D'INSTRUCTION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DU CHEF DU MENAGE	20
TABLEAU 9 : REPARTITION DES MENAGES SELON LE SEXE DU CHEF DU MENAGE, LE STATUT MATRIMONIAL, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE GROUPE SOCIOECONOMIQUE	22
TABLEAU 10 : EVOLUTION DES INDICATEURS DE LA PAUVRETE PAR REGION DE 2011 A 2018	24
TABLEAU 11 : EVOLUTION DES CLASSES DE NIVEAU DE VIE AU NIGER DE 2011 A 2018/19 (EN %)	26
TABLEAU 12 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR REGION SELON LE STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	28
TABLEAU 13 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DE L'EMPLOYEUR PRINCIPAL ET SEXE DU CHEF DE MENAGE SELON LE TYPE DE LOGEMENT ACTUEL.....	29
TABLEAU 14 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR REGION SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE TOIT	30
TABLEAU 15 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DE L'EMPLOYEUR PRINCIPAL ET PAR SEXE DU CHEF DE MENAGE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE TOIT	31
TABLEAU 16 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR REGION SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE CONSTRUCTION DES MURS EXTERIEURS.....	32
TABLEAU 17 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DE L'EMPLOYEUR PRINCIPAL ET PAR SEXE DU CHEF DE MENAGE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE CONSTRUCTION DES MURS EXTERIEURS.....	32
TABLEAU 18 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE ET PAR REGION SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE REVETEMENT DU SOL DU LOGEMENT	33
TABLEAU 19 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DE L'EMPLOYEUR PRINCIPAL ET PAR SEXE DU CHEF DE MENAGE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE REVETEMENT DU SOL DU LOGEMENT	34
TABLEAU 20 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE SELON LE PRINCIPAL TYPE DE SANITAIRE DU LOGEMENT	35
TABLEAU 21 : REPARTITION (EN%) DES MENAGES PAR MILIEU DE RESIDENCE SELON LE MODE D'EVACUATION DES ORDURES MENAGERES	36
TABLEAU 22 : REPARTITION (EN%) DE LA PRINCIPALE SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON DU MENAGE SELON LA SAISON	36
TABLEAU 23 : REPARTITION (EN%) DE LA PRINCIPALE SOURCE D'ENERGIE POUR LA CUISSON DU MENAGE SELON	37
TABLEAU 24 : REPARTITION (EN%) DE LA PRINCIPALE SOURCE D'ECLAIRAGE DU MENAGE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE	37
TABLEAU 25 : PROPORTION DES MENAGES (%) POSSEDANT OU EXPLOITANT DES CHAMPS	38

TABEAU 26 : NOMBRE MOYEN DE CHAMPS POSSÉDÉS ET EXPLOITÉS PAR LES MÉNAGES	40
TABEAU 27 : REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE NOMBRE DE CHAMPS POSSEDES.....	40
TABEAU 28 : NOMBRE MOYEN DE CHAMPS POSSEDES PAR LES MENAGES SELON LA REGION ET LE MILIEU DE RESIDENCE	41
TABEAU 29 : PROPORTION DES MENAGES PRATIQUANT L'ELEVAGE DES GROS ET PETITS RUMINANTS ET DES VOLAILLES.....	43
TABEAU 30 : REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE TYPE DE MEUBLE.....	44
TABEAU 31 : REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE TYPE D'ELECTROMENAGERS	45
TABEAU 32 : REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE TYPE DE BIENS POSSEDES.....	46
TABEAU 33 : PROPORTION DES MÉNAGES (%) POSSÉDANT DE MOYENS DE LOCOMOTION ET DE TERRAINS NON BÂTIS	47
TABEAU 34 : ACCÈS À L'ÉDUCATION, AU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET AU CENTRE D'ALPHABÉTISATION (%)	48
TABEAU 35 : ACCES AUX STRUCTURES DE SANTE (%)	49
TABEAU 36 : ACCES A CERTAINES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	51
TABEAU 37 : ACCES A CERTAINES INFRASTRUCTURES SOCIALES.....	51
TABEAU 38 : TAUX D'ALPHABÉTISATION (%) DES ADULTES PAR MILIEUX DE RESIDENCE, REGION ADMINISTRATIVE, SEXE.....	52
TABEAU 39 : TAUX DE SCOLARISATION (NET ET BRUT) AU NIVEAU PRIMAIRE PAR MILIEU DE RESIDENCE, REGION DE RESIDENCE ET LE SEXE.....	53
TABEAU 40 : TAUX DE SCOLARISATION (NET ET BRUT) AU NIVEAU SECONDAIRE PAR MILIEU DE RESIDENCE, REGION DE RESIDENCE ET LE SEXE.....	54
TABEAU 41: PRINCIPAL PROBLEME DE SANTE.....	57
TABEAU 42: DUREE MOYENNE D'ARRET D'ACTIVITE (EN SEMAINE).....	58
TABEAU 43: DERNIERS PROBLEMES DE SANTE AYANT ENTRAINE UNE HOSPITALISATION.....	59
TABEAU 44: PREMIER LIEU DE CONSULTATION	68
TABEAU 45: DISTANCE MOYENNE ENTRE LA MAISON DU PATIENT ET LE PREMIER LIEU DE CONSULTATION.....	69
TABEAU 46: PREMIER RECOURS AU SOIN.....	69
TABEAU 47: MONTANT FRAIS DE CONSULTATION, D'EXAMEN ET DE MEDICAMENTS	70
TABEAU 48: LIEU D'HOSPITALISATION DU DERNIER PROBLEME DE SANTE AYANT ENTRAINE UNE HOSPITALISATION	71
TABEAU 49: NOMBRE MOYEN D'HOSPITALISATION AU COURS DES DOUZE (12) DERNIERS MOIS	71
TABEAU 50: NOMBRE MOYEN DE JOURS D'HOSPITALISATION, MONTANT DEPENSES SANTE ET TAUX DE REMBOURSEMENT	72
TABEAU 51 : REPARTITION DE LA POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER OU POPULATION POTENTIELLEMENT ACTIVE PAR REGION ET PAR SEXE.....	79
TABEAU 52 : REPARTITION DE LA POPULATION AU CHOMAGE SELON LES REGIONS, LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE SEXE	81
TABEAU 53 : REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE PAR REGION, MILIEU DE RESIDENCE ET SEXE	81
TABEAU 54 : REPARTITION DE LA POPULATION OCCUPEE PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....	82
TABEAU 55 : REPARTITION DE LA POPULATION OCCUPEE PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL DE L'EMPLOI PRINCIPAL	83
TABEAU 56 : REPARTITION DE LA POPULATION OCCUPEE PAR CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	83
TABEAU 57 : PROPORTION DES ENFANTS DE 5 A 14 ANS ECONOMIQUEMENT OCCUPES SELON LES REGIONS, MILIEU DE RESIDENCE ET SEXE	85
TABEAU 58 : TAUX D'ACTIVITE DES ENFANTS DE 5 A 14 ANS.....	85
TABEAU 59 : REPARTITION DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....	86
TABEAU 60 : % DES MENAGES POSSEDANT AU MOINS UNE ENTREPRISE NON AGRICOLE	87
TABEAU 61 : REPARTITION DES ENTREPRISES NON AGRICOLES PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....	87
TABEAU 62 : REPARTITION DES INDIVIDUS POSSEDANT UN COMPTE DANS UN ETABLISSEMENT FINANCIER OU UNE CARTE PREPAYEE PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE.....	88
TABEAU 63 : REPARTITION DES INDIVIDUS SELON LA RAISON DE LA NON DEMANDE DE CREDIT PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	89
TABEAU 64 : REPARTITION DES INDIVIDUS AYANT DEMANDE DU CREDIT SELON QU'ILS L'AIENT OBTENUS OU PAS ET LA RAISON DE LA NON OBTENTION DU CREDIT PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	91
TABEAU 65 : REPARTITION DES INDIVIDUS MEMBRES D'UNE ASSOCIATION D'ENTRE-AIDE OU TONTINE ET AYANT DEMANDE DU CREDIT A UNE ASSOCIATION PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE.....	93
TABEAU 66 : SOURCE DU DERNIER CREDIT PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	94
TABEAU 67 : PRINCIPALES UTILISATIONS DU CREDIT PAR MILIEU, REGION ET GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE.....	96
TABEAU 68 : PROPORTION DES MÉNAGES AYANT REÇUS OU ENVOYÉE AU MOINS UN TRANSFERT	99
TABEAU 69 : RÉPARTITION DES TRANSFERTS REÇUS ET ENVOYÉS.....	100
TABEAU 70 : LIEN DE L'EXPÉDITEUR DU TRANSFERT AVEC LE MEMBRE DU MÉNAGE	101

TABLEAU 71 : TABLEAU LES PRINCIPAUX CANAUX DE TRANSFERT	102
TABLEAU 72 : REPARTITION (%) DES MENAGES PAR TYPE DE REVENUS HORS EMPLOI	104
TABLEAU 73 : % DE MENAGES AYANT BENEFICIE DE PROGRAMMES DE FILETS SOCIAUX	105
TABLEAU 74 : PREVALENCE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE PAR APPROCHE	130
TABLEAU 75 : ESTIMATION DU MODELE FIES.....	136
TABLEAU 76: ESTIMATION DE LA PREVALENCE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE SELON L'APPROCHE FIES.....	136

AVANT PROPOS

L'Institut National de la Statistique (INS) du Niger, à l'instar des autres Instituts ou Agences de la Statistique des pays membres de l'UEMOA, a réalisé, courant 2018-2019, la première (1^{ère}) Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM). Cette enquête s'inscrit dans le cadre du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de vie des ménages au sein de l'espace UEMOA (PHMECV), mis en œuvre par la Commission de l'UEMOA, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale. Ce Programme a pour objectif principal d'aider les INS des Etats membres de l'UEMOA à produire des statistiques fiables, régulières et comparables dans le temps et entre pays.

Outre le renforcement des capacités des Instituts Nationaux de la Statistique (INS) de ces Etats de façon à produire régulièrement des données statistiques pertinentes et fiables et comparables dans le temps et entre pays, dans le domaine des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, l'EHCVM 2018 2019, vise également à fournir les données pour l'évaluation des politiques publiques.

Ce type d'enquête vient donc à point nommé dans ces pays engagés depuis une dizaine d'années dans des politiques et programmes de développement, visant l'amélioration des conditions de vie des populations et surtout la lutte contre la pauvreté. Les résultats issus de ce genre d'enquête permettent en effet, le suivi et l'évaluation de ces politiques et programmes.

Ainsi, le Niger, pour l'évaluation du Programme de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015, et 2017-2021), pour le suivi de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) a besoin d'un système d'informations statistiques capable de fournir des données fiables, de qualité, actualisées et à temps, pour le calcul d'indicateurs et d'agrégats pertinents. C'est dans ce cadre que l'Institut National de la Statistique (INS), principal pourvoyeur national de données statistiques fiables, à jour et de qualité, a prévu conduire diverses opérations statistiques dont des enquêtes auprès des ménages. L'EHCVM constitue donc l'une de ces opérations.

L'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) 2018 2019 est la première (1^{ère}) d'une série de deux (2) enquêtes, devant être réalisées dans le cadre du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de vie des ménages au sein de l'espace UEMOA (PHMECV) 2018 2019. La collecte des données de l'EHCVM 2018/2019 s'est déroulée en deux (2) vagues. La première (1^{ère}) vague portant sur la moitié de l'échantillon a eu lieu d'octobre à décembre 2018, et la seconde (2^{nde}) vague portant sur la deuxième (2^{ème}) moitié de l'échantillon a eu lieu d'Avril à juillet 2019.

L'EHCVM 2018/2019 est en fait la cinquième (5^{ème}) enquête sur les conditions de vie des ménages organisées par l'INS, au cours des quinze (15) dernières années. Ses objectifs sont les suivants : (i) mettre à jour les indicateurs et le profil de pauvreté ;

(ii) mesurer les progrès réalisés dans la recherche de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ; (iii) fournir des données pour améliorer les connaissances sur l'agriculture et l'élevage au Niger, notamment leurs rôles dans la réduction de la pauvreté et la façon de stimuler l'efficacité et l'innovation dans ces deux (2) secteurs.

Ainsi, après la production du rapport sur le profil et les déterminants de la pauvreté au Niger pour 2018/2019. L'INS élabore un rapport d'analyse sur les indicateurs sociodémographiques et économiques issus des données de cette enquête.

Ce rapport présente les principaux résultats relatifs aux indicateurs sociaux de base, observés au cours de cette enquête, tels que ceux relatifs à l'alphabétisation des adultes, l'accès, l'utilisation et la satisfaction des services de l'éducation et de la santé, l'accès à l'eau potable et l'emploi.

Ce rapport présente également les principaux résultats relatifs aux indicateurs sur les caractéristiques et les commodités du logement, l'accès aux infrastructures socioéconomiques de base (marchés, crédits et services de transport public), et les problèmes conjoncturels vécus par les ménages (insécurité alimentaire et nutritionnelle), ainsi que les stratégies adoptées pour y faire face.

La Direction Générale de l'INS voudrait saisir l'opportunité de la publication et de la diffusion des principaux résultats de cette étude pour adresser tous ses remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette enquête.

Il s'agit d'abord des autorités administratives nationales et régionales, et de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN), qui ont facilité le contact avec les ménages échantillon, tirés pour être enquêtés.

La Direction Générale de l'INS voudrait aussi exprimer sa gratitude à l'endroit des différents ménages, qui ont accepté d'accueillir les équipes chargées de la collecte des données sur le terrain, malgré leurs occupations et pour leur coopération, coopération sans laquelle cette enquête n'aurait pas réussi.

Ces remerciements s'adressent, également, aux membres du comité de pilotage de l'EHCVM 2018/2019, à l'équipe technique, chargée de la coordination des travaux de l'enquête, aux agents de collecte, pour la patience et le don de soi, dont ils ont fait montre durant toute la phase de collecte des données sur le terrain.

La Direction Générale de l'INS voudrait, enfin, exprimer sa reconnaissance, et sa gratitude, à la Banque Mondiale, à la Commission de l'UEMOA et au PNUD, pour leur précieuse et inestimable contribution financière et technique, qui a permis la mise à disposition de l'INS de ressources financières, matérielles, et humaines qui a permis la réalisation, dans des conditions optimales, de cette importante opération.

Les données statistiques, fournies par cette première (1^{ère}) Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), viennent ainsi enrichir la banque de données, déjà existantes sur les conditions de vie des ménages de notre pays.

Elles seront largement diffusées par la Direction Générale de l'INS, auprès des principaux utilisateurs des données statistiques publiques du Niger, particulièrement le Gouvernement et les Partenaires Techniques Financiers di Niger, pour les aider dans le processus de prise de décision, et d'élaboration, de mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques et programmes de développement, et des programmes de coopération, ainsi que les planificateurs, les chercheurs, les politiques et administrations, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les étudiants, les opérateurs économiques et autres utilisateurs, pour leur permettre de disposer d'un outil précieux dans leurs différents travaux,

Le Directeur Général de l'INS

Idrissa ALICHINA KOURGUENI

Chapitre1 : Contexte et méthodologie de l'enquête

1.1 Contexte et objectifs

L'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM_2018/2019) est la première d'une série de deux (2) Enquêtes devant être réalisées dans le cadre du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des ménages (PHMECV) que la Commission de l'UEMOA est en train de mettre en œuvre, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, dans ses Etats membres. Ce programme vise principalement à renforcer la capacité des Instituts Nationaux de Statistique (INS) de ces pays de façon à produire régulièrement des données pertinentes, fiables et comparables dans le temps et entre pays, dans le domaine des conditions de vie des ménages et de la pauvreté. Il vise également à fournir les données pour l'évaluation des politiques publiques.

La conception et la mise en œuvre d'un tel programme se justifient par la faible comparabilité des indicateurs de pauvreté. De même, dans certains de ces pays, les comparaisons dans le temps ne se font pas sans difficultés. La principale cause de ces problèmes de comparaison tient aux différences méthodologiques tant sur l'aspect échantillonnage que sur l'aspect collecte des données. C'est partant de ce constat que la Commission de l'UEMOA a sollicité et obtenu l'appui technique et financier de la Banque Mondiale pour la conception et la mise en œuvre du PHMECV qui s'est donné comme mission de corriger ces insuffisances ci-dessus énumérées. Ainsi, tous les pays membres de l'UEMOA ont adapté un questionnaire commun (aux spécificités près !) et un plan de sondage commun. Ce dernier est basé sur une taille d'échantillon conduisant à l'obtention d'indicateurs représentatifs au niveau national et au niveau région. En outre, tous les pays ont convenu de réaliser les opérations de collecte en deux vagues et au cours de la même période. A chaque vague, la moitié des ménages échantillons est enquêtée.

1.2 Présentation des questionnaires

Les questionnaires de l'EHCVM s'appuient sur les multiples expériences des enquêtes pour le suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages. Les pays concernés par cette initiative réalisent des enquêtes depuis les années 80s. Les INS de ces pays ont mené des enquêtes de nature diverse (enquête budget-consommation, enquête sur les dépenses des ménages, enquête QUIBB, enquête de type LSMS, etc.) et ils ont accumulé de l'expérience en matière de conception, de collecte, de traitement des et d'analyse des données. A ces expériences des pays s'ajoute celle de la Banque mondiale et des autres partenaires, notamment à travers l'initiative LSMS-ISA1 (Living Standards Measurement Study – Integrated Surveys on Agriculture) dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne. Les enquêtes LSMS-ISA ont comme principale caractéristique d'être à thèmes multiples et modulaires, et bien documentées ; les données produites sont d'ailleurs accessibles au public. Les questionnaires de L'EHCVM puisent largement de l'expérience des pays et du modèle des enquêtes LSMS-ISA.

¹ L'initiative LSMS est un programme sur les enquêtes auprès des ménages au sein de l'unité Enquêtes et Méthodologies du Département de recherche de la Banque Mondiale. Le programme fournit de l'assistance technique aux INS et à d'autres unités de la Banque Mondiale dans le design et la mise en place des enquêtes multi-thèmes auprès des ménages.

Le contenu des questionnaires est le résultat des travaux en atelier de l'ensemble des pays participants au projet. Les INS se sont notamment assuré que les questionnaires de l'EHCVM répondent à la demande de chaque pays en matière de données pour le suivi de la pauvreté, ce qui facilite l'insertion de l'enquête dans le dispositif statistique. Les questionnaires ont aussi été enrichis par les consultations avec différentes unités de la Banque Mondiale (éducation, santé, etc.), et d'autres partenaires tels que la Banque Africaine de Développement, la FAO, le BIT, ONU-Femme, etc. Dans ce chapitre, on présente en plus de détail le contenu des questionnaires de l'EHCVM.

L'enquête présente un certain nombre de caractéristiques.

Premièrement, la gamme de thèmes abordés est large et permet de couvrir de nombreux domaines relatifs au bien être des ménages. Comme indiqué dans le chapitre 2, la consommation des ménages est le principal ingrédient pour mesurer le bien être des ménages. L'indicateur de bien être est le socle des analyses sur les conditions de vie des ménages qui sont conduites pour les pays en développement. En effet c'est à partir de l'indicateur de bien-être que sont calculés les chiffres de pauvreté qui permettent d'assurer le suivi et l'évaluation des politiques publiques et des Objectifs de Développement Durable (ODD). Mais l'indicateur de bien-être permet aussi de classer les ménages sur l'échelle de bien-être et de mener bien d'autres analyses pertinentes telles que les travaux sur l'incidence des dépenses publiques, l'impact des subsides, etc. Les questionnaires de l'EHCVM sont développés pour collecter toutes les données nécessaires à la construction d'un indicateur de bien être basé sur la consommation. Les questionnaires recueillent également des données individuelles des membres du ménage sur un grand nombre de caractéristiques sociodémographiques qui sont de potentiels facteurs explicatifs du bien-être. Les questionnaires s'appesantissent aussi sur d'autres éléments de bien-être (notamment sur les revenus par source), et des facteurs qui permettent de comprendre d'éventuelles inégalités intra-ménages, notamment en matière de genre (le contrôle des ressources du ménage, la prise de décision dans le ménage, la possession des actifs du ménage et des terres, etc.).

Deuxièmement, l'EHCVM contient un volet agricole développé. Dans plusieurs pays de l'UEMOA il existe une enquête agricole annuelle dont l'objectif principal est de produire des statistiques sur la production et les rendements agricoles et d'identifier les zones du pays potentiellement en situation de déficit alimentaire. L'objectif du module agricole de l'EHCVM est différent. Il s'agit d'évaluer la productivité et les revenus tirés des activités agricoles afin d'identifier les contraintes auxquels fait face cette activité dans la perspective de la lutte contre la pauvreté. Du reste il est important de disposer des revenus agricoles (dans plusieurs pays c'est l'activité qui occupe la majorité des actifs) pour boucler l'ensemble des revenus (salaires, entreprises non-agricoles, revenus hors-emploi) et être à même de mener des analyses pertinentes sur les liens entre sources de revenus, pauvreté et inégalités.

L'enquête harmonisée doit faire partie du dispositif du système national statistique de chaque pays. Cela suppose que certains modules sont harmonisés et d'autres sont spécifiques au pays. De plus comme il a été souligné plus tôt, les INS doivent adapter certaines nomenclatures à leur spécificité, par exemple dans le domaine de l'éducation, tout en gardant à l'esprit les normes internationales. Un exemple intéressant dans le domaine de l'éducation est celui des niveaux scolaires. Dans certaines enquêtes dans les pays, les étudiants de BTS et

DUT sont classés dans l'enseignement supérieur. Pour l'UNICEF ce niveau est post-secondaire, le niveau supérieur comprenant les universités et grandes écoles. Les concepts de cette nature doivent être respectés pour s'aligner sur les normes internationales, même quand le questionnaire est adapté aux normes du pays. Les modules des questionnaires couvrent un grand nombre de thèmes dont les suivants :

- Caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage
- Education
- Santé
- Emploi
- Entreprises non-agricoles
- Consommation et dépenses alimentaires
- Dépenses non-alimentaires
- Logements
- Avoirs
- Participation à des programmes sociaux ou autres programmes gouvernementaux
- Autres sources de revenus
- Epargnes et crédits
- Chocs et stratégies de survie
- Agriculture et Elevage

Deux questionnaires sont conçus pour ce projet. Ces questionnaires permettent de recueillir des informations sur le ménage, ses membres et la communauté dans laquelle vit le ménage.

- Le premier instrument de collecte, le Questionnaire Ménage est un instrument intégré multithématique qui recueille l'information au niveau du ménage et des individus qui y vivent. Comprendre le comportement des ménages nécessite ce type d'information multidimensionnelle.
- Le second instrument de collecte est le Questionnaire communautaire qui recueille des informations qui sont communes aux ménages sélectionnés dans l'échantillon. Le Questionnaire Communautaire rassemble des informations sur l'accès des ménages aux services sociaux (éducation, santé, etc.), aux infrastructures (routes, marchés, etc.) et sur les prix pour analyser les différences de coût de la vie entre les régions du pays.

Le reste de cette section discute en détail du contenu des instruments de collecte.

1.3 Couverture de l'échantillon

Pour le cas du Niger, une taille d'échantillon d'environ 6050 ménages répartis dans 504 Unités Primaires (UP) est retenue. Ainsi, au premier degré de tirage, l'on a procédé à la sélection de 504 Zones de Dénombrements (ZD=UP) proportionnellement à leurs tailles (en termes de nombre de ménages) et au second degré, 12 ménages ont été tirés de manière aléatoire dans chaque ZD échantillon. Les huit (8) régions administratives constituant des strates explicites.

La répartition de l'échantillon suivant les huit strates est consignée dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon de l'EHCVM_2018/2019 par strate

Région	Nombre de ZD	Nombre de ménages	Nombre de ménages enquêtés/Validés
Agadez	52	624	619
Diffa	54	648	648
Dosso	54	648	648
Maradi	73	876	872
Tahoua	67	804	803
Tillabéri	67	804	802
Zinder	76	912	912
Niamey	61	732	720
Total	504	6048	6024

Pour ce qui est du second aspect de la méthodologie de l'enquête relatif à la collecte des données, il a été retenu que les données à collecter soient classées en cinq (5) catégories distinctes :

- Ménages et individus : informations sociodémographiques portant sur la composition des ménages, l'éducation, la santé, les caractéristiques de l'emploi, le logement, les avoirs du ménage, etc. ;
- Consommation alimentaire et non-alimentaire des ménages ;
- Revenus des ménages (salaires, revenus des entreprises agricoles et non-agricoles, revenus hors emploi) ;
- Prix des produits alimentaires ;
- Accès aux infrastructures communautaires.

1.4 Coefficients de pondération

1.5 Synthèse des principaux résultats

1.6 Qualité des données

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DES MENAGES

Le Niger a une superficie de 1.267.000 Km². La partie nord du pays est occupée principalement par le Sahara et le désert du Ténéré mais regorge beaucoup de ressources minières, la partie sud constitue l'essentiel de la zone agricole tandis que le centre du pays constitue le domaine du pastoralisme et de l'agriculture. Il est subdivisé en huit (8) régions administratives.

La population du Niger est estimée à environ 21.880.630 habitants en 2018/2019 selon les projections démographiques basées sur les résultats du quatrième (4^{ème}) Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 2012. Cette population est concentrée principalement en milieu rural (83%) et se répartit principalement dans quatre régions à savoir Zinder (21,5%), Maradi (20,4%), Tahoua (19,1%) et Tillabéri (15,7%). La population urbaine se chiffrait à 17% de l'ensemble.

La population est essentiellement jeune. 51,7% de nigériens avaient moins de 15 ans en 2012. Cette proportion aurait augmenté en 2018/19 pour s'établir à 53,9%. Cet accroissement de la population jeune, en gonflant la population inactive, contribue au rétrécissement de la population active potentielle. Cette dernière, qui était de 45,2% en 2012 est passé à 43,4% en 2018/19.

La jeunesse de la population est plus marquée dans les zones rurales. L'EHCVM 2018/19 donne une proportion de 55,60% de jeunes de moins de 15 ans en milieu rural. En milieu rural, la proportion de la population jeune est de 45,5%. Quant à la population vieille (65 ans et plus), sa proportion est de 2,7%. Elle est restée stable sur les 10 dernières années.

Tableau 2 : Rapport de dépendance par milieu de résidence et région

	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et +	Rapport de dépendance	Effectifs
	%	%	%	%	
Milieu de résidence					
Urbain	45,5	51,8	2,7	93,1	627 712
Rural	55,6	41,7	2,7	139,8	3 044 719
Région administrative					
Agadez	49,7	47,1	3,2	112,3	104 919
Diffa	54,7	42,9	2,3	132,9	132 732
Dosso	52,0	44,9	3,2	122,9	430 800
Maradi	56,0	41,7	2,3	139,8	697 263
Tahoua	54,8	42,6	2,6	134,7	718 986
Tillabéri	51,5	45,3	3,2	120,8	559 618
Zinder	56,8	40,3	2,9	148,1	807 264
Niamey	43,0	54,9	2,1	82,1	220 849
Ensemble	53,9	43,4	2,7	130,4	3 672 431

Il en résulte un rapport (ou ratio) de dépendance en augmentation au niveau de la population globale, matérialisant les effets d'une forte croissance démographique qui continue de peser sur les conditions de vie des populations. Le rapport de dépendance démographique est le rapport du nombre d'individus (jeunes et personnes âgées) supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge. Il est mesuré par le rapport entre la population des jeunes et des personnes âgées (moins de 15 ans et 65 ans et plus) et la population en âge de travailler (15 à 64 ans). En milieu rural, le rapport de dépendance est encore plus important (139,8 en 2018/19). Il était de 93,1 en milieu urbain et de 82,1 à Niamey.

Les régions administratives ayant les rapports de dépendance les plus élevés sont Zinder (148,1) et Maradi (139,8). Celles ayant les rapports les moins élevés sont Agadez (112,3) et Tillabéri (120,8).

Tableau 3 : Evolution du rapport de dépendance

	ENBC 2008 %	RGPH 2012 %	EHCVM 2018 %
Inactifs Jeunes (- de 15 ans)	50,7	51,7	53,9
Inactifs âgés (65 ans et +)	3,0	3,1	2,7
Actifs (15-64 ans)	46,2	45,2	43,4
Rapport de dépendance	1,16	1,21	1,3

De 116 personnes inactives pour 100 actifs en 2008, cet indicateur est passé à 121 personnes inactives pour 100 actifs en 2012 et à 130 personnes inactives pour 100 actifs en 2018/19. Cette évolution est essentiellement due à la forte natalité qui progresse au Niger et au recul de la mortalité infanto-juvénile.

Caractéristiques des ménages

Taille des ménages

Les données exploitées concernent un total de 6.024 ménages² pour l'essentiel situés en zone rurale (82,9%). Seulement 17,1% de ces ménages vivent en zones urbaines. La population enquêtée se chiffre ainsi à 35.406 individus³.

Selon le milieu de résidence, la taille moyenne des ménages obtenue à partir de l'EHCVM est de 6 personnes. Cette taille est également observée au niveau du milieu rural. En milieu urbain, la taille moyenne des ménages est de 5,9 personnes. Elle reste très proche de celle du milieu rural. C'est seulement à Niamey que la taille moyenne des ménages se rapproche que peu de 5 personnes (5,3 personnes par ménage).

Les tailles de ménage supérieures à la moyenne sont observées à Maradi (6,4 personnes par ménage), ainsi qu'à Dosso et Tillabéri (6,1 personnes par ménage).

² Les effectifs des ménages portés dans les tableaux résultent d'une estimation au niveau national.

³ Une estimation de la population totale du Niger à partir de l'EHCVM donne un effectif de 21.758.341 habitants, résultat très proche des projections démographiques réalisées sur la base du RGPH 2012 qui, elles, aboutissent à un effectif de 21.880.630 habitants.

Partout dans les autres 5 régions du pays, la taille des ménages est en dessous de la moyenne nationale.

Les tailles de ménages les plus fréquentes au niveau national sont celles des ménages de 3 à 5 membres (41%), suivie de celles des ménages de 6 à 9 membres (38%). Il en est ainsi par milieu de résidence. Au niveau des régions, quelques-unes font exceptions, en l'occurrence Maradi, Dosso et Tillabéri où les ménages de 6 à 9 membres sont les plus fréquents, suivis de ceux de 3 à 5 membres.

Tableau 4 : Répartition des ménages selon la taille par milieu de résidence et par région

	1 mbre	2 mbres	3 à 5 mbres	6 à 9 mbres	10 à 14 membres	15 mbres et +	Taille moyenne des ménages	Effectif des ménages
	%	%	%	%	%	%		
Milieu de résidence								
Urbain	3,7	6,6	40,9	37,7	9,3	1,8	5,9	627 712
Rural	1,9	7,4	41	38,1	9,8	1,7	6,0	3 044 719
Région de résidence								
AGADEZ	3,4	9,8	40,5	38,8	6,8	0,6	5,5	104 919
DIFFA	3,5	7,4	46,1	36	6,3	0,7	5,5	132 732
DOSSO	3,3	6,6	35,9	42,4	10,3	1,4	6,1	430 800
MARADI	1,0	7,7	36,2	40,7	12	2,4	6,4	697 263
TAHOUA	1,8	7,2	43,2	35,9	10,7	1,2	5,8	718 986
TILLABERI	1,4	5,6	39,4	43,7	8,1	1,7	6,1	559 618
ZINDER	1,9	7,9	44,9	33,9	9,2	2,2	5,8	807 264
NIAMEY	7,0	8,1	45,6	29,7	8,3	1,4	5,3	220 849
NIGER	2,2	7,3	41	38	9,8	1,8	6,0	3 672 431

Les ménages unipersonnels (1 seul membre) ne représentent que 2,2% de l'ensemble des ménages. Ils sont moins présents à Maradi (1%), Tillabéri (1,4%), tahoua (1,8%) et Zinder (1,9%). Cependant, à Niamey, ils constituent 7% de l'ensemble des ménages de la capitale. Quant aux ménages de 10 personnes et plus, ils comptent pour un peu plus de 10% du total des ménages qu'il s'agisse du niveau national, du milieu de vie ou de la région du pays.

Tableau 5 : Répartition des ménages selon la taille et le sexe du chef du ménage

Sexe du CM	1 mbre	2 mbres	3 à 5 mbres	6 à 9 mbres	10 à 14 mbres	15 mbres et +	Taille moyenne des ménages	Effectif des ménages
	%	%	%	%	%	%		
Masculin	1,5	5,7	38,2	41,3	11,2	2,1	6,3	3 037 342
Féminin	5,5	14,6	54,2	22,7	2,8	0,1	4,4	635 089
Total	2,2	7,3	41	38	9,8	1,8	6	3 672 431

On estime à environ 635.089 le nombre de ménages dirigés par les femmes, soit 17,3% du nombre total des ménages du pays. Dans leur grande majorité, ces ménages ont une taille de 3 à 5 membres (54,2%) ; en outre, plus d'un ménage sur 5 dirigé par les femmes est composé de 6 à 9 membres. Les femmes seules comptent pour 5,5% des ménages dirigés par les femmes.

En dehors de la capitale où elle a connu une baisse plus ou moins régulière, passant de 5,9 en 2008 à 5,3 en 2018/19, la taille moyenne des ménages est restée stable entre 2012 et 2018/19 après avoir baissé dans tous les milieux entre 2008 et 2012 (tableau 2.4).

Tableau 6 : Evolution de la taille moyenne des ménages

	ENBC 2008	EDS/MICS 2012	EHCVM 2018
Niamey	5,9	5,8	5,3
Autres centres urbains	6,1	6,0	
Ensemble urbain		5,9	5,9
Rural	6,4	5,9	6,0
Niger	6,5	5,9	6,0

Milieu de résidence

En 2018/19, Près de 9 chefs de ménage sur 10 sont marié. Les polygames sont estimés à 20,9% de chefs de ménages, soit un peu plus d'un chef de ménage sur 5. Les célibataires ne constituent que 1,1%. Quelques rares chefs de ménages en union libre ont été retrouvés en zone urbaine. Environ 1 chef de ménage sur 10 est veuf ou divorcé, mais la fréquence des divorcés (2,7%) est beaucoup plus faible que celle des veufs (7%). De même, les proportions des célibataires, des veufs ou des divorcés sont plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural, à l'inverse de celles des mariés qui, elles, sont plus élevées en milieu rural.

Parmi les chefs de ménages célibataires, seulement 5,6% sont des femmes. Par contre, parmi les chefs de ménages veufs, divorcés ou séparés, on retrouve respectivement 92,5%, 68,7% et 87,3 de ménages dirigés par les femmes. (Réf Tableau)

Tableau 7 : Répartition des ménages selon le statut matrimonial, le niveau d'instruction et le groupe socio-économique

	Urbain	Rural	Total
	%	%	%
Statut matrimonial			
Célibataire	2,6	0,8	1,1
Marié(e) monogame	64,6	68,9	68,0
Marié(e) polygame	18,2	21,4	20,9
Union libre	0,1	0,0	0,0
Veuf(ve)	9,8	6,4	7,0

	Urbain	Rural	Total
	%	%	%
Divorcé(e)	4,2	2,3	2,7
Séparé(e)	0,5	0,2	0,3
Total	100,0	100,0	100,0
Niveau d'instruction			
Aucun	41,7	65,6	61,6
Alphabétisé	13,3	19,5	18,4
Primaire	18,8	9,3	10,9
Secondaire	16,9	5,2	7,2
Supérieur	9,3	0,4	1,9
Total	100	100	100
Groupe socio-économique			
Salarié public	12,2	1,7	3,5
Salarié privé	20,4	5,2	7,8
Indépendant agricole	12,5	72,8	62,6
Indépendant non agricole	44,6	13,5	18,8
Autres dépendants	0,1	0,9	0,7
Sans emploi	10,2	5,9	6,6
Total	100	100	100
	627 712	3 044 719	3 672 431

En ce qui concerne le niveau d'instruction, les résultats de l'EHCVM indiquent qu'un peu plus de 3 nigériens enquêtés sur 5 n'ont aucun niveau scolaire (61,3%) ; ceux qui ont le niveau de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur représentent respectivement 10,9 %, 7,2% et 1,9%. Ceux qui sont alphabétisés par les canaux informels, y compris à travers l'école coranique, constituent 18,4%. Selon le milieu urbain ou rural, une nette différence apparaît : bien que les proportions de ceux qui n'ont aucune instruction sont plus importantes dans les deux milieux, c'est seulement 2 chefs de ménages urbains sur 5 qui sont sans instruction aucune ; en milieu rural, ils sont plus de 3 sur 5. Pour tous les autres niveaux (alphabétisation non formel, éducation formelle), Les proportions de chefs de ménages sont plus élevées en milieu urbain. En milieu urbain, 45% de chefs de ménages ont un niveau d'instruction par la canal formel (primaire, secondaire et supérieur réunis) tandis qu'ils ne sont que 22% en milieu rural. Pour le niveau supérieur, seulement 0,4% de chefs de ménages ont un niveau supérieur en milieu rural ; ils sont 9,3 en milieu urbain.

La répartition des chefs des ménages par groupes socio-économiques révèle la prédominance des professions indépendantes : Prédominance des indépendants agricoles en milieu rural (72,8%) et prépondérance des indépendants non agricoles en milieu urbain (44,6%). Les salariés réunis des secteurs public et privé représentent 32,6% des chefs de ménages de nos villes et seulement 6,9% de nos campagnes. Les chefs de ménages sans emplois sont estimés respectivement à 10,2% et 5,6% dans nos centres urbains et nos villages.

Région

La région qui compte le plus grand nombre de célibataire est Niamey. En effet, plus d'1 célibataire sur 4 réside dans la capitale. A l'inverse, les régions d'Agadez et de Diffa renferme moins de célibataires avec pour chacune environ 5% du nombre de célibataires.

Les régions comportant plus de chefs de ménages polygames sont respectivement Maradi (25,1%), Zinder (20,3%) et Tahoua (20%) selon la répartition des chefs de ménages polygames par région. La répartition selon le statut matrimonial au sein de chaque région révèle toutefois que Maradi reste en tête dans la pratique de la polygamie (27,6%), suivie de la région de Dosso (23,4%) et de Tahoua (21,4%). En moyenne, plus d'un ménage nigérien sur 5 est dirigé par un polygame. La pratique est relativement moins fréquente à Diffa et Agadez qui comptent néanmoins 11% et 14,6% de chef de ménage en régime polygamique. Maradi et Dosso sont aussi les régions où les proportions de veufs, divorcés et séparés sont les plus petites comparés aux autres régions.

Dans toutes les régions du pays, la proportion des chefs de ménages sans instruction est de loin la plus importante. Plus de 50% de chefs de ménages sont sans aucune instruction dans les 7 des 8 régions du pays ; et la capitale, qui fait exception, en compte 36,1 %. De même les chefs de ménages alphabétisés via les systèmes d'éducation informelle viennent en 2ème position dans toutes les régions en dehors de Niamey où ils ne sont que 6,3%. Si on cumule les chefs des ménages ayant le niveau primaire et secondaire, on trouve 39,4% pour Niamey, 21,6% pour Agadez et 21,4% à Dosso. Dans les autres régions, les proportions des chefs de ménages ayant le niveau primaire ou secondaire varient entre 9,7% pour Diffa et 19,8% à Maradi. Un peu moins de 2% de chefs de ménages ont un niveau supérieur dans l'ensemble du pays. Seul Niamey, la capitale du Niger, compte 16% de chefs de ménage ayant un niveau d'enseignement supérieur. Dans les autres régions, les proportions des ménages ayant atteint le niveau supérieur varient entre 0,5% à Tahoua et 2,1% à Tillabéri.

Tableau 8 : Répartition des ménages par région, statut matrimonial, niveau d'instruction et groupe socio-économique du Chef du ménage

Statut matrimonial	AGADEZ	DIFFA	DOSSO	MARADI	TAHOUA	TILLABERI	ZINDER	NIAMEY	Total
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Célibataire	2,2	1,7	1,1	0,6	0,8	1,1	0,6	4,7	1,1
Marié(e) monogame	69,5	75,4	67,3	66,6	66,2	72,5	68,3	63,2	68,0
Marié(e) polygame	14,6	11,0	23,4	27,6	21,4	17,1	19,2	17,6	20,9
Union libre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Veuf(ve)	8,0	8,6	5,9	3,5	7,9	6,7	9,0	9,3	7,0
Divorcé(e)	5,0	2,2	2,1	1,5	3,2	2,5	2,8	4,6	2,7
Séparé(e)	0,7	1,1	0,2	0,2	0,5	0,1	0,1	0,4	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Niveau d'instruction									
Aucun	55,8	53,0	59,4	64,6	68,2	68,3	58,5	36,1	61,6
Alphabétiser	17,6	36,4	18,3	14,3	15,5	13,7	28,4	6,3	18,4
Primaire	13,8	6,4	13,9	12,5	10,7	8,6	8,5	17,2	10,9

Secondaire	11,8	3,3	7,5	7,3	5,1	7,3	4,0	24,4	7,2
Supérieur	1,0	0,9	0,9	1,3	0,5	2,1	0,6	16,0	1,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Groupe socio-économique									
Salarié public	7,8	3,3	3	2	1,3	4,9	1,6	17,5	3,5
Salarié privé	18,1	12,8	1,9	7,2	4,2	4,4	9,3	28,5	7,8
Indépendant agricole	34,3	51,2	71,1	70,7	67,1	69,5	63,7	2,3	62,6
Indépendant non agricole	29,7	25,7	16,7	15,7	16,7	12,1	21,1	39,4	18,8
Autres dépendants	0,8	0,7	0,2	0,5	1,6	0,9	0,6	0	0,7
Sans emploi	9,3	6,3	7,1	3,9	9,1	8,2	3,7	12,3	6,6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nombre	104 919	132 732	430 800	697 263	718 986	559 618	807 264	220 849	3 672 431

Dans chaque région, on note que la proportion des indépendants agricoles est la plus élevée, à l'exception de Niamey. En effet, les indépendants agricoles constituent les plus gros contingents des groupes socioéconomiques au sein de ces régions, variant entre 34,3% à Agadez et 71,1% à Dosso. Niamey est toutefois dominé par les indépendants non agricoles qui constituent, dans les autres régions, le 2ème groupe socioéconomique le plus important. Les salariés du public et du privé réunis viennent en 3ème position dans les autres régions du pays. A Niamey, les salariés du privé sont par contre en 2ème position après les indépendants non agricoles, juste avant les salariés du secteur public. Mis ensemble, les salariés du public et du privé constituent le groupe socioéconomique le plus important de la capitale.

Sexe et catégorie sociodémographique

Chez les chefs de ménages des 2 sexes, le célibat est peu fréquent ; seulement 1,2% des hommes et 0,4% de femmes chefs de ménages sont célibataires. La différence est nette pour les autres modalités de la situation matrimoniale. Alors que la quasi-totalité (97,1%) de chefs de ménages de sexe masculin sont mariés, monogames et polygames réunis, c'est seulement la moitié (50,3%) des femmes chefs de ménages qui vivent dans un foyer avec leurs maris. L'autre moitié des femmes chefs de ménages sont veuves, divorcées ou séparées (49,4%). Les unions libres sont insignifiantes.

S'agissant du niveau d'instruction des chefs de ménages selon le genre, on note là aussi une nette différence en faveur des hommes. Quel que soit le sexe, la proportion de ceux qui 'ont aucun niveau d'instruction est la plus élevée. Elle est toutefois en défaveur des femmes dont la proportion culmine à 83,5%, soit plus de 8 femmes sur dix contre moins de 6 hommes chefs de ménages sur 10 (56,9%). Les hommes chefs de ménages ayant un niveau scolaire primaire, secondaire ou supérieur, c-à-d ceux qui sont passé par le système d'enseignement formel sont de l'ordre de 21,7% contre seulement 11,7% pour les femmes chefs de ménages. Si l'on ne retient que l'un ou l'autre des niveau primaire ou secondaire, on trouve 19,5% des hommes pour 11,3% pour les femmes chefs de ménages. 21,3% des hommes sont instruits à travers les systèmes d'alphabétisation non formels contre seulement 4,7% des femmes.

Tableau 9 : Répartition des ménages selon le sexe du chef du ménage, le statut matrimonial, le niveau d'instruction et le groupe socioéconomique

	Masculin	Féminin	Total
	%	%	%
Statut matrimonial			
Célibataire	1,2	0,4	1,1
Marié(e) monogame	74,1	39,5	68,1
Marié(e) polygame	23,0	10,8	20,9
Union libre	0,0	0,0	0,0
Veuf(ve)	0,6	37,5	7,0
Divorcé(e)	1,0	10,5	2,7
Séparé(e)	0,0	1,4	0,3
Niveau d'instruction			
Aucun	56,9	83,5	61,5
Alphabétisé	21,3	4,7	18,4
Primaire	11,6	7,6	10,9
Secondaire	7,9	3,7	7,2
Supérieur	2,2	0,4	1,9
Groupe socio-économique			
Salarié public	3,9	1,5	3,5
Salarié privé	9,1	1,6	7,8
Indépendant agricole	64,2	54,3	62,5
Indépendant non agricole	18,4	20,7	18,8
Autres dépendants	0,3	2,7	0,7
Sans emploi	4,0	19,3	6,6
Total	3 037 342	635 089	3 672 431

Genre et catégorie socioéconomiques

Ici encore le groupe socioéconomique des indépendants agricoles est le plus dominant. Quel que soit le sexe du chef du ménage, plus de la moitié de ceux-ci ou de celles-ci sont des indépendants agricoles. On y compte plus précisément 64,2% des hommes et 54,3% des femmes chefs de ménages dans ce groupe. En seconde position vient le groupe des indépendants non agricoles où on trouve 18,4% de chefs de ménages hommes. 20,70 de femmes chefs de ménages se retrouvent dans ce second groupe. En ce qui concerne les secteurs public et privé réunis, 13% des chefs de ménages de sexe masculin en sont des salariés. On y compte à peine 3,1% parmi les femmes chefs de ménages. On trouve une proportion plus grande de sans-emplois parmi les femmes chefs de ménages (19,3%) que parmi leurs homologues de

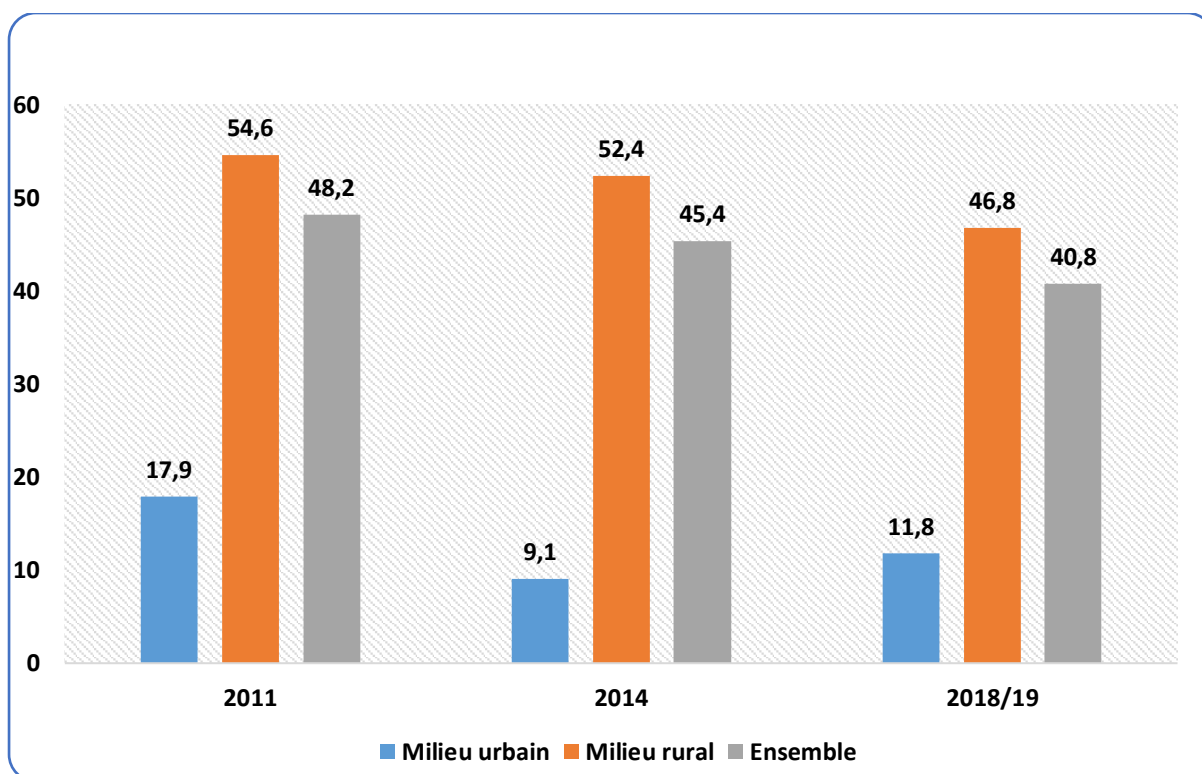
Pauvreté, classe moyenne et inégalités

Dans cette partie, il sera traité, les différentes caractéristiques des ménages relatives à la pauvreté, la classe moyenne et les inégalités.

Résultats relatifs à la pauvreté de 2011 à 2018-2019

Il s'agit de comparer les principaux indicateurs de la pauvreté notamment l'incidence, la profondeur et la sévérité de la pauvreté.

Graphique 1 : Evolution de l'incidence nationale de la pauvreté du Niger (%)



Sources : ECVMA INS 2011, ECVMA INS 2014 et EHCVM INS 2018/19

Les principaux résultats des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture, au Niger ECVMA, 2011, 2014 et EHCVM 2018/19, montrent que l'incidence nationale de la pauvreté s'est nettement réduite sur la période 2011-2019. En effet, cet indicateur est passé de 48,2% en 2011, à 40,8% en 2018-2019, soit une baisse relative de 7,4 points en 7 ans.

La profondeur de la pauvreté, qui mesure la différence entre le niveau moyen de revenu des pauvres et le seuil de pauvreté, a légèrement baissé. Elle a été estimée à 11,2% en 2018-2019, contre 13,4% en 2014, et 13,1 en 2011. Cela signifie que, en 2018/19, le transfert de ressources, qu'il faudrait opérer pour porter le niveau de revenu de tout individu pauvre au niveau de la ligne de pauvreté, est en moyenne de 11,2% du seuil de pauvreté.

L'analyse de l'évolution de l'incidence nationale de la pauvreté, selon le milieu de résidence, fait ressortir que la baisse a été beaucoup plus forte en milieu rural. En effet, elle est passée de 54,6% en 2011 à 46,8% en 2018-2019 en milieu rural.

Au niveau régional, l'analyse montre que Zinder et Dosso ont les taux de pauvreté les plus élevés, avec respectivement 48,4% et 47,8% en 2018/19.

La région de Maradi, qui depuis 2011, occupait la première (1^{ère}) place en termes de taux de pauvreté, se retrouve, en 2018/19, en troisième (3^{ème}) position, avec une incidence de la pauvreté de 46,1%, soit une forte baisse de 20 points, par rapport à son niveau de 2011. Cette importante baisse du taux de pauvreté, à Maradi, est relevée, aussi, entre 2014 et 2018-2019, d'environ 21 points. Cette baisse pourrait être expliquée par l'impact des réalisations opérées

dans la région. En effet, suite à la publication des résultats sur la pauvreté en 2008/2009 (ENBC), la région de Maradi a été classée comme étant la plus pauvre du pays. Le « Programme Conjoint de Maradi » a alors été mis en place dans la région avec l'implantation de plusieurs projets et Programmes de lutte contre la pauvreté. Les effets de tels programmes, qui s'observent en général à moyen et long termes, pourraient expliquer l'importante baisse de la pauvreté à Maradi.

On peut par ailleurs constater que, entre 2014 et 2018/19, l'incidence de pauvreté est en hausse à Tahoua (+6,9 points), Agadez (+4,9 points), Niamey (+0,6 points) et Tillabéry (+0,5 points), alors qu'elle avait baissé dans ces régions entre 2011 et 2014, respectivement de 27,5 points, 16,9 points, 25,5 points et 9,5 points.

Tableau 10 : Evolution des indicateurs de la pauvreté par région de 2011 à 2018

Régions	2011			2014			2018/2019		
	I	P	S	I	P	S	I	P	S
Agadez	26,6	6,5	2,3	9,7	1,1	0,2	14,6	3,1	1,0
Diffa	42,4	10,5	3,8	34,1	8,4	2,9	34,0	7,7	2,4
Dosso	61,3	19,1	8,0	59,4	16,1	6,2	48,4	12,8	4,5
Maradi	66,4	22,2	9,3	67,2	23,6	11,0	46,1	13,8	5,4
Tahoua	56,3	16,9	6,6	28,8	6,6	2,0	35,7	8,3	2,9
Tillabéri	67,3	21,1	8,7	41,8	11,4	4,5	42,3	12,1	4,6
Zinder	56,2	16,6	6,7	52,9	16,0	6,4	47,8	13,9	5,7
CUN	15,8	3,4	1,1	6,3	1,0	0,3	6,9	1,2	0,4
Ensemble	48,2	13,1	4,9	45,4	13,4	5,5	40,8	11,2	4,3

Sources : ECVMA 2011, ECVMA 2014 et EHCVM 2019/2019

I= Incidence de pauvreté

P= Profondeur de la pauvreté

S= Sévérité de la pauvreté

Résultats sur la classe moyenne

Comme pour les deux (2) études sur la classe moyenne, réalisées avec les données des ECVMA 2011 et 2014, trois (3) approches méthodologiques, ont été retenues pour la détermination de la classe moyenne au Niger en 2018-2019, à savoir, l'approche monétaire, l'approche non monétaire et le noyau dur.

Résultats selon l'approche monétaire

L'approche monétaire, est basée sur les dépenses annuelles de consommation par tête. Ainsi, les ménages dont les dépenses annuelles de consommation par tête sont :

- inférieures à 186 700 F CFA sont les défavorisés en 2018-2019 ;
- entre 186 700F CFA et 498 300 F CFA sont de la classe moyenne ;
- supérieures ou égales 498 300F CFA sont de la classe des aisés.

Selon l'approche monétaire, en 2018-2019, 48,6% de Nigériens sont de la classe moyenne, 43,3% sont de la classe des plus défavorisés et 8,1% sont de la classe des aisés. Entre 2011 et 2018-2019, on remarque que la proportion des défavorisés a baissé de près de 6,7 points. Cela s'est répercuté, en termes d'élargissement de 3,7 points de la classe moyenne et de 3 points pour celle des aisés.

Résultats selon l'approche non monétaire

L'approche non monétaire est basée sur la construction d'un indice composite sur le patrimoine, c'est -à- dire la possession d'actifs ou de biens par le ménage et, les caractéristiques socioéconomiques et démographiques du ménage et de son chef.

Selon l'approche non monétaire, en 2018-2019, 40,0% des nigériens sont de la classe des défavorisés, 50,0% de la classe moyenne, et 10% de la classe des aisés. Il ressort que selon l'approche non monétaire, entre 2011 et 2018-2019 au Niger, la proportion de la classe des défavorisés a connu une baisse de 9,5 points, au profit de la classe moyenne (+4,7 points) et de celle des aisés (+4,8 points).

Résultats selon l'approche du noyau dur

Les ménages appartenant au noyau dur sont ceux qui appartiennent à la classe moyenne à la fois à travers l'approche monétaire et l'approche non monétaire. Ainsi, le noyau dur de la classe moyenne est constitué de la proportion des ménages appartenant à la classe moyenne selon les deux (2) approches, monétaire et non monétaire. Lors des deux (2) précédentes études, le noyau dur de la classe moyenne a été retenu comme étant la classe moyenne du Niger. En effet, l'analyse de la transition interclasse de 2014, a fait ressortir que le noyau dur de la classe moyenne est beaucoup moins sensible aux chocs, et est beaucoup "plus robuste" que la classe moyenne selon l'approche monétaire ou non monétaire.

De 2011 à 2018-2019, selon l'approche du noyau dur, on observe que la proportion de la classe des défavorisés a enregistré une forte baisse, en passant de 31,0% en 2011 à 23,4% en 2014, puis à 23,0% en 2018-2019. Par contre, les proportions des ménages, appartenant à la classe moyenne et celle des aisés, ont augmenté, selon la même approche, passant respectivement de 24,6% et 2,9% en 2011, à 26,1% et 4,1% en 2014, puis à 27,1% et 4,8% en 2018-2019.

Tableau 11 : **évolution des classes de niveau de vie au Niger de 2011 à 2018/19 (en %)**

Année	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des aisés	Total
Approche monétaire				
2011	50,0	44,9	5,1	100,0
2014	46,7	46,2	7,1	100,0
2018/19	43,3	48,6	8,1	100,0
Approche non monétaire				
2011	49,5	45,3	5,2	100,0
2014	38,3	51,7	10,0	100,0
2018/19	40,0	50,0	10,0	100,0
Approche noyau dur				
2011	31,0	24,6	2,9	-
2014	23,4	26,1	4,1	-
2018/19	23,0	27,1	4,8	-

Sources : ECVMA 2011, ECVMA 2014 et EHCVM 2018/19

Résultats sur les inégalités

L'indice de Gini est l'indicateur le plus utilisé pour la mesure des inégalités de bien-être des populations. Il varie entre 0 et 1. Ainsi, plus la valeur de cet indice est élevée, proche de 1, plus l'inégalité est grande au sein de la population étudiée et inversement.

Selon les principaux résultats des enquêtes sur les conditions de vie des ménages (ECVMA 2011, ECVMA 2014 et EHCVM 2018-2019), au Niger, l'indice de Gini a légèrement augmenté de 2011 à 2018-2019, en passant de 0,299 en 2011 à 0,325 en 2014 puis à 0,350 en 2018-2019.

L'analyse des inégalités par classe fait ressortir, qu'au Niger, en 2018-2019, les inégalités intra classes sont relativement plus faibles, contrairement aux inégalités inter classes qui sont relativement élevées.

La classe des défavorisés est la moins inégalitaire, avec un indice de Gini de 0,141. L'inégalité est plus observée au niveau de la classe des aisés (0,261) aussi, qu'au niveau de la classe moyenne (0,148), qui est restée inchangée, par rapport à son niveau de 2014 (0,148).

Si l'inégalité a baissé dans la classe des défavorisés (0,151 en 2014 contre 0,141 en 2018-2019), elle a augmenté dans la classe des aisés (0,160 en 2014 contre 0,261 en 2018-2019).

Cette hausse des inégalités dans la classe des aisés pourrait expliquer la légère hausse de l'indice de Gini au niveau national.

L'analyse des écarts interclasses, en termes de dépense montre qu'un individu de la classe des aisés dépense, en moyenne, 7,2 fois plus qu'un individu de la classe des défavorisés, et 3,4 fois plus qu'un individu de la classe moyenne. Quant à l'individu de la classe moyenne, il dépense, en moyenne, 2,1 fois plus qu'un individu de la classe des défavorisés.

Chapitre3 : Caractéristiques du logement

Le logement est le gîte qui met l'homme à l'abri des intempéries et lui permet de mener une vie stable. Ses principales caractéristiques à savoir la nature du mur, du toit et les commodités dont il dispose sont des éléments importants pour apprécier le bien être du ménage qu'il abrite.

3.1. Statut d'occupation du logement

Le statut d'occupation est saisi à travers quatre (4) variables : propriétaires avec titre, propriétaires sans titre, locataires et autres. Ainsi, le tableau n°3.1 donne la répartition des ménages par milieu de résidence, par région, par branche d'activité et par sexe selon le statut d'occupation du logement. Il ressort de l'analyse des données de ce tableau que 82,4% déclarent être propriétaires de leur logement dont 72,30% sans titre foncier et 9,0% avec titre. Moins de 5% sont des locataires et 13,7% sont déclarés autres.

Selon le milieu de résidence, c'est en milieu rural qu'on retrouve plus des ménages propriétaires de leur logement (87,9%) dont 84,8% sans titre. En milieu urbain moins de 50% des ménages sont propriétaires de leur logement avec t 37,9% avec titre foncier.

Par région c'est à Zinder qu'on retrouve plus de ménages sans titre (87,0%), Niamey occupe la première place chez les locataires avec 38,2% et aussi la première place des ménages propriétaires avec titre (37,9%).

Les résultats du tableau 3.1 montrent que 91,3% des ménages tous secteurs d'activité confondu sont propriétaires de leur logement dont 72,3% sont sans titre. Les chefs des ménages exerçant dans l'agriculture (87%), l'élevage, la pêche (80,2%) et les industries extractives (77,5%), les BTP (71,3%) et les autres industries (73,7%) sont à plus de 70% propriétaires de leurs logements qui, à plus de 50% sont sans titre. Il convient cependant de relever que certains chefs de ménages exerçant certaines activités sont locataires de leurs logements. Il s'agit de ceux exerçant dans les services (42,7%), ceux exerçant dans le secteur de l'éducation (25,1%), le transport/commerce (23%) et dans la restauration/hôtellerie (20,1%). Cette proportion diffère également selon le sexe du chef de ménage. En effet, elle est de 73,2% chez les hommes et près de 68% chez les femmes.

Tableau 12 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence et par région selon le statut d'occupation du logement

	Occupation logement en %				
	Propriétaire titre	Propriétaire sans titre	Locataire	Autre	Total
Urbain	37.9	12.0	26.1	24.0	100.0
Rural	3.1	84.8	0.6	11.6	100.0
AGADEZ	24.8	29.6	12.2	33.4	100.0
DIFFA	9.0	58.3	5.2	27.5	100.0
DOSSO	5.4	79.5	2.8	12.3	100.0
MARADI	8.9	76.7	3.1	11.2	100.0
TAHOUA	5.8	75.6	1.4	17.2	100.0
TILLABERI	8.6	74.1	3.2	14.1	100.0
ZINDER	5.5	87.0	1.9	5.6	100.0
NIAMEY	33.4	4.2	38.2	24.2	100.0
Agriculture	3.1	85.9	0.3	10.7	100.0
Elevage/pêche	4.0	76.2	0.4	19.4	100.0
Industries extractives	11.0	66.5	6.5	16.0	100.0
Autres industries	18.4	55.3	9.0	17.3	100.0
BTP	16.9	54.3	6.9	22.0	100.0
Commerce	20.9	52.3	10.3	16.5	100.0
Restaurant/Hôtel	10.4	55.8	20.3	13.5	100.0
Transport /Commerce	25.2	32.8	23.0	19.1	100.0
Education/Santé	21.8	28.6	25.1	24.5	100.0
Services personnels	20.5	46.8	13.2	19.6	100.0
Autres services	26.8	14.8	42.7	15.8	100.0
Masculin	9.2	73.2	5.3	12.3	100.0
Féminin	8.2	67.9	3.4	20.4	100.0
Ensemble	9.0	72.3	4.9	13.7	100.0

3.2. Caractéristiques physiques du logement

Le tableau n°3.2 ci-dessous donne la répartition (en%) des ménages par milieu de résidence, par région, par branche d'activité et par sexe selon le type de logement actuel. Il ressort de l'analyse des données de ce tableau qu'au Niger l'habitat se caractérise par une prédominance des maisons individuelles traditionnelles avec 62,1%. Cette situation est valable dans toutes les régions, exceptée

Niamey qui présente un habitat de type célibatérium plus que les autres types d'habitat. La particularité de Niamey s'explique d'ailleurs, par son habitat de type moderne (maisons et villas).

Le milieu de résidence se particularise aussi, par un habitat de type traditionnel avec 66,2% en milieu rural et 41,8% en milieu urbain et un faible taux de l'habitat moderne surtout en milieu rural avec moins de 2%.

Les données du tableau 3.2 montrent que quel que soit le secteur d'activité dans lequel exerce le chef, les ménages occupent des maisons individuelles de type traditionnel. Cette proportion varie de 27,9% des ménages dont les chefs exercent dans le secteur des services à 68,8% pour les ménages appartenant au secteur de l'agriculture. Il est à mentionner que les chefs des ménages exerçant dans les services vivent à 20,8% dans les villas modernes et 23,2% dans des maisons modernes dans une concession.

Il en est de même pour le sexe du chef de ménage. En effet, la majorité des ménages dirigés aussi bien par les hommes que par les femmes vivent dans des maisons individuelles de type traditionnel avec respectivement 63,1% et 57,2%. Enfin, 15,8% des ménages dirigés par des femmes vivent dans des chambres « entrer-coucher ». Cette proportion est de 9,6% chez les hommes. On peut ainsi présager que les chefs de ménages de sexe féminin dirigent des ménages constitués d'une seule personne.

Tableau 13 : Répartition (en%) des ménages par branche d'activité de l'employeur principal et sexe du chef de ménage selon le type de logement actuel

	Type de logement actuel								Total
	Villa de type moderne	Maison moderne dans une concession	Célibat érium	Maison individuelle de type traditionnel	Chambre (entrer-coucher)	Case traditionnelle	Tente/ hangar/ bâche	Autre	
Urbain	9.1	19.9	17.8	41.8	5.3	2.7	2.8	0.6	100.0
Rural	0.3	1.3	1.0	66.2	10.4	19.1	1.6	0.2	100.0
AGADEZ	5.4	10.2	8.9	33.0	7.5	18.5	15.9	0.7	100.0
DIFFA	1.5	5.1	0.9	49.5	4.0	22.6	16.2	0.2	100.0
DOSSO	0.3	2.7	0.5	72.5	3.4	20.3	0.3	0.0	100.0
MARADI	0.9	5.1	1.7	55.1	9.5	27.3	0.3	0.1	100.0
TAHOUA	0.9	2.6	2.7	75.1	11.7	5.8	0.4	0.8	100.0
TILLABERI	0.3	1.9	1.2	73.6	0.8	21.4	0.7	0.0	100.0
ZINDER	1.1	2.3	2.3	61.2	19.7	12.7	0.7	0.0	100.0
NIAMEY	14.6	22.9	32.7	16.8	3.9	2.7	5.0	1.4	100.0
Elevage/pêche	0.4	2.0	0.8	39.2	8.3	37.1	10.2	2.1	100.0
Industries extractives	1.3	4.1	8.5	59.2	5.3	13.6	8.0	0.0	100.0
Autres industries	1.6	7.0	10.3	60.0	12.2	5.0	3.9	0.0	100.0
BTP	3.0	4.1	11.0	52.4	11.0	14.7	3.7	0.0	100.0
Commerce	3.1	9.0	8.3	59.2	9.9	8.5	1.8	0.3	100.0

	Type de logement actuel								
	Villa de type moderne	Maison moderne dans une concession	Celibat érium	Maison individuelle de type traditionnel	Chambre (entrer-coucher)	Case traditionnelle	Tente/hangar/bâche	Autre	Total
Restaurant/Hôtel	7.2	0.0	9.4	67.0	12.6	1.3	1.8	0.7	100.0
Transport/Commerce	6.6	15.2	15.2	48.7	9.2	2.0	3.1	0.0	100.0
Education/Santé	7.8	18.3	8.9	52.3	6.4	3.9	1.6	0.7	100.0
Services personnels	3.2	7.7	12.4	55.7	6.7	11.4	2.7	0.3	100.0
Autres services	20.8	23.2	22.1	27.9	1.7	1.2	1.0	2.2	100.0
Masculin	1.8	4.6	4.0	63.1	8.2	16.3	1.8	0.2	100.0
Féminin	1.7	3.5	3.0	57.2	15.8	16.1	1.8	0.8	100.0
Ensemble	1.8	4.4	3.8	62.1	9.6	16.3	1.8	0.3	100.0

3.2.1 Nature du toit

L'habitat nigérien est caractérisé d'un toit constitué par le banco, la paille et les tôles avec des proportions respectives de 60,1%, 18,3% et 16,7% comme le montre le tableau 3.3. Le banco est surtout répandu en milieu rural avec 65,7% et 3,5% en milieu urbain. La tôle est utilisée comme matériau pour la toiture à Niamey avec 74,0% contre 13,5% pour le banco.

Tableau 14 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence et par région selon le principal matériau de toit

	Principal matériau du toit								
	Dalle en ciment	Tuile	Tôles	Paille	Banco	Chaume	Nattes	Autre	Total
Urbain	3.1	0.6	56.0	5.6	32.5	0.2	1.7	0.3	100.0
Rural	0.0	0.0	9.1	20.9	65.7	2.7	1.4	0.2	100.0
AGADEZ	1.2	0.0	6.1	6.8	43.2	0.1	39.8	2.7	100.0
DIFFA	0.2	0.4	6.5	36.7	51.4	1.3	3.2	0.4	100.0
DOSSO	0.1	0.0	18.3	14.2	57.5	9.7	0.1	0.0	100.0
MARADI	0.8	0.3	14.9	27.6	51.5	4.6	0.3	0.1	100.0
TAHOUA	0.0	0.0	14.8	9.2	75.5	0.4	0.0	0.0	100.0
TILLABERI	0.0	0.0	6.4	26.0	67.5	0.0	0.0	0.1	100.0
ZINDER	0.0	0.1	15.4	17.3	66.0	0.5	0.4	0.3	100.0
NIAMEY	6.1	0.5	74.0	5.3	13.5	0.4	0.1	0.0	100.0
Ensemble	0.5	0.1	16.7	18.3	60.4	2.4	1.4	0.2	100.0

Il ressort de l'analyse des résultats du tableau 3.4 que tous secteurs d'activités confondus du chef de ménage, le banco (60,4%) est le principal matériau du toit des logements. Il est suivi par la paille (18,3%) et la tôle avec 16,7%. Cependant pour certains ménages notamment ceux dont les chefs

exercent dans le secteur des services (66,3%), dans celui de la santé ou de l'éducation (50,9%) ou encore dans les services du personnel (38,6%), la tôle est le principal matériau de toiture du logement.

La situation est semblable selon le sexe du chef de ménage. En effet, quel que soit le sexe de ménage du chef, les logements ayant matériau de toit le banco sont les plus nombreux. Cette proportion est de 59,8% pour les ménages dirigés par les hommes et 61,1% pour ceux dirigés par les femmes.

Tableau 15 : Répartition (en%) des ménages par branche d'activité de l'employeur principal et par sexe du chef de ménage selon le principal matériau de toit

	Le principal matériau du toit								
	Dalle en ciment	Tuile	Tôles	Paille	Banco	Chaume	Nattes	Autre	Total
Secteurs d'activités									
Agriculture	0.0	0.0	7.2	20.4	69.6	2.2	0.5	0.1	100.0
Elevage/pêche	0.1	0.0	9.6	36.2	39.0	6.9	7.2	1.0	100.0
Industries extractives	1.3	0.0	16.3	20.7	55.8	0.0	5.8	0.0	100.0
Autres industries	0.0	0.0	25.6	10.7	60.9	1.0	1.6	0.4	100.0
BTP	0.5	1.9	21.4	8.9	53.4	9.0	4.9	0.0	100.0
Commerce	0.6	0.3	36.0	12.2	49.4	0.3	1.2	0.0	100.0
Restaurant/Hôtel	3.2	0.0	26.8	3.3	63.5	0.0	3.2	0.0	100.0
Transport/ Commerce	4.0	0.0	39.6	4.9	47.5	0.6	3.2	0.3	100.0
Education/Santé	4.2	0.6	50.9	1.3	39.1	3.0	0.3	0.6	100.0
Services personnels	0.2	0.6	38.6	16.5	38.4	3.3	2.2	0.3	100.0
Autres services	6.2	0.3	66.3	3.5	21.1	0.2	1.6	0.9	100.0
Sexe									
Masculin	0.6	0.2	16.9	18.4	59.8	2.5	1.4	0.2	100.0
Féminin	0.3	0.0	17.9	17.9	61.1	1.0	1.4	0.4	100.0
Ensemble	0.5	0.1	16.7	18.3	60.4	2.4	1.4	0.2	100.0

3.2.2 Nature des murs

Le tableau n°3.5 ci-dessous donne la répartition (en%) des ménages par milieu de résidence et par région selon le principal matériau de construction des murs extérieurs. L'analyse de ces données montre que 70,9% du principal matériau de construction des murs est constitué de paille/ banco ou mottes de terre, 7,4% des murs sont en briques cuites et 7,1% de ciment/ béton ou pierre de taille. Comme nous l'avons vu précédemment l'habitat nigérien est caractérisé par les maisons de type traditionnel, les murs sont également constitués par le banco, la paille et le ciment avec pour ce dernier la prédominance au niveau de Niamey avec 66,0% contre 17,0% de banco et du milieu urbain avec 38,0% contre 0,8% pour le milieu rural.

Tableau 16 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence et par région selon le principal matériau de construction des murs extérieurs

	Principal matériau de construction des murs extérieurs							
	Ciment/ Béton/ Pierres de taille	Briques cuites	Banco amélioré/ semi-dur	Matériaux de récupération (planches, tôles...)	Pierres simples (Traditionnelles)	Paille, Banco, motte de terre	Autre	Total
Milieu de résidence								
Urbain	38.0	5.3	20.3	0.7	0.1	35.4	0.2	100.0
Rural	0.8	7.8	11.5	0.0	0.8	78.3	0.8	100.0
REGIONS								
AGADEZ	4.6	0.4	26.4	0.0	0.5	61.5	6.6	100.0
DIFFA	3.2	0.1	8.4	0.0	0.1	87.7	0.5	100.0
DOSSO	3.2	35.4	4.7	0.0	1.6	55.2	0.0	100.0
MARADI	6.5	1.1	11.8	0.0	1.8	78.3	0.5	100.0
TAHOUA	2.8	0.1	16.7	0.1	0.9	79.3	0.2	100.0
TILLABERI	2.7	0.0	3.5	0.0	0.0	93.3	0.5	100.0
ZINDER	1.6	11.9	22.1	0.0	0.0	63.2	1.2	100.0
NIAMEY	66.0	6.2	8.4	2.1	0.0	17.0	0.3	100.0
Ensemble	7.1	7.4	13.0	0.1	0.7	70.9	0.7	100.0

Les résultats du tableau 3.6 démontrent que tous les ménages tous secteurs d'activité confondue, ont également des murs constitués par le banco, la paille avec 70,9% contre 7,1% pour le ciment. Il en est de même pour le sexe du chef de ménage.

Tableau 17 : Répartition (en%) des ménages par branche d'activité de l'employeur principal et par sexe du chef de ménage selon le principal matériau de construction des murs extérieurs

	Principal matériau de construction des murs extérieurs							
	Ciment /Béton /Pierres de taille	Briques cuites	Banco amélioré/ semi-dur	Matériaux de récupération (planches, tôles...)	Pierres simples (Traditionnelles)	Paille, Banco, motte de terre	Autres	Total
Agriculture	0.6	5.9	11.3	0.0	0.9	80.6	0.6	100.0
Elevage/pêche	0.5	14.8	11.5	0.0	0.9	69.9	2.4	100.0
Industries extractives	5.0	8.3	15.3	0.0	1.1	69.6	0.8	100.0
Autres industries	11.4	13.5	11.6	0.9	1.3	60.8	0.6	100.0
BTP	10.6	8.3	19.5	0.0	0.0	61.3	0.2	100.0
Commerce	16.6	9.5	18.3	0.3	0.2	54.4	0.7	100.0
Restaurant/ Hôtel	14.2	14.9	20.7	0.0	0.0	50.2	0.0	100.0
Transport/ Commerce	26.9	6.1	21.3	0.0	0.4	44.6	0.6	100.0
Education/ Sante	28.8	7.2	21.7	1.3	0.0	41.0	0.0	100.0

	Principal matériau de construction des murs extérieurs							
	Ciment /Béton /Pierres de taille	Briques cuites	Banco amélioré/ semi-dur	Matériaux de récupération (planches, tôles...)	Pierres simples (Traditionnelles)	Paille, Banco, motte de terre	Autres	Total
Services personnels	18.9	7.8	16.6	0.5	0.0	55.9	0.4	100.0
Autres services	55.0	5.0	15.5	0.0	0.0	24.0	0.6	100.0
Masculin	7.4	7.5	13.0	0.1	0.7	70.6	0.6	100.0
Féminin	5.7	7.0	12.9	0.2	0.6	72.7	0.9	100.0
Ensemble	7.1	7.4	13.0	0.1	0.7	70.9	0.7	100.0

3.2.3 Nature du sol

C'est toujours la terre battue/ sable qui caractérise le sol du logement nigérien avec 84,3%, suivi du ciment/ béton avec 13,5%.

Pour le milieu de résidence, il est de 94,6% pour le milieu rural contre 34,4% pour le milieu urbain. La part du sol revêtu en ciment/ béton est de 55,6% en milieu urbain contre 4,9% en milieu rural.

Tableau 18 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence et par région selon le principal matériau de revêtement du sol du logement

Principal matériau de revêtement du sol du logement						
	Carreaux/ Marbre	Ciment/ Béton	Terre battue/ Sable	Bouse d'animaux	Autre	Total
Urbain	9.9	55.6	34.4	0.2	0.0	100.0
Rural	0.1	4.9	94.6	0.4	0.1	100.0
Région						
AGADEZ	0.9	26.8	71.5	0.5	0.2	100.0
DIFFA	0.3	7.2	91.9	0.6	0.0	100.0
DOSSO	0.4	11.7	87.9	0.0	0.0	100.0
MARADI	2.0	12.1	84.9	0.9	0.1	100.0
TAHOUA	0.8	9.5	89.5	0.2	0.0	100.0
TILLABERI	0.1	8.3	91.0	0.6	0.0	100.0
ZINDER	0.2	8.1	91.4	0.2	0.1	100.0
NIAMEY	18.5	65.0	16.5	0.0	0.0	100.0
Ensemble	1.8	13.5	84.3	0.4	0.1	100.0

Le principal matériau de revêtement du sol du logement est la terre battue / sable quelque soit la branche d'activité et ce à plus de 50%, excepté dans l'éducation/santé et les autres services avec respectivement 40,2% et 26,7%. Il est à plus de 80% chez les deux sexes, 83,9% chez les hommes et 86,2% chez les femmes.

Tableau 19 : Répartition (en%) des ménages par branche d'activité de l'employeur principal et par sexe du chef de ménage selon le principal matériau de revêtement du sol du logement

	Principal matériau de revêtement du sol du logement					
	Carreaux/ Marbre	Ciment/ Béton	Terre battue/ Sable	Bouse d'animaux	Autre	Total
Agriculture	0.1	4.0	95.4	0.5	0.0	100.0
Elevage/pêche	0.0	5.3	93.6	0.6	0.5	100.0
Industries extractives	1.3	24.6	74.1	0.0	0.0	100.0
Autres industries	2.0	21.3	76.2	0.5	0.0	100.0
BTP	1.8	20.3	77.7	0.3	0.0	100.0
Commerce	3.3	31.8	64.9	0.0	0.0	100.0
Restaurant/Hôtel	3.9	28.2	67.0	0.9	0.0	100.0
Transport /Commerce	4.7	41.6	53.6	0.0	0.1	100.0
Education/Sante	9.6	49.7	40.2	0.6	0.0	100.0
Services personnels	2.4	34.9	62.7	0.1	0.0	100.0
Autres services	21.4	51.9	26.7	0.0	0.0	100.0
Sexe du CM						
Masculin	1.7	14.0	83.9	0.4	0.0	100.0
Féminin	2.2	11.1	86.2	0.3	0.2	100.0

3.3 Commodités du logement

3.3.1 Types de toilettes utilisées par les ménages

Le type de sanitaire utilisé par les ménages est un facteur déterminant dans le cadre de vie des ménages. En effet, une installation sanitaire adéquate réduit le risque de contracter des maladies. La situation des sanitaires est moins reluisante. En effet, on note du tableau 3.9 que la proportion des ménages utilisant la nature (défécation à l'air libre) comme lieu d'aisance est de 74,3% et 12,9% pour les latrines dallées simplement. Cette proportion est encore plus importante en milieu rural avec 86,9%.

Tableau 20 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence selon le principal type de sanitaire du logement

	Principal type de sanitaire												
	W.C. intérie ur avec chasse d'eau	W.C. extérie ur avec chasse d'eau	W.C. intérieur chasse d'eau manuelle	W.C. extérieur chasse d'eau manuelle	Latrines VIP (dallées, ventilées)	Latrines ECOSAN (dallées, couvertes)	Latrines SANPLAT (dallées, non couvertes)	Latrines dallées simplement	Fosse rudiment aire/trou ouvert	Toilettes publiques	Aucune toilette (dans la nature)	Autre	Total
Urbain	8.3	2.5	4.7	11.6	4.3	2.7	3.2	37.4	11.5	0.2	13.1	0.7	100.0
Rural	0.0	0.1	0.1	0.4	0.3	0.3	0.2	7.9	3.2	0.3	86.9	0.2	100.0
ENSEMB LE	1.4	0.5	0.9	2.3	1.0	0.7	0.7	12.9	4.6	0.2	74.3	0.3	100.0

3.3.2 Mode d'évacuation des ordures ménagères

Il ressort du tableau 3.10 que le dépotoir sauvage est le principal mode d'évacuation des ordures ménagères avec 83,2%. Cette proportion est plus importante en milieu rural avec 90,5% contre 47,9% en milieu urbain.

Tableau 21 : Répartition (en%) des ménages par milieu de résidence selon le mode d'évacuation des ordures ménagères

	Principal mode d'évacuation des ordures						
	Dépotoir public	Ramassage	Balayés par le ménage	Enterrées par le ménage	Dépotoir sauvage	Autre	Total
Urbain	9.4	38.7	2.2	0.4	47.9	1.4	100.0
Rural	0.8	2.0	0.7	0.1	90.5	6.0	100.0
Ensemble	2.3	8.3	0.9	0.1	83.2	5.2	100.0

3.3.3 Source d'approvisionnement en eau

Du tableau 3.11 on note que quel que soit la saison, les ménages s'approvisionnent en eau de boisson au niveau des « puits ouverts ailleurs » à plus de 30%. Quant à la modalité « borne fontaine/robinet public elle est de 23% en saison sèche contre moins de 22% en saison des pluies.

Tableau 22 : Répartition (en%) de la principale source d'approvisionnement en eau de boisson du ménage selon la saison

Principale source approvisionnement en eau de boisson du ménage		
	Saison pluviale	Saison sèche
Robinet dans le logement	3.2	3.1
Robinet dans la cour/Concession	7.2	7.0
Robinet du voisin	1.6	1.6
Borne fontaine/Robinet public	21.7	23.0
Puits ouvert dans la cour/Concession	0.8	0.7
Puits ouvert ailleurs	31.3	35.1
Puits couvert dans la cour/Concession	0.4	0.4
Puits couvert ailleurs	6.2	6.3
Forage dans la concession	1.4	1.4
Forage ailleurs	15.3	15.5
Source aménagée	0.2	0.1
Source non aménagée	2.1	0.2
Fleuve/Rivière/Lac/Barrage	5.4	2.8
Eau de pluie	1.2	
Vendeur ambulant	2.1	2.3
Autre	0.2	0.4
Total	100.0	100.0

3.3.4 Source d'énergie pour la cuisson et l'éclairage

Ce tableau ci-dessous nous renseigne que près de 65% des ménages utilisent le bois ramassé comme principal combustible pour la cuisson, 22,5% pour le bois acheté et 6,7% pour le gaz.

Tableau 23 : Répartition (en%) de la principale source d'énergie pour la cuisson du ménage selon

Principale source d'énergie pour la cuisson	%
Bois ramassé	64,9
Bois acheté	22,5
Charbon de bois	4,2
Gaz	6,7
Electricité	0
Pétrole/Huile	0
Déchets d'animaux	0,6
Autres	1

La principale source d'éclairage du logement est la lampe à pile/ grosse torche avec un taux de près de 76% contre 16,6% pour l'électricité réseau. L'électricité réseau représente 61,1% et 7,4% respectivement en milieu urbain et rural. La lampe à pile/ grosse torche est de 85% en zone rurale.

Tableau 24 : Répartition (en%) de la principale source d'éclairage du ménage selon le milieu de résidence

	Principale source d'éclairage du logement							Total
	Electricité réseau	Electricité (générateur)	Lampe à pétrole	Lampe à pile, grosse torche	Paraffine / Bois / Plaque	Plaquette solaire	Autre	
Urbain	61.1	0.3	1.1	31.7	0.1	5.1	0.4	100.0
Rural	7.4	0.1	2.4	85.0	0.4	4.2	0.6	100.0
Ensemble	16.6	0.1	2.2	75.9	0.3	4.4	0.6	100.0

Chapitre 4 : Actif du ménage et accessibilité aux services socioéconomiques de base

La base de données de l'EHCVM est constituée comme les autres bases des années antérieures d'une quantité importante d'informations portant sur la possession d'actifs ou avoirs du ménage. Ces actifs concernent principalement les champs détenus, le bétail et d'autres biens durables. Ils représentent des indications importantes dans la mesure du changement du niveau de vie des ménages. En effet, leur variation peut permettre de constater ou non, d'une amélioration ou d'une dégradation de la situation socioéconomique des ménages. Aussi, l'accès aux services socioéconomiques est appréhendé dans ce chapitre.

4.1 Champs et bétail détenu

Les champs détenus par les ménages sont généralement des champs cultivés, les terres laissées en jachère et les pâturages. Les ménages peuvent posséder ou exploiter des champs. Il faut noter que la possession de champs signifie que le ménage détient, sous une forme quelconque, des titres de propriétés (coutumiers ou légaux) ou encore détient les terres de façon permanente et ne paie aucun loyer ou autres droits. Quant à l'exploitation, elle diffère de la possession au sens où un ménage peut exploiter un champ sans pour autant être le propriétaire.

4.1.1 Champs possédés et exploités

La possession ou l'exploitation de champs est très répandue au Niger où la population est majoritairement rurale et vit principalement de l'agriculture. Au niveau national, plus de la moitié des ménages possède au moins un champ (57,8%) et environ 73% des ménages exploitent au moins un champ.

Tableau 25 : Proportion des ménages (%) possédant ou exploitant des champs

Région/milieu de résidence	Exploitation	Possession
AGADEZ	18,7	12,1
DIFFA	53,6	40,7
DOSSO	82,4	66,0
MARADI	82,1	71,1
TAHOUA	76,4	59,8
TILLABERI	79,9	62,6
ZINDER	80,6	61,2
NIAMEY	1,8	0,8
Urbain	18,7	13,0

Région/milieu de résidence	Exploitation	Possession
Rural	83,8	67,0
Total	72,7	57,8

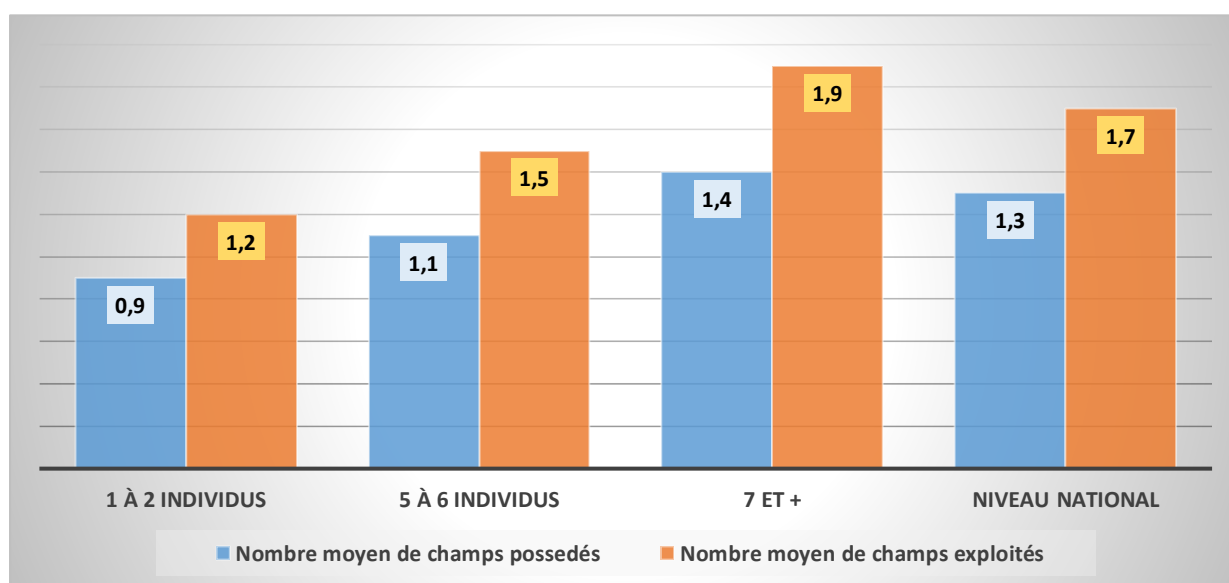
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

En milieu rural, où l'agriculture prédomine, la plupart des ménages (67,0%) possèdent des champs. Quant à l'exploitation, elle est d'environ 84% en milieu urbain. En milieu urbain, du fait de la prédominance des activités non agricoles, la proportion des ménages possédant des champs (13%) est de quatre (4) fois moins importante que la moyenne nationale.

Hormis la capitale (Niamey), la région d'Agadez (dominée par le désert) et la région de Diffa, le pourcentage des ménages possédant des champs au niveau des autres régions est supérieur à la moyenne nationale. Les taux les plus élevés sont observés au niveau des régions de Maradi (71,1%), Dosso (66%), Tillabéry (62,6%).

Certaines variables socio-économiques comme la taille du ménage semblent avoir une incidence sur la possession ou l'exploitation des terres. En effet, la proportion de ménages possédant ou exploitant des terres augmente avec la taille du ménage. Le nombre moyen de champs exploités passe d'un (1) champ pour les ménages d'un (1) à deux membres à deux (2) champs pour les ménages de Sept (7) membres et plus. Pour la possession de champs, les mêmes tendances sont observées mais dans une moindre mesure. Le nombre moyen de champ possédé passe d'un (1) pour cinq (5) à six (6) membres à 1,4 pour sept (7) membres et plus.

Graphique : Taille du ménage et champs possédés et exploités



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Au niveau national, le nombre moyen de champs possédés par ménage s'élève à 1,3. Il en est de même pour le milieu rural (1,3). Le nombre moyen de champs exploités est 1,7 aussi bien au niveau national qu'en milieu rural. Cette situation explique par l'effet taille c'est-à-dire que la majorité de la population du pays vit en milieu rural.

Tableau 26 : Nombre moyen de champs possédés et exploités par les ménages

Région/ Milieu de résidence	Nombre moyen de champs possédés	Nombre moyen de champs exploités
Agadez	0,7	1
Diffa	1	1,2
Dosso	1,3	1,8
Maradi	1,3	1,6
Tahoua	1,4	1,9
Tillabéri	1,2	1,7
Zinder	1,2	1,7
Niamey	0,6	1,3
Urbain	1	1,4
Rural	1,3	1,7
Niveau National	1,3	1,7

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

La majorité des ménages (84%) possèdent entre un et deux champs. Les ménages possédant entre trois (3) et quatre (4) champs et cinq (5) ou plus ne représentent que respectivement 1,4% et 2% (voir tableau).

Tableau 27 : Répartition des ménages (%) selon le nombre de champs possédés

	Nombre moyen de champs exploités			
	1 à 2 champs	3 à 4 champs	5 champs et +	Total
	%	%	%	%
Région				
AGADEZ	99,4	0,6	0,0	100,0
DIFFA	98,3	1,7	0,0	100,0
DOSSO	81,8	16,7	1,6	100,0
MARADI	87,9	10,9	1,2	100,0
TAHOUA	78,3	17,9	3,8	100,0

	Nombre moyen de champs exploités			
	1 à 2 champs	3 à 4 champs	5 champs et +	Total
	%	%	%	%
TILLABERI	84,6	14,5	0,9	100,0
ZINDER	84,1	13,6	2,4	100,0
NIAMEY	90,8	9,2	0,0	100,0
Urbain	90,5	9,1	0,4	100,0
Rural	83,7	14,3	2,1	100,0
Total	84,0	14,0	2,0	100,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Pour la possession de champs, les mêmes tendances sont observées quelque soit la région et le milieu considérés, mais dans une moindre mesure. Ainsi, 68,7% des ménages agricoles possèdent entre un et deux champs. Ceux possédant entre trois (3) et quatre (4) champs et cinq (5) ou plus ne représentent que respectivement 9,8% et 1% (voir tableau). La non maîtrise des mesures agraires limite l'analyse dans ce sens, car tous les champs ne sont pas de même taille

Tableau 28 : Nombre moyen de champs possédés par les ménages selon la région et le milieu de résidence

Région/ Milieu	Nombre moyen de champs possédés				
	Aucun	1 à 2 champs	3 à 4 champs	5 champs et +	Total
	%	%	%	%	%
AGADEZ	35,4	64,0	0,6	0,0	100,0
DIFFA	24,1	74,6	1,3	0,0	100,0
DOSSO	19,9	69,5	10,1	0,4	100,0
MARADI	13,5	76,9	8,7	0,9	100,0
TAHOUA	21,7	62,0	14,0	2,3	100,0
TILLABERI	21,6	69,7	8,1	0,5	100,0
ZINDER	24,1	65,6	9,4	0,9	100,0
NIAMEY	53,7	46,3	0,0	0,0	100,0
Urbain	30,5	62,8	6,7	0,0	100,0
Rural	20,0	69,0	9,9	1,1	100,0
Total	20,5	68,7	9,8	1,0	100,0

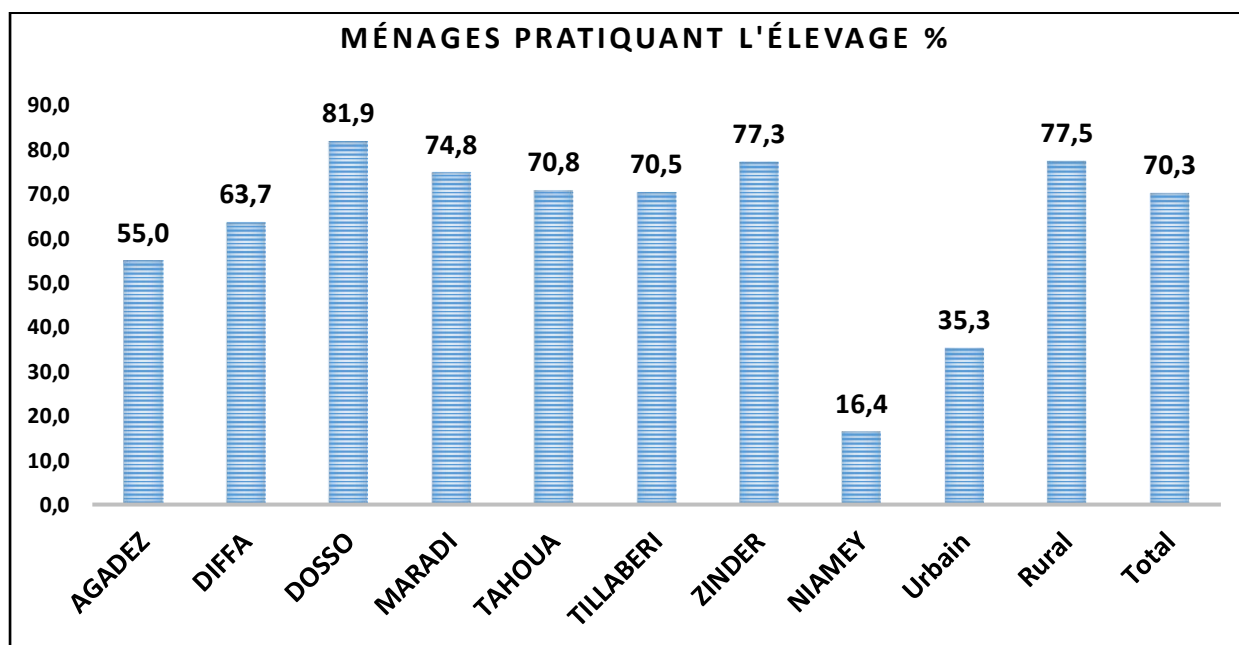
Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.1.2 Bétail détenu

L'élevage et l'agriculture constituent la principale activité du pays. L'élevage occupe plus de 70% des ménages. L'élevage se pratique principalement en milieu rural (77,5% des ménages). Il est aussi pratiqué de plus en plus en milieu urbain avec une proportion non négligeables (35,3%). La pratique de l'élevage représente pour des nombreux ménages une source de revenu. En effet il permet aux ménages en situations difficiles de vendre une partie de leur bétail pour acheter des produits de première nécessité ou pour combler ou couvrir certaines dépenses au cours des cérémonies.

Concernant les régions, cinq d'entre elles dépassent la moyenne nationale à savoir Dosso (81,9%), Zinder (77,3%), Maradi (74,8%), Tahoua (70,8%), Tillabéry (70,5%). Les taux les plus faibles sont enregistrés dans les régions de Niamey (16,4%), Agadez (55,5%) et Diffa (63,7%). Pour le cas de Niamey et d'Agadez, il peut être dû au fait que leur population est majoritairement urbaine. Concernant la région de Diffa, cette situation peut être liée à l'insécurité qui règne et qui peut avoir comme conséquence la limitation de la pratique de cette activité

Graphique : Proportion des ménages pratiquant l'élevage selon le milieu de résidence et la région



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Concernant la possession de bétail, elle s'articule autour de trois groupes : gros ruminants (bovins, ânes et chevaux, etc..), petits ruminants (moutons, chèvres etc.) et les volailles possédées par le ménage.

Tableau 29 : Proportion des ménages pratiquant l'élevage des gros et petits ruminants et des volailles

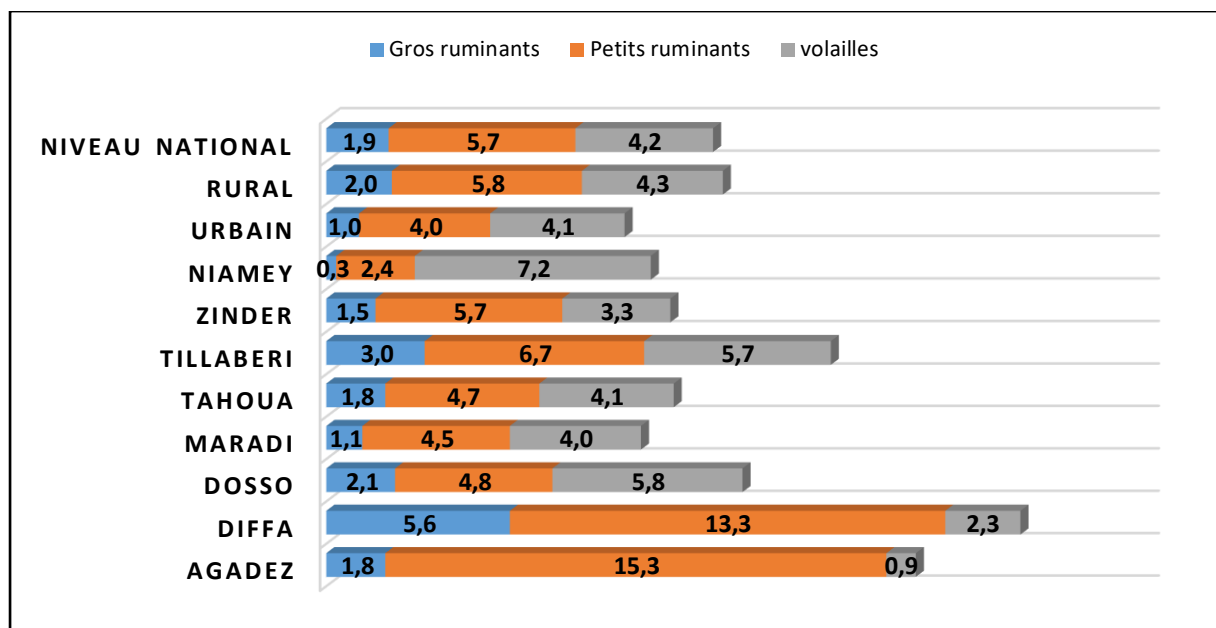
Region /Milieu de residence	Gros ruminants	Petits ruminants	Vollailes
DOSSO	68,6	90,5	58,6
MARADI	57,5	91,0	56,6
TAHOUA	70,8	86,5	57,3
TILLABERI	72,7	87,5	59,8
ZINDER	62,5	90,7	52,7
NIAMEY	85,2	93,8	92,9
Urbain	74,1	92,4	77,5
Rural	65,7	89,4	54,6
Total	67,2	89,9	58,5

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Au niveau national, on constate que plus de la moitié (67,2%) des ménages pratiquant l'élevage possèdent des gros ruminants. Cette proportion est encore plus élevée avec la possession des petits ruminants (89,9%). Pour la possession de volatile, elle de 58,5% seulement au Niveau national. L'élevage des petits comme des gros ruminants et des volailles occupe également une grande partie des ménages, aussi bien en région qu'en milieu urbain et rural. La majorité des ménages pratiquant l'élevage en milieu urbain (92,4%) possède des petits ruminants.

Au niveau national, les ménages pratiquant l'élevage ont en moyenne 2 gros ruminants, 6 petits ruminants et 4 volailles. Presque les mêmes tendances sont observées en milieu rural. Concernant le milieu urbain, la possession de bétail et de volailles est moindre par rapport au milieu rural. En effet, en milieu urbain, ce nombre est de 1 gros ruminant, 4 petits ruminants et 4 volailles. Quant aux régions de résidence, Agadez se distingue largement des autres en terme de possession de petits ruminants (15 ruminants en moyenne par ménage pratiquant l'élevage) suivie de la région de Diffa (13 ruminants en moyenne). Concernant les gros ruminants, Diffa se retrouve en tête avec en moyenne 6 ruminants par ménage pratiquant l'élevage. Tillabéry se place en deuxième position avec 3 gros ruminants en moyenne. S'agissant de la possession de volailles Niamey occupe la première position avec 7 volailles en moyenne par ménage pratiquant l'élevage.

Graphique : Nombre moyen de ruminants et volailles détenus par les ménages pratiquant l'élevage



Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.2 Possession de biens durables

Des indicateurs relatifs à la possession de biens durables permet porter une appréciation concernant le confort ou le bien être du ménage.

4.2.1 Possession de biens d'ameublement et d'électroménagers

A l'exception des lits (75,3%) et des matelas (77,2%), la possession par les ménages des autres biens d'équipement reste très faible au Niger quel que soit le milieu et la région considérés.

Tableau 30 : Répartition des ménages (%) selon le type de meuble

Région et milieu de résidence	Salon (Fauteuils et table basse)	Table à manger (table + chaises)	Lit	Matelas simple	Armoires et autres meubles	Tapis
AGADEZ	11,1	3,3	64,3	67,7	8,0	41,1
DIFFA	5,1	1,2	46,4	71,1	13,6	48,8
DOSSO	3,1	0,7	76,8	80,9	4,4	20,0
MARADI	3,8	1,6	76,1	73,0	12,5	12,5
TAHOUA	3,7	1,0	85,1	76,0	13,2	12,6
TILLABERI	6,3	1,6	68,4	71,4	5,2	10,6
ZINDER	3,2	0,5	74,4	81,2	25,4	27,6

Région et milieu de résidence	Salon (Fauteuils et table basse)	Table à manger (table + chaises)	Lit	Matelas simple	Armoires et autres meubles	Tapis
NIAMEY	49,1	14,5	82,1	94,6	37,6	37,2
Urbain	33,3	9,1	79	93	29,2	32,2
Rural	1,5	0,5	74,6	73,9	11,9	17,5
Total	6,9	1,9	75,3	77,2	14,8	20,0

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Concernant les électroménagers, la proportion varie de 2% pour la cuisinière moderne à 4,8% pour la bonbonne de Gaz et 9% pour le ventilateur sur pied. Il est important de signaler que la quasi-totalité de ces biens sont propres au milieu urbain qui n'est habité que par une petite partie de la population (moins de 20%).

Tableau 31 : Répartition des ménages (%) selon le type d'électroménagers

Région et milieu	Cuisinière à gaz ou électrique	Bonbonne de gaz	Réfrigérateur	Congélateur	Ventilateur sur pied	Climatiseur/Split	Fer à repasser électrique	Fer à repasser à charbon	Groupe électrogène
AGADEZ	8,6	16,9	5,4	1,9	23,7	1,8	1,9	7,7	0,3
DIFFA	0,6	5,2	2,2	1,3	7,7	0,3	1,1	8,6	0,9
DOSSO	0,0	0,7	1,2	0,7	3,6	0,0	0,2	5,5	0,3
MARADI	1,9	3,9	1,6	1,7	5,5	0,4	0,8	10,5	0,3
TAHOUA	1,0	2,8	0,9	0,8	5,8	0,0	0,2	5,9	0,2
TILLABERI	0,5	1,4	1,9	0,5	8,0	0,0	0,4	4,1	0,4
ZINDER	0,6	2,3	0,8	0,7	3,6	0,0	0,6	7,3	0,5
NIAMEY	15,6	34,5	19,1	11,9	56,8	10,2	12,9	9,3	2,2
Urbain	10,3	23	12	8,1	42,3	4,4	6,4	13,2	1,1
Rural	0,3	1,1	0,5	0,3	2,2	0	0,2	5,9	0,3
Total	2	4,8	2,5	1,6	9	0,8	1,3	7,1	0,5

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Seulement 17,4% des ménages possède une radio, cette proportion est de 10,4% pour les appareils TV. Elle est encore plus faible pour les Magnétoscopes. /CD/DVD (2,4%) et 3,7% pour la possession de décodeur. Contrairement aux autres biens durables cités, la possession de téléphone portable est très répandue au Niger. Elle est de 68,4 % contre 0,0% pour le téléphone fixe au niveau national. En milieu urbain la possession de téléphone portable atteint 94,2% contre 63,1% pour le milieu rural. Concernant la possession d'ordinateur, elle est l'apanage des aisés. Elle représente 8,2% en milieu

urbain. Niamey se distingue visiblement des autres régions (13,1%) où une grande majorité des ménages aisés sont concentrés.

Tableau 32 : Répartition des ménages (%) selon le type de biens possédés

Région et milieu	Radio	Appareil TV	Magnétoscope/C D/DVD	Antenne parabolique / décodeur	Téléphone portable	Téléphone fixe	Ordinateur
AGADEZ	17,5	27,2	4,3	14,5	75,7	0,1	1,2
DIFFA	9,4	9,4	1,9	3,6	68,0	0,0	1,0
DOSSO	14,1	4,7	0,9	1,1	74,4	0,1	0,2
MARADI	18,6	6,3	2,1	2,1	59,8	0,0	1,9
TAHOUA	18,7	7,6	3,1	1,3	71,7	0,1	0,5
TILLABERI	20,4	8,8	1,6	3,5	78,5	0,0	1,4
ZINDER	16,6	3,6	1,3	1,8	53,9	0,0	0,6
NIAMEY	15,4	65,5	9,4	24,9	97,2	0,4	13,1
Urbain	19,1	47,3	9,5	17,6	94,2	0,2	8,2
Rural	17	2,8	0,9	0,9	63,1	0	0,3
Total	17,4	10,4	2,4	3,7	68,4	0	1,7

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.2.2 Possession de moyens de locomotion et de terrains non bâtis

Les taux de possession des ménages en moyens de locomotion sont très faibles. Le taux le plus élevé est enregistré au niveau des Cyclomoteurs/Véломoteurs/motocyclettes (11,1 %) suivi des bicyclettes (2,4%) et de voitures personnelles (1,9%) au niveau national. C'est surtout en milieu urbain (9,7%) et à Niamey la capitale (17%) qu'on enregistre les proportions les plus élevées, en terme de possession de voiture personnelle. En milieu rural ce taux est presque nul (0,3%).

S'agissant des Cyclomoteurs/Véломoteurs/ motocyclettes, deux régions se distinguent des autres en terme de possession : Niamey (33,7%), Agadez (30,6%).

Concernant les terrains non bâtis, le taux de possession est de 17% en milieu urbain et seulement 8,7% en milieu rural. Au niveau des régions, Tahoua et Niamey se distinguent des autres avec respectivement 29,4% et 17% de taux de possession.

Tableau 33 : Proportion des ménages (%) possédant de moyens de locomotion et de terrains non bâtis

Région et milieu de résidence	Voiture personnelle	Cyclomoteur/Vélomoteur, motocyclette	Bicyclette	Terrain non bati
AGADEZ	4,2	30,6	3,1	3,2
DIFFA	1,7	0,1	2,6	6,8
DOSSO	0,0	9,0	2,2	2,9
MARADI	1,7	10,3	2,9	7,5
TAHOUA	0,7	12,7	1,4	29,5
TILLABERI	0,5	9,2	3,9	4,8
ZINDER	0,6	5,9	0,8	2,1
NIAMEY	17,0	33,7	6,9	17,4
Urbain	9,7	31,1	6,6	17,0
Rural	0,3	7,0	1,6	8,7
Total	1,9	11,1	2,4	10,1

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.3 Accès aux infrastructures socioéconomique de base

Le développement d'une zone ou d'un pays est conditionné en grande partie par l'accès à sa population aux infrastructures socio-économiques de base. Cet accès prend en compte aussi bien la qualité et le niveau d'utilisation de ses infrastructures. Les infrastructures ciblées sont entre autres ceux liés à l'éducation, à la santé ; à l'accès au centre d'État Civil ; au poste de police ou de gendarmerie, au point d'approvisionnement en eau de boisson, au Centre social (protection des enfants), à la Banque ou Institution de micro finance, aux marchés permanent et périodique, à la route bitumée et en latérite, à la banque céréalière et à la Banque à aliments pour bétail.

4.3.1 : Accès à l'éducation, au centre de formation professionnelle et au centre d'Alphabétisation

Au Niger, le taux d'accès à l'école primaire est relativement élevé par rapport aux autres niveau des enseignements. Il est 90,9% au niveau national. Ce qui traduit que l'enseignement primaire est accessible à une grande partie des enfants en âge d'aller à l'école au Niger aussi bien en milieu urbain qu'en rural.

L'accès au collège et au lycée est encore très faible au Niger. En effet, sur l'ensemble du pays, les taux d'accès aux établissements secondaires c'est-à-dire au collège et au lycée ne sont que de 29,1%, et 18% respectivement. Cependant, ces taux varient en fonction de la région de résidence. Les régions de Zinder, Mardi, Tahoua et Tillabéry ont des taux d'accès nettement inférieurs à la moyenne nationale pour les enseignements secondaires. Ils varient aussi selon le milieu de résidence. En milieu urbain, le taux d'accès aux écoles secondaires est de respectivement 91,1% et 84,7% pour le collège et lycée et seulement 18% et 6,1% pour le milieu rural. Pour l'enseignement maternel, le taux d'accès est seulement de 35,8% au niveau national. Concernant l'accès au centre d'alphabétisation, il reste très faible au Niger (10,9%). Ce taux cache des disparités entre régions et entre milieu de résidence. En effet, il est largement plus élevé Niamey où il atteint 80,4%. L'accès le plus faible est enregistré dans la région de Tahoua (3,2%). Pour le milieu de résidence, il est nettement plus important en

Urbain (62,1%) qu'en milieu rural (2,1).

S'agissant de l'accès au centre de formation professionnelle, il reste également faible au Niger (20,2%). Ce taux varie nettement entre régions et entre milieu de résidence. En effet, il est beaucoup plus élevé Niamey (69,9%) et très faible à Diffa (9,5%) et à Tillabéry (8,6%). Egalement, il est de 66,9% et 12,2% respectivement en milieu urbain et en milieu rural.

Tableau 34 : Accès à l'éducation, au centre de formation professionnelle et au centre d'Alphabétisation (%)

Region residence	Accès à: Etablissement maternel	Accès à: École primaire	Accès à: Collège	Accès à: Lycée	Accès à: Centre d'alphabétisation	Accès à: Centre de formation professionnel
AGADEZ	53,4	89,4	46,6	38,9	14,5	24,0
DIFFA	46,5	86,1	31,4	19,4	15,2	9,5
DOSSO	46,0	94,9	38,8	17,2	11,2	28,4
MARADI	22,9	91,7	24,4	13,1	7,8	18,1
TAHOUA	34,3	93,0	22,8	16,1	3,2	18,0
TILLABERI	39,4	96,3	25,8	13,9	11,5	8,6
ZINDER	24,8	81,8	21,3	11,0	6,5	19,4
NIAMEY	100,0	100,0	99,2	96,8	80,4	69,9
Urbain	96,0	96,4	91,1	84,7	62,1	66,9
Rural	25,0	89,9	18,0	6,1	2,1	12,2
Niveau National	35,8	90,9	29,1	18,0	10,9	20,2

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.3.2. Accès aux structures de santé

L'accès aux structures de santé peut être défini comme la facilité plus ou moins grande avec laquelle une population peut s'adresser aux services de santé dont elle a besoin. L'accès est lié à la présence (ou l'absence) potentielle de barrières économiques, physiques, culturelles, géographique ou autres lors de l'utilisation de ces services.

L'accès aux structures de santé reste encore très limité au Niger. Quel que soit la structure (hôpital, centre de santé, cabinet médical etc.) considérée plus de la moitié des ménages n'ont pas accès. Les obstacles les plus énumérés par la population sont l'éloignement des centres de santé et la cherté des soins reçus. En effet, pour l'ensemble du Niger, les taux d'accès aux structures de santé c'est-à-dire aux hôpitaux, aux centres de santé, aux cabinets médicaux et aux pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques ne sont que respectivement de 11,5%, 48,4%, 15,7% et 26,9%. Cependant, ces taux varient en fonction de la région et du milieu de résidence. Niamey (86,7%) et Agadez (77,5%) ont des taux d'accès aux centres de santé public largement supérieurs à la moyenne nationale. Des fortes disparités existent aussi entre milieu urbain et milieu rural. En milieu urbain, le taux d'accès aux structures de santé est de 70,3% pour les hôpitaux, 89,6% pour les centres de santé public, 87,8% pour les cabinets médicaux et les cliniques et 91,1% pour les pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques. En milieu rural, l'accès aux structures de santé est très faible. Il est de 1,2% pour les hôpitaux, 41,2% pour les centres de santé public, 3,0% pour les cabinets médicaux et les cliniques et 15,5% pour les pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques.

Tableau 35 : Accès aux structures de santé (%)

Region residence	Accès à: Hôpital public ou privé	Accès à: Autre centre de santé public	Accès à: Cabinet médical/Clinique privé	Accès à: Pharmacie ou Dépôt de médicaments
	%	%	%	%
AGADEZ	24,0	77,5	23,7	44,7
DIFFA	17,8	48,6	19,6	25,3
DOSSO	9,0	58,0	13,1	37,3
MARADI	11,7	47,0	14,2	15,5
TAHOUA	9,9	37,6	13,0	27,3
TILLABERI	8,8	50,2	9,9	24,9
ZINDER	3,1	42,4	9,5	18,0
NIAMEY	70,9	86,7	96,4	96,8
Urbain	70,3	89,6	87,8	91,1
Rural	1,2	41,2	3,0	15,5
Niveau National	11,5	48,4	15,7	26,9

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

4.3.3. Accès aux autres infrastructures de base

Cette section s'articule autour des infrastructures socioéconomiques comme les marchés, les institutions financières, les routes, les centres d'état civil et les points d'approvisionnement en eau de boisson.

Concernant le marché, il est lieu d'échanges et sa fréquentation revêt un caractère important pour une population et témoigne du dynamisme des activités économiques.

Seulement 21,3 % et 14,7% ont respectivement accès au marché permanent et au marché périodique.

Aussi, des disparités en termes d'accès sont observées entre milieu de résidence. En milieu rural, seulement 3,4% des ménages ont accès au marché périodique contre 77,6% pour le milieu urbain.

Tout comme le marché, les routes ne sont pas accessibles à la majorité des ménages nigérienne. Dans l'ensemble, seulement 30,8% des ménages ont accès aux routes bitumés et 23,7% aux routes en latérite. Ce service est surtout accessible en milieu urbain (80,4% pour les routes bitumés et 90,4% pour les routes en latérites contre respectivement 22,3% et 12,2% en milieu rural).

En dehors de la communauté urbaine de Niamey où 89,2% des ménages ont accès à une route bitumée, dans les autres régions les proportions sont faibles. Elles varient de 13,2% à Maradi à 47,9 % à Dosso L'inexistence des route praticables surtout en milieu rural rend difficile la circulation des personnes et de leurs biens.

Quant à l'accès aux banques et aux institutions de micro finances, il reste très limité au Niger. En effet l'un des principaux obstacles à une participation accrue des plus défavorisés au développement économique dans le pays est leur difficulté à accéder à des ressources financières. La majorité de la population ne s'intéresse pas au secteur bancaire et aux institutions de micro finances. Le taux d'accès est de 13,3% au niveau national et 3% seulement en milieu rural. Pour le milieu urbain, l'accessibilité est très élevée (73%).

Concernant la Banque céréalière, elle a pour objet de résoudre les problèmes alimentaires dont la population souffre. La banque céréalière a donc pour vocation de mettre à la disposition de la communauté un stock de céréale permettant de couvrir les besoins alimentaires pendant une période donnée. Le taux d'accès est de 7,8% seulement en milieu rural où le besoin alimentaire se fait le sentir.

Pour la Banque à aliments pour bétail, le taux d'accès est relativement élevé (42,4%) en rural mais dans une moindre mesure par rapport au milieu urbain (67,0%) et au niveau national (45,9%).

Tableau 36 : Accès à certaines infrastructures économiques

Region residence	Accès à: Banque/Institution micro finance	Accès à: Marché permanent	Accès à: Marché périodique	Accès à: Route bitumée	Accès à: Route en latérite	Accès à: Banque céréalière	Accès à: Banque à aliments pour bétail
AGADEZ	21,0	49,6	40,7	35,6	35,6	30,1	51,,9
DIFFA	6,5	28,7	22,1	27,2	25,3	14,0	24,1
DOSSO	13,1	13,1	17,3	47,9	18,9	22,3	50,2
MARADI	18,4	32,7	11,8	13,2	20,8	14,3	62,1
TAHOUA	5,9	10,1	8,9	36,8	20,6	12,7	33,1
TILLABERI	11,3	18,5	10,3	27,2	29,0	13,0	44,3
ZINDER	3,1	9,7	7,8	23,6	13,5	11,9	41,0
NIAMEY	95,5	100,0	82,4	89,2	99,1	68,5	67,8
Urbain	73,0	91,4	76,7	80,4	90,4	69,1	67,0
Rural	3,0	9,1	3,4	22,3	12,2	7,8	42,4
National	13,3	21,3	14,7	30,8	23,7	16,8	45,9

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Pour l'accès à un point d'approvisionnement en eau de boisson, il reste faible en milieu rural (6,6%) contrairement au milieu urbain (68%). Au niveau national, il est de 15,6%.

Concernant l'accès au centre d'état civil, il est l'apanage du milieu urbain (77,7%). Il est seulement de 30,9% en milieu rural. S'agissant des régions, Niamey la capitale est la plus nantie en terme d'accès au centre d'état civil.

Quant à l'accès au poste de police ou de gendarmerie le proche, il est aussi très faible en milieu rural (5,9%).

Tableau 37 : Accès à certaines infrastructures sociales

Region residence	Accès à : Centre d'Etat Civil	Accès à : Poste de police ou de gendarmerie	Accès à : Point d'approvisionnement en eau de boisson
AGADEZ	28,5	38,9	42,1
DIFFA	38,5	23,8	12,0
DOSSO	36,1	19,6	22,1
MARADI	28,2	9,3	9,5
TAHOUA	34,2	15,4	9,0
TILLABERI	30,5	15,0	14,2
ZINDER	49,1	9,6	11,8
NIAMEY	81,0	88,9	71,6
Urbain	77,7	82,7	68,3
Rural	30,9	5,9	6,6
Niveau National	38,2	17,2	15,6

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de l'EHCVM, 2018/2019, INS

Chapitre 5 : Education

Ce chapitre est consacré à l'analyse des indicateurs de l'éducation. Sont développées ici les taux de scolarisation, les raisons de la non scolarisation, l'alphabétisation,

5.1 Alphabétisation

Tableau 38 : Taux d'alphabétisation (%) des adultes par milieux de résidence, région administrative, sexe.

Taux d'alphabétisation (%) des adultes
par milieux de résidence, région
administrative, sexe. (à reprendre !)

Ensemble	33.0
Milieu residence	
Urbain	59.3
Rural	26.4
Région	
AGADEZ	43.0
DIFFA	38.1
DOSSO	34.0
MARADI	28.6
TAHOUA	26.2
TILLABERI	28.8
ZINDER	33.3
NIAMEY	66.2
Sexe	
Masculin	45.2
Féminin	22.9
Total	33.0
Source MP/INS/EHCVM_2018/2019	

En dépit des efforts consentis dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation, le taux d'alphabétisation au Niger demeure encore faible. Il est estimé à 33%.

Le taux d'alphabétisation⁴ varie selon le milieu de résidence. Il s'établit au niveau du milieu urbain à 59,3%. En milieu rural, ce sont, seulement, deux adultes sur dix qui sont alphabétisés, soit 26,4%.

Les disparités en matière d'alphabétisation existent également au niveau régional. En effet, le taux d'alphabétisation est plus faible dans certaines régions que dans d'autres. La région de Niamey enregistre le plus fort taux d'alphabétisation qui est de 66,2%. Elle est suivie de loin par les

régions d'Agadez et de Diffa pour lesquelles le taux d'alphabétisation se situe respectivement à 43% et à 38,1%. Au niveau des régions de Dosso et de Zinder, le taux d'alphabétisation tourne au tour de 33%. Les plus faibles taux sont enregistrés dans les

⁴ Le taux d'alphabétisation est calculé pour les personnes âgées de 15 ans et plus, sachant lire et écrire dans une langue quelconque du pays.

régions de Tillabéri, Tahoua et de Maradi où, à peine, deux adultes sur dix sont alphabétisés.

En outre, le taux d'alphabétisation diffère considérablement selon le sexe. En effet, les résultats de l'enquête montrent que 45,2% des hommes sont alphabétisés alors que la proportion des femmes alphabétisées n'est que de 22,9%.

5.2. Utilisation des services d'éducation

5.2.1 Fréquentation scolaire au primaire

Le taux net de scolarisation au niveau primaire est de 52,6%, soit une légère progression par rapport au taux l'enquête ECVMA 2014/2015 où il était de 49,2%. Cela est caractéristique de la dynamique de progression dans laquelle cette variable s'est inscrite depuis le début des années 2000 et témoigne des multiples efforts que les autorités en charge de l'éducation primaire ont accomplis. Toutefois, comme pour le taux d'alphabétisation, le taux de scolarisation primaire diffère selon le milieu de résidence, la région et le sexe.

Le taux net est de 85,7% en milieu urbain et s'établit à 46,8% en milieu rural.

Les disparités sont encore plus grandes au niveau régional où le taux net de scolarisation varie de 37,5% à Niamey à 63,5% à Diffa. Ainsi, les régions de Niamey, Dosso et d'Agadez enregistrent les plus forts taux net de scolarisation avec respectivement 87,5%, 63,2% et 63,2%. Celles de Zinder, Maradi et Tahoua présentent les plus faibles taux (par ailleurs inférieurs à la moyenne nationale) avec respectivement 36,4%, 36,9% et 42,2%.

Tableau 39 : Taux de scolarisation (net et brut) au niveau primaire par milieu de résidence, région de résidence et le sexe.

	Taux net (%)	Taux brut (%)
Esemble	52.6	67,6
Milieu residence		
Urbain	85.7	111,8
Rural	46.8	59,9
Région		
AGADEZ	63.5	79,2
DIFFA	37.5	47,5
DOSSO	63.2	85,0
MARADI	51.7	65,1
TAHOUA	50.5	65,7
TILLABERI	54.4	71,3
ZINDER	42.9	53,4

	Taux net (%)	Taux brut (%)
NIAMEY	87.5	112,3
Sexe		
Masculin	55.7	71,8
Féminin	49.5	63,6

Source MP/INS/EHCVM_2018/2019

Par ailleurs, il ressort des résultats de cette enquête, que l'écart entre les garçons et les filles, en matière d'éducation primaire, reste important. En effet, 55,7% des garçons âgés de 7 à 12 ans vont à l'école. Cette proportion qui n'est que de 49,5% chez les filles de la même tranche d'âge est en hausse, car au cours des dernières années, l'écart entre filles et garçons était de ?? points de pourcentage.

La troisième colonne du tableau 5-2 donne le taux brut de scolarisation au niveau primaire. Elle montre que ce taux s'établit à 67,6% au niveau national et varie dans le même sens que le taux net selon le milieu de résidence, la région et le sexe.

5.2.2 Fréquentation scolaire au secondaire

Tableau 40 : Taux de scolarisation (net et brut) au niveau secondaire par milieu de résidence, région de résidence et le sexe

Taux de scolarisation au secondaire	secondaire premier cycle		secondaire second cycle	
	Taux net (%)	Taux brut (%)	Taux net (%)	Taux brut (%)
Ensemble	20.0	33,3	4.6	11,7
Milieu residence				
Urbain	43.0	76,5	13.1	34,6
Rural	14.2	22,4	1.9	4,6
Région				
AGADEZ	28.9	47,7	14.7	29,5
DIFFA	17.9	25,0	5.2	11,3
DOSSO	19.1	35,4	2.7	8,0
MARADI	24.7	40,6	3.6	9,6
TAHOUA	13.6	22,7	1.5	6,0
TILLABERI	22.1	37,1	4.5	10,4
ZINDER	12.3	18,5	3.9	6,1
NIAMEY	48.6	84,0	16.6	50,1
Sexe				
Masculin	20.6	34,3	4.9	15,0
Féminin	19.4	32,3	4.3	9,0

Source MP/INS/EHCVM_2018/2019

Le taux net de scolarisation au niveau secondaire est faible au Niger. Il est estimé à 20,0% au niveau national au premier cycle et 4.6% au second cycle. En outre, en milieu rural, le taux net de scolarisation secondaire n'est que de 14,5% au premier cycle et 1.9 % au second alors qu'il atteint 43,0% pour le premier cycle et 13.1% au second en milieu

urbain. il varie d'un milieu de résidence à un autre, d'une région à une autre et selon le sexe. Selon la région de résidence, ce sont les régions de Niamey et d'Agadez qui présentent les taux les plus élevés. Leurs taux nets de scolarisation secondaire sont respectivement de 48,6% et de 28,9% au premier cycle. Elles sont suivies par les régions de Maradi, Tillabéry et Dosso t

où les taux nets de scolarisation secondaire au premier cycle sont respectivement de l'ordre de 24,7%, 24,7% et de 12%.

Chapitre 6 : Santé

Ne dit-on pas que « quand la santé va, tout va bien » ? Pour évaluer l'état de santé générale de la population, des questions ont été prévues dans l'EHCVM-2018/2019. Ces questions avaient trait à l'état sanitaire de la population notamment les maladies les plus courantes auxquelles font face les habitants, les remèdes utilisés, l'accès, la fréquentation, l'usage et la satisfaction que ces habitants tirent des services offerts par les formations sanitaires ainsi que l'accès à une assurance.

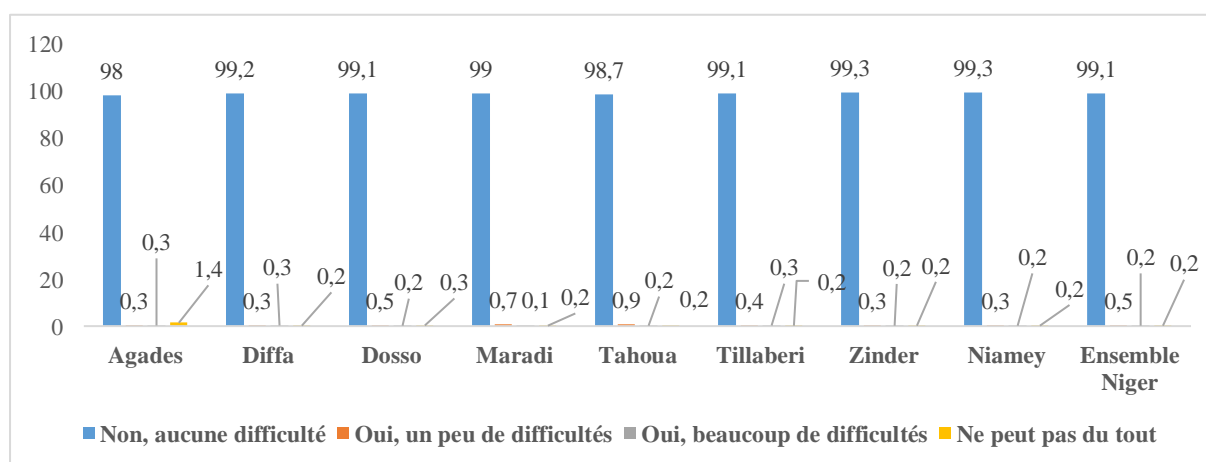
6.1 Etat sanitaire de la population

6.1.1. Difficultés à communiquer dans la langue usuelle

La difficulté à communiquer se traduit par le fait que l'individu ait de la peine à pouvoir s'exprimer ou se faire comprendre dans sa langue usuelle.

La majorité de la population du Niger (99,1%) ne rencontre pas de difficulté à communiquer dans leur langue usuelle. On note que 0,5% affirme avoir un peu de difficulté à communiquer dans leur langue usuelle contre 0,2% qui ont beaucoup de difficulté et 0,2% qui ne peuvent pas du tout communiquer dans leur langue usuelle. Agadez (1,4%) enregistre la proportion la plus grande d'individus ne pouvant pas du tout communiquer dans leur langue usuelle.

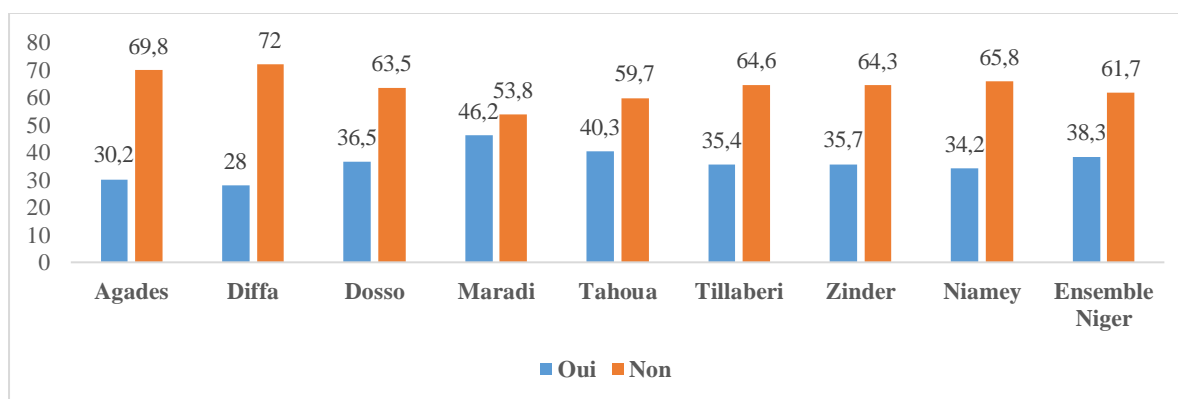
Figure 1: Difficultés à communiquer dans la langue usuelle



6.1.2. Hospitalisation au cours des trente (30) derniers jours

En 2019, plus de trois nigériens sur dix (39,3%) tombés malades ont été hospitalisés au cours des trente derniers jours précédant l'enquête. La région de Maradi (46,2%) est la plus touchée par le phénomène d'hospitalisation des malades et celle de Diffa (28%) est la moins concernée par l'hospitalisation.

Figure 2: Hospitalisation au cours des trente (30) derniers jours



6.1.3. Principal problème de santé

Avec un taux de 62,6%, la fièvre et le paludisme étaient les principaux problèmes de santé qui ont affecté la population nigérienne en 2019. La toux et le rhume (11,7%) viennent en seconde position. La fièvre et le paludisme sont les plus mentionnées dans la région de Maradi (67,9%) et la toux et le rhume dans la région de Niamey (20,3%).

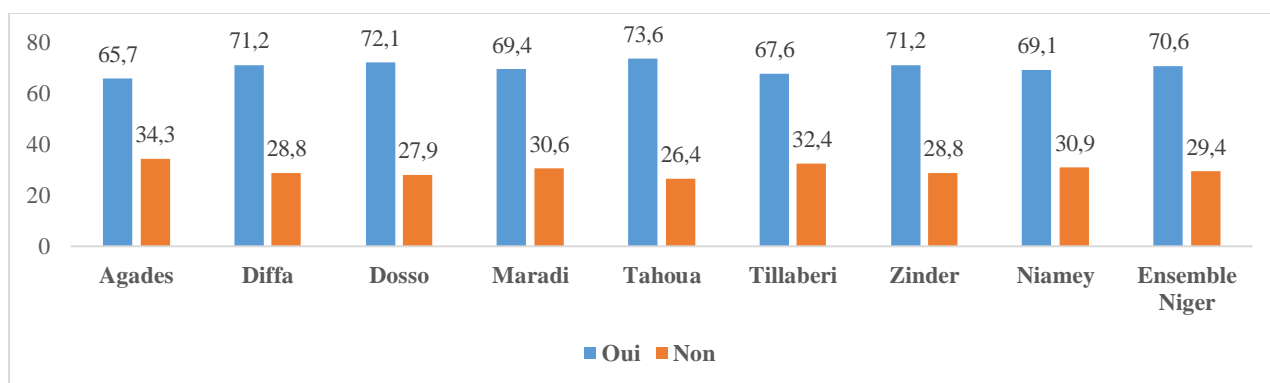
Tableau 41: Principal problème de santé

Régions	Fièvre /Paludisme	Diarrhée	Accident/ Blessure	Problème dentaire	Problème de peau	Maladie des yeux	Problème de tension	Fièvre typhoïde	Problème d'estomac	Mal de gorge	Toux, rhume	Diabète	Autre
Agadez	40,1	4,2	2,5	1,4	1,2	2,9	3,5	1,1	7,4	1,5	14,2	0,6	19,5
Diffa	54,4	4,1	1,9	0,5	1,6	1,9	0,9	0,7	5,5	0,7	16,9	0,3	10,8
Dosso	61	2,6	1,6	1,3	2,5	1,5	1,7	0,1	7,3	0,4	10,3	0,2	9,5
Maradi	67,9	5,1	1,2	1,3	0,7	0,9	1,1	0,1	5	0,3	10,1	0,2	5,9
Tahoua	64,7	5,1	1,6	0,6	0,9	1,4	1,8	0,4	5,2	0,3	11	0,1	6,9
Tillabéri	55,6	4,1	2,9	0,3	2,5	0,6	1,5	0,5	7,9	0,3	12,9	0,2	10,5
Zinder	66,9	5,8	2,4	0,9	0,8	1,7	0,3	0,3	2,2	0,5	11,3	0	6,9
Niamey	48,1	3	4	0,4	1,8	1,3	1,6	0,6	7,1	0,8	20,3	0,7	10,1
Ensemble Niger	62,6	4,7	2	0,9	1,3	1,3	1,3	0,3	5,3	0,4	11,7	0,2	8

6.1.4. Problème de santé et empêchement d'activité quotidienne

Une des conséquences des problèmes de santé est d'empêcher les personnes affectées de réaliser leur activité quotidienne. En effet, plus de sept personnes sur dix (70,5%) affirment que leurs problèmes de santé les ont empêchés de réaliser leurs activités quotidiennes. La région de Tahoua (73,6%) enregistre la plus grande proportion d'individus n'ayant pas pu exercer leurs activités quotidiennes à cause des problèmes de santé.

Figure 3: Problème de santé et empêchement d'activité quotidienne



La durée moyenne d'arrêt d'activité quotidienne suite aux problèmes de santé est estimée à 1,3 semaine en moyenne. Cette durée d'arrêt varie selon les régions.

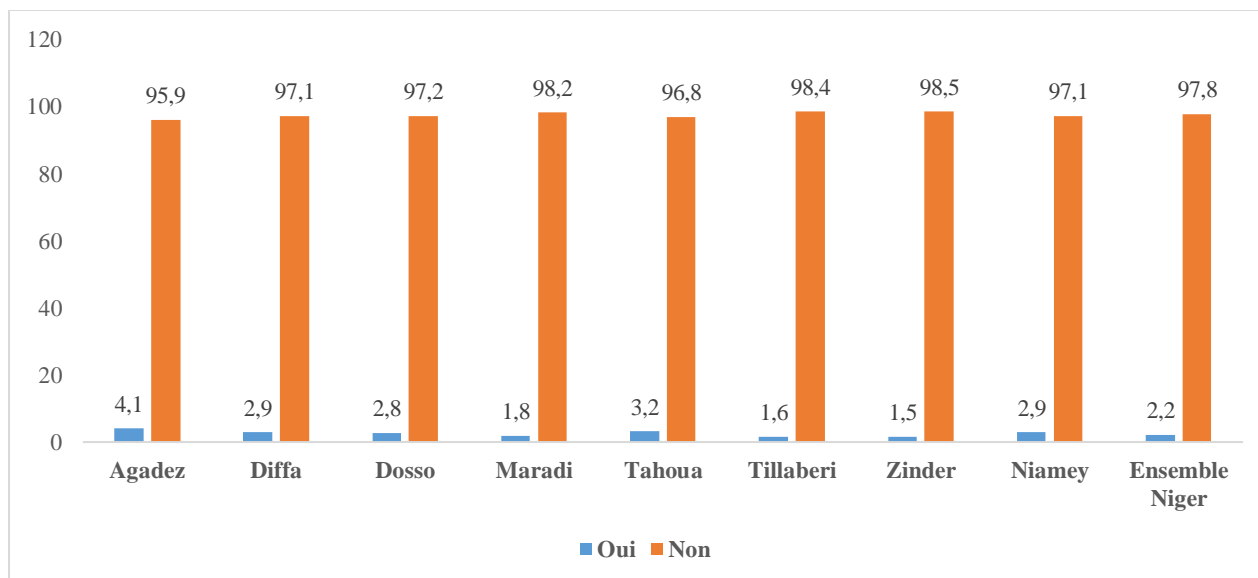
Tableau 42: Durée moyenne d'arrêt d'activité (en semaine)

Régions	Durée moyenne en semaine
Agadez	1,4
Diffa	1,4
Dosso	1,3
Maradi	1,2
Tahoua	1,3
Tillabéri	1,4
Zinder	1,3
Niamey	1,4
Ensemble Niger	1,3

6.1.5. Problèmes de santé au cours des douze (12) derniers mois ayant entraîné une hospitalisation

Les problèmes de santé peuvent aboutir à l'hospitalisation des personnes concernées. En effet, au cours des douze (12) derniers mois, 2,2% des nigériens affirment avoir été hospitalisés suite à des problèmes de santé. Les régions les plus affectées sont Agadez(4,1%) et Tahoua (3,2%).

Figure 4: Problèmes de santé au cours des 12 derniers mois ayant entraîné une hospitalisation



6.1.6. Derniers problèmes de santé ayant entraîné une hospitalisation

Les trois principaux problèmes de santé ayant entraîné une hospitalisation sont la fièvre/toux, les problèmes d'estomac et les accidents/blessures. En effet, la fièvre/paludisme (40,4%) sont mentionnés comme étant le dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation. Ensuite c'est le problème d'estomac (10,6%) qui est la seconde cause d'hospitalisation mentionné par les nigériens. Enfin, les accidents/blessures sont mentionnés par 7,1% des nigériens.

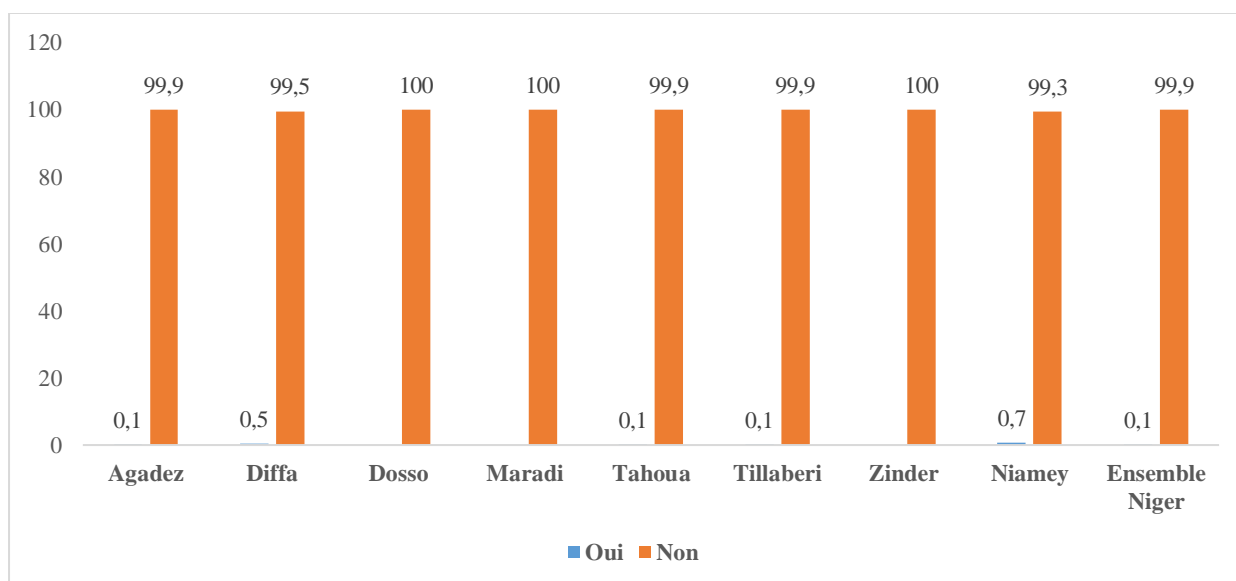
Tableau 43: Derniers problèmes de santé ayant entraîné une hospitalisation

Régions	Fièvre / Paludisme	Diarrhée	Accident / Blessure	Problème dentaire	Problème de peau	Maladie des yeux	Problème de tension	Fièvre typhoïde	Problème d'estomac	Mal de gorge	Toux, rhume	Diabète	Méningite	Autre
Agadez	37,4	3	6	1,8	2,2	1,8	7	4,5	10,6	0	0	1,4	0,7	23,4
Diffa	38,6	4,2	8,1	0,7	0	1,3	2,8	8,2	7,7	1	0,3	1,3	0	25,7
Dosso	35,6	2,4	13,4	0,5	0,5	2,5	7,3	1	15,6	0,8	2,8	3,9	0	13,8
Maradi	47,4	15,2	3,9	0	1,7	0,7	1	7,6	8,1	0	4,8	0	0	9,5
Tahoua	42,7	2,7	5,9	0	1	0	4	2,2	9,5	1,7	5,5	1,7	0,7	22,5
Tillabéri	28	2,9	7,9	1	4,8	0	2,3	2,6	21	0	2,8	0	0	26,7
Zinder	43,4	4,7	4,8	0	1,2	2,5	0,6	1,8	4,1	0	3,1	0	0	33,8
Niamey	41,7	0,2	9,6	0	0	1	5,8	2,5	7,8	1,5	2,4	3	0	24,4
Ensemble Niger	40,4	5	7,1	0,3	1,5	1,1	3,5	3,3	10,6	0,7	3,6	1,4	0,2	21,4

6.1.7. Paiement des frais thérapeutiques

Dans l'ensemble, la majorité des nigériens (99,9%) affirment n'avoir pas payé de frais thérapeutiques.

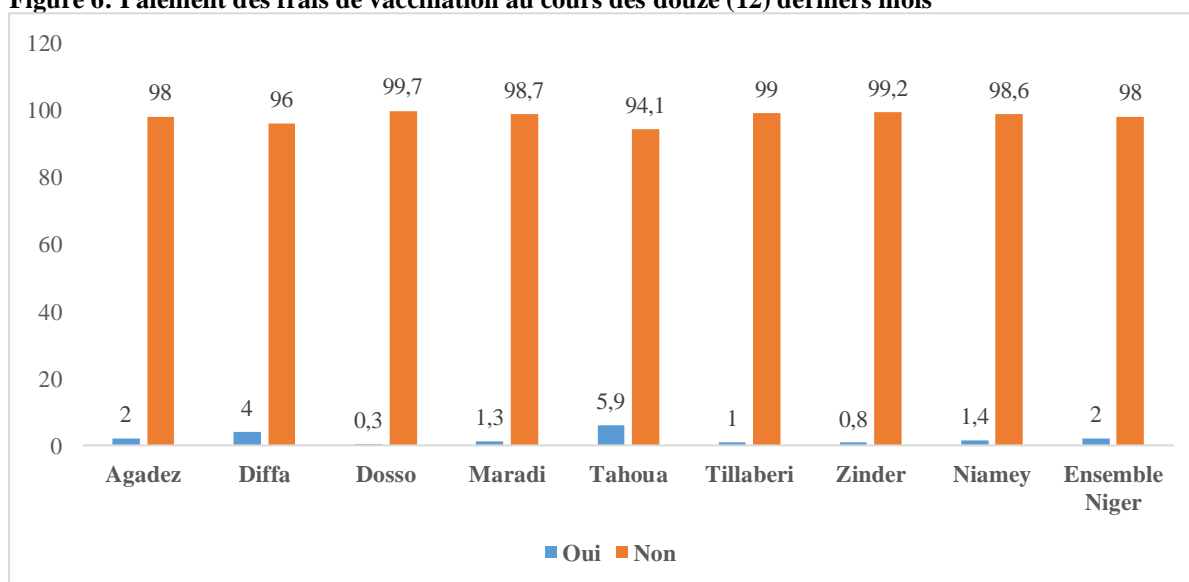
Figure 5: Paiement des frais thérapeutiques



6.1.8. Paiement des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois

Dans l'ensemble rares sont les nigériens ayant payé des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois ayant précédé l'enquête. En effet, seulement 2% d'entre eux ont affirmé avoir payé des frais de vaccination durant cette période. Les régions de Diffa (4%) et Tahoua (5,6%) enregistrent les plus grandes proportions de personnes ayant payé des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois.

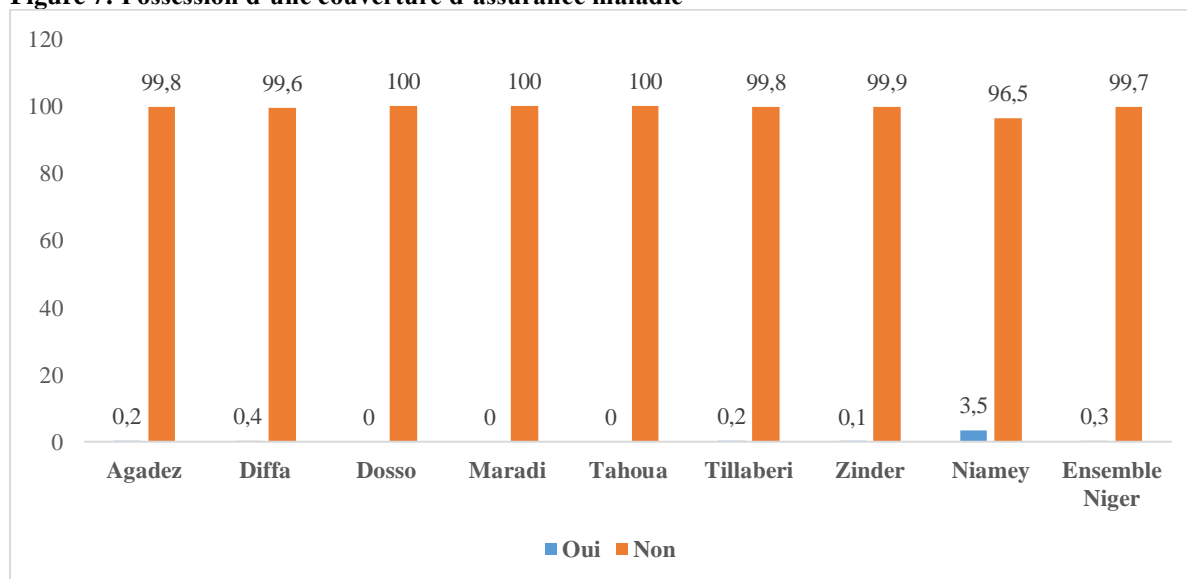
Figure 6: Paiement des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois



6.1.9. Possession d'une couverture d'assurance maladie

Peu de nigériens possèdent une couverture d'assurance maladie. En effet, seuls 0,3% d'entre eux affirment posséder une couverture d'assurance maladie. La région de Niamey (3,5%) concentre la plus grande proportion d'individus possédant une couverture d'assurance maladie.

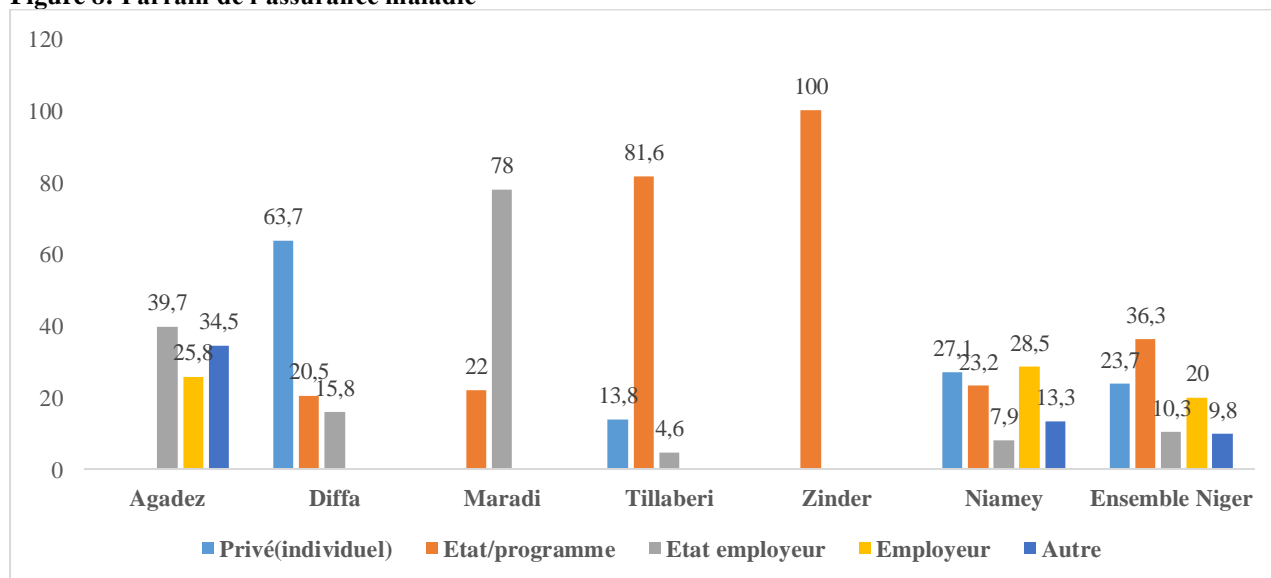
Figure 7: Possession d'une couverture d'assurance maladie



6.1.10. Financement de l'assurance maladie

L'Etat du Niger est le principal pourvoyeur d'assurance maladie pour les nigériens. En effet, 36,3% des nigériens possédant une assurance maladie affirment que c'est l'Etat qui en est le parrain. Ensuite, ce sont les individus (privé 23,7%) eux-mêmes qui s'assurent contre la maladie et enfin 20% des assurés nigériens le sont grâce à leur employeur. On note qu'à Diffa, 63,7% des assurés sont des individuels.

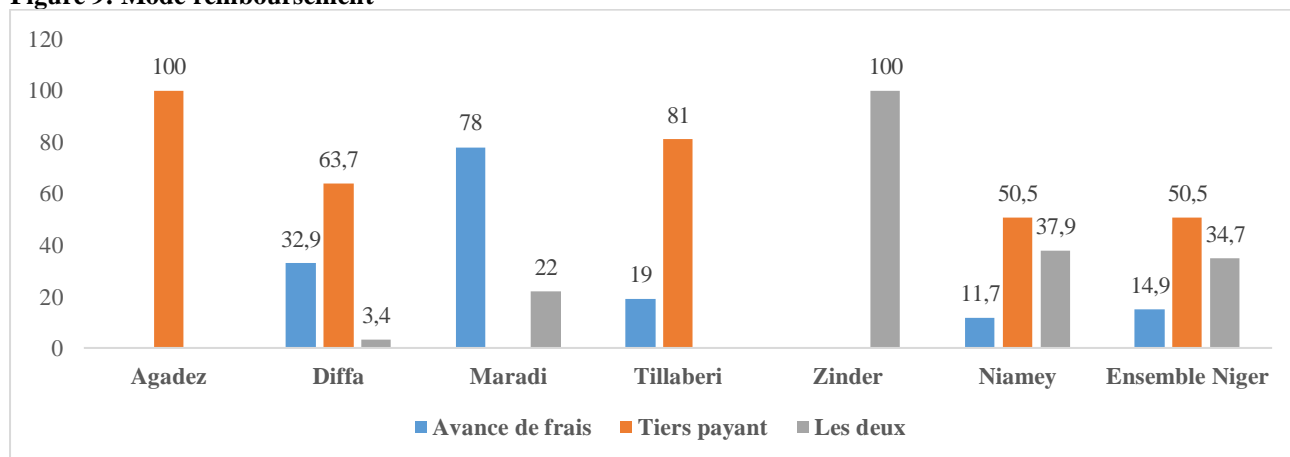
Figure 8: Parrain de l'assurance maladie



6.1.11. Mode de remboursement

Le mode de remboursement prédominant des assurances maladies est le tiers payant (50,5%). On note que l'avance de frais est mentionnée par 14,9% des personnes et les deux modes de remboursement par 34,7% des personnes. Le tiers payant est le principal mode de remboursement des assurances maladies à Agadez (100%), Diffa (63,7%), Tillabéri (81%) et Niamey (50,5%). Enfin à Maradi, le mode de remboursement le plus couramment utilisé est l'avance de frais.

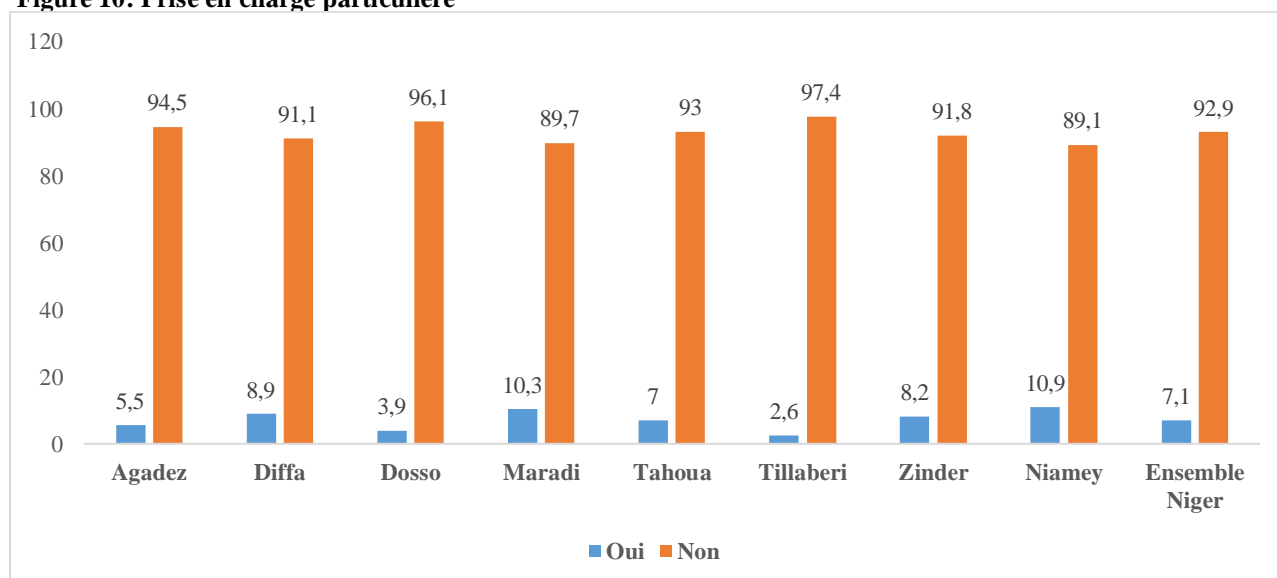
Figure 9: Mode remboursement



6.1.12. Prise en charge particulière

Dans l'ensemble, seulement 7,1% des personnes possèdent une prise en charge particulière en cas de maladie. Les régions de Niamey (10,9%) et Maradi (10,3%) enregistrent les plus grandes proportions d'individus possédant une prise en charge particulière.

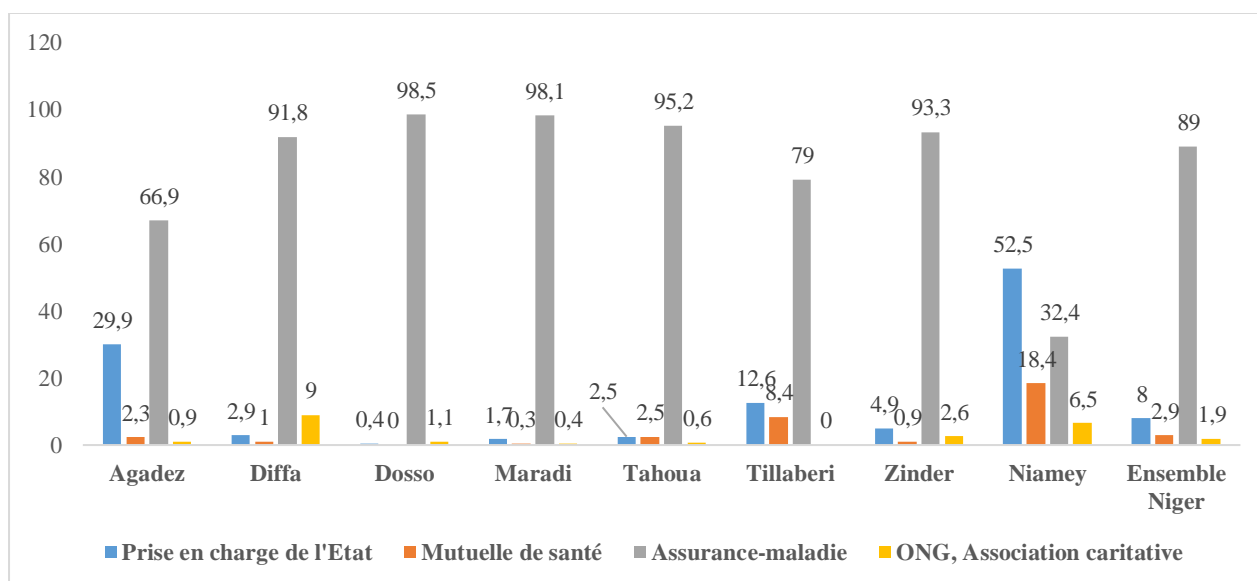
Figure 10: Prise en charge particulière



6.1.13. Type de prise en charge

L'assurance maladie (89%) est la prise en charge la plus courante. On note que 8% des individus possèdent une prise en charge assurée par l'Etat, 2,9% par une mutuelle de santé et 1,9% par une ONG ou une association caritative.

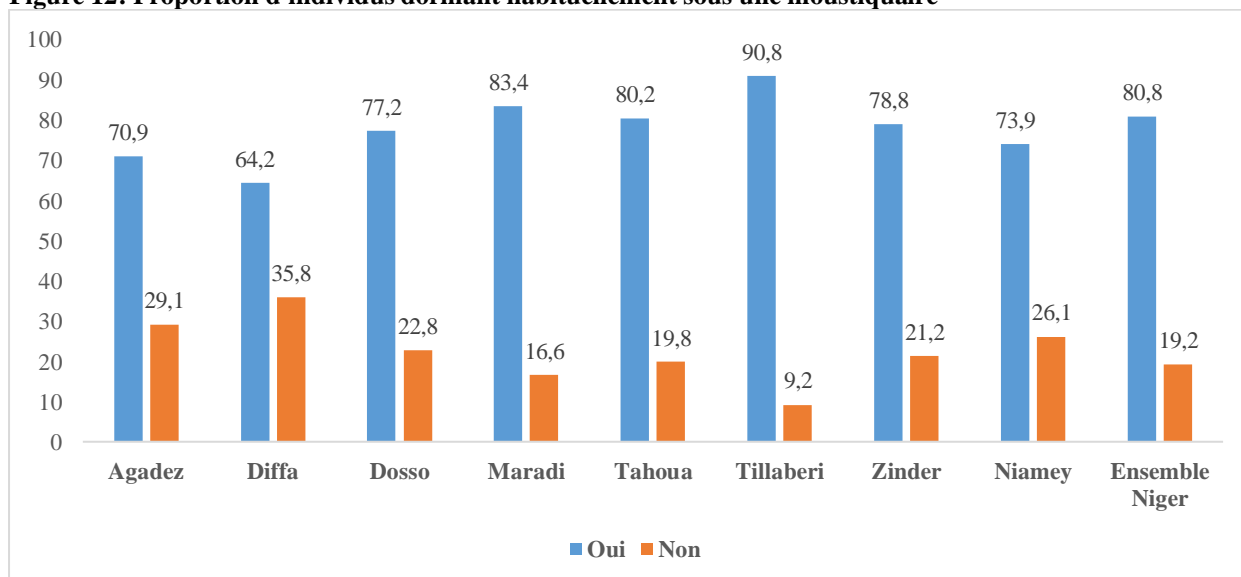
Figure 11: Type de prise en charge



6.1.14. Utilisation de moustiquaires

Plus de huit personnes sur dix (80,8%) dorment habituellement sous une moustiquaire au Niger contre 89% en 2014 selon les résultats de la deuxième (2^{ème}) Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture (ECVMA). Cette proportion varie de 90,8% dans la région de Tillabéri à 64,2% dans la région de Diffa.

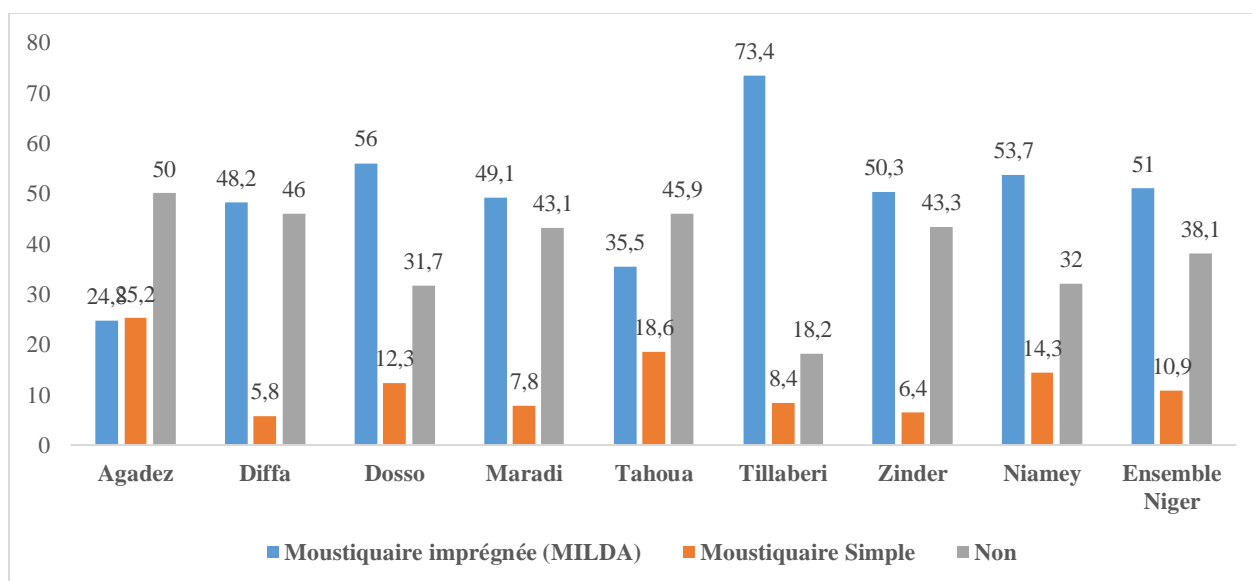
Figure 12: Proportion d'individus dormant habituellement sous une moustiquaire



6.1.15. Utilisation de moustiquaire la nuit précédant l'enquête

Au total plus de 61% (61,9%) des nigériens ont dormi sous moustiquaires la nuit précédant l'enquête, dont plus de la moitié (51%) sous une moustiquaire imprégnée à longue durée d'action (MILDA) et 10,9% sous une moustiquaire simple. 38,1% ont dormi sans moustiquaire.

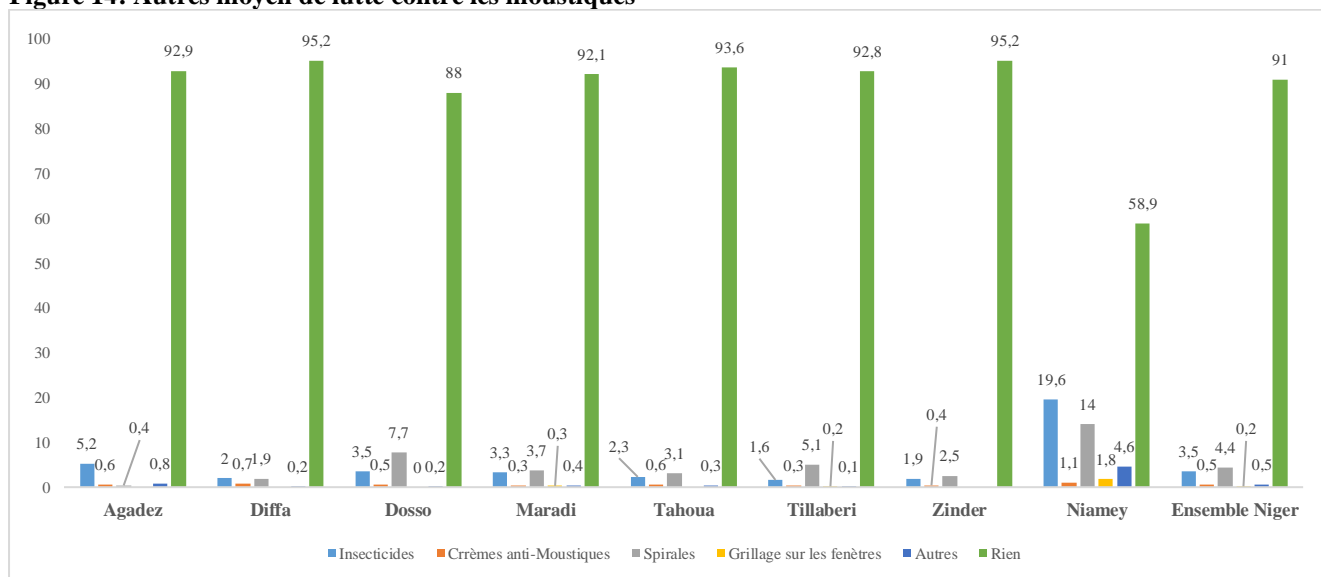
Figure 13: Utilisation de moustiquaire la nuit précédant l'enquête



6.1.16. Autres moyens de lutte contre les moustiques

La majorité des personnes n'utilisent pas de moyens autres que la moustiquaire pour lutter contre les moustiques. En effet, 91% affirment ne pas utiliser d'autres moyens de lutte contre les moustiques. Quant à ceux qui utilisent d'autres moyens, ils sont 4,4% à utiliser les spirales anti-moustiques, 3,5% les insecticides et 0,5% les crèmes anti-moustiques.

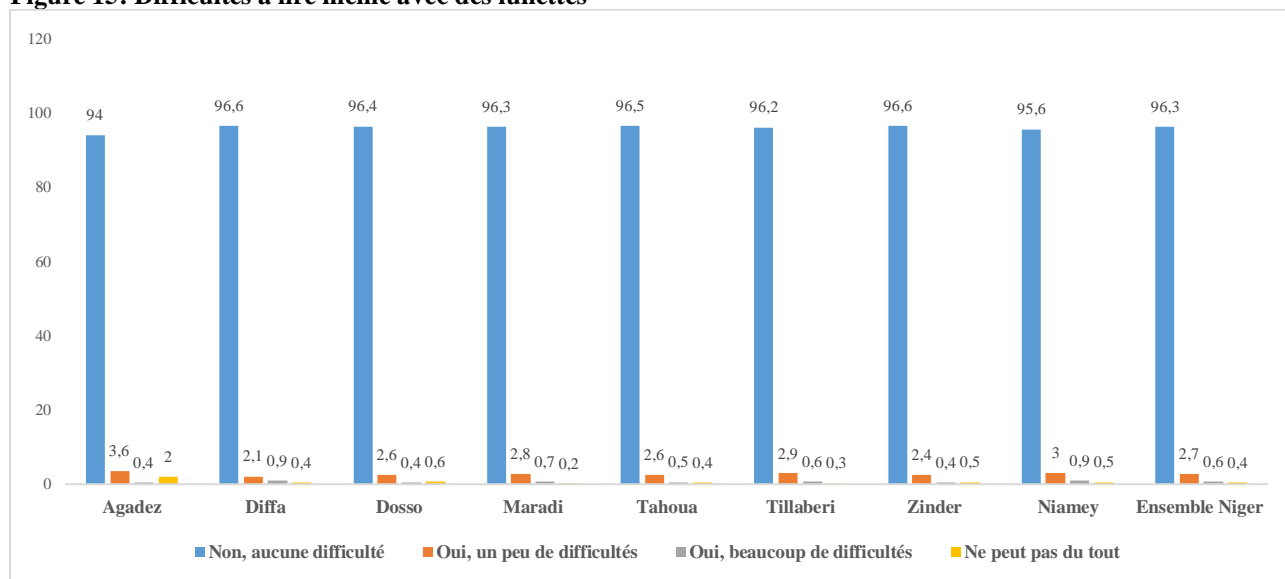
Figure 14: Autres moyen de lutte contre les moustiques



6.1.17. Difficultés à lire même avec des lunettes

Au Niger, 2,7% des individus éprouvent un peu de difficultés à lire même avec des lunettes contre 0,6% qui ont beaucoup de difficultés et 0,4% qui ne peuvent pas lire même avec des lunettes. On note qu'à Agadez 3,6% des individus éprouvent un peu de mal à lire même avec des lunettes de même que 3% des individus à Niamey.

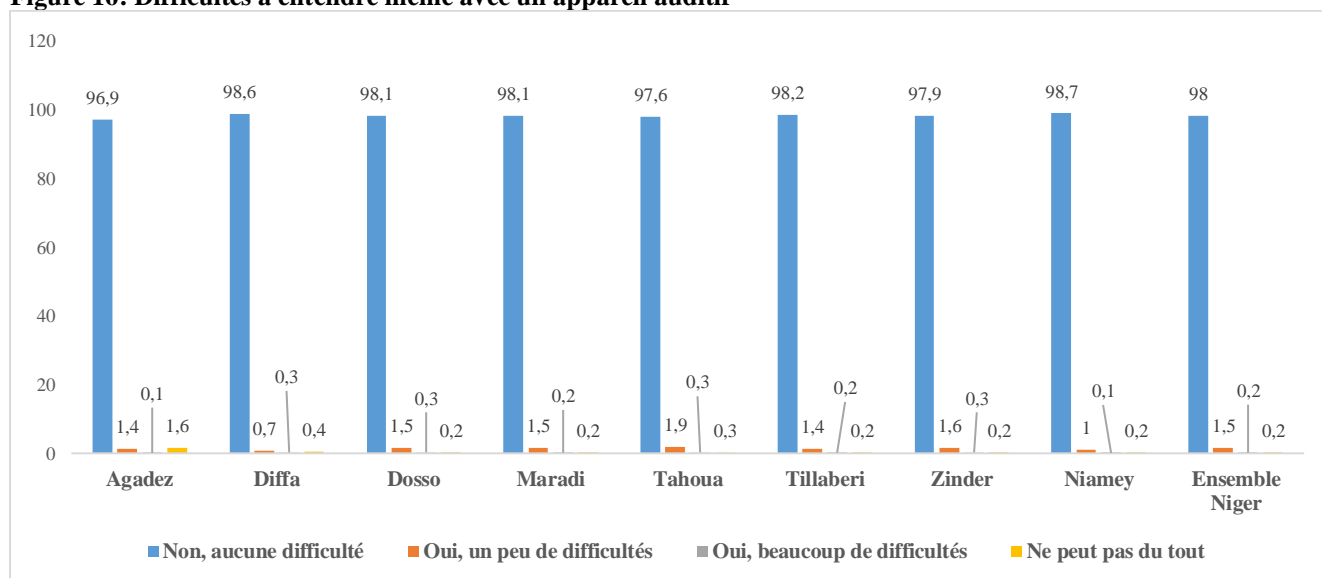
Figure 15: Difficultés à lire même avec des lunettes



6.1.18. Difficultés à entendre même avec un appareil auditif

Dans l'ensemble, 1,5% des individus au Niger ont un peu de mal à entendre même avec un appareil auditif, 0,2% ont beaucoup de difficulté à entendre même avec un appareil auditif. Ceux qui n'entendent pas même avec un appareil auditif représentent 0,2% de la population.

Figure 16: Difficultés à entendre même avec un appareil auditif

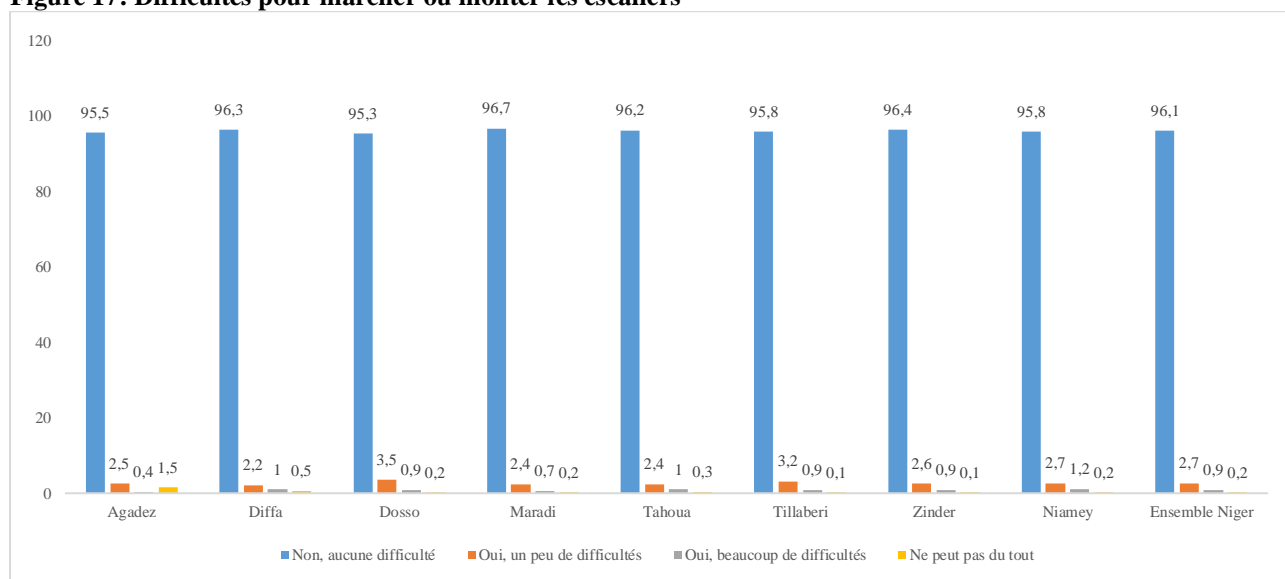


6.1.19. Difficultés pour marcher ou monter les escaliers

Au Niger 2,7% des individus ont des difficultés à marcher ou à monter les escaliers et 0,9% éprouvent beaucoup de difficultés pour ces mêmes actions. On note que 0,2% ne peuvent ni marcher ni monter les escaliers. Les régions de Tillabéri (3,2%) et Dosso (3,5%) enregistrent les proportions les plus élevées

d'individus ayant un peu de difficultés à marcher ou à monter les escaliers. Avec 1,5%, Diffa a la plus grande proportion d'individus ne pouvant ni marcher ni monter les escaliers.

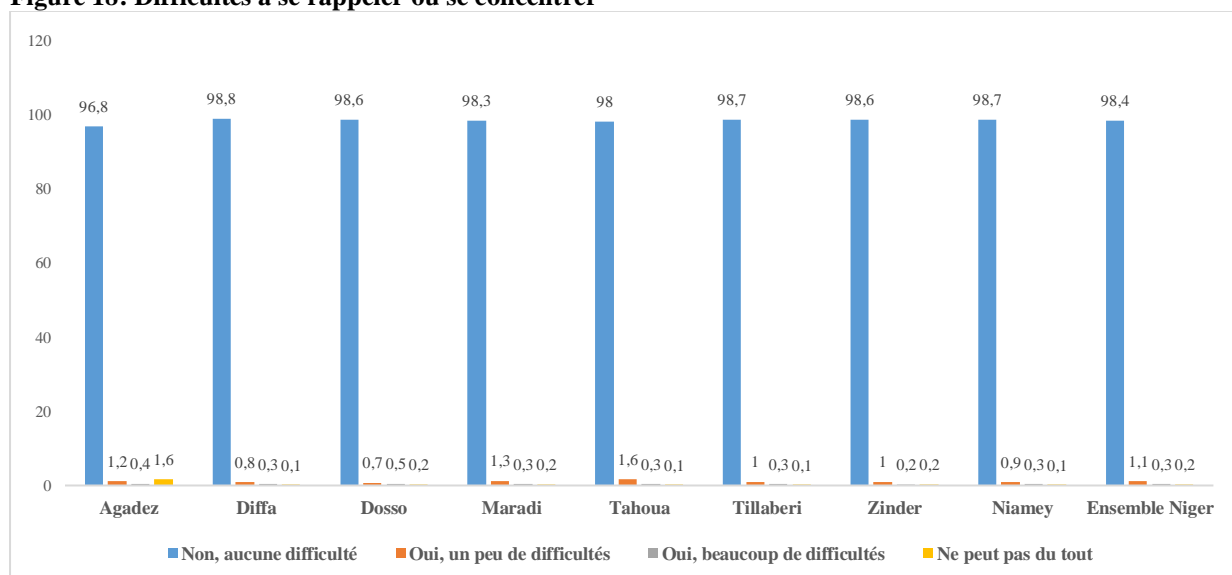
Figure 17: Difficultés pour marcher ou monter les escaliers



6.1.20. Difficultés à se rappeler ou à se concentrer

Au Niger 1,1% de personnes ont des difficultés à se rappeler ou à se concentrer, tandis que 0,3% en éprouvent beaucoup de difficultés et 0,2% ne peuvent se rappeler ou se concentrer. La région d' Agadez regroupe à la fois la plus grande proportion d'individus ayant un peu de difficulté à se rappeler ou à se concentrer (1,2%) et celle des individus ne pouvant se rappeler ou se concentrer (1,6%).

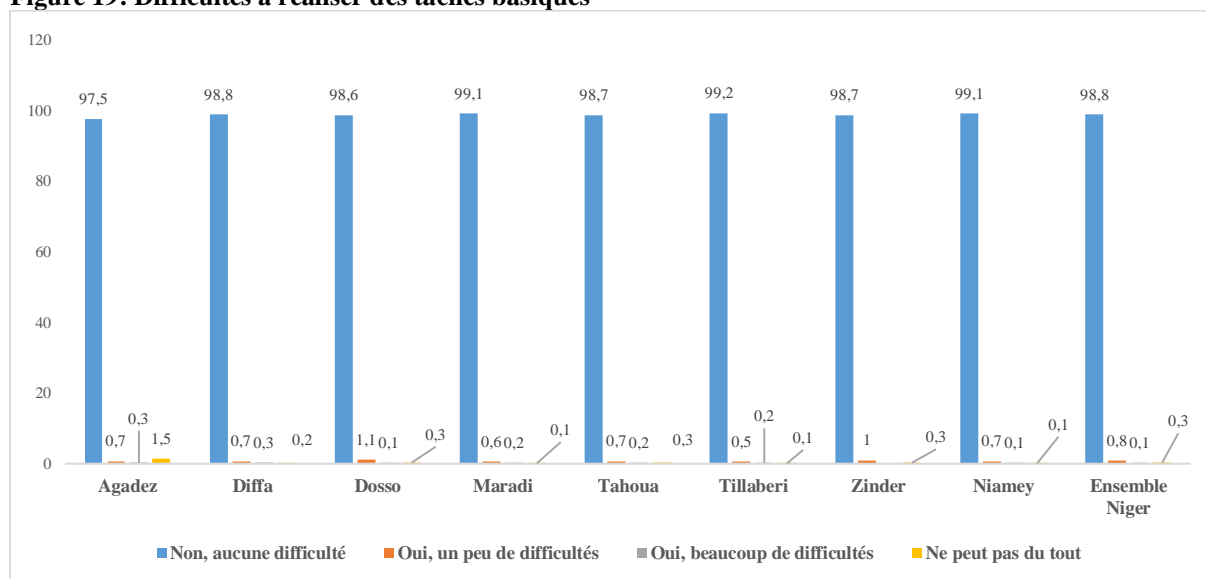
Figure 18: Difficultés à se rappeler ou se concentrer



6.1.21. Difficultés à réaliser des tâches basiques

Au Niger, 0,8% des individus ont un peu de difficultés à réaliser des tâches basiques comme se laver ou s'habiller contre 0,1% qui ont beaucoup de difficultés à réaliser ces tâches et 0,3% qui ne peuvent pas du tout réaliser des tâches basiques. La région de Diffa (1,5%) enregistre la plus grande proportion ne pouvant pas réaliser de tâches basiques.

Figure 19: Difficultés à réaliser des tâches basiques

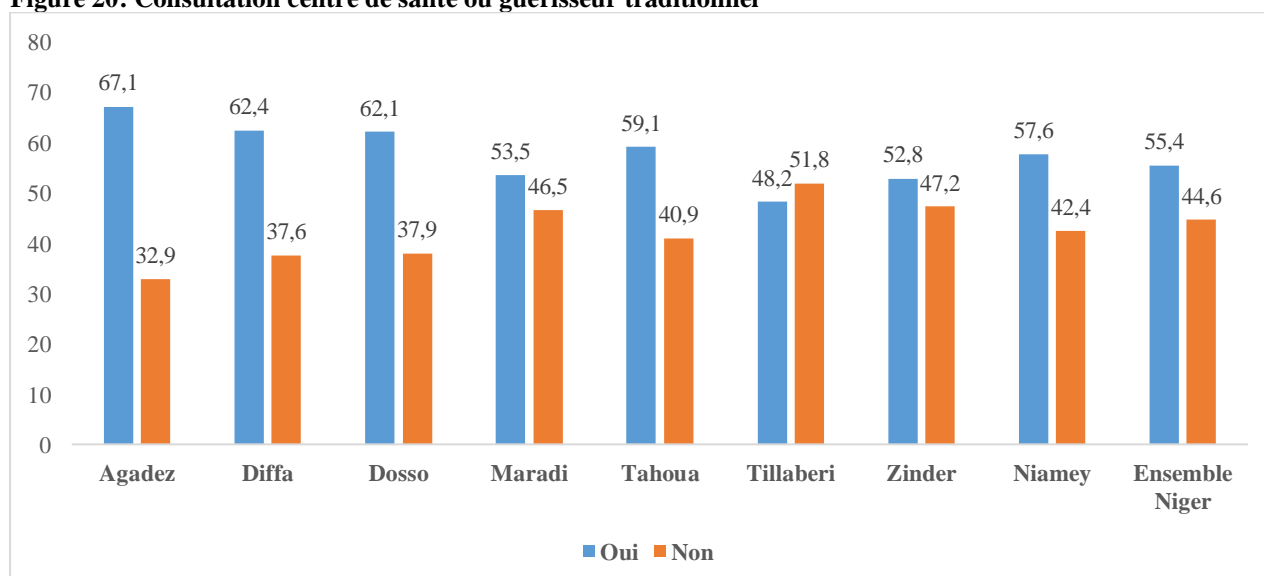


6.2 Fréquentation des centres de santé

6.2.1. Consultations des centres de santé ou de guérisseur traditionnel au cours des trente (30) derniers jours

Plus de la moitié (55,4%) de la population affirme avoir été en consultation dans un centre de santé ou chez un guérisseur traditionnel. Cette proportion varie de 67,1% à Agadez à 48,2% à Tillabéri.

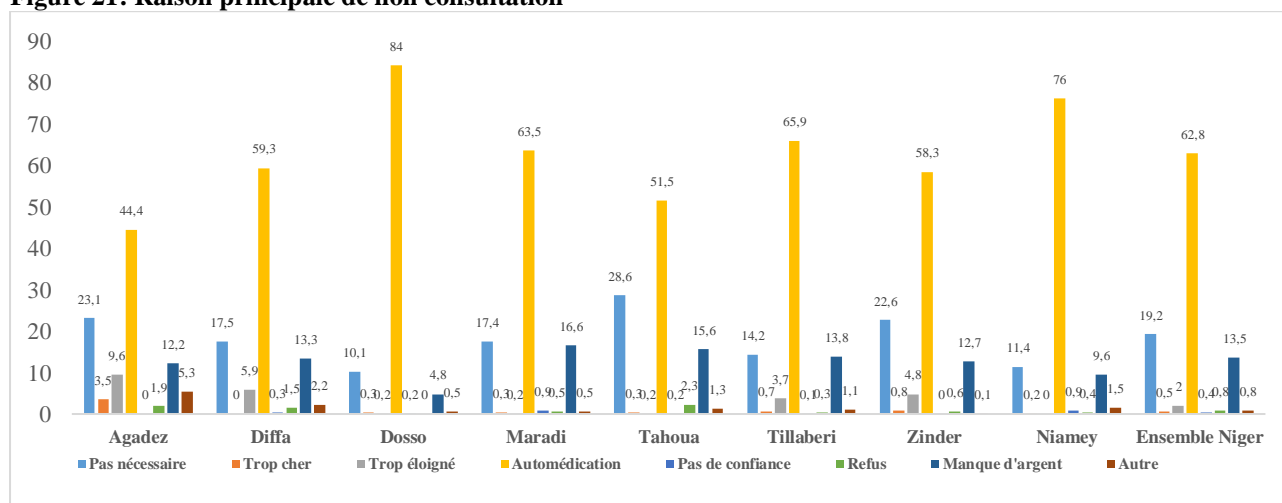
Figure 20: Consultation centre de santé ou guérisseur traditionnel



6.2.2. Raison principale de non consultation

Selon les résultats de l'enquête, près de 45% des personnes tombées malades au cours de la période n'ont consulté ni un agent de santé dans une formation sanitaire, ni un guérisseur traditionnel. Elles avancent comme principale raison de non consultation est l'automédication (62,8%). Ensuite vient le fait que les patients pensent qu'une consultation n'est pas nécessaire (19,2%) et le manque d'argent (13,5%). L'éloignement est mentionné par 9,6% des habitants de même que 5,9% des personnes à Diffa.

Figure 21: Raison principale de non consultation



6.2.3. Premier lieu de consultation

Le centre de santé rural (41,4%), la case de santé (29,6%) et le centre de santé urbain (16,6%) sont les premiers lieux de consultation. La région de Niamey enregistre les plus grandes proportions de consultations en clinique privée (3,3%), en hôpital national (8,5%) et en centre de santé urbain (54,5%).

Tableau 44: Premier lieu de consultation

Régions	Hôpital national	Hôpital régional	Centre de santé urbain	Centre de santé rural	Case de santé	Autre public	Hôpital/Clinique privée	Cabinet médical/dentaire/ophtalmologie	Cabinet de soins	Pharmacie	Clinique d'entreprise, autre privée ou ONG	Chez le guérisseur/tradipraticien
Agadez	1,1	8	30,4	30,9	13,4	2	2,7	0,2	0,1	4,9	0,1	6,2
Diffa	2,5	5,9	22,6	36,5	13,8	0,2	2,1	0,2	0,2	6,5	3,3	6,1
Dosso	0,9	2,1	13,1	28,5	48,2	0,3	2,6	0,1	0,3	0	1	2,8
Maradi	0,1	2,2	16,7	42,5	32,8	0,6	1,6	0	1,1	0,2	0,1	2
Tahoua	0,3	4,7	14,9	62,6	11,6	0,1	1,1	0	0,1	1,3	0	3,2
Tillabéri	1	4,1	11,4	36,3	41,4	0,6	2,1	0	0,2	0,5	0,7	1,6
Zinder	1,1	0,3	11,5	40,3	37,6	0,1	1,4	0,1	0,6	0,3	0,2	6,4
Niamey	8,5	7,5	54,5	3,4	0,4	1	13,1	0,7	1,4	4,3	3,3	1,9
Ensemble Niger	1,1	3,1	16,6	41,4	29,6	0,4	2,3	0,1	0,6	1	0,6	3,4

La distance moyenne entre la maison du patient et le premier lieu de consultation est estimée en moyenne à 2,3 km au Niger. Elle varie de 2,6 km à Diffa à 2,1 km à Maradi. On note qu'en moyenne ces distances sont inférieures à la norme d'accessibilité du rayon de 5 km. Ce qui montre une certaine

amélioration en matière d'accès des populations aux centres de formation sanitaire. Certainement un accent a été mis en matière de création de nouvelles structures de santé. Il s'agirait d'approcher les centres de santé des populations.

Tableau 45: Distance moyenne entre la maison du patient et le premier lieu de consultation

Régions	Distance moyenne en Km
Agadez	2,4
Diffa	2,6
Dosso	2,2
Maradi	2,1
Tahoua	2,4
Tillabéri	2,2
Zinder	2,2
Niamey	2,5
Ensemble Niger	2,3

6.2.4. Premier recours au soin

Au Niger 77,7% de la population fait recours aux infirmiers en premier lieu pour les soins en cas de maladie, ensuite viennent les agents techniques de la santé (6,2%), les médecins généralistes (6%) et les guérisseurs/tradipraticiens (3,4%). Cette dernière catégorie est sollicitée par 6,9% de la population à Agadez, 6,1% de la population à Diffa et 6,4% de la population à Zinder. Notons que les pharmaciens sont sollicités en premiers recours aux soins dans les régions d'Agadès (4,9%), Diffa (6,5%) et Niamey (4,3%). La prédominance des infirmiers s'expliquerait par le fait qu'une grande partie des formations sanitaires se trouvant en milieu rural, où vit la majorité de la population sont tenues par les infirmiers. Elle s'expliquerait également par la difficulté qu'éprouve les populations à faire une distinction entre les différentes catégories d'agents de santé.

Tableau 46: Premier recours au soin

Régions	Médecin Spécialiste	Médecin Généraliste	Dentiste	Infirmier	Sage-femme	Aide-soignant	Pharmacien	Matrone	Agent technique de Santé	Autre personnel de santé	Guérisseur/ Tradipraticien/ Marabout
Agadez	3,2	9	0,4	70,4	0,9	0	4,9	0	3,5	0,9	6,9
Diffa	4,4	7,1	0,3	73,2	1,9	0	6,5	0	0	0,4	6,1
Dosso	2,9	4,3	0,1	59,9	0,2	0,3	0	0	27,6	1,9	2,8
Maradi	1,1	3,9	0	86,6	0,3	0	0,2	0	5,8	0,1	2
Tahoua	0,7	7,9	0	82,9	0,5	0,4	1,3	0	3	0	3,2
Tillabéri	6,5	4,6	0,1	80,9	1,5	0,6	0,7	0,1	1,5	1,8	1,7
Zinder	0,9	1,7	0,1	79,8	0,1	0,3	0,5	0	2	8,2	6,4
Niamey	12,6	30,7	0,2	47,8	2,2	0	4,3	0	0,2	0,1	1,9
Ensemble Niger	2,6	6	0,1	77,7	0,6	0,3	1	0	6,2	2,1	3,4

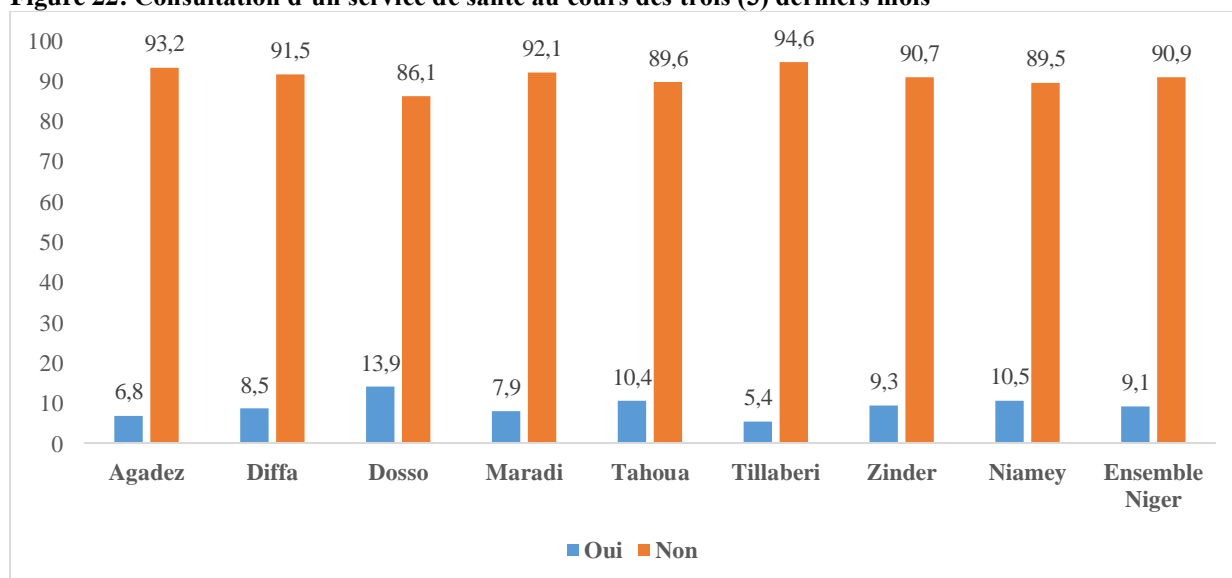
Les montants moyens des frais de consultation de médecin généraliste sont estimés en moyenne à 1140 FCFA, celui des médecins spécialistes 853 FCFA, celui de dentistes 818 FCFA et celui des guérisseurs traditionnels 966 FCFA. Les frais d'examen médicaux sont estimés en moyenne à 1660 FCFA et celui des médicaments à 2178 FCFA.

Tableau 47: Montant frais de consultation, d'examen et de médicaments

Régions	Montant des frais de consultation médecin généraliste	Montant des frais de consultation spécialiste	Montant des frais de consultation dentiste	Montant des frais de consultation guérisseur traditionnel	Montant des frais d'examen médicaux	Montant des frais de médicaments
Agadez	723	347	93	918	1453	2005
Diffa	799	301	103	348	1755	1517
Dosso	999	414	477	388	695	2214
Maradi	1635	2105	2403	2180	2540	2109
Tahoua	1326	652	562	577	782	1879
Tillabéri	1151	1267	1125	1335	2263	2337
Zinder	738	209	171	280	660	1306
Niamey	1485	928	703	1315	3595	4476
Ensemble Niger	1143	853	818	966	1660	2178

6.2.5. Consultation d'un service de santé au cours des trois (3) derniers mois

Très peu de Nigériens consultent un service de santé. En effet, , seulement 9,1% de la population a consulté un service de santé au cours des trois (3) derniers mois ayant précédé l'enquête. La proportion d'individus ayant consulté un service de santé au cours des trois (3) derniers mois varient de 13,9% à Dosso à 5,4% à Tillabéri.

Figure 22: Consultation d'un service de santé au cours des trois (3) derniers mois

6.2.6 Lieu d'hospitalisation lors du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation

Les trois (3) principaux lieux d'hospitalisation lors du dernier problème de santé sont le l'hôpital régional (29,7%), le centre de santé rural (27,2%) et le centre de santé urbain (24,9%). On note que les hôpitaux nationaux (Niamey et Zinder) sont mentionnés par 6% de la population comme lieu

d'hospitalisation lors du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation. Selon les régions, l'hôpital de Zinder est mentionné par 25,2% de la population comme lieu d'hospitalisation lors du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation et celui de Niamey par 36,7% de la population.

Tableau 48: Lieu d'hospitalisation du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation

Régions	Hôpital national	Hôpital régional	Centre de santé urbain	Centre de santé rural	Case de santé	Autre public	Hôpital/Clinique privée	Cabinet médical/dentaire/ophtalmologie	Cabinet de soins	Clinique d'entreprise, autre privée ou ONG
Agadez	5,3	28,2	24,5	30,1	2,9	0,9	5,9	0	1,1	1,1
Diffa	10,8	29,1	29	22,2	1,2	0	2,4	0,8	0	4,6
Dosso	9,9	37,8	22,7	20,5	4	0	2,3	0	1	1,8
Maradi	1,1	20	31,4	37,3	5,8	2	1,6	0	0,8	0
Tahoua	2,9	31,9	30,8	30,1	0,7	0,8	2,8	0	0	0
Tillabéri	20,5	16	16,2	28,2	7,4	2	8,3	0	0	1,4
Zinder	25,2	9,1	15,7	29,6	1,8	3,7	11,5	1,2	0	2,2
Niamey	36,7	12,4	20,8	0	2,7	4,7	14,8	0	0,9	7
Ensemble Niger	11,5	24,2	24,9	27,2	3,2	1,7	5,3	0,2	0,4	1,5

Régions	Hôpital national	Hôpital régional	Centre de santé urbain	Centre de santé rural	Case de santé	Autre public	Hôpital/Clinique privée	Cabinet médical/dentaire/ophtalmologie	Cabinet de soins	Clinique d'entreprise, autre privée ou ONG
Agadez	0	33,5	24,5	30,1	2,9	0,9	5,9	0	1,1	1,1
Diffa	0	39,8	29	22,2	1,2	0	2,4	0,8	0	4,6
Dosso	0	47,8	22,7	20,5	4	0	2,3	0	1	1,8
Maradi	0	21,1	31,4	37,3	5,8	2	1,6	0	0,8	0
Tahoua	0	34,8	30,8	30,1	0,7	0,8	2,8	0	0	0
Tillabéri	0	36,5	16,2	28,2	7,4	2	8,3	0	0	1,4
Zinder	25,2	9,1	15,7	29,6	1,8	3,7	11,5	1,2	0	2,2
Niamey	36,7	12,4	20,8	0	2,7	4,7	14,8	0	0,9	7
Ensemble Niger	6	29,7	24,9	27,2	3,2	1,7	5,3	0,2	0,4	1,5

En moyenne le nombre de fois que les personnes ont été hospitalisées au cours des douze (12) derniers mois est estimé à 1,2 fois.

Tableau 49: Nombre moyen d'hospitalisation au cours des douze (12) derniers mois

Régions	Nombre moyen d'hospitalisation
Agadez	1,2
Diffa	1,1
Dosso	1,2
Maradi	1,2
Tahoua	1,3
Tillabéri	1,3
Zinder	1,4
Niamey	1,2
Ensemble Niger	1,2

En moyenne le nombre de jours d'hospitalisation est estimé à 7 jours et les frais liés à ces hospitalisations s'élèvent à 38 585 FCFA. Les frais d'achat de verres correcteurs sont estimés à 17 148 FCFA, celles des béquilles à 14 128 FCFA. Les frais de vaccination sont estimés à 2418 FCFA et ceux pour la circoncision à 323 FCFA. Le taux de remboursement moyen est estimé à 74%.

Tableau 50: Nombre moyen de jours d'hospitalisation, montant dépenses santé et taux de remboursement

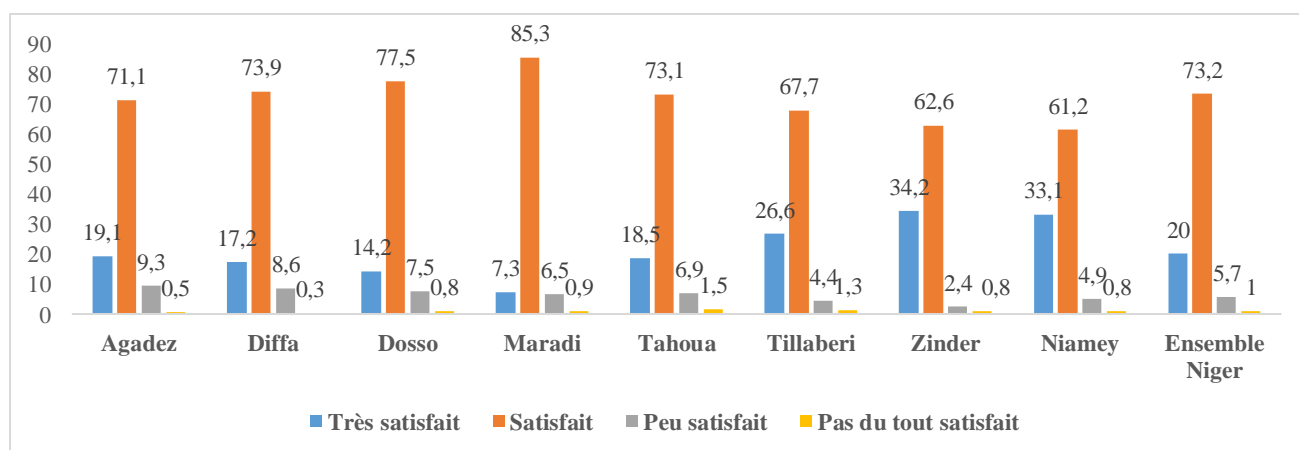
Régions	Nombre moyen de jours d'hospitalisation	Montant frais d'hospitalisation	Montant frais de verres correcteurs	Montant frais de béquilles	montant des dépenses de vaccination	montant des dépenses de circoncision	Montant bilan de santé	Taux de remboursement
Agadez	8	33710	2300	6600	8683	343	1688	91
Diffa	6	22484	7348	7674	1775	225	2903	44
Dosso	7	46669	0	3667	0	667	23889	-
Maradi	5	18192	-	-	0	130	3459	76
Tahoua	6	24558	4000	32500	2340	261	308	-
Tillabéri	9	60949	14286	6929	224	739	882	76
Zinder	7	19673	0	3333	1669	407	3783	80
Niamey	7	88312	36680	14128	2229	563	7969	76
Ensemble Niger	7	38585	17148	11193	2418	323	2484	74

6.3 Satisfaction des usagers des services de santé

6.3.1. Satisfaction du service reçu lors de la première consultation

Plus de neuf personnes sur dix (93,2%) ayant consulté les centres de santé déclarent satisfaites des services reçus lors de la première consultation. On note que 5,7% sont peu satisfaits et 1% ne sont pas du tout satisfaits. On note que les régions enregistrant les plus grandes proportions d'individus pas du tout satisfaits sont la région de Tahoua (1,5%) et la région de Tillabéri (1,3%).

Figure 23: Satisfaction du service reçu lors de la première consultation

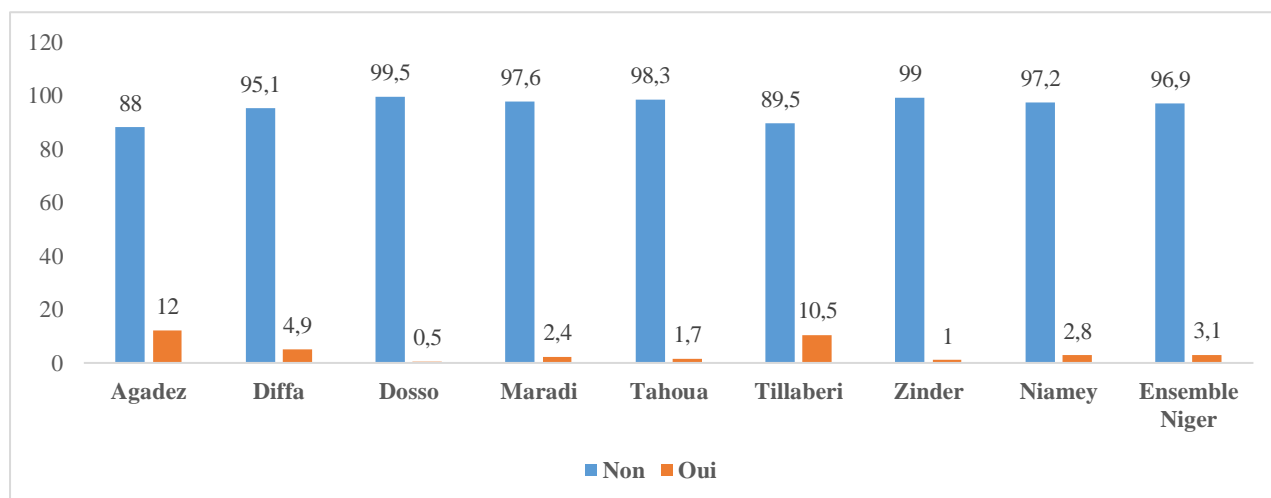


6.3.2. Problème de propreté de l'établissement

Plus de neuf personnes sur dix (96,9%) ayant fréquenté les formations sanitaires, affirment n'avoir pas remarqué de problèmes de propreté dans les établissements de santé. On note que 12% de la population

d'Agadez affirment avoir rencontré un problème de propreté dans l'établissement de santé qu'ils ont fréquenté de même que 10% de la population à Tillabéri.

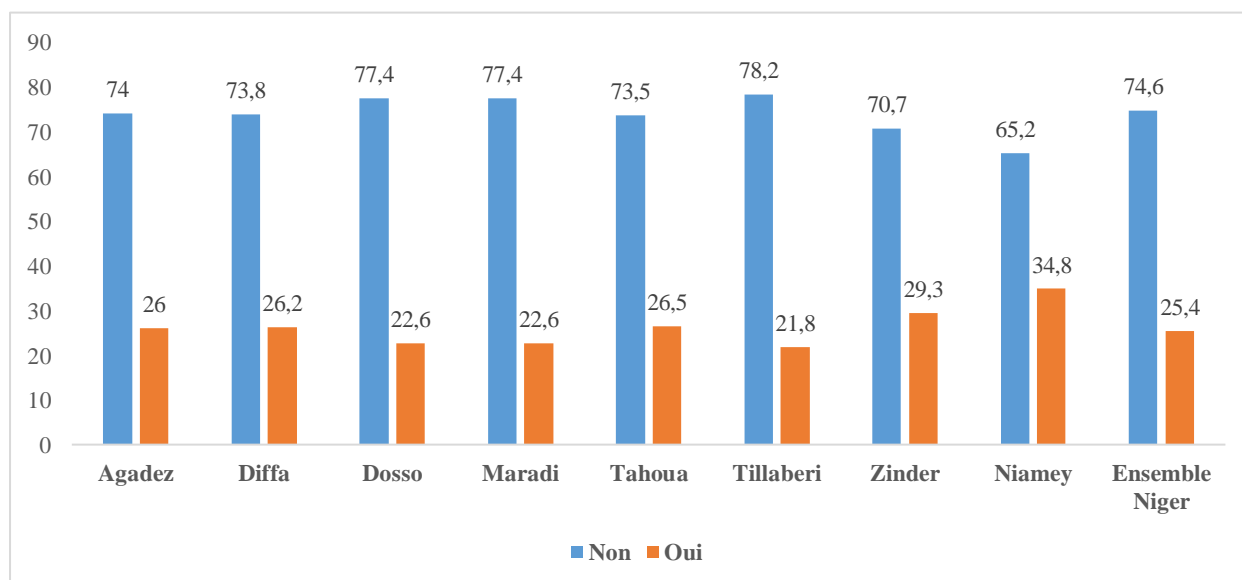
Figure 24: Propreté de l'établissement de santé



6.3.3. Problème d'attente

Le long temps d'attente en consultation devient parfois un facteur d'insatisfaction des patients. Ainsi, près d'un quart de la population (25,4%) mentionnent la longue durée d'attente lors des visites. Cette proportion varie de 34,8% à Niamey à 21,8% dans la région de Tillabéri.

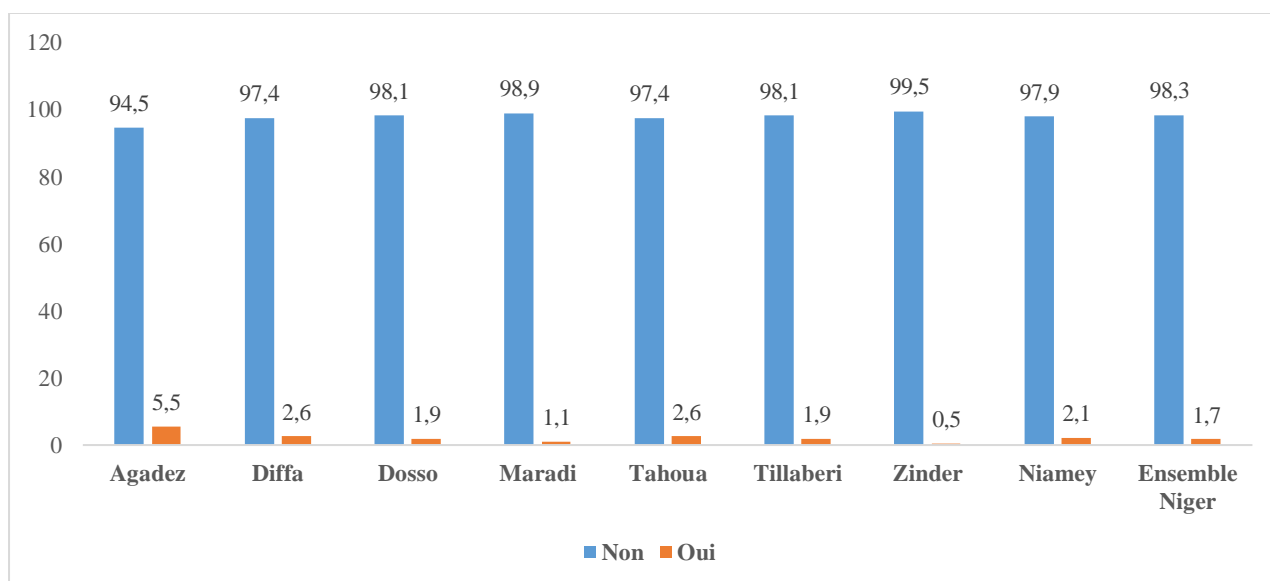
Figure 25: Proportion d'individus confrontés à la longue durée d'attente dans les établissements de santé



6.3.4. Problème de qualification du soignant

Le problème de qualification du soignant est mentionné par 1,7% de la population. On note que 5,5% de la population d'Agadez mentionne ce problème contre 0,5% de la population de Zinder.

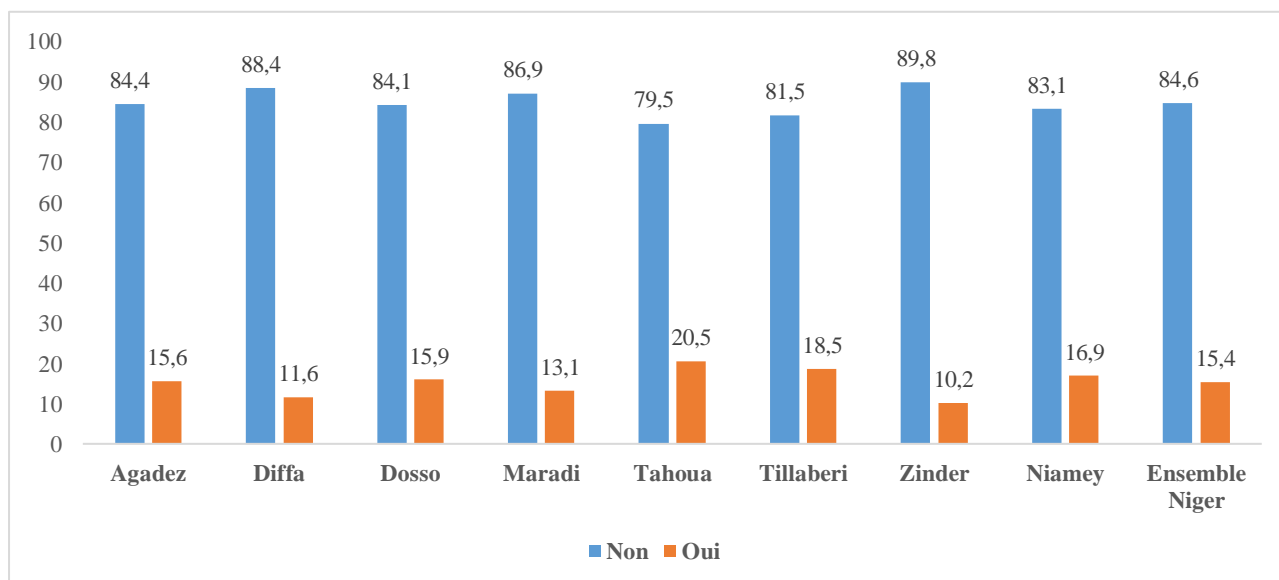
Figure 26: Problème de qualification du soignant



6.3.5. Problème de cherté du service durant la visite

La cherté du service durant la consultation est mentionnée par 15,4% de la population comme raison de son insatisfaction des services offerts par les services de santé. A Tahoua 20,5% de la population mentionne ce problème contre 10,2% de la population à Zinder.

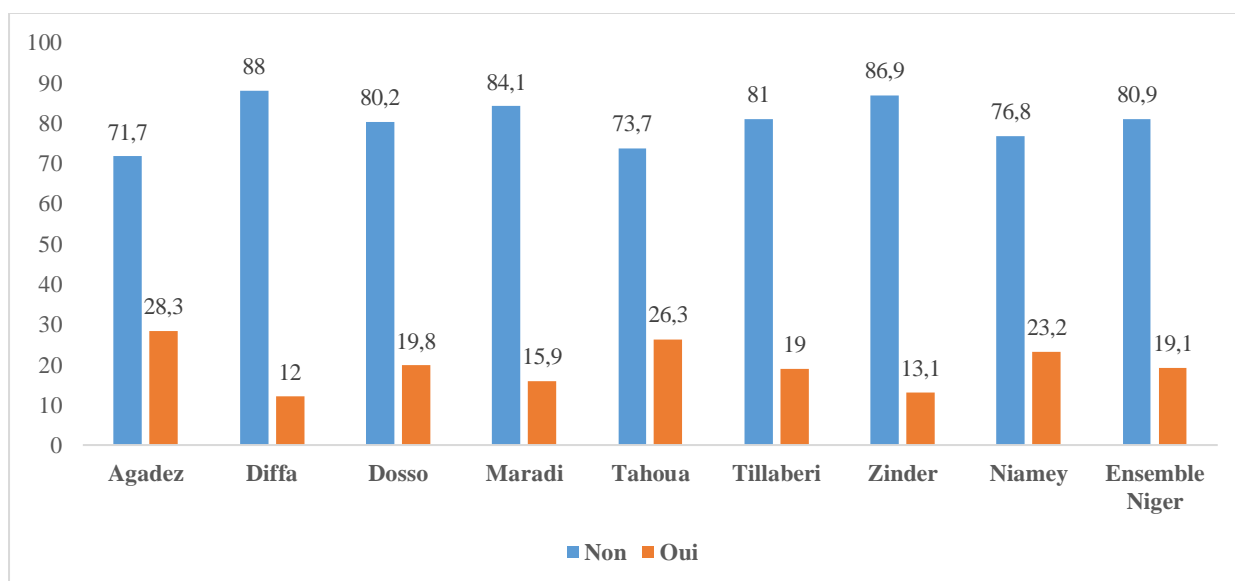
Figure 27: Problème de cherté du service durant la visite



6.3.6. Problème d'absence du médecin pendant la visite

L'absence du médecin pendant la visite est mentionnée par 19,1% de la population. A Agadez, 28,3% de la population mentionne cette absence contre 12% de la population à Diffa.

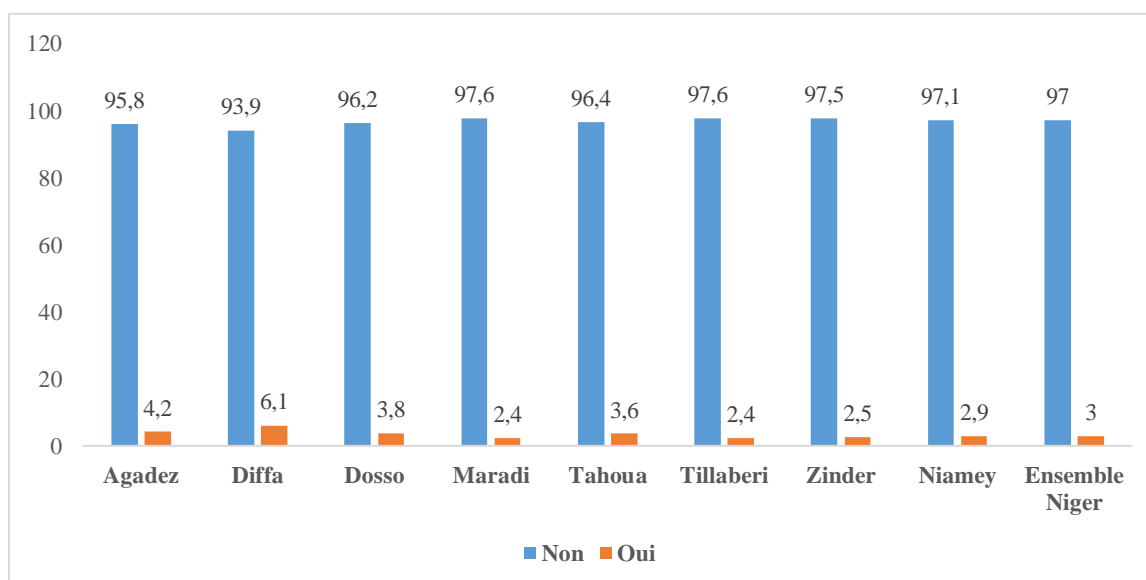
Figure 28: Problème d'absence du médecin pendant la visite



6.3.7. Problème d'inefficacité du traitement durant la visite

Dans l'ensemble 3% de la population mentionne l'inefficacité du traitement durant la visite, comme raison de leur non satisfaction des services offerts dans les formations sanitaires. Cette proportion d'individus varie de 6,1% à Diffa à 2,4% dans les régions de Maradi et Tillabéri.

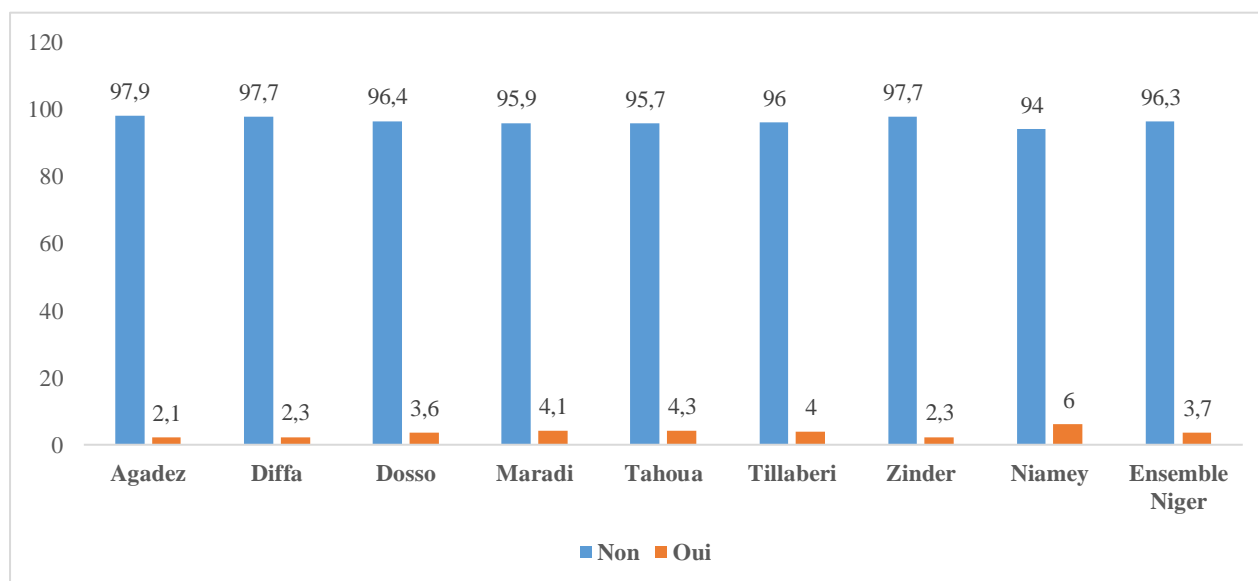
Figure 29: Problème d'inefficacité du traitement durant la visite



6.3.8. Problème du mauvais accueil durant la visite

L'accueil est indispensable en milieu hospitalier où les patients se rendent pour recouvrer la santé et le soulagement. Il constitue selon certains écrits « 50% des causes de guérison ». Le problème du mauvais accueil est mentionné par 3,7% de la population comme raison d'insatisfaction. A Niamey, 6% de la population est confrontée à ce problème lors des consultations contre 2,1% de la population à Agadez.

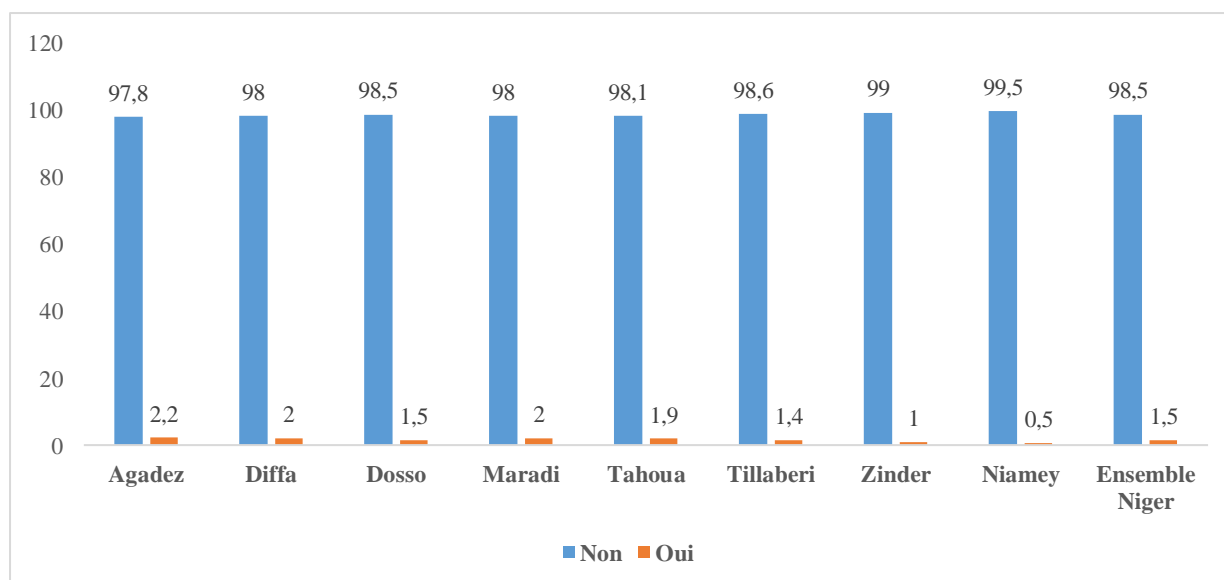
Figure 30: Problème du mauvais accueil durant la visite



6.3.9. Problème d'absence du personnel de santé durant la visite

L'absence du personnel de santé durant la visite est mentionnée par 1,5% de la population comme raison d'insatisfaction des patients ayant fréquenté les formations sanitaires. A Agadez, 2,2% de la population citent ce problème contre 0,5% de la population à Niamey.

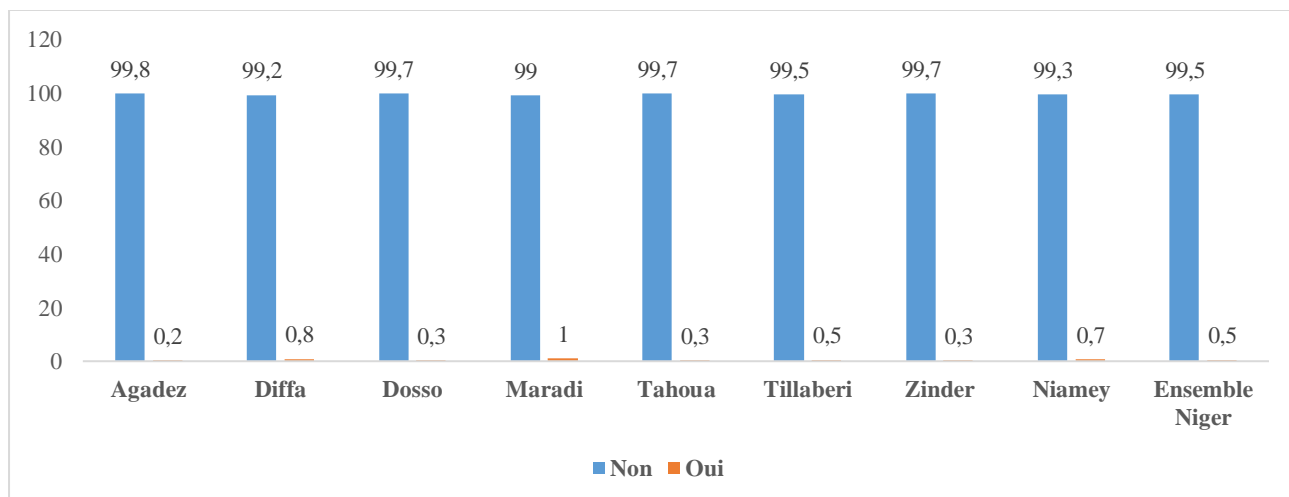
Figure 31: Problème d'absence du personnel de santé durant la visite



6.3.10. Rencontre d'autres types de problèmes

Dans l'ensemble, 0,5% de la population mentionne avoir rencontré d'autres problèmes lors des visites médicales. Parmi les problèmes mentionnés on peut citer entre autres les ruptures de stock de médicaments, le manque de toilettes, l'autorisation du mari.

Figure 32: Autres types de problèmes rencontrés



CHAPITRE VII : LA SITUATION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE

La question de l'emploi et du chômage a été toujours une des priorités des pouvoirs publics pour améliorer le bien-être de la population. C'est pourquoi, à l'image de beaucoup de pays en développement, l'Etat du Niger a marqué depuis de nombreuses années son intérêt pour la création des emplois. Cependant, la conception et la mise en œuvre d'une bonne politique nationale sur l'emploi nécessite une bonne connaissance du marché du travail, raison pour laquelle, le Niger, à travers l'Institut National de la Statistique (INS) a réalisé un grand nombre d'opérations statistiques dont l'Enquête Harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) réalisée en 2018/2019 qui a consacré une section sur l'emploi pour contribuer à une meilleure connaissance du marché du travail au Niger. Les résultats obtenus se présentent comme suit :

7.1 Population en âge de travailler ou population potentiellement active

La population en âge de travailler constitue l'offre globale de main d'œuvre. Elle représente le potentiel de la force de travail mobilisable. Elle est composée d'individus ayant atteint un âge légal pour exercer une activité économique quelconque ou pour s'engager dans la recherche active d'un emploi. L'âge minimum légal pour occuper un emploi salarié ou pour être en apprentissage est fixé au Niger à 15 ans. Cet indicateur permet d'apprécier les défis d'emploi et de formation.

Selon les résultats de l'enquête EHCVM 2018/2019, on estime dans l'ensemble du Niger, près de neuf millions et demi (9.451.540) d'individus en âge de travailler. Plus de la moitié de cette population sont des femmes (55,3%). La répartition par milieu de résidence montre que cette population est essentiellement rurale (79,7%) contre 20,3% en milieu urbain.

Cette population suit le rythme de la croissance démographique. En 2012, selon les résultats du RGPH elle était estimée à un peu plus de sept millions et demi d'individus (7.715.098) en âge de travailler dont 3.986.149 femmes soit (51,7%).

L'analyse selon les régions, révèle que les régions de Zinder, Maradi et Tahoua qui sont les régions les plus peuplées du Niger se distinguent des autres par une grande proportion des personnes en âge de travailler avec respectivement 19,9%, 19,7% et 18,8%.

Tableau 51 : Répartition de la population en âge de travailler ou population potentiellement active par région et par sexe

	Population potentiellement active	
Région	Effectif	%
AGADEZ	270 750	2,9%
DIFFA	307 858	3,3%
DOSSO	1 165 299	12,3%
MARADI	1 859 962	19,7%
TAHOUA	1 773 429	18,8%
TILLABERI	1 546 421	16,4%
ZINDER	1 882 886	19,9%
NIAMEY	644 935	6,8%
Milieu de résidence		
Urbain	1 914 198	20,3%
Rural	7 537 342	79,7%
Sexe		
Masculin	4 222 010	44,7%
Féminin	5 229 530	55,3%
ENSEMBLE	9 451 540	100,0%

7.2 Population active

La population active renseigne sur la force de travail disponible dans un pays pour la production des biens et services. C'est la somme du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans, qui sont occupées et du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans qui sont au chômage.

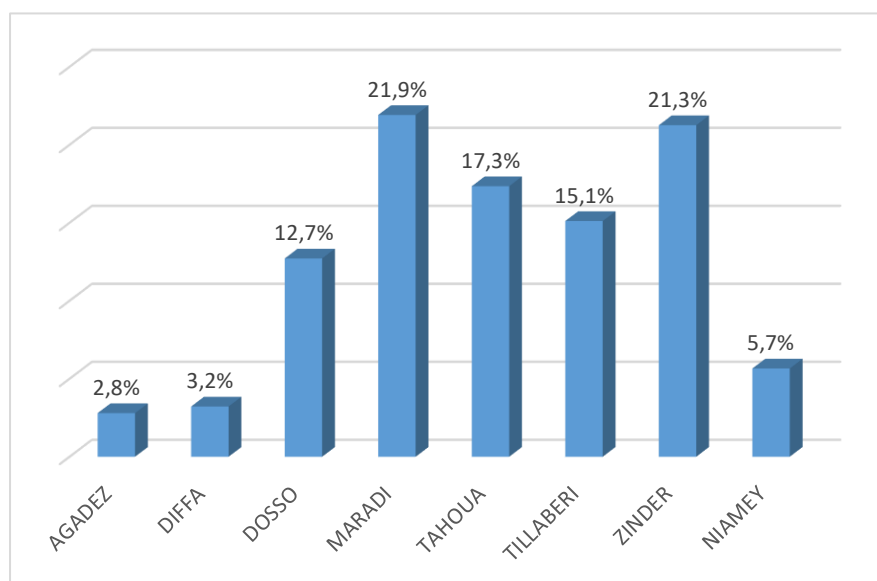
Dans l'ensemble du Niger, l'EHCVM 2018/2019 estime la population active à 5.479.852 individus, soit 57,98% de la population en âge de travailler (15 à 64 ans). Cette population active est majoritairement composée des hommes qui représentent plus de la moitié soit 57,2%. Les femmes, bien que plus nombreuses dans la population totale ne représentent que 42,8% de la population active.

Rappelons que cet effectif était estimé à 3.537.105 personnes actives en 2012 soit environ 48% de la population en âge de travailler.

7.2.1 Population active occupée

La population active occupée comprend toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans qui au cours des sept derniers jours précédant l'enquête ont, soit effectué un travail économique ne se serait-ce qu'une heure de temps, soit pourvue d'un emploi sans l'exercer pour des raisons de congés ou maladies. Cet indicateur donne le volume total de l'emploi dans un pays et permet d'apprécier la capacité d'absorption de la main d'œuvre par l'économie du

pays. Selon les résultats de EHCVM 2018/2019, on estime à 5.438.451 actifs occupés dans le pays.

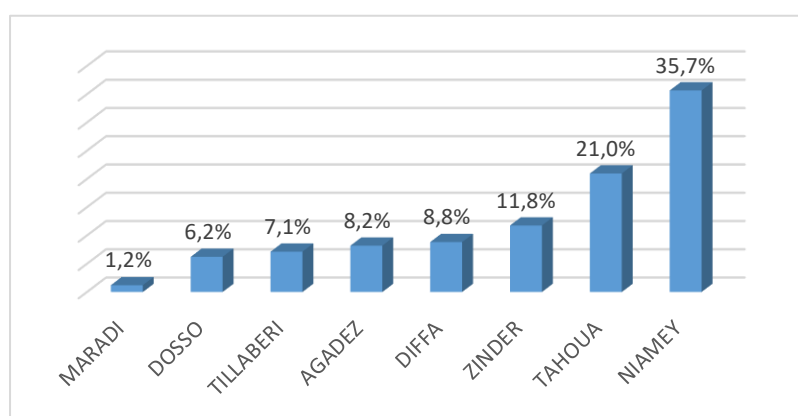


Plus de la moitié, soit 57,2% de cette population sont des hommes. Plus de 8 personnes sur dix (82,8%) vivent en milieu rural. Remarquons que Maradi (21,9%), Zinder(21,3%) et Tahoua(17,3%) totalisent plus de la moitié des actifs du Niger.

7.2.2 Population active non occupée(chômeurs)

La population active non occupée (chômeurs) permet de disposer de l'effectif des personnes non pourvues d'emploi et disponible pour travailler. Au sens du BIT, elle comprend toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans qui au cours des sept derniers jours précédant l'enquête étaient « sans travail », c'est-à-dire qui n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié ; qui sont « à la recherche d'un emploi » depuis un mois et qui sont « disponibles pour travailler » dans un emploi salarié ou non salarié dans les 30 jours qui suivent.

Au regard de cette définition du BIT, on estime en 2019 à 41.401 personnes de 15 à 64 ans qui sont en situation de chômage au Niger. Plus de la moitié de



cette population est constituée des hommes (59,2%). On note également que le milieu urbain regorge plus de chômeurs (65,7%). Cette proportion des chômeurs varie de 1,2% à Maradi à 35,7% à Niamey.

Tableau 52 : répartition de la population au chômage selon les régions, le milieu de résidence et le sexe

	Proportion des chômeurs
AGADEZ	8,2%
DIFFA	8,8%
DOSSO	6,2%
MARADI	1,2%
TAHOUA	21,0%
TILLABERI	7,1%
ZINDER	11,8%
NIAMEY	35,7%
Milieu de résidence	
Urbain	65,7%
Rural	34,3%
Sexe	
Masculin	59,2%
Féminin	40,8%
Ensemble	100,0%

7.2.3 Taux d'activité

Le taux d'activité se définit comme le rapport entre la population active (chômeurs et occupés) sur la population en âge de travailler. Il indique dans un pays donné, le niveau général de participation au monde du travail de la population en âge de travailler et l'importance relative de la main d'œuvre disponible pour la production de biens et de services dans l'économie. Il permet donc d'apprécier la différence entre le volume de la main d'œuvre disponible et le niveau d'absorption du marché du travail de cette ressource humaine.

L'examen du tableau ci-dessus montre que dans l'ensemble, le taux d'activité global issu des résultats de EHCVM 2018/2019 est de 58,0%. Il varie de 50% à Niamey à 64,1% à Maradi. Il apparaît que, les hommes (74,2%) sont plus présents que les femmes (44,8%) dans les activités économiques et que selon le milieu de résidence, la population active rurale (60,0%) est plus importante que celle vivant en milieu urbain (50,2%)

Tableau 53 : Répartition de la Population active par région, milieu de résidence et sexe

	Occupés	Chômeurs	Population active	Taux d'activité
AGADEZ	151 982	3 395	155 377	57,4%
DIFFA	175 088	3 655	178 743	58,1%
DOSSO	691 292	2 578	693 870	59,5%
MARADI	1 191 609	500	1 192 109	64,1%
TAHOUA	943 156	8 683	951 839	53,7%
TILLABERI	821 751	2 953	824 704	53,3%

	Occupés	Chômeurs	Population active	Taux d'activité
ZINDER	1 155 886	4 873	1 160 759	61,6%
NIAMEY	307 687	14 764	322 451	50,0%
Milieu de résidence				
Urbain	933 762	27 220	960 982	50,2%
Rural	4 504 689	14 181	4 518 870	60,0%
Sexe				
Masculin	3 110 181	24 501	3 134 682	74,2%
Féminin	2 328 270	16 900	2 345 170	44,8%
Ensemble	5 438 451	41 401	5 479 852	58,0%

7.3 Population active occupée par branche d'activité

Au Niger, l'agriculture et l'élevage constituent les principales branches d'activités pourvoyeuses d'emploi. Ils occupent respectivement 53,0% et 15,6% de la population active occupée. On note également une proportion relativement importante de la population active occupée dans le commerce (8,5%) et autres industries (7,5%). La branche des services et celle de l'éducation/santé n'emploient respectivement que 5,5% et 2,4% des actifs. La branche de la restauration et hôtellerie et celle de l'industrie extractive sont celles qui occupent la plus faible proportion de la population active, avec respectivement 0,7% et 2,4%.

Tableau 54 : Répartition de la population occupée par branche d'activité

	Branche activite empl. prin.											Total
	Agriculture	Elevage/peche	Indust. extr.	Autr. indust.	BTP	Commerce	Restaurant /Hotel	Trans./Comm.	Education/ Sante	Services perso.	Aut. services	
AGADEZ	15,3%	26,0%	3,3%	9,9%	4,9%	11,9%	2,9%	4,6%	3,9%	12,3%	5,0%	100,0%
DIFFA	26,8%	26,1%	0,3%	8,9%	4,0%	16,2%	1,1%	2,0%	3,6%	9,1%	1,9%	100,0%
DOSSO	59,6%	17,9%	0,2%	6,0%	0,1%	7,6%	0,1%	1,0%	2,1%	4,6%	,7%	100,0%
MARADI	58,9%	18,5%	0,4%	4,8%	1,0%	6,9%	0,5%	1,7%	1,8%	4,3%	1,3%	100,0%
TAHOUA	61,2%	13,6%	0,2%	7,2%	0,7%	7,7%	0,4%	2,6%	1,2%	3,4%	1,8%	100,0%
TILLABERI	69,2%	6,2%	0,7%	5,8%	0,7%	7,0%	0,3%	1,7%	3,8%	2,8%	1,8%	100,0%
ZINDER	47,5%	20,3%	0,9%	9,8%	1,9%	9,7%	1,1%	1,4%	1,1%	5,9%	,6%	100,0%
NIAMEY	0,9%	2,1%	0,5%	17,0%	4,6%	19,3%	2,1%	6,5%	9,7%	19,3%	17,9%	100,0%
Milieu de résidence												
Urbain	8,6%	5,1%	0,5%	14,3%	3,2%	20,6%	2,2%	7,5%	9,0%	18,5%	10,6%	100,0%
Rural	62,2%	17,8%	0,6%	6,1%	1,0%	6,4%	0,4%	0,9%	1,1%	2,8%	,6%	100,0%
Sexe												
Masculin	63,3%	4,3%	0,7%	3,0%	2,4%	9,8%	0,5%	3,6%	2,3%	7,2%	3,0%	100,0%
Féminin	39,3%	30,8%	0,5%	13,5%	,1%	7,6%	,9%	,0%	2,6%	3,3%	1,4%	100,0%
Ensemble	53,0%	15,6%	0,6%	7,5%	1,4%	8,9%	0,7%	2,1%	2,4%	5,5%	2,3%	100,0%

7.4 population occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal

La quasi-totalité (95,8%) des actifs occupés exercent dans le secteur des entreprises privées et indépendants, très dominé par l'informel. L'Etat et les collectivités n'emploient que 3,2% des actifs occupés pendant que les

entreprises publiques et parapubliques emploient 0,3% des actifs. Cette tendance reste la même dans toutes les régions sauf Niamey où une proportion importante (16,1%) d'actifs est absorbée par l'Etat et les collectivités territoriales.

Tableau 55 : Répartition de la population occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal

	Secteur institutionnel emploi principal.						Total
	Etat/Collectivités locales	Entreprise publique/ parapublique	Entreprise Privée	Entreprise associative	Ménage comme employeur de personnel domestique	Organisme international /Ambassade	
AGADEZ	6,3%	1,0%	90,5%	0,4%	1,4%	0,4%	100,0%
DIFFA	2,4%	1,1%	94,5%	0,5%	0,8%	0,6%	100,0%
DOSSO	2,5%	0,0%	97,0%	0,3%	0,2%	0,0%	100,0%
MARADI	1,9%	0,3%	97,5%	0,1%	0,2%	0,1%	100,0%
TAHOUA	1,7%	0,1%	97,9%	0,1%	0,2%	0,0%	100,0%
TILLABERI	4,5%	0,3%	94,7%	0,0%	0,5%	0,0%	100,0%
ZINDER	1,3%	0,1%	98,0%	0,1%	0,5%	0,0%	100,0%
NIAMEY	16,1%	2,1%	79,2%	0,4%	1,3%	0,9%	100,0%
Milieu de résidence							
Urbain	12,5%	1,4%	83,8%	0,4%	1,3%	0,6%	100,0%
Rural	1,2%	0,1%	98,3%	0,1%	0,2%	0,0%	100,0%
Sexe							
Masculin	3,3%	0,4%	95,4%	0,2%	0,5%	0,1%	100,0%
Féminin	2,9%	0,2%	96,4%	0,1%	0,4%	0,1%	100,0%
Ensemble	3,2%	0,3%	95,8%	0,1%	0,4%	0,1%	100,0%

7.5 population occupée par catégorie socioprofessionnelle

L'examen du tableau ci-dessous montre qu'au Niger le problème de manque d'une main d'œuvre qualifiée se fait très sentir, en effet, selon les résultats de l'enquête, la proportion des cadres supérieurs et cadres moyens dans la population active occupée est très faible, respectivement 0,8% et 2,4%. La majorité des actifs occupés exercent comme travailleur pour compte propre (67,1%) et aides familiaux (13,6%).

Tableau 56 : Répartition de la population occupée par catégorie socioprofessionnelle

	CSP emploi principal										Total
	Cadre supérieur	Cadre moyen/agent de maîtrise	Ouvrier ou employé qualifié	Ouvrier ou employé non qualifié	Manœuvre, aide-ménagère	Stagiaire ou Apprenti rémunéré	Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	Aide familial	Travailleur pour compte propre	Patron	
Région											
AGADEZ	0,4%	4,2%	4,3%	13,4%	2,0%	2,4%	2,9%	6,6%	58,4%	5,3%	100,0%
DIFFA	0,6%	1,4%	2,9%	10,5%	2,2%	1,0%	0,2%	10,8%	66,8%	3,5%	100,0%
DOSSO	0,3%	1,7%	0,6%	1,2%	0,3%	1,1%	0,1%	7,2%	76,8%	10,8%	100,0%
MARADI	0,8%	1,4%	0,5%	3,9%	0,8%	0,1%	0,6%	18,5%	66,7%	6,8%	100,0%
TAHOUA	0,2%	1,4%	1,2%	2,1%	0,4%	0,7%	0,3%	21,4%	64,2%	8,2%	100,0%

	CSP emploi principal										Total
	Cadre supérieur	Cadre moyen/agent de maîtrise	Ouvrier ou employé qualifié	Ouvrier ou employé non qualifié	Manœuvre, aide-ménagère	Stagiaire ou Apprenti rémunéré	Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	Aide familial	Travailleur pour compte propre	Patron	
TILLABERI	0,4%	3,7%	1,4%	2,8%	0,6%	0,8%	0,2%	17,6%	66,0%	6,5%	100,0%
ZINDER	0,4%	1,1%	0,9%	6,3%	1,2%	0,5%	0,2%	7,7%	73,5%	8,3%	100,0%
NIAMEY	6,8%	12,5%	10,8%	15,4%	0,9%	3,3%	2,8%	0,9%	40,2%	6,6%	100,0%
Milieu de résidence											
Urbain	3,9%	9,3%	6,9%	10,5%	2,4%	3,3%	2,3%	3,5%	50,7%	7,1%	100,0%
Rural	0,1%	1,0%	0,5%	3,5%	0,5%	0,3%	0,1%	15,6%	70,6%	7,8%	100,0%
Sexe											
Masculin	1,0%	2,6%	2,2%	7,3%	0,9%	1,3%	0,8%	8,4%	64,9%	10,7%	100,0%
Féminin	0,5%	2,2%	0,8%	1,3%	0,7%	0,1%	0,2%	20,5%	70,2%	3,6%	100,0%
Ensemble	0,8%	2,4%	1,6%	4,7%	0,8%	0,8%	0,5%	13,6%	67,1%	7,7%	100,0%

7.6. Travail des enfants

Bien que la législation nigérienne sur le travail n'autorise pas l'exercice d'une activité économique pour les personnes de moins de 15 ans, il n'en demeure pas moins que certains enfants s'adonnent à des activités économiques au détriment de leur scolarité.

7.6.1 Ampleur de l'activité économique des enfants de 5 à 14 ans

Dans l'ensemble, les enfants économiquement occupés représentent 8,8% des enfants âgés de 5 à 14 ans. Ce phénomène du travail des enfants est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain, en effet, la proportion d'enfants économiquement occupés est de 10,0% en milieu rural contre 2,3% en milieu urbain. Les garçons sont beaucoup plus occupés économiquement que les filles. On estime à 10,2% des garçons âgés de 5 à 14 ans qui sont économiquement occupés contre 7,5 % des filles de cette tranche d'âge. Cette prépondérance des garçons occupés pourrait s'expliquer par le fait que ces derniers sont plus sollicités pour les travaux champêtres que les filles.

Toutes les régions semblent relativement affectées par l'insertion des enfants dans les activités économiques mais à des degrés différents : Les plus fortes proportions des enfants économiquement occupés sont enregistrés dans les régions de Maradi (13,9%), Dosso (10,8%), Tahoua (8,8%) et Diffa (8,1%). Les régions de Tillabéri, Zinder et Agadez sont moins affectées avec respectivement 7,1 %, et 6,7% d'enfants occupés. Niamey qui est le centre administratif enregistre le plus faible taux (1,2%). Ce résultat de Niamey pourrait s'expliquer par une forte scolarisation des enfants pendant que la prépondérance des enfants occupés dans les régions de Maradi et Dosso pourrait s'expliquer par le fait que l'activité agricole dans ces régions qui est trop intense utilise beaucoup d'enfant dans la main d'œuvre agricole. La région de Tillabéri, dont une partie est située en bordure du fleuve Niger abrite aussi les plus importants sites d'orpillage repartis dans les départements de

Torodi, Kollo, Say et Téra où l'utilisation de la main d'œuvre infantile est abondante. Le résultat des régions d'Agadez et de Zinder avec chacune 6,7% des enfants économiquement occupés pourrait s'expliquer par le caractère désertique du climat de de ces régions où l'activité agricole employant les enfants est très réduite.

Tableau 57 : Proportion des enfants de 5 à 14 ans économiquement occupés selon les régions, milieu de résidence et sexe

	Enfants économiquement occupé
Région	
AGADEZ	6,7%
DIFFA	8,1%
DOSSO	10,2%
MARADI	13,9%
TAHOUA	8,8%
TILLABERI	7,1%
ZINDER	6,7%
NIAMEY	1,2%
Milieu de résidence	
Urbain	2,3%
Rural	10,0%
Sexe	
Masculin	10,2%
Féminin	7,5%
Ensemble	8,8%

7.6.2 Taux d'activité des enfants de 5 à 14 ans

Le niveau général de participation des enfants de 5 à 14 ans dans le marché du travail mesuré ici par le taux d'activité est estimé à 8,8%. On constate une disparité selon le sexe, la région et le milieu de résidence. En effet, Il est relativement plus important en milieu rural (10,0%) qu'en milieu urbain (2,3%). De même les garçons (10,2%) participent beaucoup plus aux activités économiques que les filles (7,5%). Les régions de Maradi et Dosso affichent les proportions les plus importantes.

Tableau 58 : Taux d'activité des enfants de 5 à 14 ans

	Taux d'activité des enfants de 5 à 14 ans
AGADEZ	6,7%
DIFFA	8,1%
DOSSO	10,2%
MARADI	A completer
TAHOUA	8,8%
TILLABERI	7,2%
ZINDER	6,7%
NIAMEY	1,4%

	Taux d'activité des enfants de 5 à 14 ans
Milieu de résidence	
Urbain	2,3%
Rural	10,0%
Sexe	
Masculin	10,2%
Féminin	7,5%
ENSEMBLE	8,8%

7.6.3 Enfants économiquement occupés par branche d'activité

La majorité des enfants économiquement occupés sont employés dans l'agriculture (76,2%) et l'élevage(14,1%). On retrouve également des enfants dans des activités de production (4,6 %) et de construction (0,2%). Le commerce emploie également une proportion non négligeable des enfants travailleurs (2,3 %), c'est surtout à Niamey qu'on rencontre les enfants dans le commerce.

La répartition par sexe des enfants économiquement occupés montre que les filles sont proportionnellement plus nombreuses dans les branches d'activité élevage/pêche (14,7%) et autres industries (7,3%).

La répartition des enfants occupés selon le milieu de résidence montre que c'est en milieu rural que les enfants sont beaucoup plus utilisés dans les travaux agricoles avec 78,2% des enfants occupés. Ils sont moins présents dans cette branche d'activité à Niamey où ce sont 6,7% qui sont employés dans les travaux agricoles.

Tableau 59 : Répartition des enfants économiquement occupés par branche d'activité

	Branche activité									Total
	Agriculture	Elevage/pêche	Autr. indust.	BTP	Commerce	Restaurant/Hotel	Trans./Comm.	Services perso.	Aut. services	
AGADEZ	18,5%	54,4%	3,1%		4,4%	1,2%	0,0%	14,5%	3,9%	100,0%
DIFFA	36,2%	49,4%	1,5%	3,0%	4,9%	1,5%	0,0%	3,4%	0,0%	100,0%
DOSSO	85,8%	10,4%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,8%	0,0%	100,0%
MARADI	87,8%	9,9%	0,2%	0,0%	0,8%	0,0%	0,3%	0,5%	0,4%	100,0%
TAHOUA	83,7%	12,6%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,9%	0,0%	0,0%	100,0%
TILLABERI	84,1%	11,0%	0,0%	0,0%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	1,8%	100,0%
ZINDER	48,6%	18,0%	21,3%	0,9%	7,6%	0,9%	0,0%	2,7%	0,0%	100,0%
NIAMEY	6,7%	25,1%	11,6%	0,0%	26,5%	0,0%	0,0%	30,0%	0,0%	100,0%
Milieu										
Urbain	27,7%	19,8%	7,9%	2,3%	11,7%	1,6%	4,8%	22,4%	1,8%	100,0%
Rural	78,2%	13,9%	4,5%	0,2%	1,9%	0,2%	0,1%	0,7%	0,4%	100,0%
Sexe										
Masculin	76,6%	13,7%	2,6%	0,4%	3,8%	0,1%	0,5%	2,2%	0,0%	100,0%
Féminin	75,6%	14,7%	7,3%	0,0%	0,3%	0,4%	0,0%	0,7%	1,0%	100,0%
Ensemble	76,2%	14,1%	4,6%	0,2%	2,3%	0,2%	0,3%	1,6%	0,4%	100,0%

Entreprises non agricoles

Au Niger, 50,4% des ménages sont propriétaires d'au moins une unité de production non agricole qui très souvent informelle. Les ménages urbains sont plus engagés dans cette activité (64,9%) relativement aux ménages ruraux.

Au Niveau régional, la région de Zinder a la plus grande proportion de ménages propriétaires d'entreprises non agricole (57,1%) et celle de Tillabéri la plus petite proportion avec 42% des ménages.

Tableau 60 : % des ménages possédant au moins une entreprise non agricole

		Proportions des menages
Milieu de residence	Urbain	64,9
	Rural	47,4
Region de residence	Agadez	48,5
	Diffa	48
	Dosso	52,3
	Maradi	50,2
	Tahoua	48,1
	Tillabéri	42
	Zinder	57,1
	Niamey	53,8
Niger		50,4

L'activité de production non agricole des ménages se concentre sur les branches du commerce (40%), de la fabrication (29%) et des activités de services personnels (19%).

Tableau 61 : Repartition des entreprises non agricoles par branche d'activité

Code de la branche d'activité	Part des entreprises
Agriculture, pêche, foresterie	1,37
Activités extractives	1,43
Activités de fabrication	29,26
Eau, électricité, gaz	0,15
Construction	1,79
Commerce de gros, détail et réparation	40,09
Hôtel et restauration	1,82
Transport, activités des auxiliaires d	3,58
Activités financières	0,01
Immobilier, locations et services aux e	0,27
Éducation	0,57
Activités de santé et d'action sociale	0,35

Code de la branche d'activité	Part des entreprises
Assainissement, voirie et gestion des d	0,07
Activités associatives	0,02
Activités récréatives, culturelles et s	0,04
Activités de services personnels	19,13
Activités des ménages en tant qu'employ	0,03

7.7 Accès au crédit

Cette partie traite de l'accès au crédit des individus âgés de 15 ans et plus. Il s'agit d'identifier les différentes caractéristiques des individus en lien avec l'accès et l'utilisation des crédits.

Tableau 62 : Répartition des individus possédant un compte dans un établissement financier ou une carte prépayée par milieu, région et groupe socio-économique

	Banque classique		Poste		Caisse rurale/IMF		Mobil Bank		Carte prépayée	
Milieu de résidence	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Urbain	92,0	8,0	99,8	0,2	99,1	0,9	98,4	1,6	99,5	0,5
Rural	99,7	0,3	99,9	0,1	99,9	0,1	99,9	0,1	100	0
Niveau national	98,1	1,9	99,9	0,1	99,7	0,3	99,6	0,4	99,9	0,1
Région de résidence	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Agadez	97,5	2,5	99,8	0,2	99,7	0,3	99,9	0,1	100,0	0,0
Diffa	98,2	1,8	99,8	0,2	99,4	0,6	100,0	0,0	100,0	0,0
Dosso	99,6	0,4	99,9	0,1	99,5	0,5	99,9	0,1	99,9	0,1
Maradi	98,8	1,2	99,9	0,1	99,8	0,2	99,7	0,3	100,0	0,0
Tahoua	99,4	0,6	99,9	0,1	99,9	0,1	99,6	0,4	100,0	0,0
Tillabéri	98,9	1,1	99,9	0,1	99,5	0,5	99,9	0,1	99,9	0,1
Zinder	99,5	0,5	99,9	0,1	99,9	0,1	99,7	0,3	99,9	0,1
Niamey	84,2	15,8	99,9	0,1	98,9	1,1	97,8	2,2	99,0	1,0
Niveau national	98,1	1,9	99,9	0,1	99,7	0,3	99,6	0,4	99,9	0,1
Groupe socio-économique	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Salarié public	52,4	47,6	96,1	3,9	93,9	6,1	92,8	7,2	97,5	2,5
Salarié privé	92,9	7,1	99,9	0,1	99,3	0,7	98,3	1,7	99,7	0,3
Indépendant agricole	99,9	0,1	100,0	0,0	99,9	0,1	99,9	0,1	100	0
Indépendant non agricole	97,5	2,5	100,0	0,0	99,4	0,6	99,6	0,4	99,8	0,2
Autres dépendants	100,0	0,0	100,0	0,0	100	0	99,9	0,1	100	0
Sans emploi	99,1	0,9	100,0	0,0	99,8	0,2	99,8	0,2	100	0
Niveau national	98,1	1,9	99,9	0,1	99,7	0,3	99,6	0,4	99,9	0,1

Source : EHCVMA 2018/2019

On constate qu'au niveau national, la proportion des individus possédant un compte dans un établissement financier ou une carte prépayée est relativement faible. En effet, la proportion la plus élevée est celle des individus possédant un compte dans une Banque classique qui représente 1,9% alors qu'elle est de 0,1%, 0,3%, 0,4% et 0,1% respectivement pour la poste, la caisse rurale d'épargne ou IMF, mobil bank et carte prépayée.

Par ailleurs, au niveau du milieu de résidence, on constate que la proportion des individus ayant un compte dans un établissement financier ou une carte prépayée est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural. En milieu urbain, la banque classique est l'institution qui possède le plus d'individus possédant un compte avec 8%, alors qu'ils ne sont que de 0,2% pour la poste représentant la proportion la plus faible en milieu urbain ; en milieu rural, la proportion est faible avec 0,3% pour la banque classique et en moyenne 0,1% pour les autres institutions.

Concernant la région de résidence, il ressort que la région de Niamey est celle possédant le plus d'individus ayant un compte dans les différents établissements financiers avec 15,8% pour la banque classique qui représente le taux le plus élevé, 2,5% à Agadez, 1,8% à Diffa, 1,2% à Maradi, 1,1% à Tillabéri et les autres régions possèdent en moyenne 0,5%. Pour les autres institutions, les proportions sont relativement faibles avec des proportions au plus de 1,1% sauf pour les mobil bank où elle est de 2,2% à Niamey qui est la plus élevée.

Parmi les groupes socio-économiques, la proportion des individus ayant un compte dans les établissements financiers est plus élevée chez les salariés publics comparativement aux autres groupes socio-économiques avec 47,6% pour la Banque classique, 3,9% pour la poste, 6,1% pour la caisse rurale d'épargne ou IMF, 7,2% pour le mobil bank et 2,5% pour la carte prépayée.

Tableau 63 : Répartition des individus selon la raison de la non demande de crédit par milieu, région et groupe socio-économique

	Absence d'institutions de crédit	Ne sait pas comment demander	Ne remplit pas les conditions	N'est pas sûr d'en obtenir un	Pas capable de rembourser	Taux d'intérêts élevés	Autre crédit en cours	Pas nécessaire	Autre	Niveau national
Milieu de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Urbain	1,1	4,1	14,6	2,9	15,6	1,1	0,5	59,2	0,9	100

	Absence d'institutions de crédit	Ne sait pas comment demander	Ne remplit pas les conditions	N'est pas sur d'en obtenir un	Pas capable de rembourser	Taux d'intérêts élevés	Autre crédit en cours	Pas nécessaire	Autre	Niveau national
Rural	19,7	8,7	13,9	4,5	13,2	0,2	0,2	39,2	0,3	100
Niveau national	15,9	7,7	14,1	4,2	13,7	0,4	0,3	43,3	0,4	100
Région de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Agadez	7,8	7,7	43,6	2,8	8,4	0,3	0,5	28,6	0,3	100
Diffa	5,8	14,0	12,9	4,2	17,6	0,3	0,1	44,4	0,5	100
Dosso	2,1	4,7	14,4	4,1	14,3	0,9	0,9	58,5	0,2	100
Maradi	20,9	3,0	12,2	4,9	17,4	0,2	0,2	41,0	0,1	100
Tahoua	13,0	9,5	9,1	2,3	15,3	0,3	0,2	49,7	0,5	100
Tillabéri	17,5	6,3	16,4	7,2	16,1	0,3	0,2	35,8	0,1	100
Zinder	28,5	13,7	13,7	3,8	6,6	0,0	0,1	33,4	0,2	100
Niamey	0,0	2,6	15,2	2,0	14,6	2,1	0,6	60,8	2,2	100
Niveau national	15,9	7,7	14,1	4,2	13,7	0,4	0,3	43,3	0,4	100
Groupe socio-économique	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Salarié public	2,7	1,7	3,2	5,3	2,9	5,7	3,0	72,9	2,6	100
Salarié privé	8,3	8,3	18,3	5,3	11,2	0,6	0,5	47,2	0,3	100
Indépendant agricole	23,0	9,6	15,4	4,6	11,2	0,3	0,3	35,3	0,3	100
Indépendant non agricole	13,3	8,4	14,6	5,9	9,2	0,6	0,5	46,8	0,7	100
Autres dépendants	18,5	7,9	12,1	3,9	17,3	0,2	0,0	39,9	0,2	100
Sans emploi	7,9	5,3	14,2	2,8	16,9	0,2	0,1	52,2	0,4	100
Niveau national	15,9	7,7	14,1	4,2	13,7	0,4	0,3	43,3	0,4	100

Source : EHCVMA 2018/2019

La principale raison pour laquelle les individus ne demandent pas du crédit, est qu'ils supposent qu'il n'est pas nécessaire avec un pourcentage de 43,3% au niveau national, viennent ensuite l'absence d'institution de crédit, le fait de ne pas remplir les conditions et l'incapacité de rembourser les crédits qui sont aussi les principales raisons de la non demande de crédit avec des proportions respectives de 15,9%, 14,1% et 13,7% au niveau national, il faut aussi noter que l'existence des taux d'intérêts élevés et d'autres crédits en cours sont les raisons qui n'ont pas beaucoup d'impact sur la demande de crédit avec des proportions respectives de 0,4% et 0,3%.

En milieu urbain, 1,1% des individus n'ont pas demandé du crédit à cause de l'absence d'institutions de crédits alors que cette proportion est de 19,7% en milieu rural. Cela témoigne d'une faible présence des institutions de crédit en milieu rural par rapport au milieu urbain.

Ces proportions sont de 59,2% en milieu urbain et 39,2% en milieu rural pour ceux n'ayant pas demandé du crédit parce qu'ils considèrent que ce n'est pas nécessaire.

Les régions de Niamey et Dosso sont celles où la proportion des individus ne demandant pas du crédit parce qu'ils considèrent que ce n'est pas nécessaire est la plus élevée avec des pourcentages respectifs de 60,8% et 58,5%. Les régions de Zinder, Maradi, Tillabéri et Tahoua sont celles où les proportions des personnes n'ayant pas demandé du crédit à cause d'absence d'institutions de crédit sont les plus élevées avec des proportions respectives de 28,5%, 20,9%, 17,5% et 13%.

Parmi les groupes socio-économiques, les résultats montrent que les indépendants agricoles, les autres dépendants et les indépendants non agricoles sont ceux n'ayant pas demandés du crédit à cause de l'absence d'institutions du crédit avec des pourcentages respectifs de 23%, 18,5% et 13,3%.

Tableau 64 : Répartition des individus ayant demandé du crédit selon qu'ils l'aient obtenus ou pas et la raison de la non obtention du crédit par milieu, région et groupe socio-économique

	A obtenu du crédit		Raison de la non obtention du crédit (%)				
	Oui	Non					
Milieu de résidence	%	%	Dossier incomplet	Pas de garanti	Capacité de remboursement faible	Autre crédit en cours	Autre
Urbain	87,9	12,1	5,2	15,1	76,1	3,6	0,0
Rural	86,2	13,8	3,4	21,0	60,7	6,6	8,4
Niveau national	86,5	13,5	3,6	20,1	63,0	6,2	7,1
Région de résidence	%	%	%	%	%	%	%
Agadez	81,2	18,8	0,0	18,1	54,4	27,5	0,0
Diffa	81,5	18,5	9,8	21,2	27,3	0,0	41,7
Dosso	91,5	8,5	0,0	41,3	44,6	10,9	3,3
Maradi	77,9	22,1	0,0	7,4	88,5	2,7	1,3
Tahoua	78,5	21,5	5,8	25,7	43,5	17,1	7,9
Tillabéri	97,3	2,7	8,9	14,7	59,5	0,0	16,9
Zinder	89,2	10,8	18,3	53,6	0,0	0,0	28,0
Niamey	97	3	19,7	7,1	53,6	19,6	0,0
Niveau national	86,5	13,5	3,6	20,1	63,0	6,2	7,1
Groupe socio-économique	%	%	%	%	%	%	%
Salarié public	88,4	11,6	9,9	0,0	54,1	9,9	26,1
Salarié privé	72,7	27,3	18,4	10,4	51,4	7,1	12,8
Indépendant agricole	88,6	11,4	0,0	27,4	54,6	9,1	8,9
Indépendant non agricole	81	19	5,3	17,2	71,9	3,0	2,6
Autres dépendants	85,7	14,3	1,8	0,0	98,2	0,0	0,0

	A obtenu du crédit		Raison de la non obtention du crédit (%)				
	Oui	Non					
Milieu de résidence	%	%	Dossier incomplet	Pas de garanti	Capacité de remboursement faible	Autre crédit en cours	Autre
Sans emploi	92,4	7,6	0,0	19,1	77,0	0,0	4,0
Niveau national	86,5	13,5	3,6	20,1	63,0	6,2	7,1

Source : EHCVMA 2018/2019

D'après l'analyse du tableau, on constate que 86,5% des personnes ayant demandé du crédit à un institut financier les 12 derniers mois l'ont. En milieu urbain, ce taux s'élève à 87,9% alors qu'en milieu rural il est de 13,8%.

Les régions de Tillabéri et Niamey sont celles où ce taux est plus élevé car il s'élève à respectivement à 97,5% et 97% alors qu'il est de 77,9% et 78,5% respectivement à Maradi et Tahoua qui sont les deux taux les plus faibles parmi ceux des huit régions.

Analyse par GSE

Concernant les personnes n'ayant pas pu obtenir le crédit, intéressons nous à la raison de la non obtention de ce crédit. La principale raison de la non obtention du crédit est une capacité de remboursement faible avec 63% des individus qui partagent cet avis, vient ensuite le manque de garantie qui empêche aux individus d'en obtenir du crédit avec 20,1% qui partagent cet avis ; le fait d'avoir un crédit en cours est aussi une des raisons de la non obtention du crédit ainsi que d'autres raisons représentant respectivement 6,2% et 7,1%.

En milieu urbain, la proportion des personnes n'ayant pas obtenu du crédit à cause d'une capacité de remboursement faible est de 76,1% contre 60,7% en milieu rural alors qu'elle est de 15,1% et 21% pour ceux n'ayant pas obtenu du crédit à cause d'un manque de garantie respectivement en milieu urbain et rural.

Les proportions des individus n'ayant pas obtenu du crédit à cause d'une capacité de remboursement faible sont plus élevées à Maradi, Tillabéri et Agadez avec respectivement 88,5%, 59,5% et 54,4%. Cependant il faut noter qu'à Diffa, 41,7% des individus n'ont pas obtenu du crédit à cause d'autre raison et à Zinder, 53,6% à cause d'un manque de garanti.

Pour chaque groupe socio-économique, plus de la moitié des personnes n'ont pas obtenus du crédit à cause d'une capacité de remboursement faible avec 54,1%, 51,4% et 54,6% respectivement pour les salariés publics, les salariés privés et les indépendants agricoles.

Cependant cette proportion reste élevée chez les indépendants non agricoles, les autres dépendants et les sans emploi avec des proportions respectives de 71,9%, 98,2% et 77%.

Tableau 65 : Répartition des individus membres d'une association d'entre-aide ou tontine et ayant demandé du crédit à une association par milieu, région et groupe socio-économique

	Est membre d'une association		Est membre d'une association et a demandé du crédit à une association		
Milieu de résidence	Oui	Non	Oui	Non	Niveau national
	%	%	%	%	%
Urbain	7,0	93,0	6,7	93,3	100
Rural	3,5	96,5	18,3	81,7	100
Niveau national	4,2	95,8	14,3	85,7	100
Région de résidence	%	%	%	%	%
Agadez	3,0	97,0	17,0	83,0	100
Diffa	5,7	94,3	17,1	82,9	100
Dosso	3,7	96,3	7,8	92,2	100
Maradi	4,1	95,9	19,9	80,1	100
Tahoua	3,2	96,8	16,9	83,1	100
Tillabéri	1,7	98,3	10,2	89,8	100
Zinder	6,2	93,8	15,1	84,9	100
Niamey	8,4	91,6	7,7	92,3	100
Niveau national	4,2	95,8	14,3	85,7	100
Groupe socio-économique	%	%	%	%	%
Salarié public	16,5	83,5	5,0	95,0	100
Salarié privé	3,7	96,3	7,1	92,9	100
Indépendant agricole	3,9	96,1	21,4	78,6	100
Indépendant non agricole	11,7	88,3	12,2	87,8	100
Autres dépendants	1,9	98,1	17,0	83,0	100
Sans emploi	2,1	97,9	8,9	91,1	100
Niveau national	4,2	95,8	14,3	85,7	100

Source : EHCVMA 2018/2019

L'analyse du tableau montre qu'au niveau national, 4,2% des personnes âgées de 15 ans et plus appartiennent à une association d'entre-aide ou tontine. Cette proportion est de 7% en milieu urbain contre 3,5% en milieu rural. Les trois régions présentant le plus de personnes membres de ces associations sont Niamey, Zinder et Diffa avec respectivement 8,4%, 6,2% et 5,7% ; la région de Tillabéri est celle où cette proportion est la plus faible avec 1,7% des personnes âgées de 15 ans et plus.

Parmi les différents groupes socio-économiques, les salariés publics et les indépendants non agricoles sont ceux ayant le plus de personnes membres d'une association avec des

proportions respectives de 16,5% et 11,7% alors que 1,2% des autres dépendants et 2,1% des sans emploi sont membres d'une association qui sont les deux groupes socio-économiques ayant les plus faibles proportions.

On constate qu'en milieu rural, 18,3% des personnes membres d'une association demande du crédit à une association alors que cette proportion est de 6,7% en milieu urbain, cela signifie qu'en milieu rural, les personnes membres d'une association demandent plus du crédit auprès de ces associations qu'en milieu urbain.

On constate qu'au niveau des régions, seules Niamey et Dosso ont des proportions les plus faibles des personnes membres d'une association et qui demandent du crédit auprès de ces associations avec respectivement 7,7% et 7,8% alors que les autres régions ont des proportions supérieures à la moyenne nationale qui est de 14,3%.

A propos des groupes socio-économiques, les indépendants agricoles, les autres dépendants et les indépendants non agricoles sont ceux possédant le plus des personnes membres des associations et qui demandent des crédits à une association avec des proportions respectives de 21,4%, 17% et 12,2% alors que cette proportion est de 5% pour les salariés publics qui est la plus faible. On retiendra que les salariés publics membres d'une association sont ceux qui demandent le moins de crédit à ces associations.

Tableau 66 : **Source du dernier crédit par milieu, région et groupe socio-économique**

	Banque	Caisse rurale, IMF	ONG	Fournisseur	Coopérative	Autre ménage	Tontine	Usurier	Autre	Niveau national
Milieu de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Urbain	5,2	1,5	2,5	10,7	0,0	73,8	3,8	0,0	2,4	100
Rural	0,6	0,3	0,3	8,3	0,7	86,4	1,4	0,3	1,7	100
Niveau national	1,4	0,5	0,6	8,7	0,6	84,3	1,8	0,2	1,9	100
Région de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Agadez	2,1	0,9	0,5	16,0	0,0	73,5	2,1	0,0	4,9	100
Diffa	0,0	0,0	1,5	21,7	0,0	69,8	2,9	0,0	4,0	100
Dosso	1,1	1,0	1,8	5,3	1,0	83,7	1,9	0,0	4,2	100
Maradi	1,3	0,1	0,0	4,1	1,2	89,9	1,9	0,9	0,6	100
Tahoua	0,1	0,0	1,2	9,3	0,0	85,6	2,8	0,0	1,0	100
Tillabéri	2,1	1,4	0,9	13,2	1,0	80,7	0,6	0,0	0,0	100
Zinder	0,4	0,2	0,0	10,4	0,0	85,2	1,3	0,0	2,4	100

	Banque	Caisse rurale, IMF	ONG	Fournisseur	Coopérative	Autre ménage	Tontine	Usurier	Autre	Niveau national
Niamey	9,4	1,0	0,4	11,3	0,0	71,4	2,4	0,0	4,1	100
Niveau national	1,4	0,5	0,6	8,7	0,6	84,3	1,8	0,2	1,9	100
Groupe socio-économique	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Salarié public	35,8	6,4	0,8	3,7	0,0	41,1	2,8	0,0	9,5	100
Salarié privé	2,4	0,3	0,0	7,2	0,0	85,3	1,0	1,5	2,4	100
Indépendant agricole	0,1	0,3	0,5	6,0	0,9	89,8	1,1	0,3	1,1	100
Indépendant non agricole	0,6	0,5	1,6	20,1	0,2	71,9	2,9	0,0	2,1	100
Autres dépendants	0,0	0,0	0,0	4,9	1,0	89,1	2,4	0,0	2,6	100
Sans emploi	1,4	0,0	0,0	1,2	0,0	91,3	3,5	0,0	2,7	100
Niveau national	1,4	0,5	0,6	8,7	0,6	84,3	1,8	0,2	1,9	100

Source : EHCVMA 2018/2019

On constate que les crédits contractés entre les ménages sont les plus importants car ils représentent 84,3% du total des crédits contractés, 8,7% des crédits sont contractés auprès des fournisseurs alors que ceux contractés auprès des Banques ne représentent que 1,4% et ceux obtenus auprès des tontines représentent 1,8%.

Les personnes vivant en milieu urbain contractent plus du crédit auprès des Banques, des caisses rurales d'épargne, des fournisseurs et des tontines par rapport à ceux du milieu rural alors que les crédits contractés auprès d'autres ménages sont plus fréquents en milieu rural qu'en milieu urbain avec des proportions respectives de 86,4% et 73,8%.

Les crédits contractés auprès des Banques sont plus fréquents dans la région de Niamey par rapport aux autres alors que la région de Diffa est celle où ces derniers sont les moins fréquents. Dans la région de Maradi, les crédits contractés auprès des ménages sont les plus fréquents avec une proportion de 89,9% alors que ces derniers sont moins fréquents dans la région de Diffa avec une proportion de 69,8%.

Les salariés publics, contractent plus du crédit auprès des Banques que les autres groupes socio-économiques avec une proportion de 35,8% alors qu'ils contractent le moins de crédit auprès des autres ménages car leur proportion est la plus faible représentant 41,1%. Les crédits contractés auprès des autres ménages et des tontines sont plus fréquents chez les sans emploi par rapport aux autres catégories socio-économiques avec des proportions respectives de 91,3% et 3,5%.

Tableau 67 : Principales utilisations du crédit par milieu, région et groupe socio-économique

	Education	Santé	Equipe ment du ménage (voiture, appareil ménager,...)	Acquisition de terrain, Construction,	Démarrer une affaire, entreprise	Financer affaire existante (équipement, matières premières)	Intrants agricoles (semences, engrais, aliments pour bétail,...)	Consommation du ménage	Evènements/ Fêtes	Chocs	Autre	Niveau national
Milieu de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Urbain	1	5,4	4	3,9	8	11,6	2,1	44,4	14,5	0,2	4,9	100
Rural	0,1	6,2	1,4	0,4	4,8	7,5	3,3	54,4	17,5	1,5	2,8	100
Niveau national	0,2	6,1	1,8	1	5,3	8,1	3,1	52,9	17,1	1,3	3,2	100
Région de résidence	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Agadez	8,6	1,4	0,0	6,8	2,3	4,6	5,9	40,4	24,8	2,8	2,4	100
Diffa	0,0	3,7	3,5	0,8	1,6	0,0	0,0	72,1	14,8	1,8	1,7	100
Dosso	0,0	9,0	2,3	0,7	5,4	4,6	8,4	59,8	8,0	0,0	1,8	100
Maradi	0,1	3,7	1,4	0,7	6,1	3,7	2,2	54,3	22,6	2,1	3,2	100
Tahoua	0,0	2,5	0,0	0,5	5,0	11,6	4,8	43,2	24,2	5,3	3,0	100
Tillabéri	0,3	11,3	3,5	0,3	1,6	15,7	2,1	45,9	14,7	0,0	4,5	100
Zinder	0,0	5,2	0,9	0,8	8,4	10,0	0,9	59,0	13,7	0,0	1,2	100
Niamey	1,0	5,5	2,3	7,1	7,8	13,0	0,0	38,2	14,9	0,0	10,2	100
Niveau national	0,2	6,1	1,8	1,0	5,3	8,1	3,1	52,9	17,1	1,3	3,2	100
Groupe socio-économique	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Salarié public	3,7	9,7	16,9	12,1	0,7	2,0	0,0	27,9	25,0	0,0	2,0	100
Salarié privé	1,2	4,6	0,0	8,0	0,0	0,4	0,0	75,2	6,1	0,5	4,1	100
Indépendant agricole	0,1	6,2	0,9	0,2	4,2	5,5	4,5	61,3	14,0	1,0	2,1	100
Indépendant non agricole	0,0	4,8	0,9	0,5	12,0	23,7	0,5	39,5	10,5	1,2	6,3	100
Autres dépendants	0,0	5,3	2,1	0,0	10,2	2,4	3,4	20,0	47,8	3,1	5,7	100
Sans emploi	0,0	7,9	5,6	0,7	0,0	0,5	2,1	39,2	38,8	3,2	1,9	100
Niveau national	0,2	6,1	1,8	1,0	5,3	8,1	3,1	52,9	17,1	1,3	3,2	100

Source : EHCVMA 2018/2019

Une analyse des résultats du tableau montre que les deux principales utilisations qui sont faites du crédit contracté par les individus sont la consommation des ménages et les dépenses pour les évènements et les fêtes avec des proportions respectives de 52,9% et 17,1% au niveau national, ce qui représente 70% pour ces deux utilisations. Les trois autres utilisations non

négligeables qui sont faites du crédit contracté sont : le financement d'une affaire existante, dépense de santé et enfin dépensés pour démarrer une affaire ou une entreprise.

En milieu rural, ces crédits sont plus utilisés pour être dépensés dans la consommation des ménages qu'en milieu urbain car les proportions sont respectivement de 54,4% et 44,4% ; ce qui en est de même pour les dépenses à des fins des événements ou des fêtes avec des proportions respectives de 17,5% et 14,5%.

Les régions de Diffa, Dosso, Zinder et Maradi ont des proportions supérieures à celle au niveau national qui sont respectivement de 72,1%, 59,8%, 59% et 54,3% ; la région de Tillabéri est celle où ces crédits sont plus utilisés pour être dépensés dans la santé avec une proportion de 11,3% alors qu'à Agadez ils sont moins utilisés à cette fin avec une proportion de 1,4%.

Dans les régions de Zinder, Niamey, Maradi et Dosso, ces crédits sont plus utilisés pour démarrer une nouvelle entreprise comparativement aux autres régions avec des proportions des personnes ayant contracté des crédits et l'ayant utilisé à cette fin supérieures à la proportion au niveau nationale, elles sont respectivement de 8,4%, 7,8%, 6,1% et 5,4% tandis que ces proportions sont de 1,6% à Tillabéri et à Diffa qui sont les plus faibles. On peut conclure que les régions de Diffa et de Tillabéri sont celles où les crédits contractés sont les moins utilisés pour démarrer une nouvelle entreprise par rapport aux autres régions.

Les régions de Tillabéri, Niamey, Tahoua et Zinder, les proportions des individus ayant utilisés les crédits contractés afin de financer une affaire existante sont les plus élevées, elles sont respectivement de 15,7%, 13%, 11,6% et 10%. Il faut aussi noter qu'à Diffa, aucun crédit contracté par la population âgée de 15 ans et plus n'a servi dans l'éducation, dans le financement d'une affaire existante ou dans les achats des intrants agricoles.

Concernant les groupes socio-économiques, les salariés Privés sont ceux qui dépensent le plus les crédits contractés dans la consommation des ménages avec une proportion de 75,2% alors qu'ils sont ceux qui dépensent le moins les crédits contractés dans les événements et les fêtes par rapport aux autres groupes socio-économiques avec une proportion de 6,1%. Les indépendants non agricoles dépensent le plus les crédits qu'ils contractent dans le démarrage d'une nouvelle entreprise et dans le financement d'une affaire déjà existante comparativement aux autres catégories de groupe socio-économiques avec des proportions respectives de 12% et 23,7%. Les salariés privés et les sans emploi sont les deux catégories de

groupe socio-économique qui dépensent le moins les crédits contractés dans le financement d'une nouvelle entreprise et celle d'une affaire existante avec es proportions respectives de 0%, 0,4% et 0%, 0,5%. Il faut aussi noter que les salariés publics sont ceux qui dépensent le plus les crédits dans l'éducation et la santé par rapport aux autres groupes socio-économiques avec des proportions respectives de 3,7% et 9,7%.

Chapitre 8 Transferts

Les transferts courants en nature ou en espèce sont des échanges sans contrepartie que les ménages résidents effectuent en direction d'autres ménages ou reçoivent d'autres ménages résidents ou pas. Ils sont constitués des transferts entre des ménages résidents (excluant les transferts entre les membres du même ménage), d'envoi de fonds par les émigrés ou les travailleurs établis de façon durable à l'étranger à d'autres ménages demeurés au pays et d'envoi de fonds des ménages résidents au Niger à des ménages résidents à l'étranger.

Ces transferts constituent un apport important en plus du revenu des ménages dans certaines régions du pays. L'objectif ici, c'est de quantifier les transferts monétaires et en nature reçus et émis qui s'opèrent dans entre ménages.

8.1 Transferts reçu et émis par les ménages

8.1.1 Ménages recevant et émettant des transferts

Dans l'ensemble, 43,9% des ménages nigériens ont reçu des transferts en provenance d'un autre ménage résident ou non et 17,3% des ménages ont émis des transferts vers d'autres ménages. On observe une proportion plus élevée de ménages émetteurs en milieu urbain qu'en milieu rural en liaison avec le niveau de vie des citadins. Selon la région de résidence, Dosso et Tahoua ont les proportions les plus élevées de ménages recevant de transfert alors que la région d'Agadez a la plus faible proportion de ménages en termes de transferts reçu. La région de Niamey compte le plus de ménages émettant des transferts (32,2%), suivi de la région de Diffa (22,5%) et Agadez (20,8%) alors que la région de Tahoua compte le moins de ménages émetteurs (14,9%).

Tableau 68 : **Proportion des ménages ayant reçus ou envoyée au moins un transfert**

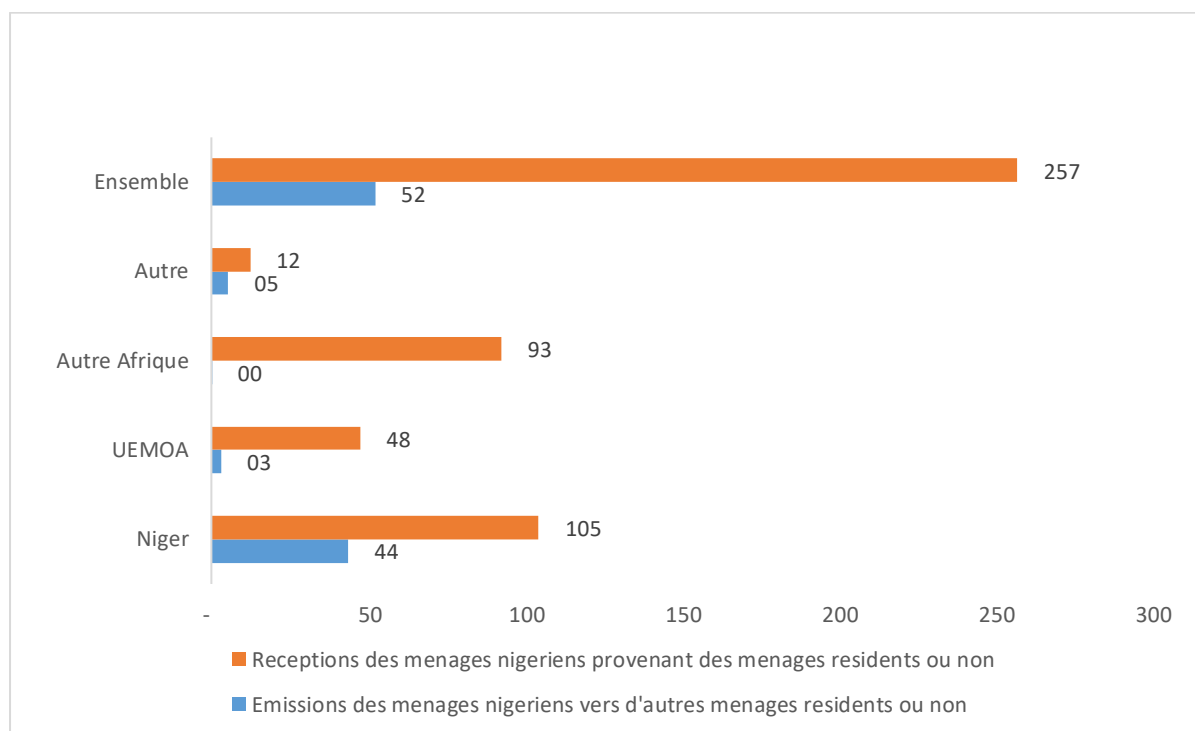
		Reception	Emission
Milieu de residence	Urbain	44,3	27,2
	Rural	43,9	15,3
Region de residence	Agadez	30,1	20,8
	Diffa	39,3	22,5
	Dosso	60,5	16,7
	Maradi	34,7	15,6
	Tahoua	53,5	14,9
	Tillabéri	45,4	15,8
	Zinder	38	16,9
	Niamey	36,8	32,2
	Niger	43,9	17,3

8.1.2 Montants des transferts

Globalement les transferts reçus par les ménages nigériens s'élèvent à 257 milliards de FCFA dont 105 milliards proviennent d'autres ménages résidents, 48 milliards des ménages de la zone de l'UEMOA et 93 milliards de ceux d'autres pays d'Afrique.

Les ménages nigériens ont déclaré avoir émis 52 milliards dont 44 milliards vers des ménages résidents et 8 milliards vers les ménages non-résidents. Ce dernier chiffre est très sous-estimé par rapport à celui de la balance des Paiements de 2018 qui estime l'envoi des fonds des travailleurs vers l'étranger à 62 milliards.

Graphique Montants globaux des transferts émis et reçus par les ménages



8.1.3 Distribution des transferts

L'analyse des transferts émis font ressortir les centres urbains comme principaux émetteurs de transferts en termes de montants. Ainsi deux tiers (59,6%) des montants de transferts (dont la moitié (30,7%) concernent les émissions de Niamey) sont émis à partir des villes.

La répartition des transferts reçu par les ménages selon la région de résidence est très disparate. Ainsi, la région de Tahoua a la part la plus élevée en termes de fréquence de des transferts et concentre 27,8% des transferts, suivi de la région de Zinder (19,4%) et Dosso (19,3%). Diffa et Agadez enregistrent les plus faibles parts de transferts avec respectivement 3,1% et 1,9% des transferts.

Tableau 69 : Répartition des transferts reçus et envoyés

		Reception			Emission		
		Repartition des menages	Répartition de la fréquence des transferts	Répartition des montants de transferts	Repartition des menages	Répartition de la fréquence des transferts	Répartition des montants de transferts
Milieu de residence	Urbain	17,2	22,1	27,3	26,8	38,5	59,6
	Rural	82,8	77,9	72,7	73,2	61,5	40,4
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Agadez	2,0	1,9	2,3	3,4	3,2	4,6

Region de residence	Diffa	3,2	3,1	2,9	4,7	4,7	4,0
	Dosso	16,2	19,3	21,8	11,3	10,5	8,4
	Maradi	15,0	10,4	11,6	17,1	14,8	15,1
	Tahoua	23,9	27,8	23,2	16,9	17,1	13,6
	Tillaberi	15,8	9,8	16,2	13,9	12,2	13,5
	Zinder	19,0	19,4	10,2	21,4	21,1	9,9
	Niamey	5,0	8,4	11,8	11,1	16,3	30,7
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

8.2 Caracteristique des correspondants

8.2.1 Lien de parenté des correspondants

Au niveau national, plus du tiers (36,5%) et du cinquième (21,5%) des transferts reçus par les membres des ménages nigériens proviennent de leurs proches parents, respectivement de leurs enfants, et de leurs frères ou sœurs. Une proportion importante des transferts (19,4%) est l'œuvre d'un conjoint du membre du ménage.

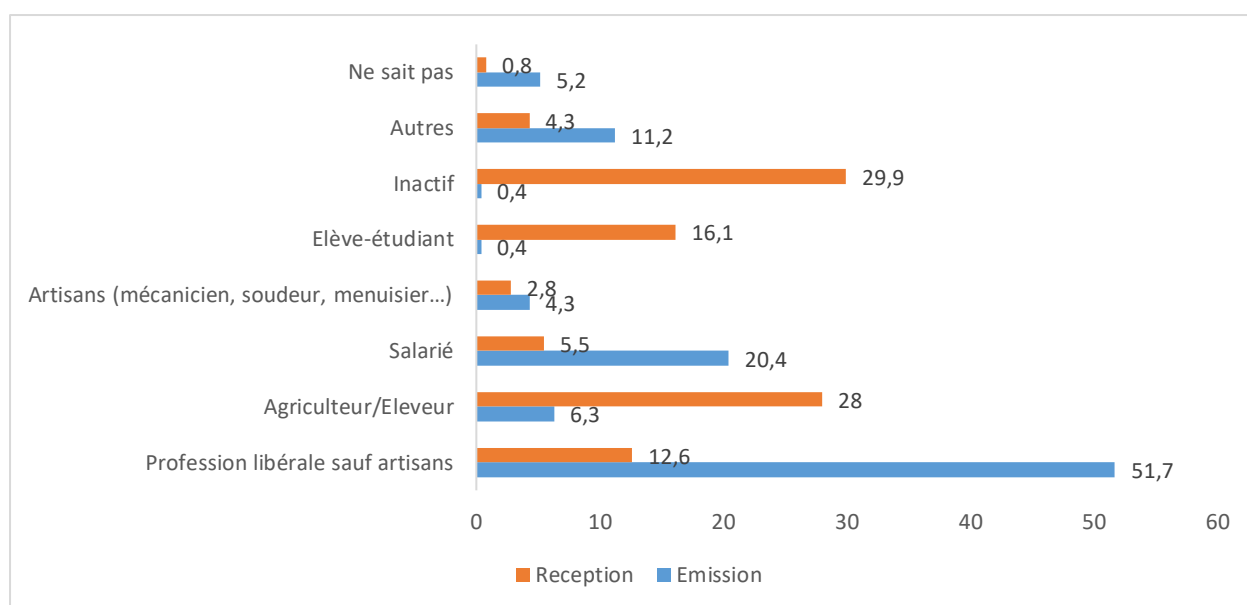
Tableau 70 : Lien de l'expéditeur du transfert avec le membre du ménage

Lieu avec le membre du ménage		Conjoint	Enfant	Père, Mère	Frère, soeur	Autre parent	Aucun lien	Total
Milieu de residence	Urbain	5,9	43,3	4,6	18,2	15,2	12,8	100
	Rural	23,3	34,6	2,6	22,5	12	5	100
Region de residence	Agadez	5,7	36,6	4,2	16,6	11,9	25	100
	Diffa	9,3	31,8	6,2	34,1	9,3	9,3	100
	Dosso	21,9	40	3,7	16,6	13,9	3,8	100
	Maradi	14,6	37,7	4,9	28,7	9,2	4,9	100
	Tahoua	29,3	30,3	1,7	24,6	9,5	4,6	100
	Tillaberi	12	45,9	1,4	15,6	14,9	10,1	100
	Zinder	17,5	37,4	3,5	19,4	14,6	7,6	100
	Niamey	6,7	36,2	3,4	22	19,7	12	100
Total		19,4	36,5	3,1	21,5	12,7	6,7	100

8.2.2 Répartition des transferts selon la profession des correspondants

Les transferts sont destinées principalement aux inactifs (29,9% des montants de transferts), aux agriculteurs et éleveurs (28%) et aux étudiants. L'émission des transferts sont effectués majoritairement par les indépendants (51,7% des montants transférés) et des salariés (20,4%).

Graphique Profils socio-professionnels des correspondants



8.3 Les canaux utilisés et les motifs de transfert

-Les canaux utilisés

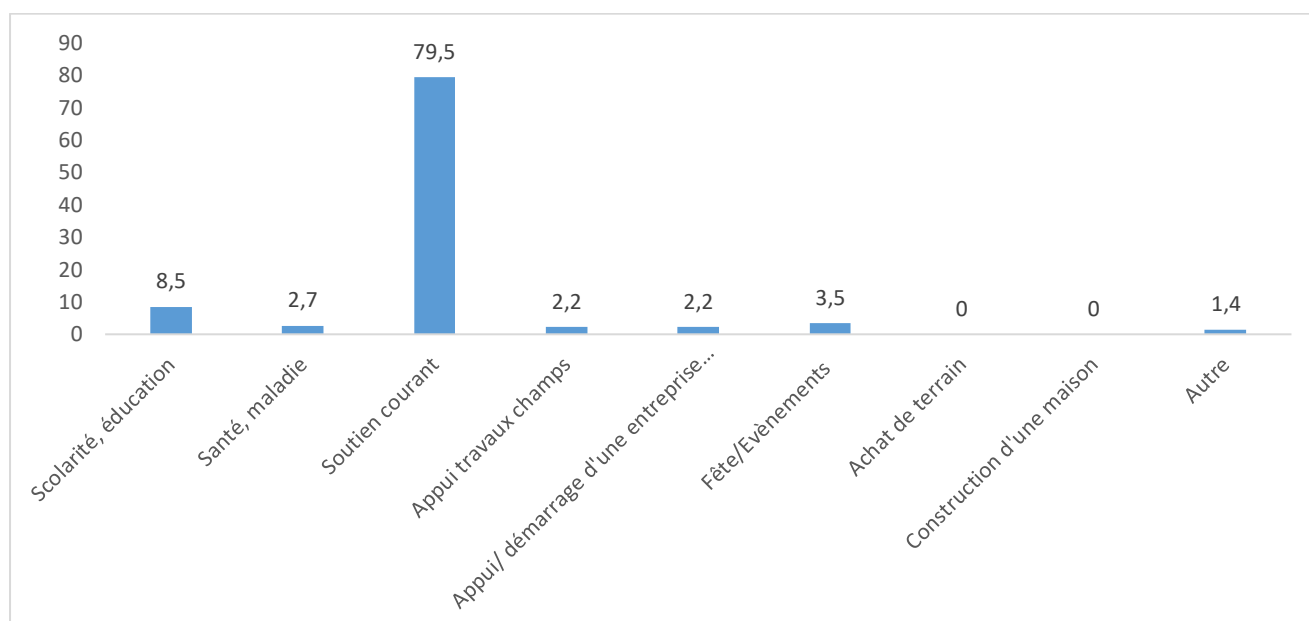
Le mode le plus utilisé pour l'émission des transferts est le cash (32,4% des transferts) mais ne représente que (19,8%) des montants transférés. Les sociétés de transferts, sont le canal privilégié pour transférer des montants élevés (42,9% des montants émis). Cette observation est liée à la sécurité et à l'efficacité qu'offrent ce canal de transfert. Le recours aux banques pour envoyer de l'argent est marginal (1,4%).

Tableau 71 : **Tableau les principaux canaux de transfert**

Canal de transfert	Répartition de la fréquence des transferts	Répartition des montants des transferts
Société de transferts	26	42,9
Banque	0,1	1,4
Poste	0,4	0,3
Mobile Banking	1,1	1,1
Tièrce Personne (main à main)	27,8	23,2
Cash	32,4	19,8
Voyageur	11,5	11
Commerce/Fax	0,4	0,2
Autre	0,1	0,1
Total	100	100

-Les motif des transferts

Les montants de transferts envoyés servent généralement de soutien courant (79,5% des montants). Les transferts émis soutiennent aussi dépenses liées à l'éducation (8,5%) et aux événements (3,5%) des ménages.



8.4 Autres sources de revenus hors emploi

Il s'agit des revenus provenant des pensions, de la possession d'actifs (mobiliers et immobiliers) et d'autres revenus comme l'héritage et la vente de biens. Au niveau national une proportion très faible de ménages nigériens ont bénéficié d'au moins un autre type de revenus hors emplois (3,95 des ménages), la pension de retraite (0,93%) et les loyers (0,98%) constituant les sources dominantes.

Les autres revenus (héritage, vente de biens, etc) sont plus fréquents en milieu rural (82,6% des ménages bénéficiaires). Les pensions alimentaires, de retraite, de veuvage ou d'orphelinat, les loyers d'habitation et les revenus mobiliers sont plus fréquentes en milieu urbain respectivement 63,4%, 82,6%, 72,5%, et 67,7% des ménages bénéficiaires.

Les pensions alimentaires sont plus courantes dans la région de Dosso et Tahoua (respectivement 28,9% et 19,7% des ménages bénéficiaires). Les pensions de retraite sont plus couramment citées dans la zone de Niamey et Maradi (33,9% et 23,9%) et ceux de veuvage ou d'orphelinat dominent dans la région de Niamey et Tillabéri (42,2% et 28,3%).

Tableau 72 : Répartition (%) des ménages par type de revenus hors emploi

		Pension alimentaire	Pension de retraite	Pension de veuvage ou d'orphelinat	Revenu provenant de loyers de maison d'habitation	Revenus mobiliers et financiers	Autre revenus
Milieu de résidence	Urbain	63,4	82,6	72,5	67,6	100	17,4
	Rural	36,6	17,4	27,5	32,4	0	82,6
Région de résidence	Agadez	7,7	7,9	2,4	5,4	0	2,1
	Diffa	17	1,4	1,4	1,7	0	3,1
	Dosso	28,9	12,9	0	0	0	21,7
	Maradi	8,9	23,9	1,5	24,1	0	22,7
	Tahoua	19,7	5,4	11,7	5,1	0	24,1
	Tillabéri	0	11,1	28,3	21,4	0	11
	Zinder	0	3,4	12,6	12	0	7,2
	Niamey	17,8	33,9	42,2	30,5	100	7,3
Total		100	100	100	100	100	100
Proportion des ménages bénéficiant d'une autre source de revenu		0,28	0,93	0,24	0,98	0,04	3,95

Filets sociaux

Dans l'ensemble les ménages nigériens bénéficient des programmes sociaux. Le programme le plus reçu est celui du don des moustiquaires imprégnée avec 24,9% des ménages nigériens bénéficiaires. Le programme est dirigé principalement vers les populations rurales (26,5%) et les régions de Zinder (34,4%) et Maradi (23,3%).

Pour le programme de soins des enfants de moins de 5 ans il concerne 19,4% des ménages nigériens. Le programme est répandu sur tout l'étendue du territoire (entre 15% et 29% des ménages) sauf à Tillabéri où il ne touche que 7% des ménages.

Le programme de dons de céréales touche 11,4% des ménages. Il est plus répandu dans la zone d'Agadez (24,7%) et de Dosso (24,5%).

Le programme de soins de prise en charge des femmes quant à lui ne concerne 1,9% des ménages nigériens

Tableau 73 : % de ménages ayant bénéficié de programmes de filets sociaux

Programmes sociaux		Don de céréales (mil, sorgho, maïs)	Travaux publics à haute intensité de m	Programme de prise en charge des femmes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Don de moustiquaire imprégnée
Milieu de résidence	Urbain	12,3	0,2	2,7	16	17,3
	Rural	11,4	2,2	3,2	20,1	26,5
Region de résidence	Agadez	24,7	3	2,8	20,1	4,3
	Diffa	24,5	0,6	4,4	28,7	15,7
	Dosso	7,6	1,9	8	22,6	18,3
	Maradi	11,3	1,5	2,3	23,3	28,9
	Tahoua	12,2	1,7	2,4	20,6	29,8
	Tillabéri	8	3,2	1,2	7,1	13,3
	Zinder	1,3	2	3,6	21,2	34,4
	Niamey	1,3	0,1	1,1	15,8	20
Total		11,4	1,9	3,2	19,4	24,9

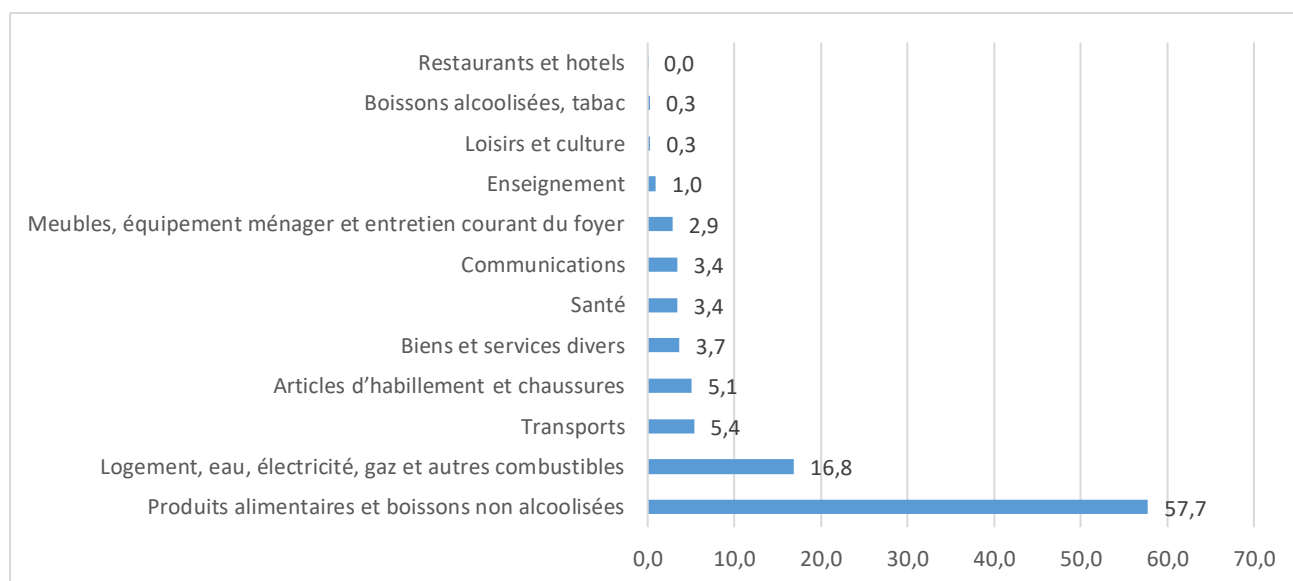
Chapitre 9 : Dépenses de consommation des ménages

9.1 Structure des dépenses de consommation

Les principales dépenses des ménages ont été réparties en 12 postes de dépenses.

La satisfaction des besoins alimentaires apparaît comme la première préoccupation des ménages nigériens. Plus de la moitié des dépenses, soit 57,7%, est consacrée « aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées ». La deuxième part la plus importante des dépenses est allouée « au logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles ». Elle représente 16,8% des dépenses totales. Les postes de dépenses relatifs au « transport » et aux « articles d'habillement et chaussures » occupent le troisième (3^{ème}) et le quatrième (4^{ème}) avec respectivement des parts de 5,4% et 5,1% dans les dépenses globales. Ils sont suivis de près par les dépenses relatives « aux biens et services divers », « à la santé », « à la communication », « aux meubles, équipements ménagers, et entretien courant du foyer », à « l'enseignement », dont les parts dans les dépenses globales sont respectivement 3,7%, 3,4%, 3,4%, 2,9% et 1%. Les parts des postes de dépenses restants portant notamment sur « les loisirs et la culture », « les boissons alcoolisées, le tabac », et « les restaurants et les hôtels » sont faibles et représentent moins d'1% des dépenses globales.

Graphique : Part des postes de dépenses dans les dépenses globales des ménages



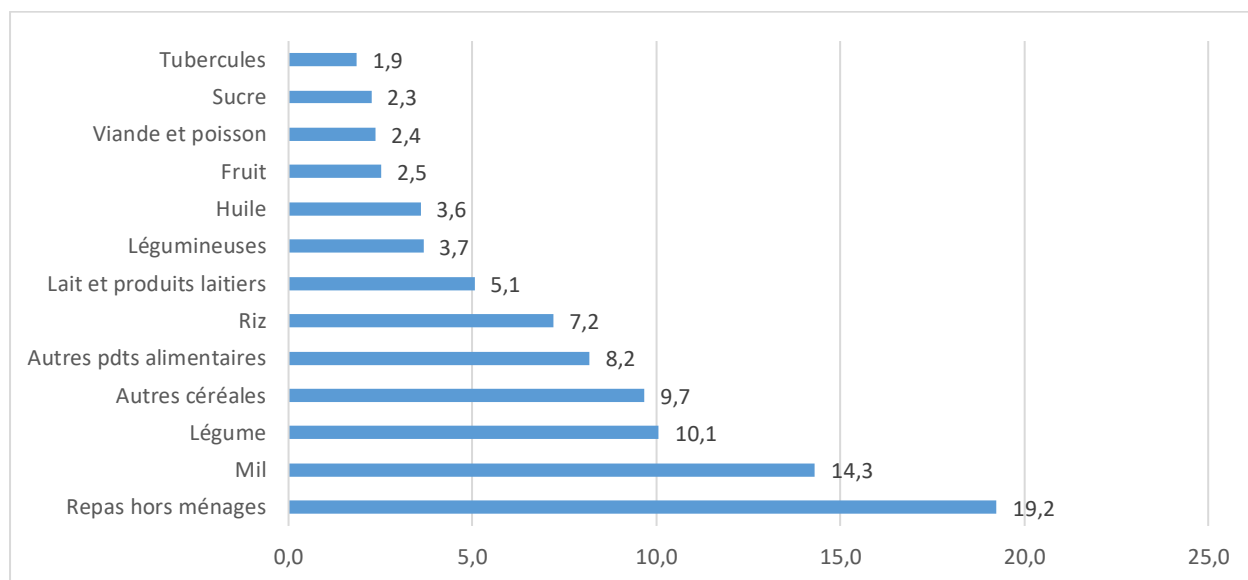
9.2 Consommation alimentaire

9.2.1 Structure des dépenses alimentaires

La consommation alimentaire tourne autour d'un certain nombre de produits et de boissons non alcoolisés. Les ménages consacrent une part plus importante aux repas pris hors du ménage par rapport aux autres produits. Le deuxième poste alimentaire prioritaire pour les ménages est le mil dont les dépenses représentent 14,3% des dépenses alimentaires. La troisième priorité alimentaire des ménages concerne les légumes avec un coefficient budgétaire de 10,1% suivi du riz avec 7,2%, du lait et des produits laitiers avec 5,1%, les légumineuses avec 3,7%, l'huile avec 3,6%, les fruits avec 2,5%, la viande et les poissons avec

2,4%, le sucre avec 2,3% et les tubercules avec 1,9%. Les ménages consacrent également 9,7% de leurs dépenses alimentaires à d'autres céréales (pâtes alimentaires, maïs, Sorgho, farines...) et 8,2% à d'autres produits alimentaires (épices, sel, autres ingrédients de cuisines, boissons non alcoolisées...).

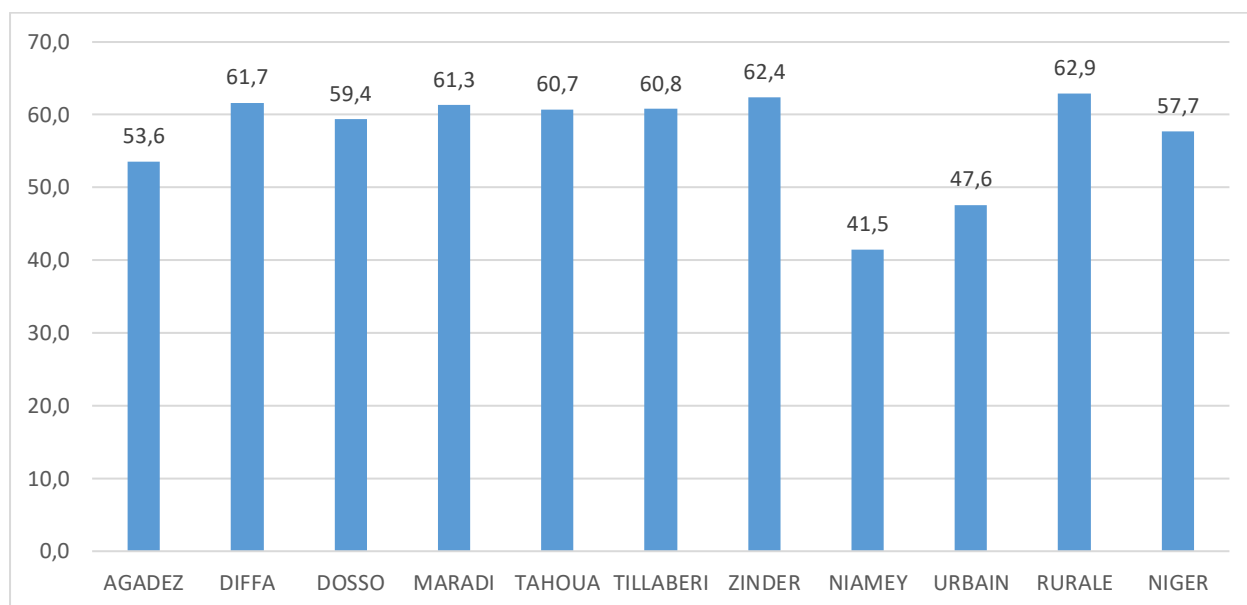
Graphique : Part des dépenses des produits alimentaires dans les dépenses de consommation globales



Pour toutes les régions, à l'exception de la région de Niamey, la part des dépenses de consommation alimentaires représente plus de la moitié des dépenses globales. En effet, Niamey se démarque des autres régions avec une part de 41,5%. La région d'Agadez a également une part relativement plus faible qui s'élève à 53,6%. Les autres régions ont des parts comprises entre 59,4% et 62,4%.

La part du budget accordée à l'alimentation et aux boissons non alcoolisées varie fortement selon le milieu de résidence. Elle est de 62,9% en milieu rural contre 47,6% en milieu urbain.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées



La part des dépenses de consommation alimentaires est plus importante chez les ménages pauvres par rapport aux ménages non pauvre avec des coefficients budgétaires de 62,1% contre 56,6%. Il est également plus faible chez les ménages du cinquième quintile de bien être avec 51,3% par rapport aux autres quintiles dont les coefficients budgétaires varient entre 61,9% et 63,1%.

Il diminue aussi fortement avec le niveau d’instruction du chef de ménage. Ainsi, les ménages dont les chefs n’ont aucun niveau d’instruction y consacrent 61,7% de leur budget alors que les ménages dont les chefs ont un niveau d’instruction supérieur n’y consacrent que 36,2%. Cela s’explique par le fait que le niveau de vie de ces ménages leur permet de se consacrer à d’autres dépenses pour lesquelles les autres n’en ont pas les moyens.

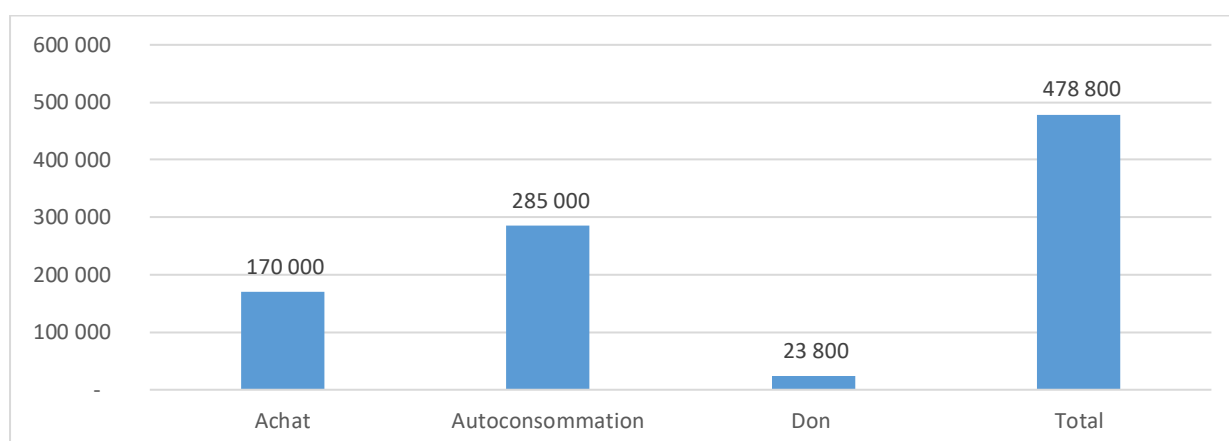
Ces dépenses augmentent avec la taille des ménages. En effet, les ménages d’une personne y consacrent 38,4% alors que les ménages de 10 personnes et plus y consacrent plus de 60% de leurs ressources.

9.3.1 Consommation alimentaire par type de produit

Mil

Le Mil est l’aliment le plus consommé. 14,3% des dépenses alimentaires est consacré à ce produit. 87,9% des ménages nigériens consomment ce produit. La consommation totale annuelle pour tous le ménages est estimée à 478 800 millions FCFA dont 59,5% est produit par les ménages, 35,5% est acheté et 5% du mil consommé vient des dons reçus. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 21 898 FCFA.

Graphique : Consommation totale du mil selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



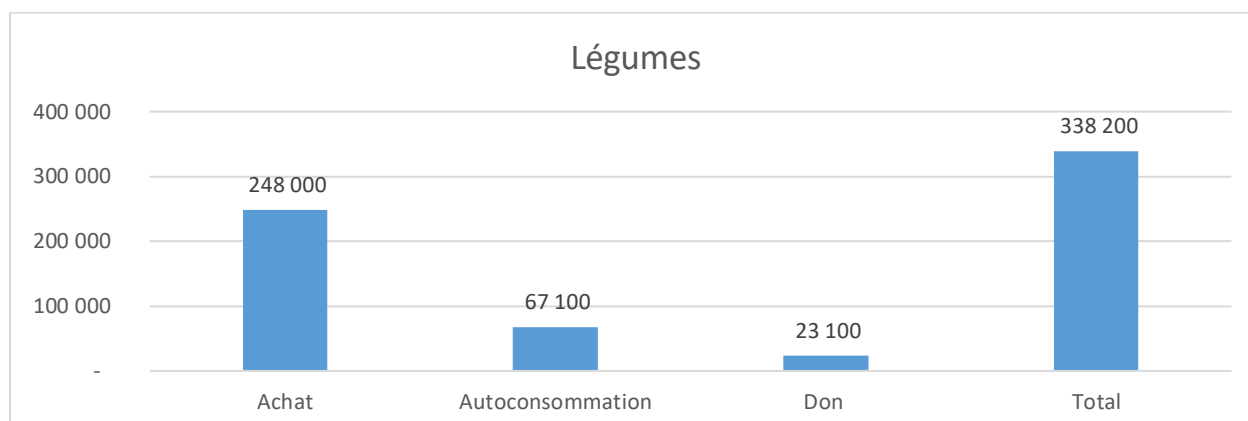
La mil est un produit très prisé dans le milieu rural contrairement au milieu urbain. Sa part dans les dépenses alimentaires représente 18% dans le milieu rural contre 3,6% dans le milieu urbain. Le mil est peu prisé dans les régions de Niamey et d'Agadez avec des coefficients budgétaires respectifs de 1,2% et 6,9% par rapport aux autres régions où il est compris entre 12,4% et 17,9%. Cela s'explique par le fait que ces régions sont essentiellement urbaines.

C'est un produit qui est beaucoup plus consommés par les ménages les plus défavorisés. En effet, sa part dans les dépenses alimentaires est de 22,9% dans les ménages du premier quintile de bien-être contre 7,1% chez les ménages du cinquième quintile de bien-être. Elle est de 26,6% chez les ménages pauvres contre 10,9% chez les ménages non pauvres. Elle est de 16,5% dans les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau scolaire contre 2% dans les ménages dont le chef a un niveau d'instruction du secondaire 2 ou plus.

Légumes

Les dépenses relatives aux légumes viennent en seconde position après le mil. Leur part dans les dépenses de consommations alimentaires est estimée à 10,1%. 96,3% des ménages nigériens consomment des légumes, cette proportion est plus importante pour le mil. La majorité soit 73,3% des légumes consommés par les ménages est achetée. 19,8% des légumes consommés par les ménages sont produits par eux-mêmes et 6,8% proviennent des dons. La consommation totale annuelle pour tous les ménages est estimée à 338 200 millions FCFA. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 15 793 FCFA.

Graphique : Consommation totale des légumes selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)

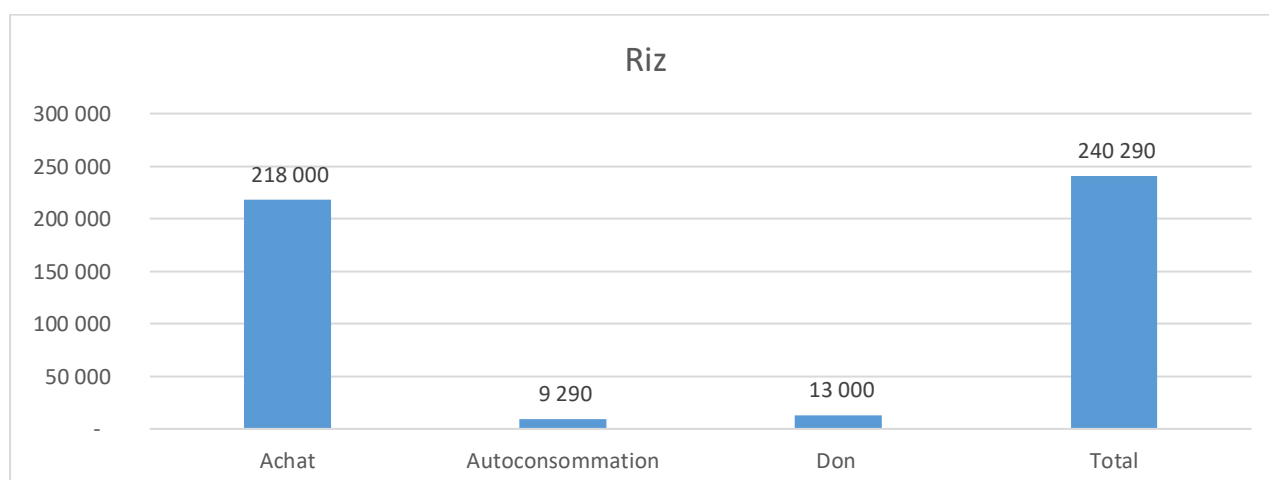


La consommation des légumes est quasi uniforme au niveau des différentes caractéristiques sociodémographiques et tourne autour de la moyenne nationale. Cependant la région d'Agadez est celle qui dépense le plus dans les légumes avec une part de 12,7%. Cette part est la même pour le milieu urbain alors que le milieu rural elle est de 9,1%. Elle est également un peu plus élevée dans les ménages pauvres avec 10,5% contre 8,4% dans les ménages non pauvres.

Riz

Le riz est un produit prisé par les ménages bien qu'une grande proportion des ménages n'en produisent pas. 62,2% des ménages consomment du riz au Niger. 7,2% des dépenses alimentaires est consacré à ce produit. La consommation totale annuelle pour tous les ménages est estimée à 240 290 millions FCFA dont 90,7% est acheté, 3,9% est produit par les ménages, et 5,4% du riz consommé vient des dons reçus. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 10 983 FCFA.

Graphique : Consommation totale du riz selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



Les ménages des régions de Diffa, d'Agadez et de Tillabéri consacrent plus de ressources au riz par rapport aux autres régions avec respectivement des parts de 12%, 10,4% et 9,1%. Les ménages urbains semblent également dépenser sur ce produit davantage par rapport aux

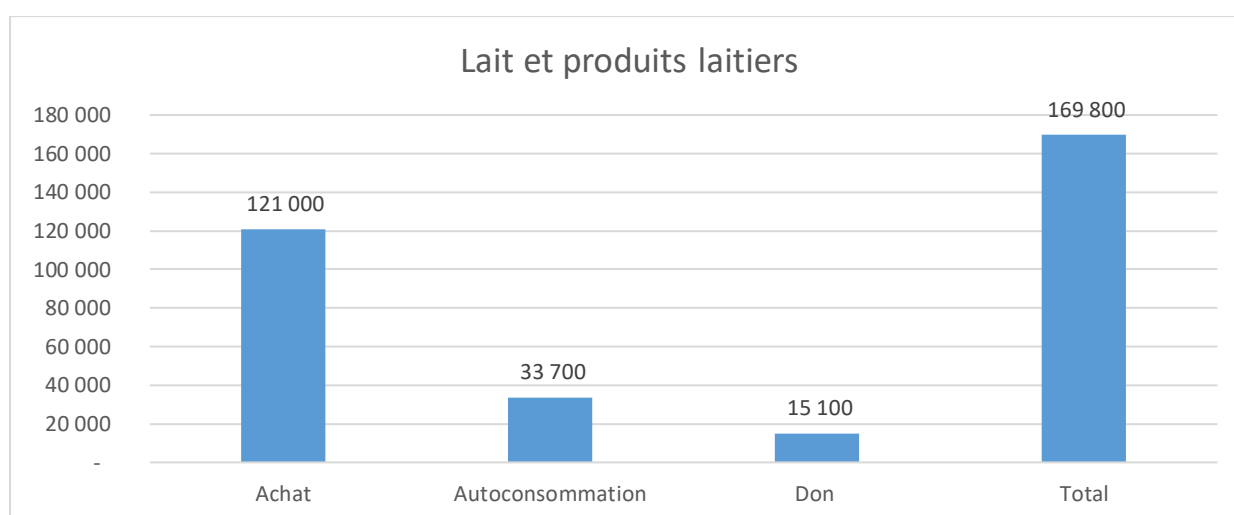
ménages ruraux avec un coefficient budgétaire de 8,4% contre 6,7%. En en est de même pour les pauvres par rapport aux ménages non pauvres avec un coefficient budgétaire de 7,5% contre 5,7%.

Lait et produits laitiers

Les ménages consacrent 5,1% de leur budget alimentaire au lait et à d'autres produit laitiers (fromage...). 68,8% des ménages nigériens consomme ce groupe de produit.

La consommation totale annuelle pour tous le ménages est estimée à 169 800 millions FCFA dont 71,3% est acheté, 19,8% est produit par les ménages, et 8,9% du riz consommé vient des dons reçus. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 7 764 FCFA.

Graphique : Consommation totale du lait et des produits laitiers selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



Les ménages d'Agadez et de Niamey consacrent plus de ressources de leur budget alimentaire à la consommation du lait et des produits laitiers par rapport aux autres région avec les coefficients budgétaires de 9,7% et 6,6%. A l'opposé, les régions de Maradi et de Dosso sont celles qui y consacrent moins de ressources avec 3,2% et 3,7%. Il ne semble pas y avoir de disparité selon le milieu de résidence.

La consommation du lait et des produits laitiers varie selon les différentes catégories socioéconomiques des ménages. Elle est plus importante pour les ménages les mieux nantis. Sa part dans les dépenses alimentaires augmente avec le niveau de bien-être et le statut de pauvreté. En effet, elle augmente du quintile de bien être le plus faible au plus élevé passant de 1,2% à 6,3%. Elle est également de 4% pour les ménages les pauvre contre 5,4% pour les ménages non pauvres.

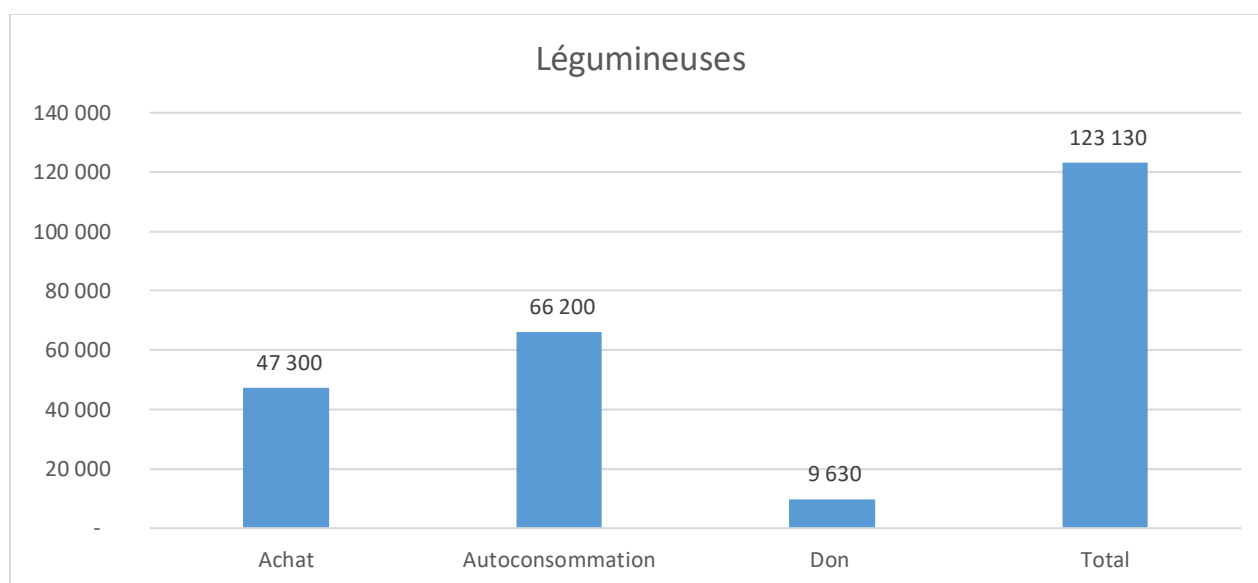
Elle augmente avec le niveau d'instruction des chefs de ménages passant de 4,9% pour les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction à 6,4% pour les ménages dont les chefs ont un niveau secondaire 2 ou plus. Ces dépenses diminuent avec la taille de ménage. En effet, plus la taille des ménages est petite plus les ménages consomment les produits alimentaires et leurs dérivés. Le coefficient budgétaire de ce groupe de produit est de 9,1% pour les ménages d'une personne et 3,1% pour les ménages de 15 personnes et plus.

Légumineuses

71,8% des ménages nigériens consomment les légumineuses. Ce groupe de produit est composées d'arachides, des poids de terre... Les ménages y consacrent 3,7% de leur budget alimentaire.

La consommation totale annuelle pour tous le ménages est estimée à 123 130 millions FCFA dont 38,4% est acheté, 53,8% est produit par les ménages, et 7,8% du riz consommé vient des dons reçus. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 5 628 FCFA.

Graphique : Consommation totale des légumineuses selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



La part des dépenses relatives aux légumineuses est plus importante dans les régions de Maradi Zinder et de Dosso avec des parts supérieures à 4% alors que dans les régions de Niamey et d'Agadez ces part sont respectivement de 1,6% et 2,8%. Les ménages du milieu rural y consacrent 2 fois plus de ressources en terme de proportion par rapport au ménage du milieu urbain avec des parts de 4,2% contre 2%.

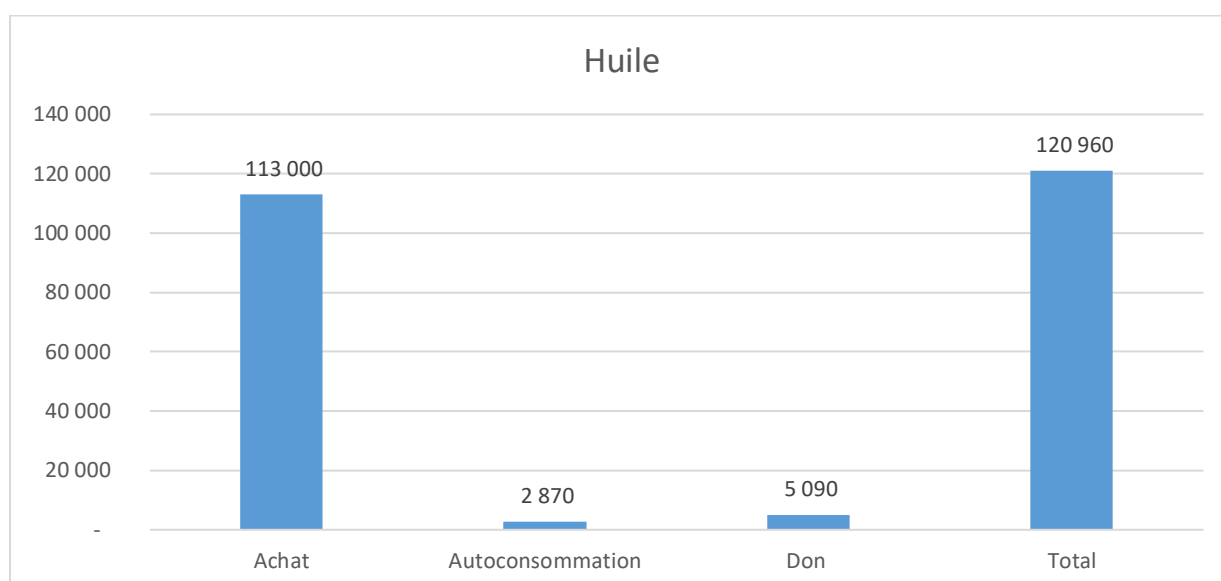
Les ménages pauvres consacrent plus de part dans leur budget alimentaire par rapport aux ménages non pauvres avec 4,6% contre 3,4%. Cette part diminue également avec le niveau d'instruction du chef de ménage avec un coefficient budgétaire de 4% pour les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction contre 2% pour les ménages dont les chefs ont un niveau d'instruction secondaire 2 ou plus.

Huile

La part des dépenses d'huile suit de très près celle des légumineuses avec un coefficient budgétaire par rapport aux dépenses alimentaires de 3,6%. 89,1% des ménages consomment de l'huile.

La consommation totale annuelle pour tous le ménages est estimée à 120 960 millions FCFA dont 93,4% est acheté, 2,4% est produit par les ménages, et 4,2% du riz consommé vient des dons reçus. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 5 517 FCFA.

Graphique : Consommation totale d'huile selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



La part des dépenses allouées à l'huile ne semble pas varier de manière significative selon les caractéristiques des ménages. Cependant il faut relever que cette part est plus importante dans la région de Dosso avec 5,4% alors qu'elle est plus faible dans la région de Niamey avec 2,6%.

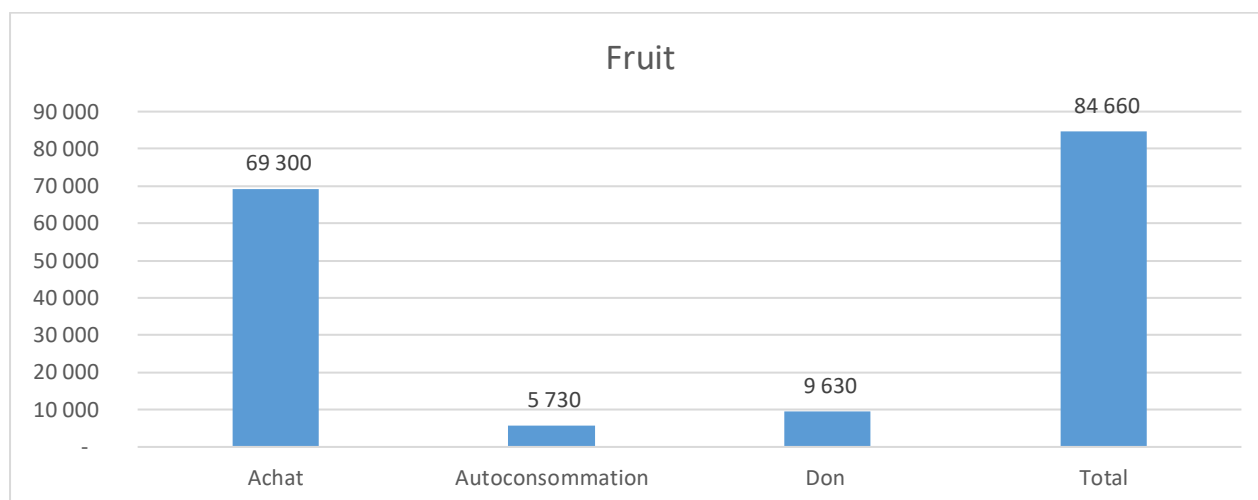
Les ménages dont les chefs de ménages sont plus âgés ont tendance à consacrer moins de part de leur budget alimentaire à l'huile, même si les écarts ne sont pas très importants. Ainsi cette part est de 3,3% dans les ménages où le chef est âgé de 65 ans et plus alors qu'elle est de 4,2% dans les ménages où le chef a moins de 25 ans.

Fruits

La part des dépenses relative aux fruits dans les dépenses de consommations alimentaires est estimée à 2,5%. Contrairement aux autres produits consommés par la très grande majorité des ménages, seulement 54,5% des ménages consomment des fruits.

La majorité soit 81,9% des fruits consommés par les ménages est achetée. 6,8% des légumes consommés par les ménages sont produits par eux-mêmes et 11,4% proviennent des dons. La consommation totale annuelle pour tous les ménages est estimée à 88 660 millions FCFA. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 3 867 FCFA.

Graphique : Consommation totale des fruits selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



Les ménages d'Agadez et de Niamey consacrent plus de ressources de leur budget alimentaire à la consommation du lait et des produits laitiers par rapport aux autres régions avec les coefficients budgétaires de 3,9% et 4,6%. À l'opposé, les régions de Tahoua et de Tillabéry sont celles qui y consacrent moins de ressources avec 1,6% et 1,7%. Les ménages urbains y consacrent une plus grande part que les ménages ruraux avec 3,8% contre 2,1%.

La consommation des fruits varie selon les différentes catégories socioéconomiques des ménages. C'est une fonction croissante avec le niveau de vie. En effet, sa part dans les dépenses alimentaires augmente avec le niveau de bien-être et le statut de pauvreté. Ainsi, elle augmente du quintile de bien-être le plus faible au plus élevé passant de 1,4% à 3,9%. Elle est également de 1,6% pour les ménages les plus pauvres contre 2,8% pour les ménages non pauvres.

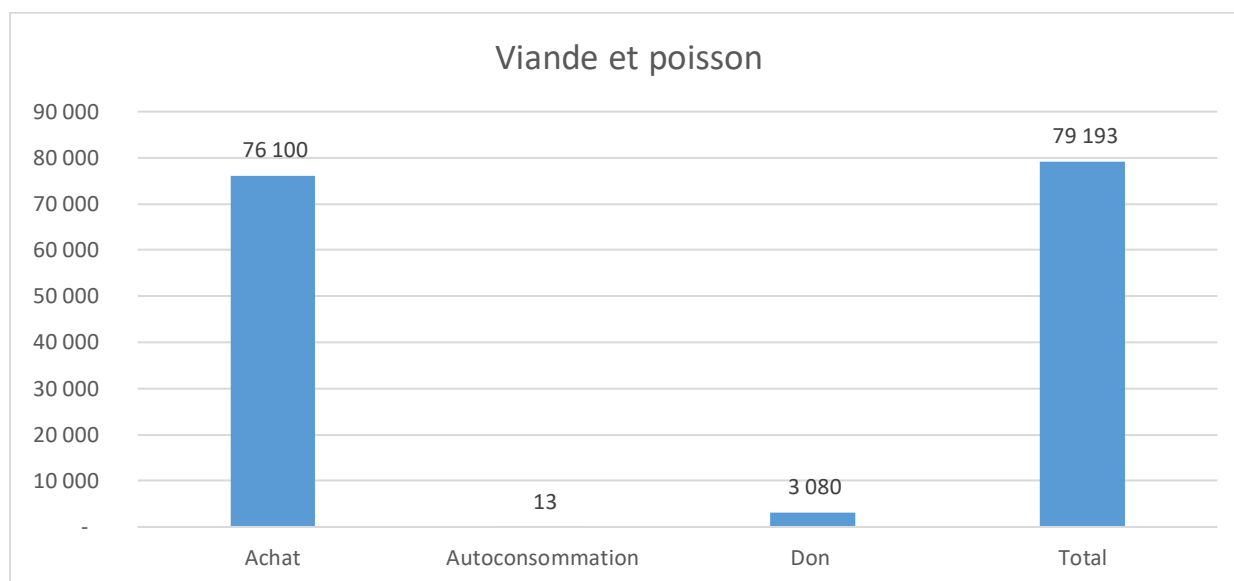
Elle augmente avec le niveau d'instruction des chefs de ménages passant de 2,2% pour les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction à 4,9% pour les ménages dont les chefs ont un niveau secondaire 2 ou plus.

Viandes et poissons

La part des dépenses relative aux viandes et aux poissons dans les dépenses de consommations alimentaires est estimée à 2,4%. Peu de ménages consomment les viandes et les poissons. En effet, seulement 16,6% des ménages consomment ces produits pourtant très nourrissants. Cela dénote de la faiblesse des ressources de la majorité des ménages nigériens.

L'essentiel soit 96,1% de ces produits consommés par les ménages est acheté. L'autoconsommation de ces produits est très faible et 3,9% proviennent des dons. La consommation totale annuelle pour tous les ménages est estimée à 79 193 millions FCFA. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 3 620 FCFA. Il faut cependant relever qu'en prenant en compte uniquement les 16,6% des ménages qui consomment ces produits, la consommation moyenne annuelle par tête devient 20 297 FCFA.

Graphique : Consommation totale des viandes et poissons selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



La région de Niamey se démarquent des autres régions en matière de consommations des viandes et des poissons. Elle est suivie par la région de Tahoua avec les coefficients budgétaires de 8,6% et 3%. A l'opposé, les régions de Zinder et de Diffa sont celles qui y consacrent moins de ressources avec 0,6% et 0,8%. Les ménages urbains y consacrent une plus grande part que les ménages ruraux avec 5,4% contre 1,3%.

La consommation des viandes et poissons est un marqueur social. Elle est plus importante chez les ménages les mieux nantis et elle est très faible chez les ménages les plus pauvres. En effet, elle augmente du quintile de bien être le plus faible au plus élevé passant de 0,5% à 4,1%. Elle est également de 0,7 pour les ménages les pauvres contre 2,8% pour les ménages non pauvres.

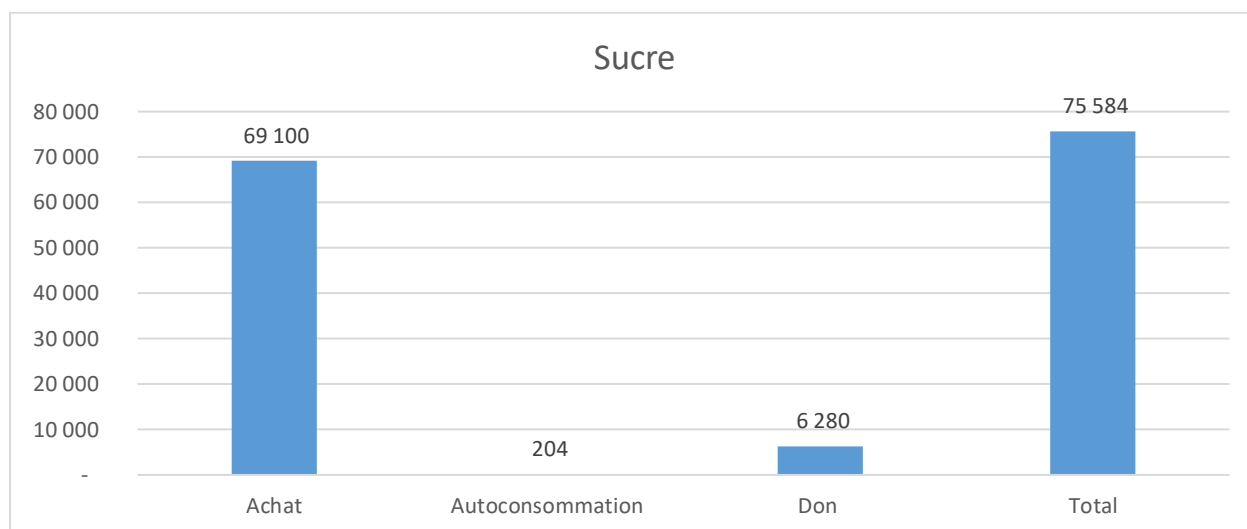
Elle augmente avec le niveau d'instruction des chefs de ménages passant de 1,8% pour les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction à 5,3% pour les ménages dont les chefs ont un niveau secondaire 2 ou plus. Ces dépenses sont plus faibles pour les ménages de 15 personnes et plus qui y consacrent une part de 1,5% par rapport aux autres qui tournent autour de la moyenne nationale.

Sucre

La part des dépenses relative au sucre dans les dépenses de consommations alimentaires est estimée à 2,3%. 78,2% des ménages en consomment.

91,4% du sucre consommés par les ménages est acheté. L'autoconsommation de ce produit est très faible avec une proportion de 0,3% et 8,3% proviennent des dons. La consommation totale annuelle pour tous les ménages est estimée à 75 584 millions FCFA. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 3 456 FCFA.

Graphique : Consommation totale du sucre selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



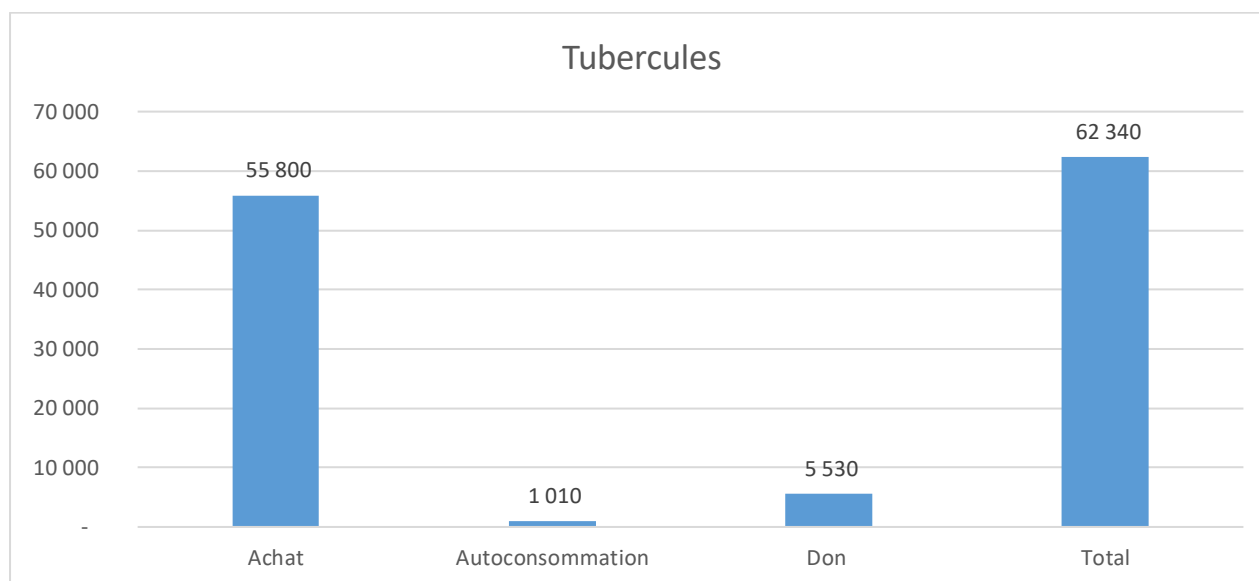
La part des dépenses allouées au sucre est quasi uniforme au niveau des différentes caractéristiques sociodémographiques et tourne autour de la moyenne nationale. Cependant les régions de Diffa et d'Agadez y consacrent une plus grande part de leur budget avec des coefficients budgétaires de 4,3% et 4%.

Les tubercules

La part des dépenses relative aux tubercules dans les dépenses de consommations alimentaires est estimée à 1,9%. 80,3% des ménages en consomment.

89,5% du sucre consommés par les ménages est acheté. L'autoconsommation de ce produit est très faible avec une proportion de 1,6% et 8,9% proviennent des dons. La consommation totale annuelle pour tous le ménages est estimée à 62 340 millions FCFA. La consommation moyenne annuelle par tête est estimée à 2 850 FCFA.

Graphique : Consommation totale du sucre selon le mode d'acquisition (en millions de FCFA)



Seules les régions de Niamey et de Dosso dépassent légèrement la moyenne nationale avec les parts de 2,3% et 2,2%. Cette part est également un peu plus élevée dans le milieu urbain par rapport au milieu rural avec un taux de 2,1% contre 1,8%.

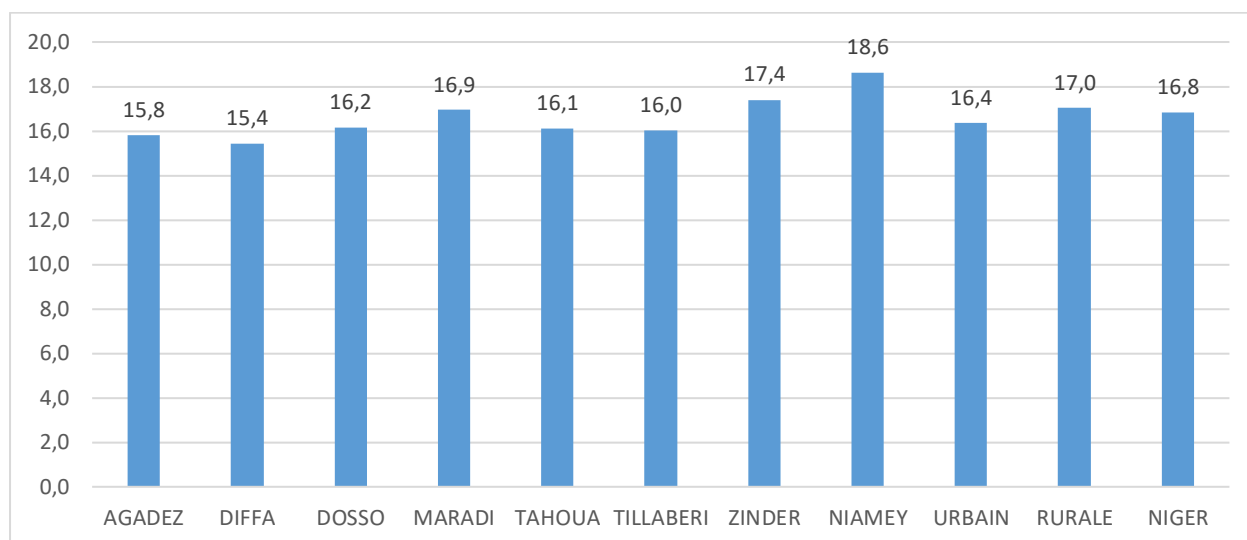
Le part des dépenses allouées aux tubercules est faible d'une manière globale mais augmente légèrement avec le statut de pauvreté, les quintiles de bien-être, le niveau d'instruction et la taille du ménage. Malgré cette tendance haussière, les niveaux restent faibles et tournent autour de la moyenne nationale.

9.3 Consommation non alimentaire

9.3.1 Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles

Les dépenses de logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles se placent au second (2nd) rang au niveau national. Elles représentent 16,8% des dépenses totales des ménages. Il ne ressort pas d'importantes disparités selon le milieu de résidence et les régions. En effet, les ménages urbains consacrent 16,4% de leur budget au logement, l'eau, le gaz et les autres combustibles alors que les ménages ruraux y consacrent 17%. Au niveau des régions, la part des dépenses consacré au logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles varie entre 15, 4% pour Diffa, à 18,6% pour Niamey.

Graphique : Part des dépenses consacrées au logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles



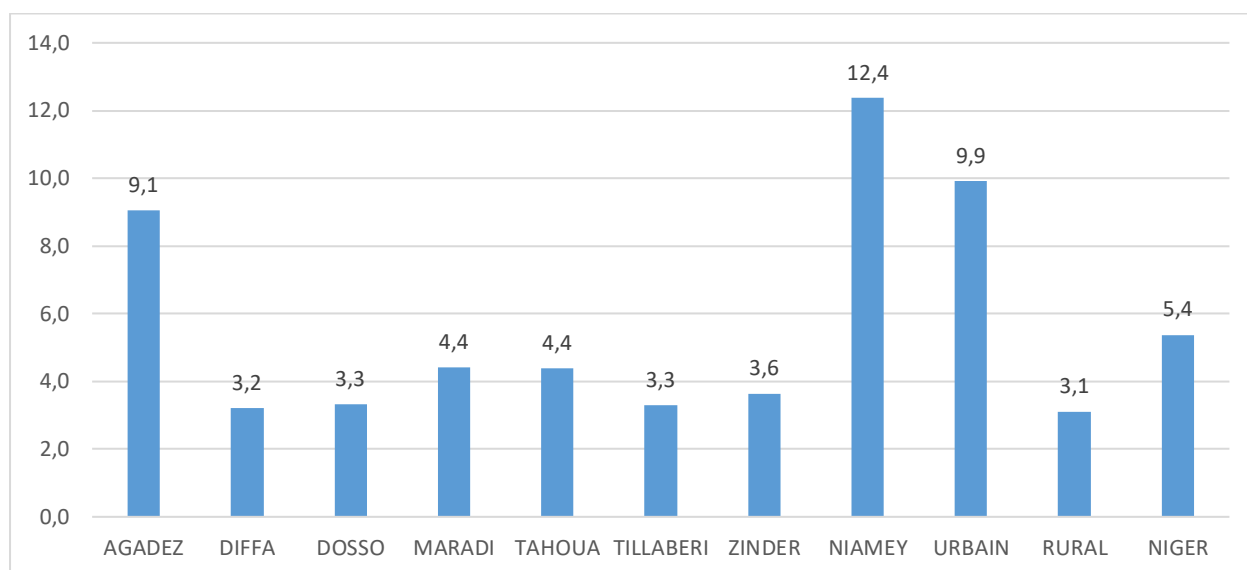
Les ménages pauvres consacrent une plus grande part de leur budget à ce poste par rapport aux ménages non pauvres avec un coefficient budgétaire de 20,4% contre 15,9%. Le même constat est fait pour les quintiles de bien-être avec un coefficient budgétaire de 22% pour le quintile de bien être le moins élevé et 15% pour le plus élevé.

La part de dépenses consacrée à ce poste est également plus élevée chez les ménages dont le chef est âgé de 15-24 ans avec une part de 20,6% par rapport aux ménages pour lesquels les chefs de ménages sont plus âgés avec une part comprise entre 15,9% et 19,3%. C'est une fonction décroissante avec la taille des ménages. Ainsi les ménages d'une personne y consacrent 25,4% alors que ceux de 15 personnes et plus y consacrent 10,7% de leur budget global. Ce poste de dépense ne varie pas fortement selon le niveau d'instruction du chef de ménage.

9.3.2 Transports

Le troisième (3^{ème}) poste de dépenses le plus important est relatif aux dépenses du transport. Les ménages y consacrent 5,4% de leur budget. Des disparités importantes sont observées au niveau du milieu de résidence et des régions. Les dépenses de transport représentent 9,9% des dépenses globales des ménages en milieu urbain contre 3,1% en milieu rural. Au niveau des régions, celles de Niamey et d'Agadez se démarquent avec des parts de dépense de transport estimées à 12,4% et 9,1% des dépenses globales. Dans les autres régions la part des dépenses des transports est relativement plus faible.

Graphique : Part des dépenses consacrées au transport

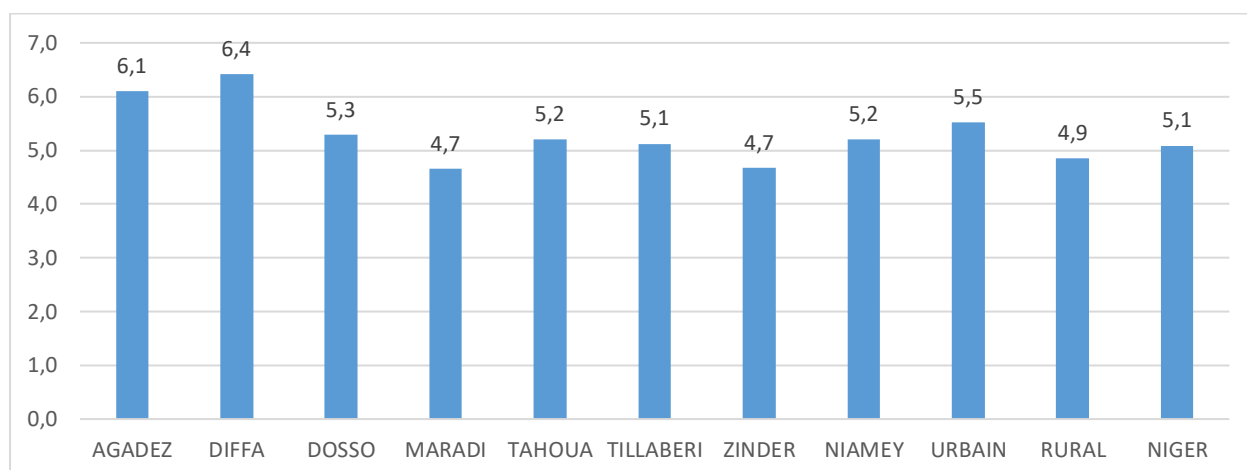


Ces dépenses augmentent avec le niveau de vie. En effet, leur part est de 1,7% pour les ménages pauvres contre 6,3% pour les ménages non pauvres. Elle est de 1,3% dans les ménages du quintile de bien-être le plus faible contre 9% dans les ménages du quintile le plus élevé. Les dépenses dans ce poste de dépense croissent également avec le niveau d'instruction avec un coefficient budgétaire de 3,6% pour les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction contre 14,9% pour les ménages dont le chef de ménage a un niveau d'instruction supérieur.

9.3.3 Articles d'habillement et chaussures

Le quatrième (4^{ème}) poste de dépenses est relatif aux « articles d'habillement et chaussures » avec un coefficient budgétaire de 5,1% au niveau national. Il ressort une faible disparité selon le milieu de résidence et la région en matière de dépenses relatives aux articles d'habillement et des chaussures. En effet, seules les régions de Diffa et d'Agadez ont des coefficients supérieurs au niveau national avec respectivement 6,4% et 6,1%. Il est élevé pour les ménages d'une personne avec un coefficient budgétaire de 9,4%. Il est moins élevé pour les ménages de plus grande taille.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux articles d'habillement et aux chaussures

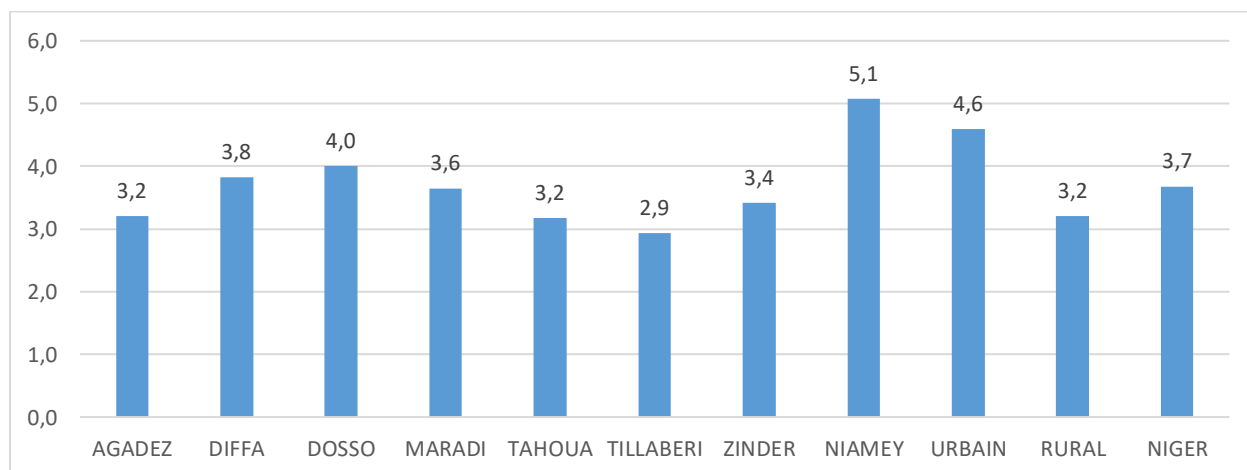


Il faut relever que pour toutes les autres caractéristiques socioéconomiques les coefficients budgétaires sont proches de la moyenne nationale et ne présentent pas quasiment de disparités.

9.3.4. Biens et services divers

Les biens et services constituent le cinquième (5^{ème}) poste de dépense des ménages nigériens avec un coefficient budgétaire de 3,7%. Au niveau régional, à l'exception de la région de Niamey dont les ménages y consacrent 5,1% de leurs budgets, les autres régions ont des parts comprises entre 2,9% et 4%. Ce coefficient budgétaire est un plus élevé en milieu urbain avec 4,6% contre 3,2% en milieu rural.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux Biens et aux services divers

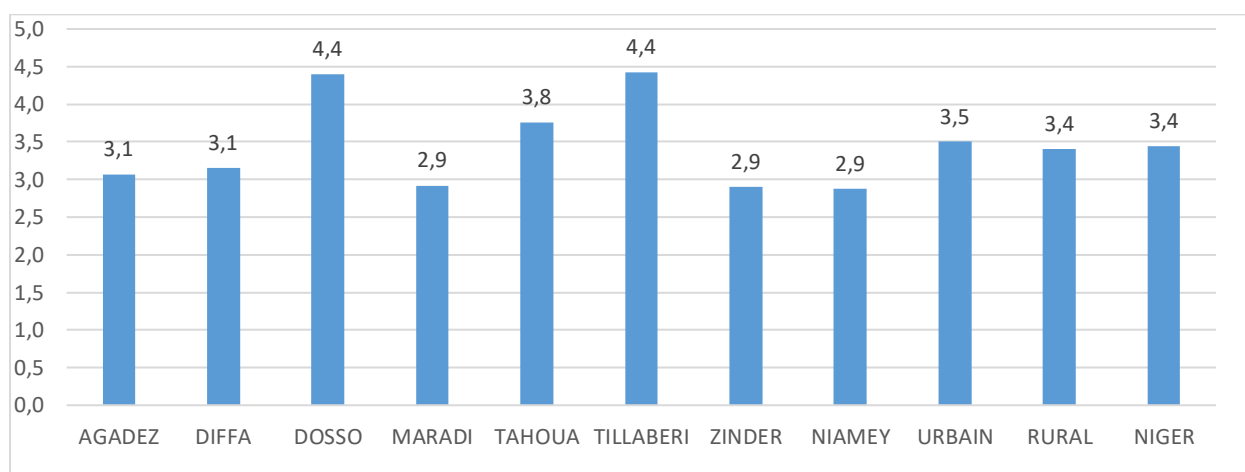


La part des dépenses allouée à ce poste de dépense varie très peu selon le statut de pauvreté, le niveau de bien être, l'âge du chef de ménage et tourne autour du seuil national. Cependant, il croit légèrement avec le niveau d'instruction avec 3,4% pour les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction et 5,5% pour les ménages ont un niveau d'instruction supérieur. Il décroît avec le taille du chef de ménage avec 4,7% pour les ménages d'une personne et 3,4% pour les ménages de 15 personnes et plus.

9.3.5 Santé

La part des dépenses consacrées à la santé est relativement faible. Elles représentent le sixième (6^{ème}) poste de dépense le plus important des ménages. Il convient de souligner qu'il s'agit de ce que le ménage a payé dans ses propres ressources. L'incidence des politiques de gratuité de soins mises en place par le gouvernement n'est pas prise en compte. Les régions de Maradi, Zinder et Niamey ont les coefficients budgétaires les plus faibles alors que les régions de Dosso et Tillabéry ont des coefficients budgétaires les plus élevés. Il faut, cependant, rappeler qu'au niveau national il est faible avec un coefficient budgétaire de 3,4%. Il ne ressort pas de fortes disparité selon le milieu de résidence.

Graphique : Part des dépenses consacrées à la santé

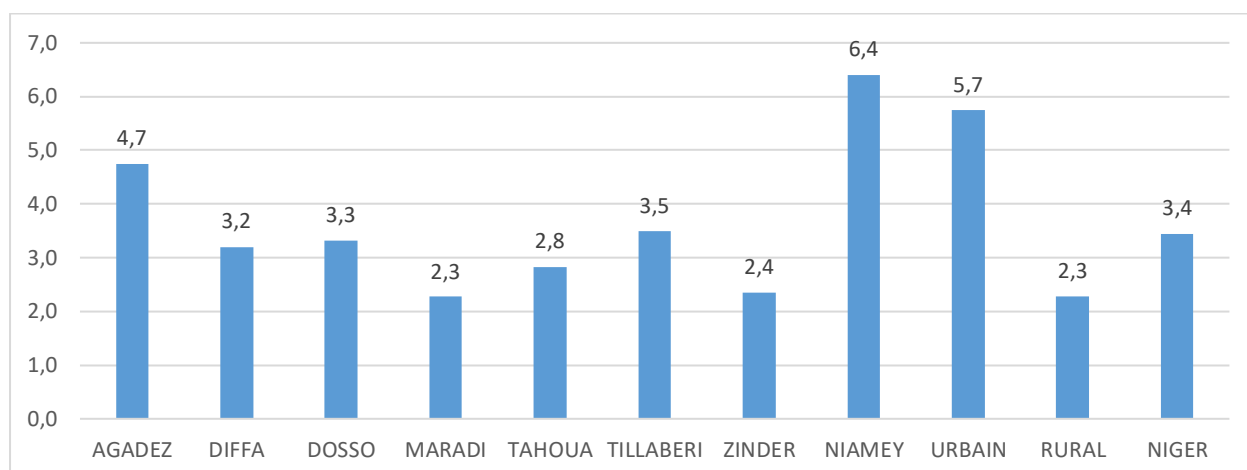


Les disparités dans les dépenses de santé ne sont pas très importantes selon les caractéristiques socioéconomiques des ménages. Son coefficient budgétaire croît légèrement avec le statut de pauvreté, les quintiles de bien-être, la taille du ménage à l'exception des ménages de 1 personne, et l'âge du chef de ménage. Avec des coefficients budgétaires de 3,1% pour les ménages pauvres et 3,6% pour les ménages non pauvres, 2,8% pour le quintile de bien être le moins élevé et 3,5% pour le plus élevé, 2,8% pour les ménages de 2 personnes et 4,1% pour les ménages de 15 personnes et plus. Il diminue avec le niveau d'instruction avec 3,6% pour les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction et 2,3% pour les ménages dont les chefs ont un niveau d'instruction supérieur.

9.3.6. Communication

Les dépenses allouées à la communication occupent le même rang que celles de la santé. Les régions de Niamey et d'Agadez ont les coefficients budgétaires les plus élevés avec respectivement 6,4% et 4,7%. A l'opposé, les régions de Zinder et de Maradi ont les coefficients budgétaires les plus faibles avec respectivement 2,4% et 2,3%. Des disparités sont observées au niveau du milieu de résidence. En effet, en milieu urbain les ménages dépensent dans la communication 2,3 fois plus que les ménages du milieu rurale.

Graphique : Part des dépenses consacrées à la communication

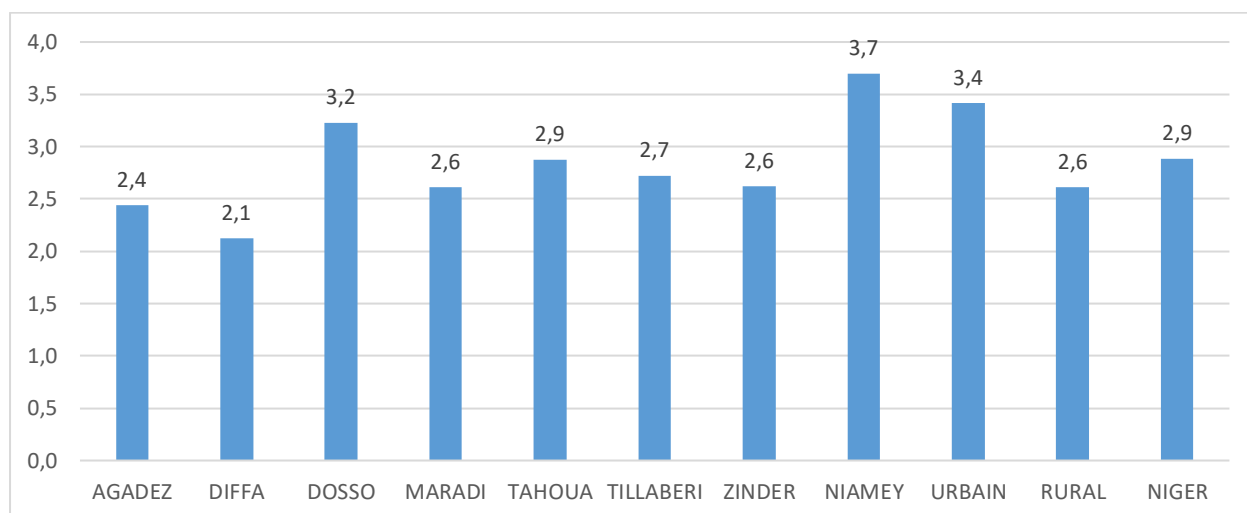


Les dépenses en communication sont plus élevées chez les ménages dont les chefs ont un niveau d'instruction supérieur avec un coefficient budgétaire 7,7% contre 2,5% pour les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau d'instruction. Elles sont plus élevées pour ménages d'une personne avec un coefficient budgétaire de 5,5%. Elles augmentent avec le niveau de vie et de bien-être avec des coefficients budgétaires de 1,7% pour les ménages pauvres contre 3,9% pour les ménages non pauvres et 1,5% pour les ménages du premier quintile de bien-être contre 5% pour les ménages du cinquième quintile de bien-être.

9.3.7 Meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer

Les dépenses des meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer occupent le huitième (8^{ème}) rang en termes de priorité. En moyenne, les ménages lui allouent 2,9% de leurs ressources. C'est au niveau des régions de Niamey et Dosso que les ménages allouent une plus grande part de leurs dépenses à ce poste avec 3,6% et 3,2% respectivement. Dans les autres régions, les ménages y allouent entre 2,1% et 2,9% de leurs dépenses. La moyenne au niveau du milieu urbain est de 3,4% contre 2,6% pour le milieu rural.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer

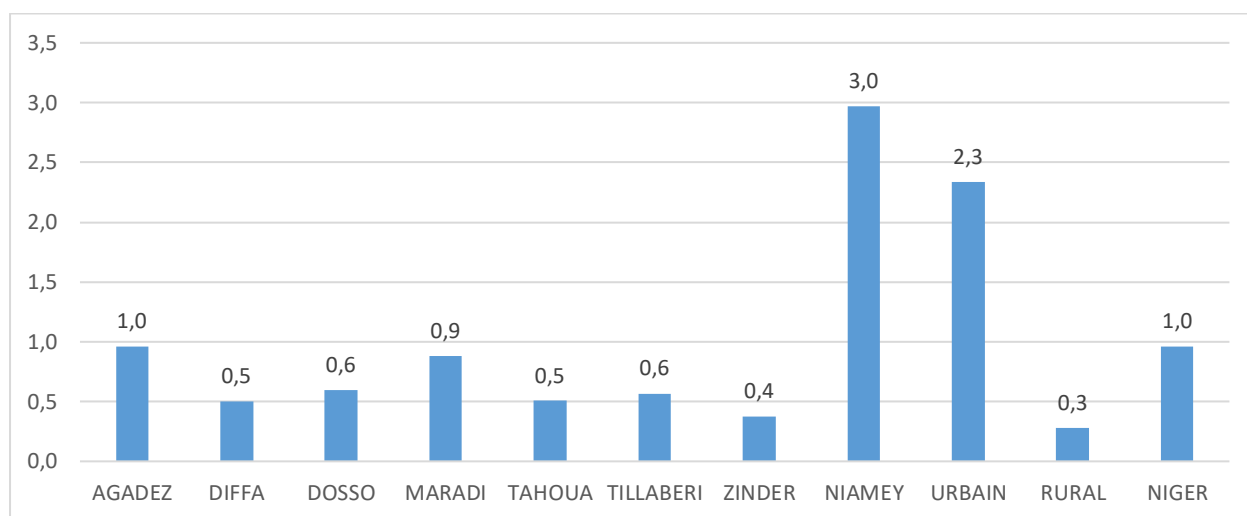


La part des dépenses consacrées aux meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer est relativement faible d'une manière globale. Elle augmente avec le niveau d'instruction et passe de 2,6% pour les ménages dont les chefs n'ont aucun niveau scolaire contre 4,2% pour les ménages dont les chefs ont un niveau d'instruction supérieur. Les ménages dont les chefs sont jeunes ont tendance à plus investir dans ce poste par rapport aux ménages dont les chefs sont plus âgés avec des coefficients budgétaires de 3,4% contre 2,4%. Le même constat est fait pour les ménages de petites tailles par rapport aux ménages de grande taille avec 3% pour les ménages d'une personne et 4% pour les ménages de 2 personnes contre 2,8% pour les ménages de 15 personnes et plus. Le taux relativement plus élevé au niveau des ménages de 2 personnes s'explique par le fait qu'il s'agit en général de couples de jeunes mariés qui investissent plus que les autres sur ce poste de dépense. Les ménages non pauvres et ceux ayant le niveau de bien être le plus élevé consacrent également plus de ressources à ce poste.

9.3.8 Enseignement

Les dépenses allouées à l'enseignement sont très faibles. Elles occupent le neuvième (9^{ème}) rang en termes de priorité. Au niveau national, les ménages y consacrent en moyenne 1% de leur budget. Cela s'expliquerait par le fait que la majorité des ménages inscrivent leurs enfants dans le public où les charges leurs sont plus supportables. Il faut relever que tout comme pour la santé, il s'agit de ce que le ménage a lui-même payé. La région de Niamey est celle où les dépenses de l'enseignement sont les plus élevées avec un coefficient budgétaire au moins 3 fois plus élevé que ceux des autres régions. Il faut également relever que les ménages urbains consacrent 2,3% de leur budget à l'enseignement alors que ceux du milieu rural n'y consacrent que 0,3%.

Graphique : Part des dépenses consacrées à l'enseignement

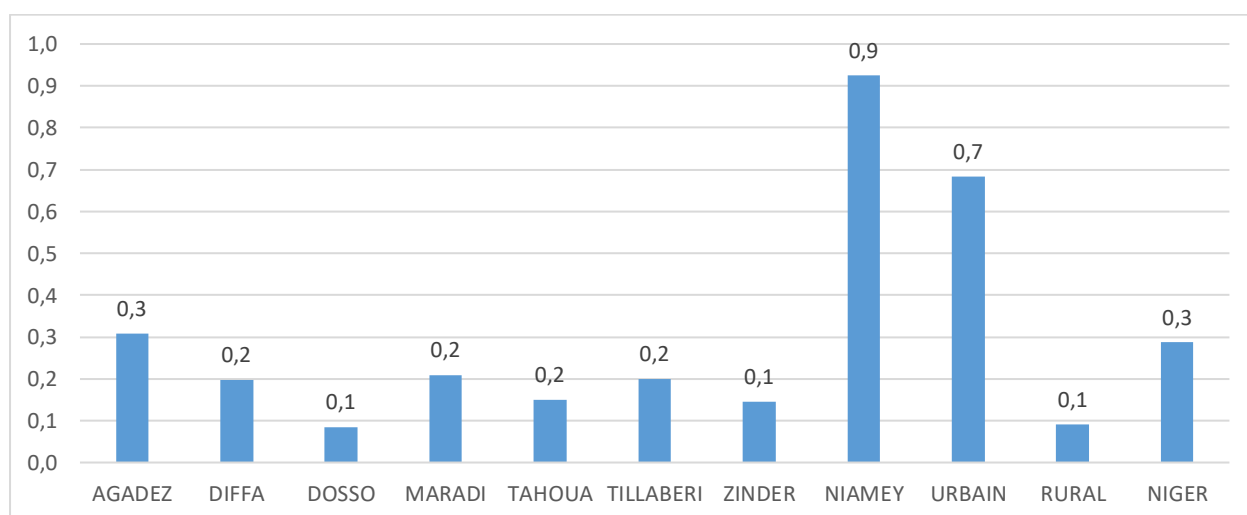


D'une manière globale les dépenses de l'enseignement sont faibles, il faut relever que seuls les ménages dont les chefs de ménages ont un niveau d'instruction secondaire, supérieur et qui appartiennent au quintile de bien-être avec respectivement les coefficients budgétaires de 1,9%, 3% et 1,7% se démarquent des autres catégories.

9.3.9 Loisirs et culture

Les loisirs et la culture occupent le dixième (10^{ème}) rang en termes de priorité. Il semble être quasi intégralement l'apanage des ménages du milieu urbain avec un coefficient budgétaire de 0,7% contre 0,1% pour le milieu rural. La région de Niamey qui est essentiellement urbaine enregistre le coefficient budgétaire le plus élevé (0,9%). Il est très faible dans les autres régions.

Graphique: Part des dépenses consacrées aux loisirs et à la culture



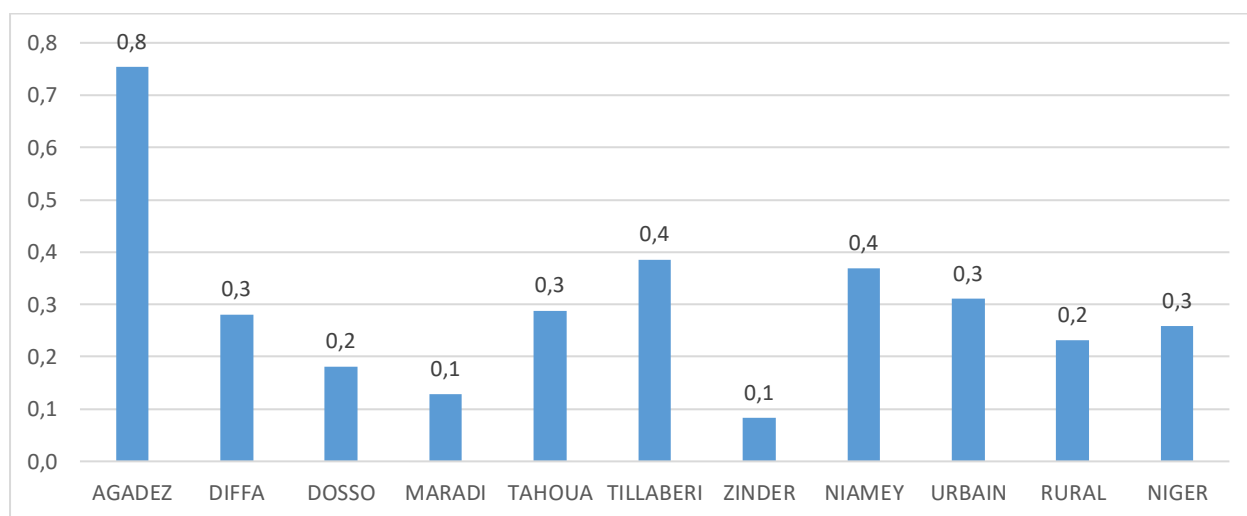
Les dépenses consacrées aux loisirs et à la culture est très faible pour toutes les catégories socioéconomiques des ménages. Elles semblent être l'apanage des ménages dont le chef a un niveau d'instruction supérieur avec un coefficient budgétaire de 1,7%. Pour les autres catégories, ce coefficient budgétaire est très faible.

9.3.10 Boissons alcoolisées, tabac

Les boissons alcoolisées et le tabac occupent le même rang que les loisirs et la culture. Les ménages y allouent très peu de ressources. En effet ils représentent 0,3% des dépenses globales du ménage. La faiblesse de ce coefficient budgétaire s'expliquerait par la faible consommation de boissons alcoolisées et tabac compte tenu du contexte socio culturel nigérien où la consommation de ces produits est prohibée.

Par ailleurs, la région d'Agadez enregistre la valeur la plus élevée, 0,8%, soit plus du double de la moyenne nationale.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et au tabac

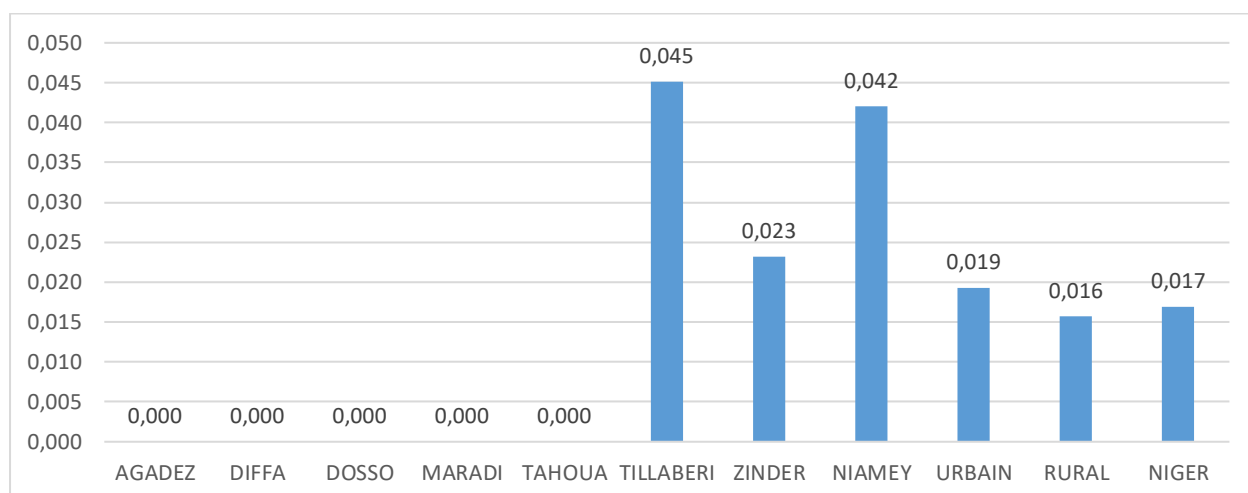


Les dépenses relatives aux boissons alcoolisées et au tabac sont très faibles d'une manière générale. Elles sont cependant un peu plus élevées chez les ménages d'une personne qui seraient en général de jeunes hommes célibataires.

9.3.11 Restaurants et Hôtels

Les dépenses allouées aux restaurants et hôtels occupent le dernier rang en matière de priorité pour les ménages. Elles sont extrêmement faibles avec un coefficient budgétaire national de 0,017%. Ces dépenses sont encore plus faibles dans les régions d'Agadez, de Diffa, de Dosso, de Maradi et de Tahoua. Elles semblent plus fréquentes dans les régions de Tillabéry et Niamey.

Graphique : Part des dépenses consacrées aux restaurants et aux hôtel



Ces dépenses sont plus importantes chez les ménages dont les chefs ayant un niveau d'instruction secondaire et supérieur avec des coefficients budgétaires de 0,05% et 0,09%.

Les ménages non pauvres et ceux ayant le niveau de bien être le plus élevé consacrent également plus de ressources à ce poste avec des coefficients budgétaires de 0,02% et 0,04%.

Chapitre 10 : Insécurité alimentaire

10.1 Approche méthodologique

Dans le présent rapport, trois approches sont utilisées pour analyser le phénomène de l'insécurité alimentaire. La première approche considère qu'une personne est en insécurité alimentaire si elle n'arrive pas à couvrir son niveau requis de consommation calorique par jour. Cette norme varie selon le genre, l'âge et l'activité. La FAO estime qu'un individu adulte normal a des besoins moyens de 2100 kcal par jour pour être en bonne santé. Dans le cas du Niger, la norme retenue est de 2200 kcal par personne et par jour et c'est ce seuil qui est retenu pour les analyses qui suivent. De même, le seuil de 1800 kcal par jour est utilisé pour l'extrême insécurité alimentaire. La deuxième approche utilisée pour évaluer l'insécurité alimentaire est celle qui mesure l'équilibre alimentaire en prenant en compte le panier de consommation des ménages. Ces deux approches, ainsi que l'approche FIES de la FAO sont développées dans cette étude.

S'agissant de la première approche, l'indicateur qui permet de mesurer l'insécurité alimentaire est la ration calorique par tête et par jour. Pour calculer cet indicateur, il est nécessaire de disposer pour chaque ménage des quantités consommées de chaque produit. La section 7b du questionnaire ménage de l'EHCVM fournit des informations détaillées sur les quantités des produits consommés au cours des 7 derniers jours précédant le passage de l'agent enquêteur. Cependant l'essentiel des informations sur les quantités est en unités non-standards et n'est pas utilisable directement. On contourne le problème en divisant les valeurs consommées par les valeurs unitaires moyennes calculées au niveau national. Ces valeurs unitaires ont été obtenues grâce aux informations collectées à la section 7b sur les acquisitions réalisées par les ménages au cours des 30 derniers jours précédant le passage de l'enquêteur. Les quantités (calculées en unités de 100 grammes) sont alors multipliées par les coefficients de conversion de la table calorique des aliments pour en déduire la consommation en calories du ménage. Cet agrégat est par la suite rapporté à la taille du ménage pour fournir la consommation en calories par personne et par jour. Il est utile de souligner d'une part que l'on ne dispose pas des prix (valeurs unitaires) de tous les biens et d'autre part que pour certaines consommations (repas pris hors ménage notamment) il est difficile d'avoir la ration calorique. Le traitement est fait pour les produits dont on dispose les deux informations précédentes. Par la suite pour chaque ménage, on calcule un coefficient de redressement qui rapporte la valeur de la consommation totale du ménage à la valeur de la consommation des produits intervenant dans le calcul de la ration calorique. On suppose alors que les produits non pris en compte auraient eu le même apport calorique et on multiplie l'indicateur du nombre de calories par tête par le coefficient de correction ci-dessus.

Quant à la deuxième approche, développée par le PAM (2008), elle s'appuie sur la diversité du régime alimentaire du ménage sans prendre en compte les quantités consommées. La finalité est d'opérer une partition des ménages en trois catégories : les ménages ayant un régime alimentaire pauvre (déséquilibre alimentaire sévère), les ménages ayant un régime alimentaire moyen (déséquilibre alimentaire modéré) et les ménages ayant un régime alimentaire équilibré. Pour opérer cette partition, d'abord huit groupes d'aliments sont définis : les céréales et tubercules, les légumineuses et graines, les légumes, les viandes et poissons, les fruits, le lait et autres produits laitiers, les huiles et graisses, et le sucre. Ensuite

à chaque groupe un coefficient énergétique est affecté⁵, coefficient qui est multiplié par le nombre de jours de consommation du groupe de produits dans la semaine pour produire un score. La somme des scores des huit groupes (intitulée le « Food consumption score » ou FCS) est un indicateur de l'équilibre alimentaire du ménage. Les ménages ayant un score inférieur ou égal à 28 sont classés dans la première catégorie ; ceux ayant un score supérieur à 28 et inférieur ou égal à 42 sont classés dans la deuxième catégorie ; et ceux ayant un score supérieur à 42.

10.2. L'insécurité alimentaire selon l'apport en calories

L'insécurité alimentaire modérée, suivant cette approche, concerne près d'un nigérien sur deux (49,3%). Quant aux personnes touchées par la forme sévère de l'insécurité alimentaire, elles représentent près de 30% de la population nigérienne. Pour ces individus, en effet, la consommation calorique par personne et par jour est inférieure à 1800 calories.

Suivant le milieu de résidence, il ressort que quel que soit le milieu considéré, les taux d'insécurité alimentaire modéré comme sévère sont élevés. Toutefois, ils sont plus élevés en milieu rural où le taux d'insécurité alimentaire modéré atteint 50,3% contre 44,2% en milieu urbain. De même le pourcentage d'individus consommant moins de 1800 calories par jour (forme sévère) est plus élevé en milieu rural (30,7%) qu'en milieu urbain (24,1%).

L'insécurité alimentaire sévit beaucoup plus à Zinder (56,2%), Maradi (52,3%) et Dosso (50,4%). Dans les cinq autres régions du pays le taux d'insécurité alimentaire modérée est en dessous de la moyenne nationale (49,3%). La région de Zinder présente également le taux d'insécurité alimentaire sévère le plus élevé, près de 38%.

Suivant les quintiles de niveau de vie, s'il apparaît sans surprise que le taux d'insécurité alimentaire diminue lorsqu'on passe d'un quintile à un autre moins pauvre, il n'en demeure moins que les disparités inter-quintiles sont très grandes. Ainsi, d'un taux d'insécurité alimentaire modéré de 92,2% pour le premier quintile, on passe à 63,7% pour le second quintile. Pour le cinquième quintile, ce taux descend à environ 19%.

Outre la région et le milieu de résidence, le niveau d'insécurité alimentaire varie suivant certaines caractéristiques des ménages telles que la taille du ménage, l'âge et le sexe et le niveau d'instruction du chef de ménage. Ainsi, le taux d'insécurité alimentaire apparaît clairement comme une fonction croissante de la taille du ménage en variant de 29 % pour les ménages composés d'une seule personne à 78% pour les ménages de plus de 14 personnes.

Suivant l'âge du chef de ménage, le taux d'insécurité alimentaire enregistre dans un premier temps une croissance quand l'âge du chef de ménage augmente puis dans un second temps, une décroissance. Le pic étant enregistré pour les ménages dont l'âge est compris entre 35 et 44ans (56,6%). Cette situation pourrait être liée au fait que les ménages dont le chef est de cette tranche sont, en moyenne, de plus grandes tailles. Ainsi, près de 52% des ménages dirigés par des chefs de la tranche 35-44 ans ont une taille comprise entre 6 et 9 personnes.

⁵ Les scores ont été définis par le PAM. Ils sont les suivants : céréales et tubercules (4), légumineuses et graines (3), légumes (1), viandes et poissons (4), fruits (1), lait et produits laitiers (4), huiles et graisses (0.5), et sucre (0.5).

Enfin, les résultats de la présente étude montrent qu'un ménage est d'autant moins exposé à l'insécurité alimentaire que le niveau d'éducation de son chef est élevé.

Tableau 74 : Prévalence de l'insécurité alimentaire par approche

Approche par la diversité alimentaire				Approche par la consommation énergétique par jour			
	Modérée	Sévère	Score de consommation alimentaire	Modérée	Sévère	Calories par jour	
			Moyenne			Moyenne	Médiane
Résidence							
Urbain	16,3	7,2	59	44,2	24,1	2544	2321
Rural	20,5	13,5	53	50,3	30,7	2415	2198
Région							
Agadez	9,1	3,5	67	44,0	26,6	2 640	2 364
Diffa	13,7	6,5	58	42,5	26,3	2 593	2 331
Dosso	20,6	8,5	56	50,4	31,2	2 450	2 188
Maradi	15,1	12,5	56	52,3	30,8	2 327	2 154
Tahoua	11,7	5,5	58	43,2	20,2	2 577	2 361
Tillabéry	21,3	7,4	57	47,2	30,7	2 511	2 285
Zinder	20,9	8,5	55	56,2	37,8	2 260	2 020
Niamey	9,5	2,3	75	42,5	21,4	2 625	2 340
Taille							
1 personne	22,5	29,8	42	29,3	23,2	3855	3745
2 personnes	20,5	11,1	55	20,9	10,4	3427	3136
3 à 5 pers,	19,1	9,1	56	36,6	21,0	2779	2568
6 à 9 pers,	16,7	9,0	57	51,9	30,8	2294	2163
10 à 14 pers,	13,6	3,6	62	63,3	40,4	2063	1945
15 pers, et +	14,9	6,4	65	78,0	47,5	1868	1853
Genre du chef							
Masculin	11,1	3,6	69	49,9	29,5	2 417	2 204
Féminin	18,0	8,9	56	45,5	29,8	2 576	2 352
Age du chef							
Moins de 25	24,6	9,9	52	32,0	20,2	3 002	2 804
25-34 ans	20,7	8,6	55	44,4	24,0	2 605	2 361
35-44 ans	17,7	9,5	57	56,6	35,6	2 274	2 047
45-54 ans	15,8	5,8	60	53,6	34,8	2 288	2 112
55-64 ans	14,4	7,2	61	44,2	23,3	2 488	2 319
65 ans et +	12,2	8,5	60	41,2	23,4	2 686	2 422
Education chef							
Aucune	17,9	8,8	56	50,2	30,8	2420	2198
Primaire	16,2	5,2	61	47,4	26,9	2444	2272
Secondaire 1	9,7	5,5	66	49,0	25,4	2459	2208
Secondaire 2+	0,4	0,6	87	33,0	12,5	2798	2564
Quintiles							
Q1	28,6	21,0	44	92,2	71,9	1510	1455
Q2	20,5	9,1	52	63,7	36,6	2030	2001
Q3	17,9	5,5	56	41,3	20,6	2426	2352
Q4	10,4	3,0	63	30,4	11,7	2817	2672

Q5	6,7	1,6	74	18,8	7,0	3401	3136
Ensemble	16,8	8,0	58	49,3	29,5	2437	2214

10.3 L'insécurité alimentaire suivant l'approche de la diversité alimentaire

L'analyse de l'insécurité alimentaire vue sous l'angle de la diversité alimentaire révèle qu'environ 25 % des nigériens sont en insécurité alimentaire dont 16,8% en insécurité modérée et 8% en insécurité sévère. La situation des 75% restant étant considérée comme acceptable.

Pour rappel, comme cela a été exposé au point 10.1, les ménages sont regroupés en trois catégories en fonction des scores de consommation qui mesurent le degré de diversité de leur alimentation au cours d'une semaine de référence. Le score de consommation pour un ménage est la somme des scores des différentes catégories d'aliments. Le score de chaque catégorie d'aliments est le produit de son coefficient (déterminé par le PAM) et du nombre de jours de consommation dans la semaine. Plus un score est élevé, plus le ménage a des habitudes alimentaires diversifiées.

Suivant le milieu de résidence, il apparaît qu'en milieu rural, un peu plus d'une personne sur cinq connaît un déséquilibre alimentaire modéré et près de 14 % des ruraux sont en insécurité alimentaire sévère. En milieu urbain, ces taux sont beaucoup plus faibles mais restent assez importants. Ces écarts entre milieux urbain et rural résultent du fait que l'alimentation en milieu urbain est plus diversifiée. La consommation d'aliments riches en nutriments comme les viandes et les tubercules est plus importante en milieu urbain où plus de 45% des ménages consomment les viandes contre seulement 11% des ménages ruraux. De même près de 60% des ménages urbains consomment des tubercules contre 48% pour le milieu rural.

Le taux de déséquilibre alimentaire présente également des disparités suivant la région de résidence. Les régions de Tillabéry (21,3%), Zinder (20,9%) et Dosso (20,6%) sont celles qui présentent les plus forts taux de déséquilibre alimentaire modéré. Par contre la région de Maradi celle où le déséquilibre alimentaire sévère sévit le plus. En effet, près de 13% des individus vivant dans cette région connaissent cette dernière forme d'insécurité alimentaire.

Comme pour l'approche par la consommation calorique, le déséquilibre alimentaire varie suivant certaines caractéristiques du ménage telles que la taille, l'âge, le niveau d'instruction et le sexe du chef de ménage. Le déséquilibre alimentaire apparaît comme une fonction décroissant de la taille du ménage, contrairement à l'approche par les calories où les ménages de grandes tailles sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Le déséquilibre alimentaire sévit en effet, beaucoup plus chez les ménages de petites tailles.

10.4 L'insécurité alimentaire suivant l'approche FIES

Les efforts scientifiques et politiques combinés ont convergé vers un consensus croissant concernant cadres conceptuels et mesures de la sécurité alimentaire. Parce qu'aucun indicateur ne peut rendre en compte les multiples dimensions de la sécurité alimentaire, les discussions se sont concentrées sur la définition d'une suite d'indicateurs basés sur des mesures allant de la production et de la disponibilité des aliments à l'alimentation de qualité et aux résultats liés à la nutrition dans la population (FAO, 2012a; Coates, 2013; Jones et al, 2013; FAO, FIDA et PAM, 2014).

L'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire (Food Insecurity Experience Scale FIES) devrait apporter une contribution importante dans le domaine de l'évaluation de la sécurité alimentaire en saisissant mieux la dimension d'accès de la sécurité alimentaire.

En effet, cette approche fournit un ensemble d'outils nécessaires pour calculer des indicateurs valides et fiables de la prévalence de l'insécurité alimentaire, à différents niveaux de gravité, dans une population via des données collectées dans une enquête représentative. En mesurant la portée et la profondeur de l'accès limité à la nourriture, ces indicateurs constituent un ajout précieux à la série d'indicateurs de sécurité alimentaire existants au niveau des pays (Ballard et al., 2013).

L'approche FIES établit une mesure basée sur l'expérience pour la gravité de la situation d'insécurité alimentaire des individus ou des ménages. La métrique est calculée à partir des données sur les réponses directes des personnes aux questions concernant leur accès à une nourriture de qualité et de quantité adéquates. Le concept qu'il mesure est donc tout à fait cohérent avec l'idée que la principale caractéristique de la sécurité alimentaire est «un accès sécurisé à tout moment à une nourriture suffisante» (Maxwell et Frankenberger, 1992, p. 8).

Cette approche inclut des méthodes analytiques pour rendre les mesures comparables d'un pays à l'autre. L'approche FIES s'appuie fortement sur un cadre analytique pour améliorer la précision de la comparabilité entre les pays et pour étendre la comparabilité à tous les pays.

La théorie de la mesure derrière le FIES

La recherche a révélé comment différentes situations de la vie sont généralement associées à de différents niveaux d'insécurité alimentaire (voir figure ci-dessous).

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE FONDÉE SUR L'ÉCHELLE DE MESURE FIES: QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE?



Cette observation a ouvert la voie à l'identification des questions potentielles à inclure dans un questionnaire pour former un socle approprié d'échelles de mesure d'insécurité alimentaire, comme l'approche FIES.

L'hypothèse fondamentale qui sous-tend la FIES et les échelles de sécurité alimentaire similaires est que la gravité de la situation d'insécurité alimentaire d'un ménage ou d'un individu peut être analysée comme un trait latent. Les traits latents ne peuvent pas être observés directement, mais leur mesure peut être déduite de preuves observables grâce à l'application de modèles de mesures basées sur la théorie de la

réponse aux items (IRT), un ensemble de méthodes ancrées dans les statistiques avec une large application aux problèmes de mesure dans les domaines des sciences humaines et sociales. En appliquant les modèles IRT à la mesure de l'insécurité alimentaire, nous postulons que: (a) la gravité de la condition d'insécurité alimentaire du répondant et celle associée à chacune des expériences peuvent être localisées sur la même échelle unidimensionnelle, et que: (b) une gravité plus élevée de la condition d'insécurité alimentaire d'un répondant augmentera la probabilité de signaler la survenue d'expériences associées à l'insécurité alimentaire.

En définissant un modèle probabiliste qui relie la mesure (inconnue) de l'insécurité alimentaire aux réponses (observables) à l'expérience questionnaires, il est possible d'obtenir des estimations des premiers à partir des données recueillies sur n'importe quel échantillon d'individus.

Le plus simple de ces modèles qui préserve toutes les qualités souhaitables d'un modèle de mesure approprié est le modèle Rasch, du nom du modèle danois mathématicien Georg Rasch, qui l'a proposé le premier, qui est également appelé modèle logistique à un paramètre. (Rasch, 1960; Fischer et Molenaar, 1995).

Dans ce modèle, la probabilité qu'un répondant rapportera une expérience donnée est une fonction logistique de la distance entre les positions du répondant et de l'item sur l'échelle de gravité:

$$Prob(x_{h,i} = 1 | \theta_h, \beta_i) = \frac{e^{\theta_h - \beta_i}}{1 + e^{\theta_h - \beta_i}}$$

Où $x_{h,i}$ est la réponse donnée par le répondant h à la question i , codée 1 pour «oui» et 0 pour «non».

La gravité relative associée à chacune des expériences (les paramètres β_i dans la formule ci-dessus) peut être déduite de la fréquence à laquelle elle est rapportée par un large échantillon de répondants, en supposant que, toutes choses étant égales par ailleurs, des expériences plus graves sont signalées par moins répondants. Une fois que la gravité de chaque expérience est estimée, la sévérité de la condition d'un répondant (le paramètre θ_h) peut être calculée en notant combien d'articles ont été confirmés. Ces paramètres sont estimés à l'aide des méthodes du maximum de vraisemblance conditionnelle implémentées dans R (logiciel open source).

La raison en est qu'en moyenne, on s'attend à ce qu'un répondant réponde par l'affirmative à toutes les questions qui font référence à des expériences qui sont moins sévères que leur insécurité alimentaire situation, et négativement aux questions qui font référence à des situations plus graves.

La mécanique du modèle implique qu'une mesure statistique appropriée du niveau d'insécurité alimentaire peut être basé sur un score brut (nombre de réponses affirmatives), indépendamment des expériences spécifiques qui ont été affirmées.

Les classifications basées sur les scores bruts sont généralement utilisées dans une population donnée au fil du temps. Cependant, elles peuvent être problématiques pour des comparaisons entre pays, car rien ne garantit que la même le score brut correspondrait à la même gravité niveau dans différents pays, même lors de l'utilisation le même questionnaire. C'est parce que les différences à travers les pays dans les langues, les cultures, et les modes de subsistance affectent presque certainement la manière dont une question donnée est comprise et la condition associée est ressentie.

Grâce au protocole analytique développé par la FAO l'approche FIES est la première *mesure de l'insécurité alimentaire basée sur l'expérience* qui produit des indicateurs avec des propriétés souhaitables.

Utilisation d'indicateurs basés sur la FIES

Utilisé seul, aucun outil ne permet de cerner de manière satisfaisante les nombreuses dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'échelle de mesure FIES complète les indicateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui existent déjà. Utilisée avec d'autres systèmes de mesure, elle peut contribuer à une meilleure compréhension des causes et des conséquences de l'insécurité alimentaire et permet d'étayer l'élaboration de politiques et d'initiatives plus efficaces. La facilité avec laquelle les professionnels et les institutions de tous les secteurs peuvent utiliser l'échelle de mesure FIES permet son intégration dans divers types d'enquêtes, renforçant les liens entre différentes approches sectorielles, par exemple entre l'agriculture, la protection sociale, la santé et la nutrition.

Les estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire à différents les niveaux de gravité peuvent être analysées ensemble avec les déterminants et les conséquences de l'insécurité alimentaire au niveau de la population niveau. De telles analyses contribueront à une compréhension globale de l'insécurité alimentaire et éclairer des politiques et interventions plus efficaces pour y remédier.

En résumé, comparé à d'autres indicateurs de sécurité alimentaire, les indicateurs basés sur l'approche FIES se démarquent en raison de leur solidité analytique, de leur facilité d'administration, de leur coût relativement faible et la rapidité de leur élaboration. Les indicateurs dérivés de l'approche FIES en particulier ont le caractère distinctif d'être plus comparables à travers les pays avec une bonne précision.

En plus de permettre le calcul de la prévalence taux dans une population, l'approche FIES produit des mesures de la gravité de l'insécurité alimentaire de chaque répondant dans une enquête. Les erreurs de mesure reflétant l'étendue de l'incertitude autour des mesures individuelles de gravité, sont généralement trop grandes pour les rendre utiles pour les programmes ayant pour objectifs par exemple de cibler des individus pour recevoir des aides. Cependant, ces mesures peuvent être utilisées pour conduire au d'association du statut d'insécurité alimentaire avec d'autres caractéristiques de l'individu ou du ménage.

Estimation du modèle sur les données de l'EHCVMA 2018

Adéquation du modèle

Les statistiques infit et outfit permettent de statuer sur la qualité de l'adéquation du modèle. Il n'existe pas de norme établie pour la statistique outfit. Cependant pour ce qui est de la statistique infit, des valeurs comprises entre 0,8 et 1,2 sont considérées comme excellentes. Dans le cadre de notre estimation, tous nos items vérifient ce critère d'excellence. Ce qui veut dire que chacune des questions posée permet de mesurer correctement la dimension d'accessibilité de la sécurité alimentaire des ménages.

Tableau 75 : Estimation du modèle FIES

	WORRIED	HEALTHY	FEWFOOD	SKIPPED	ATELESS	RUNOUT	HUNGRY	WHLDAY
Infit	0,94	0,86	0,99	0,97	1,02	0,85	0,81	1,06
Outfit	2,24	3,78	2,39	1,11	1,38	0,76	0,70	3,29

Estimation de la prévalence de l'insécurité alimentaire selon l'approche FIES

L'approche FIES permet d'estimer la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages selon des seuils définis. Ainsi, 50% de la population est insécurité alimentaire modérée et 21% en insécurité alimentaire sévère.

Tableau 76: Estimation de la prévalence de l'insécurité alimentaire selon l'approche FIES

Seuils	Echelle	Prévalence
"4"	Modéré	0,5
"7"	Sévère	0,21

Annexes

Annexe 1 : Indicateurs ODD

Indicateur	Désagrégrations réquises		Observations
1.1.1 Proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)	Niveau national		
	Niveau national	75,5%	
	Milieu de résidence		
	Urbain	33,8%	
	Rural	84,0%	
	Région de résidence		
	AGADEZ	42,1%	
	DIFFA	70,0%	
	DOSSO	80,6%	
	MARADI	82,8%	
	TAHOUA	79,0%	
	TILLABER	76,1%	
	ZINDER	82,4%	
	NIAMEY	14,4%	
	Groupe d'âge du CM		
	Moins_de 25 ans	62,4%	
	25_34_an	71,0%	
	35_44_an	78,9%	
	45_54_an	76,7%	
	55_64_an	76,3%	
	65_ans_e	73,0%	
	Sexe du CM		
	Masculin	76,5%	
	Féminin	68,7%	
	Niveau d'éducation du CM		
	Aucun	80,9%	
	Primaire	61,3%	
	Sécondaire	50,6%	
	supérieur	3,8%	
	Branche d'activité du CM		
	Agricult	87,3%	
	Elevage/	76,0%	
	Inductri	62,4%	
	Commerce	54,4%	
	Services	45,3%	
	Aucun	64,1%	
1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge	Niveau national		
	Niveau national	40,8%	
	Milieu de résidence		
	Urbain	11,8%	
	Rural	46,8%	
	Région de résidence		
	AGADEZ	14,6%	
	DIFFA	34,0%	
	DOSSO	48,4%	
	MARADI	46,1%	
	TAHOUA	35,7%	
	TILLABER	42,3%	
	ZINDER	47,8%	
	NIAMEY	6,9%	
	Groupe d'âge du CM		
	Moins_de	24,9%	

Indicateur	Désagrégrations réquises		Observations
	25_34_an	33,0%	
	35_44_an	47,9%	
	45_54_an	44,9%	
	55_64_an	38,6%	
	65_ans_e	33,5%	
	Sexe du CM		
	Masculin	40,8%	
	Féminin	40,7%	
	Niveau d'éducation du CM		
	Aucun	44,6%	
	Primaire	31,0%	
	Sécondaire	21,5%	
	supérieur	0,0%	
	Branche d'activité du CM		
	Agricult	49,5%	
	Elevage/	38,3%	
	Inductri	30,1%	
	Commerce	25,3%	
	Services	19,4%	
	Aucun	34,7%	
3.8.2 Proportion de la population consacrant une grande part de ses dépenses ou de ses revenus domestiques aux services de soins de santé	S=0.1		
	Niveau national	3,9	
	Milieu de résidence		
	Urbain	2,7	
	Rural	4,2	
	Région de résidence		
	AGADEZ	4,6	
	DIFFA	3,5	
	DOSSO	2,6	
	MARADI	1,9	
	TAHOUA	4,9	
	TILLABERI	3,7	
	ZINDER	6,6	
	NIAMEY	0,6	
	Groupe d'âge du CM		
	Moins_de 25 ans	5,0	
	25_34_an	4,7	
	35_44_an	4,1	
	45_54_an	3,1	
	55_64_an	3,5	
	65_ans_e	4,3	
	Sexe du CM		
	Masculin	3,5	
	Féminin	6,9	
	S=0,25		
	Niveau national		
	Niveau national	0,6	
	Milieu de résidence		
	Urbain	0,3	
	Rural	0,6	
	Région de résidence		
	AGADEZ	0,0	
	DIFFA	0,0	
	DOSSO	0,0	
	MARADI	0,0	
	TAHOUA	1,1	

Indicateur	Désagrégations réquises		Observations
	TILLABERI	0,1	
	ZINDER	1,5	
	NIAMEY	0,0	
	Groupe d'âge		
	Moins_de	0,0	
	25_34_an	0,4	
	35_44_an	0,3	
	45_54_an	1,2	
	55_64_an	0,5	
	65_ans_e	0,4	
	Sexe		
	Masculin	0,5	
	Féminin	1,0	
5.a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit	Niveau national		
	Niveau national	5,2	
	Milieu de résidence		
	Urbain	18,7	
	Rural	4,7	
	Région de résidence		
	AGADEZ	26,4	
	DIFFA	1,9	
	DOSSO	5,0	
	MARADI	5,9	
	TAHOUA	5,8	
	TILLABERI	6,1	
	ZINDER	3,3	
NIAMEY	17,7		
5.b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe	Niveau National	18,3	Très faible par rapport à ce qui est obtenu avec l'enquête TIC
	Genre		
	Masculin	24,2	
	Féminin	12,8	
	Milieu residence		
	Urbain	37,1	
	Rural	14,4	
	Region residence		
	AGADEZ	27,1	
	DIFFA	17,9	
	DOSSO	18,6	
	MARADI	13,1	
	TAHOUA	18,2	
	TILLABERI	21,5	
	ZINDER	12,7	
	NIAMEY	45,8	
	Groupe d'âge		
	Moins de 25 ans	7,2	
	25_34 ans	41,0	
	35_49 ans	46,7	
	50_64 ans	44,0	
	65 ans et +	26,6	
7.1.2 Proportion de la population utilisant des carburants et technologies propres	Niveau national		
	Niveau national	5,7	
	Genre du CM		
	Masculin	5,9	
	Féminin	4,5	
	Milieu residence		
	Urbain	28,2	

Indicateur	Désagrégations réquises		Observations
	Rural	1,0	
	Region residence		
	AGADEZ	18,4	
	DIFFA	4,0	
	DOSSO	1,2	
	MARADI	4,1	
	TAHOUA	2,3	
	TILLABERI	3,0	
	ZINDER	2,4	
	NIAMEY	44,0	
	Age du CM		
	Moins de 25 ans	1,3	
	25_34 ans	6,4	
	35_44 ans	6,4	
	45_54 ans	6,6	
	55_64 ans	5,8	
	65 ans et +	3,2	
	Branche activite du CM		
	Agriculture	0,4	
	Elevage/Pêche	1,4	
	Inductrie	8,1	
	Commerce	9,0	
	Services	26,3	
	Aucun	8,7	
8.6.1 Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi, ni formation	Niveau national		
	Niveau national	21,6	
	Genre		
	Masculin	11,5	
	Féminin	29,6	
	Milieu residence		
	Urbain	8,7	
	Rural	25,3	
	Region residence		
	AGADEZ	16,9	
	DIFFA	20,3	
	DOSSO	18,8	
	MARADI	18,1	
	TAHOUA	29,4	
	TILLABERI	27,2	
	ZINDER	21,0	
NIAMEY	6,9		
10.2.1 Proportion de personnes vivant avec un revenu de plus de 50 % inférieur au revenu moyen, par âge, sexe et handicap	Niveau national		
	Niveau national	19,0	
	Milieu residence		
	Urbain	2,9	
	Rural	22,3	
	Region residence		
	AGADEZ	5,1	
	DIFFA	12,8	
	DOSSO	22,8	
	MARADI	24,9	
	TAHOUA	12,0	
	TILLABERI	20,8	
	ZINDER	23,5	
	NIAMEY	1,6	
	Niveau national		

Indicateur	Désagrégations réquises		Observations
17.8.1 Proportion de la population utilisant l’Internet	Niveau national	8,6	
	Genre		
	Masculin	12.0	
	Féminin	5.8	
	Milieu residence		
	Urbain	30.2	
	Rural	3.2	
	Age en annees		
	Moins de 25 ans	11.9	
	25_34 ans	10.1	
	35_49 ans	8.3	
	50_64 ans	5.1	
	65 ans et +	1.5	
1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale	Niveau national		
	Niveau national	0,3	
	Age en annees		
	Moins de 25 ans	0,0	
	25_34 ans	0,4	
	35_49 ans	0,5	
	50_64 ans	1,7	
	65 ans et +	3,9	
	Handicap		
	Handicap tout niveau	2,3	
	Etat de Pauvreté		
	Individus pauvre	0,1	
	Individus non pauvre	0,5	
10.1.1 Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 % de la population les plus pauvres et pour l’ensemble de la population	Taux de croissance des dépenses des ménages par habitant pour les 40 % de la population les plus	3,2	
	Taux de croissance des dépenses par habitant des ménages pour l’ensemble de la population	5,5	

[Annexe 2 : Indicateurs sur l'emploi](#)

[Annexe3 : Indicateurs sur l'éducation](#)

[Annexe4 : Indicateurs sur la santé](#)

[Annexe 5 : Consommation alimentaire](#)

% de ménages consommant le produit/groupe de produits													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
quintile													
Q1	83,3	39,9	67,9	32,1	41,5	89,5	3,4	34,9	23,2	70,3	62,8	84,7	95,2
Q2	91,1	57,5	75,5	44,9	72,8	96,7	9,7	46,8	59,7	89,4	74,6	82,4	99,6
Q3	90,8	58,7	80,4	47,6	68,6	97,8	14,1	51,1	84,3	93,1	79,6	85,1	99,8
Q4	91,2	74,6	87,5	56,9	88,1	99,3	22,7	65,0	91,1	97,7	85,7	91,3	99,9
Q5	83,3	86,1	93,3	69,9	94,7	99,3	37,1	79,9	94,9	98,8	92,0	91,7	99,9
Région													
Agadez	82,5	93,0	87,2	38,8	71,7	95,2	12,3	50,8	81,3	97,1	92,8	74,7	98,4
Diffa	90,0	79,5	69,2	31,1	69,9	98,3	5,0	50,1	65,3	97,2	96,9	72,7	99,7
Dosso	89,0	57,6	81,9	67,7	70,4	94,9	18,3	69,4	52,5	86,6	64,5	84,4	97,7
Maradi	96,2	49,8	81,7	45,2	73,3	97,5	14,1	49,4	70,6	82,3	79,9	92,0	99,5
Tahoua	92,9	58,9	74,6	49,0	63,2	92,7	22,3	42,5	80,5	92,6	66,7	89,2	98,5
Tillabéri	86,4	60,7	75,6	49,1	74,9	98,4	12,1	49,6	62,2	85,8	79,0	79,8	99,2
Zinder	90,7	64,5	84,9	44,4	73,0	97,7	4,1	59,0	68,8	91,5	87,0	88,1	98,9
Niamey	37,6	92,0	89,8	63,0	86,4	95,0	69,0	80,3	68,8	95,5	84,8	95,9	97,0
Milieu de résidence													
Urbain	62,0	90,3	90,6	58,3	84,3	96,8	45,1	73,1	66,7	96,6	86,2	95,6	98,0
Rural	93,2	56,4	78,2	47,5	69,2	96,1	10,8	50,6	69,2	87,6	76,6	85,1	98,9
Taille du ménage													
1 Personne	36,9	43,1	51,6	42,9	45,8	52,2	10,0	63,5	60,7	59,8	68,4	89,7	77,5
2 personnes	85,9	62,2	75,6	47,4	69,0	94,2	14,5	56,0	65,9	87,9	75,4	82,8	97,9
3-5 prs	88,0	61,1	80,4	48,1	71,3	97,4	15,5	50,5	67,4	89,4	78,0	83,7	99,1
6-9 prs	90,4	63,3	82,6	49,4	72,6	98,1	17,4	53,9	68,6	90,5	79,5	89,4	99,7
10-14pr	91,6	63,9	84,7	55,7	79,5	99,2	21,8	60,3	79,0	91,4	80,2	92,4	100,0
15 prs et +	96,0	72,6	92,3	65,7	81,9	100,0	20,0	71,5	78,1	91,5	87,3	94,7	100,0
Education du CM													

% de ménages consommant le produit/groupe de produits													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
Aucun	90,7	58,8	79,2	46,6	70,3	96,2	13,2	50,7	68,0	88,2	76,5	85,5	98,9
Primaire	83,5	70,9	82,5	58,7	75,2	95,9	23,4	64,4	69,6	91,9	82,9	91,7	98,3
Secondaire1	76,3	74,5	84,6	58,7	77,4	96,8	29,3	71,2	69,2	91,3	86,0	92,5	98,6
Secondaire2 et +	56,5	93,3	91,9	69,7	86,1	97,1	53,4	82,3	83,4	97,3	91,0	94,2	97,7
Age du CM													
Moins de 25ans	88,7	50,3	77,7	52,3	66,4	91,9	7,9	56,3	62,3	83,4	73,4	82,7	97,7
25-34ans	87,4	66,0	77,9	46,7	70,6	95,8	14,9	54,3	68,0	90,2	78,3	86,7	98,2
35-44ans	87,9	62,1	80,9	49,9	70,4	97,7	16,3	53,9	65,8	89,7	78,8	87,8	99,5
45-54ans	87,4	64,7	82,1	48,6	73,8	97,2	22,0	56,2	70,9	91,3	80,0	89,8	99,4
55-64ans	88,5	64,4	83,2	49,6	74,0	96,5	16,3	56,0	72,7	89,6	79,7	85,6	99,5
ans et +	88,1	55,0	78,3	52,7	74,0	94,3	17,4	50,0	72,0	84,7	74,6	84,3	96,3
Statut pauvreté													
Non pauvre	85,1	72,4	83,8	54,2	77,5	96,4	22,0	62,0	72,5	93,4	83,2	89,9	98,5
Pauvre	93,5	41,2	73,0	39,4	59,9	95,9	5,6	38,9	61,0	80,3	67,8	80,6	99,2
Ensemble	87,9	62,2	80,3	49,4	71,8	96,3	16,6	54,5	68,8	89,1	78,2	86,9	98,7

Tableau

% du produit/groupe de produits dans la consommation alimentaire													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
quintile													
Q1	22,9	5,9	11,5	1,2	3,2	9,9	0,5	1,4	1,2	3,4	2,0	22,2	9,2

% du produit/groupe de produits dans la consommation alimentaire													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
Q2	19,1	7,6	10,2	1,5	4,5	9,8	1,3	1,7	3,8	3,6	2,3	18,5	8,7
Q3	17,7	7,1	10,4	1,5	3,5	10,0	1,7	2,0	5,5	4,3	2,4	18,0	8,8
Q4	12,9	7,6	9,6	2,0	4,1	9,8	2,4	2,3	6,2	3,7	2,3	18,4	7,5
Q5	7,1	7,2	8,2	2,4	3,2	10,4	4,1	3,9	6,3	3,3	2,2	19,6	7,6
Région													
Agadez	6,9	10,4	8,9	1,7	2,8	12,7	1,6	3,9	9,7	4,1	4,0	15,8	6,9
Diffa	12,4	12,0	7,1	1,6	3,3	8,9	0,8	2,7	4,9	5,4	4,3	18,0	9,3
Dosso	16,0	6,6	10,9	2,2	4,1	11,1	2,7	3,1	3,7	3,3	1,4	18,2	9,4
Maradi	17,0	5,1	9,8	1,9	4,5	9,0	1,6	2,4	3,2	3,2	1,9	19,5	8,9
Tahoua	17,9	6,8	9,2	1,9	3,4	8,4	3,0	1,6	5,3	4,3	2,5	19,4	7,8
Tillabéri	14,8	9,1	10,0	1,6	3,3	11,5	1,3	1,7	5,9	3,4	2,2	16,4	7,9
Zinder	14,8	6,8	11,3	1,6	4,4	10,4	0,6	2,5	5,1	3,7	2,4	16,9	7,7
Niamey	1,2	7,2	6,4	2,3	1,6	10,8	8,6	4,6	6,6	2,6	1,9	30,5	7,7
Milieu de résidence													
Urbain	3,6	8,4	7,3	2,1	2,0	12,7	5,4	3,8	5,3	3,2	2,1	2,1	7,3
Rural	18,0	6,7	10,5	1,8	4,2	9,1	1,3	2,1	5,0	3,7	2,3	2,3	8,5
Taille du ménage													
1 Personne	5,2	3,9	5,4	1,7	2,4	5,9	2,6	3,9	9,1	2,4	2,4	35,5	8,6
2 personnes	12,5	6,6	7,7	1,8	3,3	10,4	2,5	2,6	6,0	3,7	2,5	20,2	8,8
3-5 prs	14,0	7,1	9,2	1,8	3,6	10,9	2,3	2,3	5,1	3,8	2,4	18,6	8,5
6-9 prs	14,9	7,3	10,0	1,8	3,6	10,0	2,3	2,4	5,1	3,7	2,2	18,8	8,1
10-14pr	15,2	7,3	10,9	2,0	4,3	9,1	2,6	2,6	4,3	3,1	2,1	19,3	7,5
15 prs et +	13,5	8,5	11,7	2,6	3,4	9,1	1,5	3,6	3,1	3,7	1,9	20,3	7,4
Education du CM													
Aucun	16,5	7,1	10,2	1,7	4,0	9,8	1,8	2,2	4,9	3,8	2,3	17,9	8,3
Primaire	10,5	7,8	8,5	2,0	3,3	10,7	3,4	2,8	5,2	3,2	2,0	22,6	7,8

% du produit/groupe de produits dans la consommation alimentaire													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
Secondaire1	9,7	8,0	8,8	2,0	2,8	10,6	3,7	3,4	5,5	3,1	2,1	22,6	7,7
Secondaire2 et +	2,0	6,1	6,9	2,7	2,0	11,3	5,3	4,9	6,4	2,9	2,5	24,5	8,1
Age du CM													
Moins de 25ans	16,2	6,5	9,2	1,9	3,8	8,8	0,8	2,3	4,3	4,2	2,5	19,7	10,0
25-34ans	14,4	7,5	8,5	1,7	3,9	9,8	2,1	2,3	5,3	3,7	2,4	18,9	8,8
35-44ans	14,5	7,1	10,0	1,8	3,6	10,3	2,2	2,6	5,5	3,6	2,3	18,2	8,2
45-54ans	13,4	7,7	9,6	1,9	3,4	10,5	3,0	2,5	4,7	3,6	2,1	20,6	8,0
55-64ans	13,8	7,3	10,3	1,9	3,6	10,1	2,2	2,5	4,8	3,5	2,1	19,1	8,0
ans et +	15,0	5,9	10,1	1,9	3,8	9,5	2,8	2,7	5,0	3,3	2,2	19,6	7,2
Statut pauvreté													
Non pauvre	10,9	7,5	8,9	2,0	3,4	10,5	2,8	2,8	5,4	3,6	2,3	20,5	7,8
Pauvre	26,6	5,7	12,6	1,5	4,6	8,4	0,7	1,6	4,0	3,7	2,1	14,5	9,8
Ensemble	14,3	7,2	9,7	1,9	3,7	10,1	2,4	2,5	5,1	3,6	2,3	19,2	8,2

Tableau

Pourcentage du produit/groupe de produits dans la consommation totale													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumine uses	Légum e	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
quintile													
Q1	13,6	3,5	6,9	0,7	1,9	5,9	0,3	0,9	0,7	2,0	1,2	13,2	5,5
Q2	11,8	4,7	6,4	0,9	2,8	6,1	0,8	1,1	2,4	2,2	1,4	11,5	5,4
Q3	11,1	4,5	6,5	1,0	2,2	6,3	1,1	1,2	3,5	2,7	1,5	11,3	5,5
Q4	8,2	4,8	6,1	1,3	2,6	6,3	1,5	1,5	3,9	2,3	1,5	11,7	4,8
Q5	3,8	3,8	4,4	1,3	1,7	5,6	2,2	2,1	3,4	1,7	1,2	10,5	4,0

Pourcentage du produit/groupe de produits dans la consommation totale													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumine uses	Légum e	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
Région													
Agadez	3,6	5,4	4,6	0,9	1,5	6,6	0,8	2,0	5,0	2,1	2,1	8,2	3,6
Diffa	7,2	7,0	4,2	0,9	1,9	5,2	0,5	1,6	2,9	3,2	2,5	10,5	5,5
Dosso	9,3	3,9	6,3	1,3	2,4	6,5	1,6	1,8	2,2	1,9	0,8	10,6	5,5
Maradi	11,2	3,4	6,4	1,3	3,0	5,9	1,0	1,6	2,1	2,1	1,3	12,8	5,9
Tahoua	11,8	4,5	6,0	1,3	2,2	5,5	2,0	1,1	3,5	2,8	1,6	12,8	5,1
Tillabéri	9,0	5,5	6,1	1,0	2,0	6,9	0,8	1,0	3,6	2,0	1,3	9,9	4,8
Zinder	10,2	4,7	7,8	1,1	3,0	7,2	0,4	1,7	3,5	2,6	1,6	11,7	5,3
Niamey	0,4	2,6	2,3	0,8	0,6	3,9	3,1	1,6	2,4	0,9	0,7	10,9	2,8
Milieu de résidence													
Urbain	1,6	3,8	3,3	0,9	0,9	5,7	2,4	1,7	2,4	1,4	0,9	11,9	3,3
Rural	12,0	4,5	7,0	1,2	2,8	6,1	0,9	1,4	3,3	2,5	1,5	11,1	5,7
Taille du ménage													
1 Personne	2,4	1,7	2,4	0,8	1,1	2,7	1,2	1,8	4,1	1,1	1,1	16,0	3,9
2 personnes	7,2	3,8	4,5	1,0	1,9	6,0	1,4	1,5	3,5	2,1	1,5	11,7	5,1
3-5 prs	8,3	4,2	5,5	1,1	2,1	6,4	1,4	1,4	3,0	2,2	1,4	11,0	5,0
6-9 prs	8,9	4,4	6,0	1,1	2,2	6,0	1,4	1,5	3,0	2,2	1,3	11,2	4,8
10-14pr	9,3	4,5	6,7	1,2	2,7	5,6	1,6	1,6	2,6	1,9	1,3	11,9	4,6
15 prs et +	7,9	5,0	6,8	1,5	2,0	5,3	0,9	2,1	1,8	2,2	1,1	11,9	4,3
Education du CM													
Aucun	10,6	4,5	6,6	1,1	2,6	6,3	1,1	1,4	3,1	2,4	1,5	11,5	5,3
Primaire	5,9	4,4	4,8	1,1	1,8	6,0	1,9	1,6	2,9	1,8	1,1	12,7	4,4
Secondaire1	4,9	4,1	4,4	1,0	1,4	5,3	1,9	1,7	2,8	1,6	1,0	11,4	3,9
Secondaire2 et +	0,8	2,3	2,6	1,0	0,8	4,3	2,0	1,8	2,4	1,1	0,9	9,3	3,1
Age du CM													

Pourcentage du produit/groupe de produits dans la consommation totale													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménages	Autres pdts alimentaires
Moins de 25ans	10,5	4,2	6,0	1,2	2,5	5,7	0,5	1,5	2,8	2,7	1,6	12,7	6,4
25-34ans	8,7	4,5	5,1	1,1	2,3	5,9	1,3	1,4	3,2	2,2	1,4	11,4	5,3
35-44ans	8,7	4,2	6,0	1,1	2,2	6,2	1,3	1,5	3,3	2,2	1,4	10,9	4,9
45-54ans	7,7	4,4	5,5	1,1	2,0	6,0	1,7	1,4	2,7	2,1	1,2	11,8	4,6
55-64ans	8,0	4,3	6,0	1,1	2,1	5,9	1,3	1,5	2,8	2,0	1,2	11,1	4,7
ans et +	9,1	3,6	6,1	1,2	2,3	5,8	1,7	1,6	3,0	2,0	1,3	11,9	4,4
Statut pauvreté													
Non pauvre	6,3	4,4	5,2	1,1	2,0	6,1	1,6	1,6	3,1	2,1	1,3	11,9	4,5
Pauvre	17,1	3,7	8,1	1,0	3,0	5,4	0,5	1,0	2,5	2,4	1,4	9,3	6,3
Ensemble	8,5	4,2	5,7	1,1	2,2	6,0	1,4	1,5	3,0	2,1	1,3	11,4	4,9

Tableau

Consommation moyenne par tête (en FCFA)													
quintile													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
Q1	23202	6000	11696	1267	3270	10059	522	1447	1242	3444	2017	22494	9344
Q2	23151	9204	12425	1813	5477	11867	1522	2085	4645	4345	2764	22448	10615
Q3	23883	9645	14026	2048	4703	13555	2357	2640	7473	5779	3227	24292	11944
Q4	21979	12962	16367	3414	6957	16743	4042	3921	10509	6215	3978	31392	12814
Q5	17117	17378	19915	5812	7846	25358	9889	9445	15256	7897	5371	47612	18349
Région													
Agadez	14486	21867	18592	3588	5941	26658	3279	8100	20302	8627	8448	32992	14383

Consommation moyenne par tête (en FCFA)													
quintile													
Diffa	19780	19146	11373	2531	5204	14274	1235	4258	7882	8610	6853	28707	14918
Dosso	21140	8740	14340	2898	5377	14630	3518	4114	4903	4308	1870	24052	12367
Maradi	24491	7347	14061	2751	6474	12957	2293	3492	4569	4620	2743	28039	12799
Tahoua	27153	10284	13922	2896	5128	12740	4515	2455	8093	6495	3733	29396	11819
Tillabéri	21390	13143	14436	2293	4725		1928	2502	8523	4868	3116	23711	11411
Zinder	21451	9944	16438	2395	6399	15091	829	3589	7434	5410	3438	24605	11223
Niamey	3361	19715	17503	6223	4411	29575	23368	12493	17933	7023	5215	83201	21162
Milieu de résidence													
Urbain	8532	19602	17186	4925	4693	29707	12628	8994	12331	7432	4803	62173	17034
Rural	24632	9221	14376	2426	5819	12527	1778	2818	6830	5125	3181	22861	11654
Taille du ménage													
1 Personne	21200	15677	22041	6787	9854	23922	10728	15907	37031	9725	9679	144015	34814
2 personnes	30276	15971	18740	4361	7890	25040	5987	6243	14443	8927	6102	48882	21378
3-5 prs	25249	12755	16632	3297	6534	19576	4172	4199	9246	6787	4230	33385	15356
6-9 prs	20914	10222	14067	2496	5097	13977	3282	3414	7080	5122	3038	26371	11303
10-14pr	18423	8801	13278	2410	5248	11072	3104	3207	5223	3732	2605	23471	9073
15 prs et +	14945	9438	12945	2883	3745	10046	1641	4035	3424	4085	2078	22562	8231
Education du CM													
Aucun	23241	9988	14424	2447	5607	13830	2518	3071	6868	5339	3230	25252	11730
Primaire	18403	13640	14852	3550	5704	18713	5971	4866	9094	5527	3490	39574	13614
Secondaire1	17761	14755	16130	3737	5059	19430	6851	6271	10144	5686	3782	41573	14225
Secondaire2 et +	6839	20723	23565	9187	6875	38416	18033	16541	21887	9716	8515	83367	27411
Age du CM													
Moins de 25ans	29985	12003	17066	3504	7110	16201	1482	4236	7896	7687	4604	36328	18439
25-34ans	24480	12646	14472	2959	6587	16667	3601	3973	8956	6265	4019	32034	14853
35-44ans	20807	10130	14303	2555	5228	14748	3168	3703	7850	5153	3369	26138	11736
45-54ans	19274	10995	13713	2792	4910	15028	4262	3617	6748	5208	3038	29603	11517
55-64ans	21310	11333	16006	2985	5577	15607	3350	3931	7465	5385	3305	29606	12403

Consommation moyenne par tête (en FCFA)													
quintile													
ans et +	24938	9858	16876	3203	6387	15847	4582	4464	8260	5569	3603	32652	12032
Statut pauvreté													
Non pauvre	22305	15416	18127	3991	6968	21449	5710	5655	10935	7276	4665	41913	15842
Pauvre	21308	4558	10108	1197	3685	6741	591	1275	3169	2968	1704	11596	7822
Ensemble	21898	10983	14853	2850	5628	15444	3620	3867	7764	5517	3456	29536	12568

Tableau

Consommation moyenne par tête pour les ménages ayant une consommation non nulle													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
quintile													
Q1	26432	15141	16333	3863	7480	10724	13875	4429	5117	4770	3185	26367	9573
Q2	25345	16186	16310	4057	7455	12162	14719	4419	7654	4900	3674	26730	10629
Q3	25908	16068	16946	4279	6835	13759	16941	5021	8869	6159	3977	28209	11958
Q4	23837	17239	18452	5809	7824	16796	17170	5978	11577	6371	4600	33810	12816
Q5	19987	20284	21320	8105	8226	25474	25749	11639	16094	7977	5828	50778	18355
Région													
Agadez	17400	23420	21059	9002	8065	27753	26037	16315	25085	8792	9135	43596	14539
Diffa	21740	23553	15642	7613	7297	14407	19597	8338	11563	8800	7039	38276	14927
Dosso	22856	14876	16994	4211	7636	14992	15672	5768	8627	4827	2816	27576	12499
Maradi	25282	14370	16841	6057	8563	13245	15564	6930	6295	5546	3431	30089	12835
Tahoua	28966	16896	17923	5793	7824	13360	19085	5554	9868	6918	5366	32348	11892
Tillabéri	24579	21226	18531	4429	6132	16683	14197	4822	13516	5646	3854	28966	11445
Zinder	23125	15128	19135	5044	8550	15286	18671	5994	10386	5862	3892	27770	11279
Niamey	7868	20534	18655	9700	4817	30012	31510	15506	26229	7115	6061	86047	21431
Milieu de résidence													

Consommation moyenne par tête pour les ménages ayant une consommation non nulle													
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
Urbain	12792	21235	18392	8201	5364	30020	26730	12410	18786	7533	5477	64387	17171
Rural	26044	16085	17924	4937	8197	12841	15038	5403	9531	5799	4085	26361	11713
Taille du ménage													
1 Personne	57492	36396	42712	15822	21536	45824	107111	25063	60966	16254	14160	160602	44916
2 personnes	35220	25640	24845	9226	11444	26463	40418	11123	21765	10117	8028	59121	21788
3-5 prs	28637	20825	20664	6842	9167	20086	26896	8331	13692	7593	5425	39897	15479
6-9 prs	23117	16098	16971	5034	7002	14244	18687	6289	10316	5665	3804	29480	11336
10-14pr	20131	13860	15630	4341	6589	11167	14089	5331	6573	4083	3249	25420	9073
15 prs et +	15605	13074	14060	4371	4545	10046	7993	5608	4412	4467	2363	23923	8231
Education du CM													
Aucun	25279	16787	17660	5073	7778	14155	17550	5900	9805	5990	4144	29014	11787
Primaire	21235	18114	17725	5905	7213	19152	21688	7498	12650	5912	4194	42510	13750
Secondaire1	21945	19339	19069	6111	6310	19750	23413	8674	14672	6134	4329	43913	14328
Secondaire2 et +	10886	21695	25048	12668	7801	38662	33563	19253	26057	9768	9094	86689	27536
Age du CM													
Moins de 25ans	32725	25080	21440	6710	10654	17112	16827	7539	12564	8964	6259	45103	18659
25-34ans	27088	19221	18488	6127	9231	17227	24223	7467	12974	6913	5056	36916	15036
35-44ans	23111	16026	17457	4945	7265	14995	20055	6672	11531	5709	4253	29304	11768
45-54ans	21593	17086	16422	5555	6606	15325	18435	6261	9298	5705	3763	32532	11543
55-64ans	23836	17194	18370	5921	7147	15889	18382	6807	10085	5967	4073	34001	12426
ans et +	27730	17108	20673	5783	8311	16236	24251	8657	11313	6356	4664	37260	12200
Statut pauvreté													
Non pauvre	25640	20074	20726	6964	8606	21775	22323	8692	14583	7591	5442	45405	15931
Pauvre	22674	10442	13441	2862	5813	6966	8941	3042	4924	3627	2415	14018	7864
Ensemble	24373	17361	18014	5590	7626	15793	20297	6953	10991	6122	4345	33414	12637

Tableau

Consommation totale par mode d'acquisition (en millions de FCFA)													
	Achat												
	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
quintile													
Q1	42400	25000	40400	5020	4450	27600	2190	4470	4360	15100	8400	64000	40600
Q2	28200	34900	37400	6570	6450	31400	6080	6860	12300	17200	11100	74400	43000
Q3	39700	38700	45500	8030	7650	41100	9870	9100	18800	23500	13100	86600	49600
Q4	30100	52400	55500	13800	11200	55000	17100	13300	32400	25400	16700	121000	53700
Q5	29900	67100	72000	22400	17600	92700	40900	35500	53300	31600	19800	177000	72700
Région													
Agadez	7630	11900	8850	1680	3110	11900	1860	3410	6350	4730	4590	14200	7720
Diffa	9170	12000	7280	1750	2630	8520	864	2680	2880	5510	4560	12000	10300
Dosso	14700	19200	31000	6190	3570	25300	9140	7930	9660	10800	4440	50200	30300
Maradi	30800	31600	49300	11300	9050	46700	10000	14600	16500	18600	10800	110000	53400
Tahoua	42200	40800	39100	10600	8450	35100	18000	7580	16900	26000	14900	102000	47200
Tillabéri	21800	35500	38800	7190	6260	43500	6560	6550	19700	15600	9490	62200	37100
Zinder	40500	44800	56500	10100	9460	43100	3340	12700	28200	23300	15000	87700	49800
Niamey	3520	22400	19900	6960	4770	33500	26300	13900	20900	8130	5320	90400	23800
Milieu de résidence													
Urbain	21800	69200	59200	16800	14500	105000	45100	30600	44100	26700	15400	205000	59700
Rural	148000	149000	191000	39000	32900	143000	31000	38700	77000	86100	53700	323000	200000
Ensemble	170000	218000	251000	55800	47300	248000	76100	69300	121000	113000	69100	523000	260000
Autoconsommation													
quintile	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
Q1	55800	693	8530	23	9100	14600	0	535	523	209	7	0	305
Q2	65200	2060	11900	301	14800	14700	13	662	5040	495	34	0	262

Q3	59400	1590	12100	96	11300	13000	0	876	9540	803	17	0	488
Q4	64300	2130	13900	445	17600	15800	0	2130	10900	820	98	0	1420
Q5	40500	2810	7860	150	13500	9080	0	1520	7670	546	49	0	1950
Région													
Agadez	53	0	936	37	0	2130	0	814	4470	3	22	0	70
Diffa	3990	38	541	9	798	1300	0	49	2370	251	51	0	81
Dosso	35700	2240	2950	207	9170	8910	13	1070	1770	119	0	0	247
Maradi	75300	0	11400	341	18300	7770	0	192	2500	522	41	0	1830
Tahoua	64800	0	14700	180	10800	14200	0	1430	11000	334	6	0	587
Tillabéri	49200	6680	7770	3	8520	8970	0	481	6470	769	24	0	689
Zinder	56000	37	16000	237	18600	23800	0	1570	5040	874	61	0	526
Niamey	101	296	53	0	19	33	0	119	53	1	0	0	400
Milieu de résidence													
Urbain	6300	631	1090	5	1450	1380	0	494	708	1	61	0	680
Rural	279000	8650	53200	1010	64700	65800	13	5230	33000	2870	143	0	3750
Ensemble	285000	9290	54300	1010	66200	67100	13	5730	33700	2870	204	0	4430
	Don												
quintile	Mil	Riz	Autres céréales	Tubercules	Légumineuses	Légume	Viande et poisson	Fruit	Lait et produits laitiers	Huile	Sucre	Repas hors ménage	Autres pdts alimentaires
Q1	6870	1490	4010	694	1250	3320	168	1540	737	326	725	29800	1330
Q2	5290	2250	3680	855	2090	4500	396	1360	2440	806	658	21300	1970
Q3	5390	1870	3780	834	1660	5250	446	1580	4380	985	1010	19500	2210
Q4	4050	3530	3890	1040	2380	4150	1000	2110	3770	1570	977	19200	2240
Q5	2200	3870	4680	2100	2250	5860	1070	3040	3740	1400	2920	24500	3150
Région													
Agadez	685	768	948	356	318	1390	34	458	908	252	269	4860	516
Diffa	1200	1900	436	75	354	548	32	360	473	495	369	8840	475
Dosso	4890	1420	3550	1170	1300	3990	34	1740	1370	299	452	12700	1790
Maradi	3500	1220	2250	642	1610	3480	244	856	1410	1510	1450	15800	1980

Tahoua	6380	2160	4350	1280	2130	3830	830	1250	5900	767	658	21200	1580
Tillabéri	2450	2940	2960	673	1430	4390	52	1560	3040	366	1180	19200	1330
Zinder	4350	1960	4800	942	2060	4090	557	2630	1740	1240	1070	27900	2430
Niamey	353	627	747	388	419	1380	1300	771	204	163	839	7890	794
Milieu de résidence													
Urbain	3560	3020	3530	1460	1520	4390	1770	2320	979	924	2400	25900	2920
Rural	20200	9980	16500	4070	8110	18700	1310	7310	14100	4170	3880	92500	7980
Ensemble	23800	13000	20000	5530	9630	23100	3080	9630	15100	5090	6280	114000	10900

Annexe 6 : Autres indicateurs (assainissement, eau, électricité, gaz etc.)